

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

# CAMPS DE RÉFUGIÉS RWANDAIS ZAÏRE-TANZANIE 1994-1995

LAURENCE BINET

ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

CAMPS DE RÉFUGIÉS  
RWANDAIS  
ZAÏRE-TANZANIE  
1994-1995

**DANS LA MÊME COLLECTION,  
ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF**

*Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

*Génocide des Rwandais tutsis 1994*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

*Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

*Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [août 2004]

*Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

*Violences contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

*MSF et la Corée du Nord 1995-1998*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008]

*Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010]

*Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

*MSF et Srebrenica 1993-2003*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juillet 2015]

*MSF et la guerre en ex-Yougoslavie 1991-2003*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [décembre 2015]

*MSF et les Rohingya 1992-2014*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [novembre 2020]

*MSF et le Darfour 2003-2009*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2024]

**Comité éditorial :** Laurence Binet, Jean-Marc Biquet, Françoise Bouchet-Saulnier, Michiel Hofman, Fiona Terry, Rafa Vila San Juan - **Directrice d'études-auteure :** Laurence Binet - **Traduction en français :** Laurence Binet - **Correction-préparation de copie :** Marie-Claude Beauregard - **Graphisme et mise en page :** tçgraphite .

**Merci à Rony Brauman et Marc Le Pape pour leurs conseils.**

**Projet du Conseil international du mouvement Médecins Sans Frontières :**  
<https://www.msf.org/fr/speakingout/accueil>

# AVANT-PROPOS

Les « Études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des membres du mouvement un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux membres de l'organisation pour comprendre et se réapproprier sa culture de prise de parole publique.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (*guidelines*), le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité de pilotage et éditorial. Chacun des membres de ce comité a été choisi par le Conseil international (désormais IB) ou co-opté pour son expérience et ses compétences et siège *intuitu personae*, indépendamment de son entité MSF d'origine.

Le comité éditorial privilégie l'étude des prises de parole publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il propose les cas à étudier au Conseil international, qui fait le choix final.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées présentent leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Elles s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont exhumés des archives des différentes entités impliquées et, dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre éthique, pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et accessibilité des documents d'archives.

Le montage principal, qui présente les faits dans un ordre chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes de liaison ou d'introduction. Les extraits de documents sont privilégiés pour établir les faits. À défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage de la part des protagonistes sur leur vécu et leur analyse personnels des événements.

Cette méthodologie permet de reconstituer les faits et de restituer les débats et les dilemmes rencontrés, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Le texte-montage principal est précédé d'une ou de plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées et de celle des personnes interviewées.

Un résumé de l'étude présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

Une chronologie détaillée resitue les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas représenter une référence universitaire.

Chaque étude de cas est disponible en français et en anglais.

Ces études de cas ont une vocation essentiellement pédagogique. Certaines d'entre elles servent désormais de base à des podcasts et des modules de formation et l'accès à l'ensemble de ce matériel est ouvert au public sur le site internet [www.msf.org/fr/speakingout/accueil](http://www.msf.org/fr/speakingout/accueil).

Bonne lecture !

Le comité éditorial.  
2026

# SOMMAIRE

<b>Personnes interviewées et leur fonction au moment des événements</b>	<b>6</b>
<b>Acronymes et abréviations</b>	<b>8</b>
<b>Carte</b>	<b>9</b>
<b>Résumé</b>	<b>10</b>
<b>Camps de réfugiés Rwandais Zaïre-Tanzanie 1994-1995</b>	<b>13</b>
<b>Chronologie des événements 1994-1995</b>	<b>153</b>

# PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEURS FONCTIONS AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

(Interviews menées en 2000 et 2002)

**Dr Jose Antonio Bastos**

*MSF Espagne, coordinateur en Tanzanie, juillet 1994-juillet 1995*

**Dr Philippe Biberson**

*MSF France, président du conseil d'administration, mai 1994-mai 2000*

**Samantha Bolton**

*MSF International, chargée de communication en Afrique de l'Est, 1994-1995*

**Françoise Bouchet-Saulnier**

*MSF France, responsable juridique*

**Dr Jean-Hervé Bradol**

*MSF France, responsable de programme*

**Dr [...]**

*MSF Belgique, responsable de programme, directeur des opérations*

**Michiel Hofman**

*MSF Hollande, coordinateur à Goma*

**Wouter Kok**

*MSF Hollande, coordinateur en Tanzanie, 1994-1995*

**[...]**

*MSF France, cellule d'urgence*

**Dr Didier Laureillard**

*MSF France, coordinateur à Goma juillet-septembre 1994*

**Dr Jacques de Milliano**

*MSF Hollande, directeur général*

**Hanna Nolan**

*MSF Hollande, département des affaires humanitaires*

**Alex Parisel**

*MSF Belgique, coordinateur à Goma à partir d'octobre 1994*

**Dr Bernard Pécoul**

*MSF France, directeur général*

**Jules Pieters**

*MSF Hollande, responsable de la cellule urgence*

**Ed Schenkenberg**

*MSF Hollande, département des affaires humanitaires*

**Joëlle Tanguy**

*MSF États-Unis, directrice générale*

**Fiona Terry**

*MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994*

**Nicolas de Torrente**

*MSF France, administrateur en Tanzanie, 1993-1994, coordinateur au Rwanda, 1994-1995*

**Wilna Van Aartsen**

*MSF Hollande, cellule d'urgence*

**Wouter Van Empelen**

*MSF Hollande, cellule d'urgence puis responsable de programme*

# ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

<b>ACF</b>	Action contre la faim
<b>AEDES</b>	Agence européenne pour le développement et la santé
<b>AFP</b>	Agence France-Presse
<b>AP</b>	Associated Press
<b>APR</b>	Armée patriotique rwandaise
<b>BBC</b>	British Broadcast Corporation
<b>CHK</b>	Centre hospitalier de Kigali
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge
<b>CTC</b>	(Cholera Therapeutic Center) Centre de traitement du choléra
<b>FAR</b>	Forces armées rwandaises
<b>FPR</b>	Front patriotique rwandais
<b>HAD</b>	(Humanitarian Affairs Department) Département des affaires humanitaires (MSF Hollande)
<b>MDM</b>	Médecins du monde
<b>MINUAR</b>	Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda
<b>OIM</b>	Office international des migrations
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>(UN) HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
<b>ZHS</b>	Zone humanitaire sûre (dite « Zone Turquoise »)
<b>Sitrep</b>	Rapport de situation rédigé par l'équipe de terrain ou par le responsable de programme



Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.

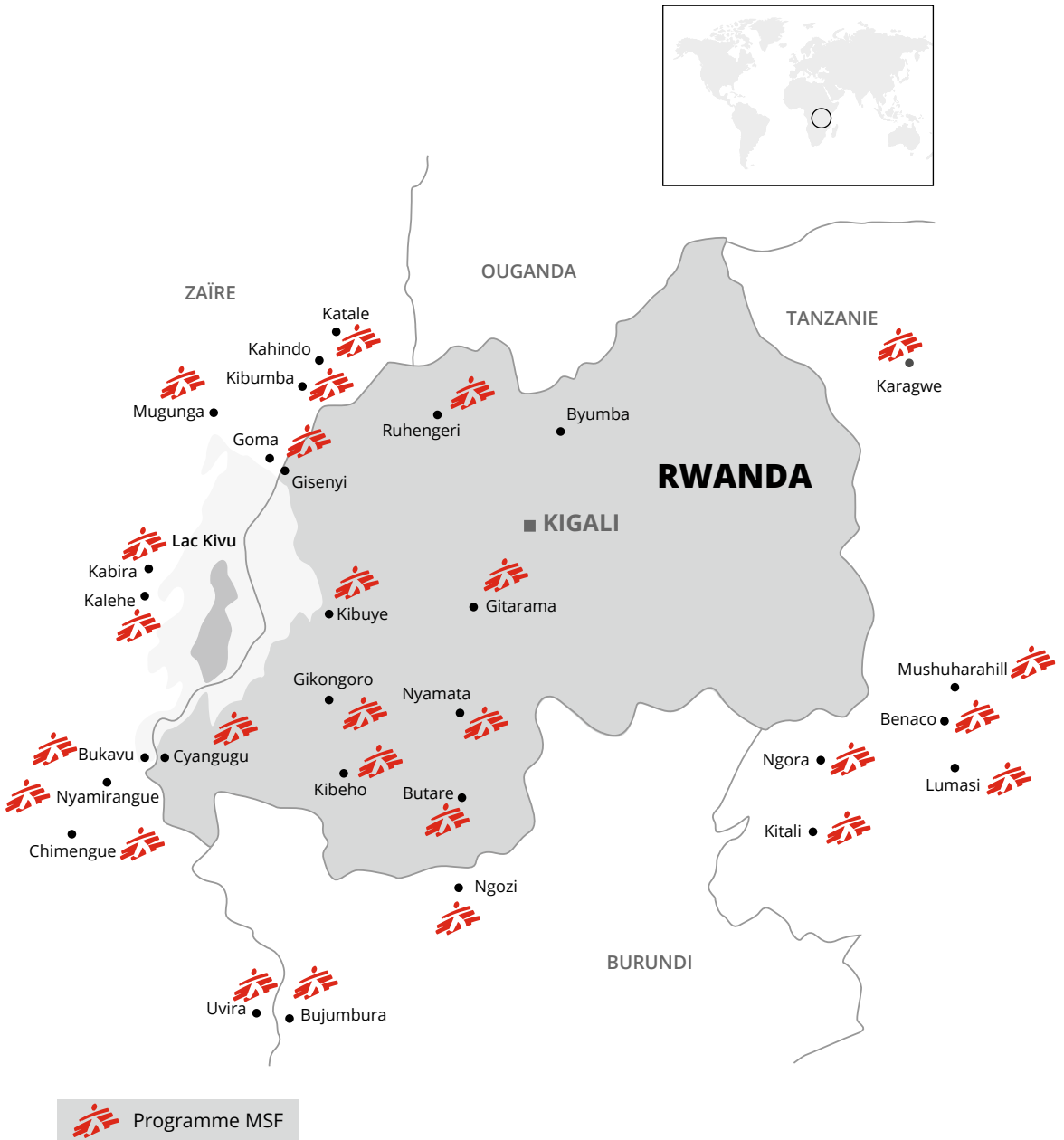


Extrait d'entrevues avec des acteurs et – ou des témoins des événements.



Retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.

Camps de réfugiés rwandais Zaïre-Tanzanie 1994-1995



## RÉSUMÉ

Le 6 avril 1994, l'avion du président du Rwanda est abattu à son arrivée à Kigali. Dans les jours qui suivent l'attentat, les premières tueries de Tutsis se produisent. Simultanément, les leaders du Front patriotique rwandais (FPR), mouvement d'opposition organisé par les exilés tutsis, déclenchent une offensive militaire au Rwanda et s'emparent du pouvoir à Kigali dans les premiers jours de juillet.

D'avril à juillet 1994, entre 500 000 et un million de Rwandais tutsis sont victimes d'une extermination systématique perpétrée par des miliciens encadrés par les Forces armées rwandaises (FAR). Ce génocide est l'aboutissement de stratégies anciennes menées par des groupes politico-militaires extrémistes qui ont excité les ressentiments ethniques contre la minorité tutsie. Au cours de cette période, un très grand nombre de Rwandais hutus, opposés aux massacres, ont été tués par les mêmes criminels.

À la même époque, autorisée par l'ONU après dix semaines de massacres, l'intervention de l'armée française, l'opération Turquoise (23 juin-21 août) sauve des vies, mais facilite aussi le repli des FAR vers le Zaïre. Les autorités administratives et politiques, dont de nombreux responsables du génocide, entraînent avec elles des centaines de milliers de Rwandais qui fuient à la fois sous la menace, sous l'influence de la propagande officielle, et par crainte des exactions du FPR. Ils s'arrêtent au Zaïre, en Tanzanie, et au Burundi, où des camps sont rapidement installés.

Pendant l'été 1994, à l'instar de nombreuses autres organisations humanitaires, Médecins Sans Frontières se mobilise pour combattre l'épidémie de choléra qui touche les réfugiés au Zaïre. Mais très rapidement, l'épidémie contrôlée, les équipes se trouvent confrontées à l'emprise brutale des leaders sur la population des camps, dont certains sont transformés en bases arrière pour la reconquête du Rwanda au travers de détournements massifs de l'aide, la violence, les recrutements forcés, la propagande et les menaces contre les candidats au rapatriement.

Si les équipes des différentes sections sont toutes révoltées par la situation, elles sont divisées quant aux moyens d'y remédier. Certains pensent que MSF doit cesser ses activités dans les camps, d'autres qu'il existe encore une marge de manœuvre pour améliorer la situation, d'autres encore que MSF doit rester aussi longtemps que les réfugiés ont besoin de secours, quel que soit le contexte.

En novembre 1994, un appel des ONG présentes dans les camps du Kivu est adressé au Conseil de sécurité des Nations unies, demandant l'envoi d'une force de police internationale pour séparer les réfugiés et les « cadres responsables » du génocide. L'appel reste sans suite. Dès lors, dans une tentative de réponse commune, le mouvement MSF se trouve confronté au problème suivant : continuer le travail dans les camps, c'est renforcer l'emprise d'un pouvoir génocidaire sur la population ; se retirer, c'est renoncer à aider une population en détresse.

**Plusieurs questions et dilemmes se posent :**

- ▶ Est-il acceptable que MSF apporte son soutien à des personnes qui ont commis un génocide ?
- ▶ MSF peut-elle accepter que ses secours soient détournés par des leaders qui utilisent la violence contre les réfugiés et revendiquent leur intention de reprendre la guerre pour finir le génocide ?
- ▶ Pour autant, MSF peut-elle renoncer à aider une population en détresse, et sur quels arguments fonder cette décision ?

Les sections MSF abordent ces questions et dilemmes avec des méthodes et des stratégies différentes.

La section française, considérant qu'une organisation humanitaire n'a pas d'autre mandat que celui qu'elle s'impose, refuse de contribuer à légitimer les auteurs du génocide et à renforcer leur pouvoir par son assistance dans les camps. La phase d'urgence médicale passée, MSF France se retire donc des camps du Zaïre, puis de Tanzanie en novembre et décembre 1994, et explique publiquement sa position.

Les sections belge, espagnole et hollandaise choisissent de rester, considérant que les réfugiés ont encore besoin d'aide, et que tout n'a pas été fait pour mettre fin à l'emprise des auteurs du génocide.

La section belge s'engage dans l'application d'une stratégie de « résistance humanitaire » qui tente de desserrer l'emprise des leaders sur les secours qu'elle prodigue aux réfugiés. La section hollandaise s'efforce de documenter la situation à des fins de lobbying auprès de la communauté internationale, afin de pousser cette dernière à résoudre le problème.

En juillet 1995, devant l'absence d'amélioration de la situation, MSF Belgique et MSF Hollande décident de cesser leurs programmes dans les camps. Ces décisions sont effectives fin 1995.

*Pour citer ce contenu :*

Laurence Binet, « Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995 », septembre 2013, URL :

<https://www.msf.org/speakingout/camps-de-refugiés-rwandais-au-zaïre-et-en-tanzanie-1994-1995>



# CAMPS DE RÉFUGIÉS RWANDAIS ZAÏRE-TANZANIE 1994-1995

Du début du mois d'avril à la mi-juillet 1994, entre 500 000 et un million de Rwandais tutsis et de Hutus opposés aux massacres sont exterminés. Ce génocide, planifié et organisé par des extrémistes proches et membres du régime en place, est perpétré par des miliciens recrutés parmi les simples citoyens rwandais, encadrés par les Forces armées rwandaises (FAR).

De son côté, l'Armée patriotique rwandaise (APR), branche militaire du Front patriotique rwandais (FPR), parti politique créé par les exilés tutsis, mène une guerre de conquête du territoire. Fuyant cette menace, mais aussi influencés par la propagande de leurs leaders, des centaines de milliers de Rwandais hutus se jettent sur les routes.

Fin avril 1994, environ 250 000 d'entre eux<sup>1</sup> atteignent la frontière tanzanienne, à l'est du Rwanda, et y restent bloqués pendant plusieurs jours, otages des Forces armées rwandaises (FAR). Le 29 avril, devant l'arrivée imminente de l'APR, ces forces se retirent. Dans la journée, 170 000 personnes passent alors la frontière et s'installent à une dizaine de kilomètres sur le site de Benaco.

Dès les premiers jours de mai, les sections française, espagnole et hollandaise de MSF, présentes en Tanzanie auprès des réfugiés burundais depuis novembre 1993, approvisionnent les camps en eau et en nourriture, mettent en place des dispensaires médicaux et lancent une campagne de vaccination contre la rougeole.



« Fuyant les massacres qui se poursuivent, deux cent cinquante mille Rwandais ont trouvé refuge en Tanzanie », Jean Hélène, *Le Monde* (France), 4 mai 1994 (en français).

## Extrait :

Dans le camp de Benaco, une dizaine d'ONG sont déjà à pied d'œuvre. Les réfugiés, parmi lesquels le HCR n'a pas recensé « plus de quatre ou cinq blessés », ne sont pas en mauvais état : ils ont eu le temps de préparer leur fuite, d'emporter quelques vivres en entendant les combats se rapprocher. Certains sont arrivés en voiture, d'autres en poussant leurs vaches.

---

1. Selon le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés), 250 000, selon MSF, 150 000.

## À l'occasion de reportages sur les élections en Afrique du Sud, de nombreux journalistes font halte en Tanzanie pour visiter le camp de Benaco.



« La presse et la crise en Tanzanie-Rwanda », **Sitrep** de Samantha Bolton, chargée de communication MSF en Afrique de l'Est, aux départements de communication et aux responsables des programmes, 5 mai 1994 (en anglais).

### Extrait :

Les équipes MSF de Tanzanie appellent au secours. Environ 70 journalistes traînent autour des camps, à la recherche d'informations et je pars demain pour la Tanzanie.

Le chargé d'information du CICR y est depuis hier et appelle cela un « cirque médiatique ».

Le CICR et la fédération des Croix-Rouge envoient un attaché de presse de Genève cette semaine.

L'UNHCR a deux attachés de presse et porte-parole [...].

La Croix-Rouge belge envoie un avion de journalistes en Tanzanie demain. J'ai reçu des appels de certains journalistes qui sont sur ce vol et qui me connaissent depuis le Burundi. J'ai aussi reçu des coups de fil de divers correspondants basés à Nairobi qui reviennent juste d'Afrique du Sud et se rendent en Tanzanie.

**Marquées par l'expérience négative des années précédentes auprès des réfugiés burundais, les équipes de MSF concentrent tous leurs efforts sur la qualité technique de leur assistance, faisant abstraction de la réalité politique de cet exode. La plupart ignorent que l'exode de ces réfugiés a été organisé par les responsables de l'ancienne administration rwandaise, celle-là même qui a planifié le génocide. L'organisation des camps, sous la coupe réglée de ces leaders, est calquée sur celle des communes rwandaises. V1**



*Toute l'approche de l'aide pour ces camps-là était basée sur les mauvaises expériences que l'on avait eues avec les Burundais, qui s'étaient réfugiés l'année d'avant tant en Tanzanie qu'au Rwanda. Le système de l'aide ne marchait pas, il y avait des trous dans le pipe-line alimentaire, de la malnutrition terrible alors que les entrepôts étaient à Kigali. Pour les réfugiés burundais et rwandais, toute notre approche opérationnelle au départ consistait en un maximum d'assistance, une distribution systématique pour tous les enfants de moins de cinq ans pour prévenir la malnutrition. À Benaco, on réagissait à la crise d'avant. J'étais déjà pour MSF en Tanzanie quand les réfugiés sont arrivés à Benaco, fin avril 1994. On les a vus arriver et on a assisté à toute l'installation de la mission initiale. C'était la première fois que je voyais un aussi gros afflux de réfugiés. Je n'avais jamais vu autant de monde, une aussi grosse urgence. On a foncé là-dedans. Il y avait, c'est sûr, des problèmes au Rwanda. J'avais compris l'exode, je voyais qu'ils étaient organisés, mais je n'arrivais pas à comprendre que c'étaient des tueurs. J'ai serré la main du bourgmestre de Rusumo qui est un tueur notoire et celles d'autres personnes. Évidemment, j'ai vu qu'ils étaient organisés, c'est clair. Ils se mettaient par commune. La distribution de nourriture de la Croix-Rouge tanzanienne et de la Croix-Rouge rwandaise s'est déroulée sans bagarre dans un camp de 150 000 personnes. Une semaine et demi après leur arrivée, on a fait une campagne de vaccination contre la rougeole avec un taux de couverture de 90 %. Une telle organisation, une telle mobilisation, c'était incroyable. La structuration du camp, on l'a remarquée... Mais je n'ai pas réussi à faire 2 + 2 = 4. J'étais en communication radio quotidienne avec un responsable du HCR qui était à la*

frontière et me disait : « Ils sont là, le verrou va sauter. » En fait le verrou, on ne comprenait pas très bien ce que c'était. On savait que le FPR était derrière eux, donc on avait l'impression qu'ils fuyaient son avancée et qu'ils étaient bloqués à la frontière par les Tanzaniens qui ne les laissaient pas entrer. On n'a pas compris que c'était leur propre armée, les FAR eux-mêmes, qui bloquaient la sortie, puis qui les ont finalement laissé passer. En fait, c'était un exode organisé. On était au courant du génocide, on l'avait lu, on nous l'avait raconté, mais ce n'était pas clair. Ce sont des choses qu'il faut presque voir pour les comprendre. On gérait un camp, on était une équipe de 35 ou 40 personnes, c'était de la folie. On travaillait comme des fous, on avait la tête dans le guidon, complètement.

Nicolas de Torrente, MSF France, administrateur en Tanzanie, 1993-1994, coordinateur au Rwanda, 1994-1995 (en français).



Benaco, c'était énorme à prendre en charge. Les gens risquaient effectivement d'aller très mal. Ils allaient très bien au début, mais ça s'est dégradé vers le mois d'août. Les épidémies de dysenterie et de choléra ne sont pas survenues tout de suite. Le personnel international était très inquiet, parce qu'ils avaient connu le mauvais état des réfugiés burundais en Tanzanie, au Rwanda et au Zaïre. On avait peur d'une catastrophe sanitaire dans les camps. À la formation des camps, toute l'énergie de l'équipe était mobilisée par ça. Quand on leur dit, quelques semaines après, de lever la tête et de se rendre compte que ça ne serait pas aussi simple qu'une opération de secours matériel, vu la nature du pouvoir dans les camps et que ça allait nous poser beaucoup de problèmes, ils ont du mal à accepter de discuter de ça.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme (en français).

**Ces leaders, dont certains sont soupçonnés de massacres, sont pourtant les « intermédiaires » officiellement chargés de l'établissement des listes de bénéficiaires et de la distribution de l'aide alimentaire fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM), dont ils détournent de grandes quantités. En les comparant à ceux établis dans le cadre de sa campagne de vaccination, l'équipe MSF réévalue les effectifs à la baisse.**



« Des Rwandais massacreurs et réfugiés : parmi les centaines de milliers de Hutus qui ont fui en Tanzanie figurent des meurtriers de Tutsis », Corine Lesnes, **Le Monde** (France), 11 juin 1994 (en français).

**Extrait :**

Pressé par l'urgence, le HCR s'est appuyé sur les bourgmestres dont certains sont mis en cause par les rescapés tutsis comme un rouage important des massacres. Depuis le 1<sup>er</sup> juin, les bourgmestres sont rétribués comme assistants par le HCR, à 24 dollars par mois. « Jusqu'à preuve du contraire, les leaders sont innocents. Si la commission des Droits de l'homme de l'ONU veut envoyer une mission, elle est la bienvenue, indique le porte-parole, tout le monde est pour une enquête, cela clarifierait les choses. »



**Sitrep**, MSF France, 13 juin 1994 (en français).

**Extrait :**

1. Population

D'après les listes des bourgmestres qui sont aussi les chiffres officiels utilisés par le HCR, les agences de distribution et ceux diffusés par la presse et les autorités tanzaniennes, la population de Benaco aurait atteint 340 000 personnes.

Une estimation plus objective peut être faite à partir des données extrapolées de l'enquête nutritionnelle faite le 7 juin et les résultats de la campagne massive de vaccination contre la rougeole. En effet, au 11 juin, date officielle de la clôture de cette campagne, le nombre total d'enfants vaccinés était de 75 009. Lors de l'enquête nutritionnelle, une étude de la couverture vaccinale a été effectuée et a montré une couverture de 90,2%. Les enfants vaccinés avaient de 6 mois à 15 ans. Or la population de moins de 15 ans constitue en théorie 45% de la population totale.

Sachant d'autre part que 10% des enfants du camp arborent une carte de vaccination du Rwanda, on peut ainsi réévaluer par extrapolation la population totale du camp. On obtient alors une population d'environ 200 000 à 220 000 personnes, ce que chacun s'accorde à trouver plus réaliste.



*Il n'y avait pas eu de recensement. D'énormes quantités de nourriture étaient distribuées, que les leaders revendaient... dans le camp. Les mêmes camions qui apportaient la nourriture repartaient pleins. Je les ai vus sur le marché de Mwanza, la ville voisine. Ce n'était pas de la petite, mais de la grosse revente de nourriture par sacs entiers.*

*Nicolas de Torrente, MSF France, administrateur en Tanzanie, 1993-1994, coordinateur au Rwanda, 1994-1995 (en français).*

**La violence et l'insécurité règnent dans le camp. Les premières victimes sont les Tutsis présents parmi les réfugiés et toute personne soupçonnée d'avoir un lien avec le FPR.**



« Fuyant les massacres qui se poursuivent, deux cent cinquante mille Rwandais ont trouvé refuge en Tanzanie », Jean Hélène, **Le Monde** (France), 4 mai 1994 (en français).

**Extrait :**

« Ils tuent les civils, c'est terrible », assure Grégoire Karymira, un entrepreneur de Murambi qui reconnaît toutefois n'avoir jamais été témoin direct d'une de ces « tueries ». [...] À Benaco, les quelques Tutsis seront séparés du gros des réfugiés dans quelques jours pour éviter des risques inutiles.



**Sitrep**, MSF France en Tanzanie, 13 juin 1994 (en français).

Extrait :

2. Sécurité

Les problèmes de sécurité s'aggravent dans le camp. On compte en une semaine cinq assassinats (quatre lynchages et une personne coupée en morceaux...) reconnus officiellement. Règlements de compte ? C'est probable. À noter qu'une équipe de MSF Hollande a assisté à la mise en pièces de la dernière victime... Il devient urgent que les équipes respectent un peu mieux les consignes de sécurité et ne traînent pas le soir pour rentrer du camp.



*On savait qu'il y avait des problèmes, que des miliciens essayaient de pénétrer dans les centres de nutrition. On avait des problèmes avec notre personnel qui était obligé de prendre la fuite au milieu de la nuit. Des Tutsis sont venus dans notre maison à Ngara et nous les avons aidés à rentrer au Rwanda. Dans les premiers mois, les gens avaient été tués et des exactions horribles avaient eu lieu. On avait retrouvé des cadavres dans les latrines. Au bout de deux mois, il n'y avait plus personne dans le camp qui soit tutsi, qui soit en danger. Les survivants avaient pris la fuite, ils étaient retournés au Rwanda, où pourtant les Tutsis avaient été massacrés.*

*Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur en Tanzanie, 1994-1995 (en anglais).*

**Pour compenser la faiblesse de la police tanzanienne, le HCR embauche un groupe de 300 Rwandais afin d'assurer la sécurité lors des enregistrements et des distributions de nourriture et pour patrouiller dans les camps. Mais ces « agents de sécurité » sont choisis par les leaders des camps et ne font que renforcer le contrôle de ces derniers sur les réfugiés.**



**Sitrep**, MSF France, 13 juin 1994 (en français).

Extrait :

2. Sécurité

Le HCR ne souhaite pas que la police tanzanienne soit présente à l'intérieur du camp ; on les comprend, vu son état habituel d'inhibition... Pour tenter d'enrayer cette dégradation rapide de la sécurité, un groupe de 300 personnes a été recruté. Ils ne disposent que d'une torche et d'un insigne et n'ont le pouvoir que d'arrêter les gens et de les livrer au HCR, qui se chargera de les livrer aux Tanzaniens. On n'ose pas prononcer le mot de « milice », mais avouons que ça y ressemble beaucoup...



400 000 personnes étaient rassemblées sur deux ou trois collines, toutes avec des machettes. Il y avait des hommes armés parmi elles. Benaco était la ville la plus peuplée de Tanzanie après Dar-Es-Salam, la capitale. Et l'effectif des forces de police tanzaniennes était quasiment nul. Quinze policiers, ou quelque chose comme ça.

*Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur en Tanzanie, 1994-1995 (en anglais).*

**En juin 1994, plusieurs membres expérimentés de MSF se rendent à Benaco. Et s'étonnent du niveau d'organisation et de discipline des réfugiés. L'équipe prend conscience de la nature véritable des camps.**



Pour le lien avec le génocide et l'exode, il a fallu que Bernard Pécoul (le directeur général de MSF France) vienne début juin et commence à nous expliquer ce qui s'était passé au Rwanda de manière un peu méthodique. C'est là que l'on a commencé à comprendre le génocide, à comprendre qui l'avait fait, etc., et à comprendre la stratégie. On a mis en relation ce qui s'était passé dans les camps et ce qui s'était passé au Rwanda.

*Nicolas de Torrente, MSF France, administrateur en Tanzanie, 1993-1994, coordinateur au Rwanda, 1994-1995 (en français).*



Maiï Saran, le responsable des urgences se rend sur place, et nous dit très clairement au téléphone : « Ils ont été victimes d'exactions avant de venir ? J'ai du mal à y croire ! Ils racontent tous la même histoire, un discours complètement stéréotypé, ils ont plutôt l'air en bonne forme, ils ont toutes leurs affaires avec eux. Quand on leur demande des précisions sur les massacres auxquels ils ont assisté, c'est l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'ours. » Maiï est très dubitatif. C'est un cadre ici et sa parole sur ce genre de situation pèse. Il y a aussi Thierry Fournier et pas mal de responsables du siège qui étaient là-bas à la période initiale. Ils ont plus de recul que les gens de terrain. Un débat commence entre nous, ce qui me paraît normal.

*Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme (en français).*

**À la reporter du quotidien français *Le Monde*, les équipes MSF confient leurs sentiments sur la présence de massacreurs parmi les réfugiés de Benaco et leur mainmise sur l'ensemble des réfugiés.**



« Des Rwandais massacreurs et réfugiés : parmi les centaines de milliers de Hutus qui ont fui en Tanzanie figurent des meurtriers de Tutsis », Corine Lesnes, **Le Monde** (France), 11 juin 1994 (en français).

**Extrait :**

Le personnel des organisations humanitaires a des états d'âme face à cette population qui échappe aux catégories habituelles et compte « un joli lot d'assassins », comme dit la coordinatrice de Médecins Sans Frontières, Anne Vincent. Un médecin anglais de la

Croix-Rouge tanzanienne a reconnu certains des agresseurs qui avaient fait irruption dans l'hôpital rwandais où il travaillait. Le docteur Hervé Isambert, qui a vu le long de la route de Kigali le « regard halluciné » des tueurs, part sans regret vers la Birmanie, bien qu'il considère que « tout le message de l'humanitaire est justement d'être là ». Infirmière évacuée du Rwanda, Christine Pliche est mal à l'aise : « Mais je suis dans le médical, j'ai ma déontologie. Je ferme les yeux et je soigne. » Chacun se débrouille à sa manière. Le HCR fait valoir son mandat. « Les états d'âmes sont des questions individuelles », dit le porte-parole Philippe Lamair. Beaucoup rappellent que plus de 70 000 enfants ont été vaccinés dans le camp. « Vous ne me ferez pas croire qu'ils ne sont pas innocents », dit une responsable de Care. Spécialiste de l'eau, Joël Boulanger applique un strict professionnalisme : « J'apporte l'équipement ; je montre comment il faut faire, et basta ! »

### **Le 15 juin 1994, les directeurs des opérations des différentes sections de MSF prennent acte de la situation dans le camp de Benaco.**



**Compte rendu** de la réunion internationale des directeurs des opérations, 15 juin 1994 (en anglais).

#### **Extrait :**

Il est devenu évident que la première vague de réfugiés arrivés dans cette zone a fui sur ordre des leaders des communes d'origine devant l'avancée du FPR. Mais les réfugiés dans les camps n'ont pour la plupart pas été directement témoins des violences du FPR. Ce déplacement a été très bien organisé, sur la base de listes, etc. Les leaders ont un contrôle total sur la population. Lorsque les ONG demandent à la population de ne pas boire l'eau du lac à cause des risques d'infection, en quelques heures plus aucune personne ne descend au lac. On n'a jamais vu cela. Le camp de réfugiés est devenu un refuge pour les FAR, qui utilisent la population comme un bouclier. Les chiffres recensant le nombre de réfugiés ont été surestimés, la quantité d'aide distribuée est supérieure aux besoins et un marché noir efficace s'est organisé. »

**Le même jour, dans le camp de Benaco, plusieurs milliers de réfugiés, armés de bâtons et de machettes, prennent en otage le personnel du HCR. Par la menace, ils obtiennent le maintien dans le camp de Jean-Baptiste Gatete, connu comme l'un des organisateurs du génocide dans la commune de Murambi<sup>2</sup>.**



*Quand les réfugiés ont passé la frontière, les Tanzaniens ont arrêté quelques responsables, les ont mis en prison et ont saisi quelques armes. Mais ils ont été relâchés. En particulier Jean-Baptiste Gatete, le boucher de Murambi. On lui a dit : « On te relâche mais tu ne vas pas sur le camp. » La première chose qu'il a faite, c'est aller sur le camp. Le HCR a voulu le faire sortir car tout de suite l'atmosphère du camp avait changé. Ils ont eu droit à une manifestation de plusieurs milliers de types avec des machettes autour de la tente du HCR au milieu du camp. Ils ont réalisé que les choses pouvaient tourner mal très rapidement. Tant que l'on est gentil avec eux, ils sont gentils avec nous. Mais si on veut regarder un peu ce*

2. Jean-Baptiste Gatete a été arrêté dans le nord du Congo, le 8 septembre 2002, et transféré au Tribunal international pour le Rwanda afin d'être jugé.

*qui se passe dans ce camp, les choses peuvent changer très, très vite. Il n'y avait quasiment pas de police tanzanienne, il n'y avait rien pour assurer la sécurité, la protection des réfugiés dans le camp, rien du tout. Quelques mois plus tard, on a su qu'ils avaient massacré les derniers Tutsis qui restaient dans le camp. Ils faisaient la loi. Ça été un choc pour tout le monde de se rendre compte que dans ce camp si gentil, si paisible, ces gens-là pouvaient aussi devenir violents. Ils étaient organisés : quand quelqu'un prononçait le nom de « Gatete », il y avait des milliers de types prêts à réagir.*

*Nicolas de Torrente, MSF France, administrateur en Tanzanie, 1993-1994, coordinateur au Rwanda, 1994-1995 (en français).*

**Toutes les organisations de secours lancent alors un mouvement de « grève humanitaire » afin d'obtenir de la part du HCR des mesures limitant le contrôle des leaders sur le camp. Les membres du personnel international de MSF sont les seuls à prolonger la grève pendant une semaine.**



« MSF dénonce l'utilisation d'un camp de réfugiés rwandais en Tanzanie comme "base arrière" des forces hutues », **AFP** (France), 17 juin 1994 (en français).

**Extrait :**

Selon le docteur Pécol qui rentre de Benaco, tous les représentants des ONG humanitaires ont été obligés de quitter le camp mercredi, abandonnant matériel et nourriture, sous la menace de plusieurs milliers de réfugiés menés par des leaders, dont certains sont « identifiés comme responsables de massacres ». (Le HCR à Nairobi avait annoncé jeudi qu'une émeute avait eu lieu après que les associations humanitaires avaient protesté contre le retour dans ce camp de plusieurs Hutus suspectés d'avoir perpétré des massacres.) Actuellement nous ne pouvons pas revenir dans ce camp, nous sommes en quelque sorte en grève humanitaire, a déploré le docteur Pécol. Pour lui, « l'aide humanitaire qui est nécessaire doit être sévèrement contrôlée et ne doit pas aider les personnes responsables du génocide ».



« L'action de MSF dans la crise rwandaise, **un historique critique**, avril à décembre 1994 », Nicolas de Torrente, MSF France, juillet 1995 (en français).

**Extrait :**

À partir de ce moment, MSF France va essayer d'appliquer une stratégie d'aide conditionnelle. MSF France, suivie par les autres sections, exige qu'un certain nombre de mesures visant à limiter le contrôle des leaders sur le camp soient prises et lie la poursuite de son assistance au fait que ces conditions soient effectivement remplies.

Les principales exigences que MSF France formule à l'endroit du HCR sont :

- la présence d'une force de police impartiale pour assurer la sécurité dans le camp et éviter que les miliciens continuent à faire régner la terreur ;
- un processus d'exclusion des leaders responsables du génocide ;
- le démantèlement ou fractionnement du camp de Benaco, devenu ingérable en raison de sa taille (22 000 personnes) et la création de plusieurs camps plus petits et plus contrôlables ;

- un recensement des réfugiés qui serve ensuite de base à la distribution alimentaire afin d'éviter les détournements massifs de l'aide ;
- une implication plus forte du HCR sur le camp en termes d'administration et de protection individuelle des réfugiés.

**Le 17 juin 1994, au cours de la conférence de presse lançant l'appel « On n'arrête pas un génocide avec des médecins »<sup>3</sup>, MSF qualifie les camps de Tanzanie de « vitrine humanitaire » et dénonce la présence de tueurs.**



« MSF dénonce l'utilisation d'un camp de réfugiés rwandais en Tanzanie comme "base arrière" des forces hutues », **AFP** (France), 17 juin 1994 (en français).

**Extrait :**

Le docteur Bernard Pécoul, directeur général de Médecins Sans Frontières (MSF), a dénoncé vendredi, au cours d'une conférence de presse à Paris, l'utilisation du camp de réfugiés rwandais de Benaco en Tanzanie comme « base arrière » des Hutus « sur le dos de l'aide humanitaire ». [...] Le docteur Pécoul raconte : « Toutes les nuits, des camions viennent dans le camp chercher ce que l'aide humanitaire apporte officiellement aux réfugiés, et c'est l'occasion d'un énorme trafic qui sert à nourrir les propres objectifs de ces leaders », que MSF qualifie de « génociteurs ».

L'organisation même du camp en 19 communes, sur le modèle de l'organisation administrative et sociale rwandaise n'est possible qu'avec l'action de ces chefs, dont certains sont personnellement accusés de massacres dans leur pays et qui ont « manipulé et même pris en otage toute la population civile, la forçant à quitter ses villages pour se réfugier en Tanzanie ». [...] « Ce camp n'est pas comme les autres, il est trop bien organisé, il est encadré », et la police tanzanienne est inefficace pour arrêter les personnes responsables des massacres qui sont parfaitement identifiées. Le désarroi du docteur Pécoul est à la hauteur de l'énergie déployée par toutes les ONG dans cette partie de l'Afrique : « Nous avons assisté, et même participé à la réhabilitation des bourreaux sur le dos de l'aide humanitaire internationale. C'est écœurant. »

**Le 21 juin 1994, MSF Hollande attire l'attention du HCR sur la dégradation des conditions de sécurité dans le camp de Benaco et explique les modalités de la « grève » des équipes de secours.**



**Projet de lettre** de MSF Hollande au HCR Genève, 21 juin 1994 (en anglais).

**Extrait :**

MSF souhaite attirer votre attention sur la récente détérioration spectaculaire des conditions de sécurité dans le camp de réfugiés de Benaco en Tanzanie. [...] Tout d'abord, nous aimerions souligner que MSF a continué ses opérations. Le personnel MSF rwandais a maintenu ses activités. [...] Vendredi dernier, MSF a demandé une semaine de réflexion

3. Voir « Génocide des Rwandais tutsis, 1994 », Prises de parole publiques de MSF, Laurence Binet, avril 2014 - <http://www.speakingout.msf.org>

afin de considérer sa position. Le personnel expatrié MSF est resté en stand-by. Nous sommes particulièrement inquiets du fait que le HCR ne comprenne pas les raisons qui nous ont poussés à prendre cette décision difficile.

Les conditions de sécurité et la présence de présumés criminels de guerre dans le camp de Benaco restent pour nous un grave sujet d'inquiétude. Cette présence a contribué à faire monter la tension parmi les réfugiés du camp de Benaco et a créé de graves conditions d'insécurité. Tous les efforts doivent être entrepris pour rétablir la sécurité dans les camps. Ceci peut être obtenu par la mise en place rapide d'une unité de police tanzanienne dans le secteur et la poursuite des criminels de guerre présumés. De plus, des personnes ayant commis des crimes de guerre ne peuvent être considérées comme des réfugiés relevant de la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés. Dans ce sens, MSF va vérifier les conditions de sécurité pendant les deux jours à venir. MSF va aussi surveiller et suivre les actions entreprises contre les présumés instigateurs de crimes de guerre commis au Rwanda. En attendant le résultat de ces évaluations, nous déciderons à la fin de la semaine si nous reprenons nos activités.



*C'est là que les questions se sont posées. Il fallait recenser les gens parce qu'il y avait des distributions super abondantes de nourritures. Pendant le mois de juin, il y a eu plein de choses remises en cause, les premiers chocs entre MSF et le HCR et les autres. MSF disait : « Non, ce n'est pas acceptable, on ne peut pas gérer ce camp-là comme n'importe quel autre camp. »*

*Nicolas de Torrente, MSF France, administrateur en Tanzanie, 1993-1994, coordinateur au Rwanda, 1994-1995 (en français).*

### **Au sein des équipes MSF, qui prennent conscience de la spécificité de ces camps, les avis divergent sur l'attitude à tenir.**



**Sitrep** de Samantha Bolton, chargée de communication MSF International aux départements de communication des sections MSF, 6 juillet 1994 (en anglais).

#### **Extrait :**

Il y a eu la même divergence d'opinion au moment de l'incident de Benaco. L'équipe de MSF Hollande a été la première à revenir au travail pour ne pas laisser souffrir des innocents. MSF France et MSF Espagne ont tenu plus longtemps pour protester contre la présence des tueurs et l'insécurité, avant de finalement envoyer des équipes réduites pour reprendre le travail. Les tueurs rôdent toujours dans le camp, mais la sécurité s'est améliorée.

**Le 22 juin 1994, la résolution 929 du Conseil de sécurité autorise l'armée française à intervenir au Rwanda avec un mandat de deux mois (relayé par la MINUAR) pour protéger les populations civiles et l'aide humanitaire dans le cadre d'une « opération qui sera menée de façon impartiale et neutre ».**



**Résolution** 929 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies à l'occasion de sa 33 292<sup>e</sup> session, 22 juin 1994 (en français et en anglais).

**Extrait :**

Considérant que l'ampleur de la crise humanitaire au Rwanda constitue une menace à la paix et à la sécurité dans la région :

1. Accueille favorablement la lettre du secrétaire général en date du 19 juin 1994 (S/1994/728) et donne son accord à ce qu'une opération multinationale puisse être mise sur pied au Rwanda à des fins humanitaires jusqu'à ce que la MINUAR soit dotée des effectifs nécessaires.
2. Accueille favorablement aussi l'offre d'États membres (S/1994/734) de coopérer avec le secrétaire général afin d'atteindre les objectifs des Nations unies au Rwanda par la mise en place d'une opération temporaire, placée sous commandement et contrôle nationaux, visant à contribuer, de manière impartiale, à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda, étant entendu que le coût de la mise en œuvre de cette offre sera à la charge des États membres concernés.
3. Agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies, autorise les États membres coopérant avec le secrétaire général à mener l'opération décrite au paragraphe 2 ci-dessus, en employant tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs humanitaires énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de la résolution 925 (1994).
4. Décide que la mission des États membres qui coopèrent avec le secrétaire général sera limitée à une période de deux mois suivant l'adoption de la présente résolution, à moins que le secrétaire général ne considère avant la fin de cette période que la MINUAR renforcée est en mesure d'accomplir son mandat.
5. Accueille avec satisfaction les offres déjà faites par des États membres concernant des troupes destinées à la MINUAR renforcée [...].

**Début juillet 1994, en Tanzanie, après la « grève humanitaire » de MSF, quelques améliorations sont apportées dans les camps.**



« L'action de MSF dans la crise rwandaise, **un historique critique**, avril à décembre 1994 », Nicolas de Torrente, juillet 1995 (en français).

**Extrait :**

Après un bras de fer avec le HCR qui dure une semaine, toutes les sections MSF rejoignent les autres agences qui ont déjà repris leurs activités après deux jours seulement d'interruption. Durant les mois qui vont suivre, MSF France sera en quelque sorte pris au piège de cette stratégie de conditionnalité de l'aide, car son seul réel moyen de pression est la menace de retrait pur et simple. Or les rapports MSF-HCR sont tendus et cette arme est très difficile à manier car le contexte devient de plus en plus complexe. En effet, la situation dans les camps s'améliore partiellement et progressivement sans se modifier fondamentalement en termes de contexte. D'autre part, elle se détériore du point de vue sanitaire. Du côté positif, le recensement est effectué début juillet, réduisant les chiffres de population et donc de distribution alimentaire de 350 000 à 230 000 personnes. Le HCR et le gouvernement tanzanien parviennent à convaincre Gatete de quitter le camp pour une destination inconnue. Le HCR obtient une décision de principe du gouvernement tanzanien approuvant le déploiement d'une force de police de 350 hommes. Le camp de Lumasi est ouvert, mais malgré sa taille vite

importante (63 000 réfugiés) fin juillet, il ne servira pas à désengorger Benaco, en raison de l'afflux continu des réfugiés.

**Mais l'insécurité règne toujours. Un mercenaire belgo-italien, zéléteur du génocide sur les ondes de Radio Mille-Collines, tient des réunions politiques jusque dans le dispensaire de MSF Espagne. L'équipe de MSF Espagne est obligée de se séparer d'un membre de son personnel international qui s'est laissé convaincre par le discours négationniste et vengeur des leaders.**



*On a eu ce Georges, un ex-mercenaire belgo-italien qui était un très bon copain de madame Habyarimana (l'épouse du président rwandais dont l'avion a été abattu le 6 avril). Il avait travaillé à la Radio des Mille-Collines et il était suspecté d'être impliqué dans l'assassinat des parachutistes belges. Il est venu comme réfugié à Benaco. Petit à petit il a commencé à vouloir faire des discours politiques dans le dispensaire de MSF Espagne. C'était le plus grand dispensaire dans le camp avec une concentration de 300 à 400 personnes. Pour notre sécurité, on a dit : « S'il n'est pas malade, il n'est pas autorisé à entrer. » Les logisticiens expatriés ont essayé de discuter avec lui. Ça ne marchait pas et finalement j'ai eu une discussion un peu plus longue avec lui. Il était vraiment vicieux et psychopathe. C'était difficile de le pousser dehors. Il commandait un groupe d'Interahamwe très actifs dans les camps. On a commencé à avoir beaucoup de petites histoires à moitié mafieuses. Je me rappelle qu'un restaurant à deux étages en bois et plastique a été complètement brûlé. Le patron avait refusé de payer les impôts aux Interahamwe. Des coups de feu ont été tirés dans la nuit : il a été tué. Les membres du personnel local logistique de MSF Espagne étaient dangereux. Ils ont converti un expatrié espagnol à la cause des Hutus. Il a commencé à se mélanger de plus en plus à ces gens, à assister à des réunions dans les camps. Il était le logisticien chargé de la sécurité. Il prétextait : « Je dois chercher des sources d'information. » Petit à petit, il a eu un lavage de cerveau et finalement il est devenu complètement acquis à leur histoire : « Ils étaient opprimés ; c'est la revanche historique. » On l'a fait partir. Il a été très violent verbalement au moment de son départ. Il a menacé de tuer les autres expatriés. Je pense qu'il n'était pas très bien dans sa tête. C'était vraiment frappant, cette fascination pour l'efficacité, cette façon d'être impressionné par le nombre de réfugiés.*

*Dr José Antonio Bastos, MSF Espagne, coordinateur en Tanzanie, 1994-1995.*

**Début juillet 1994, à son retour à Amsterdam, Arjo Berkhout, le coordinateur délégué du pool d'urgence de MSF Hollande en Tanzanie, donne sa démission. Il publie dans un journal néerlandais un article dénonçant la situation qui prévaut dans les camps. Invité à venir présenter son point de vue au siège de MSF, il prône le retrait pur et simple des camps.**



*Arjo Berkhout était coordinateur en Tanzanie et il a donné sa démission en disant : « OK. J'arrête de travailler auprès de ces gens. Je ne peux plus assumer la responsabilité de ce programme. » Il est rentré en Hollande. Il a écrit un article dans un journal hollandais où il exposait le dilemme. En tant que directeur, je trouvais cela très bien, alors que d'autres disaient : « Mais pourquoi va-t-il raconter tout cela dans un journal ? » Moi, je*

me disais : « Super ! au moins, il a quelque chose à dire ! » Et je lui ai demandé de venir au siège de MSF et d'organiser le débat. C'était avant même la publication du premier rapport. Il réfléchissait déjà aux limites de l'action humanitaire dans de telles circonstances, à nos responsabilités. Il a enrichi le débat interne.

*Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général (en anglais).*



Arjo Berkhout, qui était coordinateur en Tanzanie, est revenu et au cours d'une grande réunion à la cantine, au siège de MSF Hollande, il a dit que nous devrions quitter les camps de Tanzanie. À cette époque, les camps autour de Goma n'existaient pas encore. Arjo a dit : « On travaille pour des tueurs. On ne devrait pas travailler pour des tueurs, on devrait quitter les camps, etc. » Il y a eu une discussion. Je pense que c'était début juillet. Pour être franc, personne ne comprenait vraiment ce qu'il voulait dire. Et nous ne voulions pas partir. Il a démissionné. Arjo Berkhout est le seul Hollandais, à ma connaissance, qui ait jamais démissionné en signe de protestation. Il a démissionné de MSF parce qu'il n'était pas d'accord avec le fait qu'on travaille pour des assassins.

*Wouter Van Empelen, MSF Hollande, cellule d'urgence, puis responsable de programme (en anglais).*

**À la même époque, un reportage réalisé début juin, publié dans *Messages*, le journal interne de MSF France, est diffusé à une centaine de journalistes. Il met en avant le contrôle des « génociteurs » sur les réfugiés, dont les récits stéréotypés se révèlent peu crédibles.**



« Benaco, la honte à ciel ouvert », Anne Fouchard-Brown, *Messages* no°71, journal interne de MSF France, juillet-août 1994 (en français).

**Extrait :**

Né, fin avril, de l'exode de 220 000 Rwandais fuyant l'avancée des troupes FPR, le camp de Benaco est aujourd'hui sous contrôle des leaders qui ont participé au génocide, organisé la fuite et qui entendent récupérer l'aide humanitaire massive apportée à cette population. [...] Ces réfugiés sont arrivés par communes entières de tout l'est du Rwanda, fuyant l'avancée du FPR, racontant, avec forces détails, les massacres du mouvement armé là-bas, dans ce pays qu'ils ont quitté près d'un mois après le début de la guerre. Mais lorsque les questions se font plus insistantes, ils avouent ne pas avoir été témoins directs de ces horreurs souvent entendues à la radio ou racontées par un habitant d'une commune voisine et que l'on ne retrouve jamais. « Il y a eu un Tutsi tué », raconte l'un d'entre eux, « et on a trouvé dans sa poche le plan du FPR, l'attentat contre le Président le 6 avril, puis l'assassinat de tous les Hutus. Alors, nous avons pris les devants. »

**Le 3 juillet 1994, le secrétaire général des Nations unies autorise les troupes françaises à se déployer au Rwanda dans une région dite « zone humanitaire sûre » (ZHS) et baptisée « zone Turquoise » par les Français. Cette zone Turquoise couvre les préfectures de Cyangugu, Gikongoro et une partie de celle de Kibuye,**

**soit 20 % du territoire rwandais à l'ouest du pays. Les troupes françaises protègent effectivement 8 000 Tutsis des massacres et s'opposent ponctuellement aux exactions des milices et des FAR. Mais elles ne les désarment pas systématiquement, n'empêchent pas la propagande de leur radio, et n'arrêtent pas les auteurs présumés du génocide. En revanche, leur présence dans la zone ralentit l'avancée du FPR et couvre la fuite de l'ex-armée rwandaise vers le Zaïre.**

**Fuyant l'avance des forces du FPR, des centaines de milliers de Rwandais se réfugient dans cette zone. Les journalistes étrangers présents dans la région se font l'écho des appels lancés par les militaires français aux organisations humanitaires pour porter secours à ces populations.**



**Sitrep** de Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication pour l'Afrique de l'Ouest, aux départements de communication de toutes les sections, 7 juillet 1994 (en anglais).

Extrait :

9. « Des milliers de personnes abandonnées à la mort – où sont les ONG ? » C'est ce que les journalistes racontent au sujet des centaines de milliers de personnes qui fuient la ligne de front et s'agglutinent autour de Gikongoro. Une trentaine de journalistes ont passé ces deux derniers jours à voyager dans la région de Gikongoro. Ils ont vu tous les déplacés dormir dehors, sans nourriture ni médicaments. Les premiers sont revenus à Goma la nuit dernière et ils font tous les mêmes commentaires et posent tous les mêmes questions. Pourquoi n'y-a-t-il aucune ONG ? Où sont les organisations médicales ? Qu'attend MSF pour agir ? Même les plus farouchement antimilitaristes disent que les militaires font de leur mieux pour aider les gens, mais ne sont pas équipés pour, ni censés faire le travail des ONG.

**Pour MSF, qui a appelé à une intervention armée internationale et se retrouve face à celle de la seule armée française, la situation est délicate. Afin d'éviter l'amalgame avec l'armée française, son action doit être menée de façon conjointe par plusieurs sections et si possible avec du personnel de nationalité non française. Du 4 au 10 juillet 1994, des équipes des sections belge, française et hollandaise de MSF mènent donc une mission exploratoire commune en zone Turquoise. Cette exploration révèle que des milliers de déplacés y survivent dans un état de précarité extrême et constate qu'il est nécessaire et possible de leur porter secours, tout en gardant son indépendance vis à vis de l'armée française. V2 ▶**



**Compte rendu** du comité de projet de MSF Belgique, 8 juillet 1994 (en français).

Extrait :

Zone FAR

Une gigantesque catastrophe se prépare dans les environs de Gikongoro : famine et chiffres de mortalité déjà alarmants. Marie-Christine constate que cela fait deux mois que l'on attend que les Hollandais aillent sur place ; on savait que la situation était catastrophique. Scepticisme quant à l'internationalisation de cette mission. La mission peut démarrer de Bukavu vers Cyanguu et Gikongoro. Coordination : MSF Hollande-

MSF France prêts à s'y joindre. MSF Belgique : pas de ressources humaines. Or il faut que nous soyons présents en zone FAR pour affirmer notre neutralité. Autres organisations possibles sur place pour prendre en charge les nouveaux camps ? Oxfam UK, Care ?

### Conclusions

La mission du côté FAR est internationale sous coordination MSF Hollande ; MSF Hollande dispose de stocks à Bujumbura pour la zone FAR. Les activités de cette mission seront découpées en modules. MSF Belgique a la volonté d'y participer, mais ne dispose pas des ressources nécessaires pour l'instant. MSF Belgique se donne un mois pour trouver les ressources humaines nécessaires.



« Crise rwandaise », **sitrep** MSF France, du 4 au 10 juillet 1994 (en français).

### **Extrait :**

Zone sud-ouest, zone de sécurité Turquoise [...]

Une mission d'évaluation de MSF International a cependant eu lieu cette semaine, *via* Bukavu vers Gikongoro, sans escorte et en toute indépendance. Cette mission avait été différée de quelques jours à la suite de l'attaque par hélicoptère FAR subie par un véhicule MSF en zone FPR. La mission exploratoire n'a pas rencontré de problème de sécurité et a pu établir des relations correctes avec les autorités civiles et militaires. Une première évaluation donne 300 000 à 500 000 personnes dans le nord de la préfecture, alors qu'il y aurait un million de personnes dans le sud de la préfecture, populations en mouvement (source armée française) [...]. MSF a décidé d'intervenir pour la prise en charge des 3 camps [...] une équipe de 14 personnes est prévue, opérationnelle au cours de la semaine suivante, sous la coordination de MSF France. Les stocks pré-positionnés par MSF Hollande au Burundi lanceront l'opération. MSF Belgique soutient l'opération à travers des ressources humaines non belges et en envoyant un expert pour analyser le pipeline alimentaire dans la région.



**Sitrep** de Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication pour l'Afrique de l'Ouest, aux départements de communication de toutes les sections, 11 juillet 1994 (en anglais).

### **Extrait :**

MSF mission explo : Les quatre membres de la mission exploratoire internationale envoyée dans le sud-ouest du Rwanda, incluant la fameuse zone de Gikongoro, sont rentrés dimanche. Toutes les sections sont d'accord pour se mettre au travail, mais à condition de rester strictement indépendant et neutre (MSF Hollande insiste particulièrement là-dessus). Merci de ne communiquer à ce sujet que sur la demande de MSF International ou MSF Paris. Paris est responsable de la coordination et de la communication.



*Je me souviens très bien que, le jour où la France a décidé d'intervenir, on a eu un coup de fil de la cellule africaine de la présidence de la République qui convoquait les ONG françaises en leur disant : « On a besoin de vous. » On les a envoyés promener sans ménagement en leur répondant « on n'est pas le service social des armées et on a décidé qu'on n'irait pas ». Évidemment, ça a été très mal pris par l'armée française. On pensait qu'il n'y*

*avait pas de besoins. Et puis après, on s'est dit: « On ne peut pas refuser le principe de l'exploration. On n'a pas affaire aux Khmers rouges, mais à l'armée française. » La mission exploratoire a été faite et on s'est aperçu qu'il y avait des choses à faire, mais que c'était mieux que ça ne soit pas la section française qui le fasse. Comme en Somalie, on s'est dit: il faut faire attention que les humanitaires envoyés dans une zone ne soient pas de la même nationalité que les contingents militaires qui y sont déployés. C'était un schéma très clair dans notre tête. Après, pourquoi ça ne s'est pas fait de cette façon? Ce sont des accords opérationnels. Je ne sais pas.*

*Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique (en français).*

**Enfin, MSF Belgique décide de ne pas intervenir, arguant d'un manque de ressources humaines. MSF Hollande se désiste également, avançant des raisons similaires, mais aussi son refus de travailler dans la même zone que l'armée française.**



*Marc Gastellu-Etchegorry, de la cellule des urgences à Paris, m'appelle et me dit: « Wouter, je voudrais qu'on fasse ensemble une mission exploratoire commune en zone Turquoise, et en fonction de ce qu'on trouve, on pourrait ouvrir un programme. » On avait du personnel, des voitures dans le nord du Burundi, donc on pouvait le faire... Donc j'ai donné mon accord. Mais quand je suis arrivé au bureau le lundi matin, j'ai été appelé par Lex Winkler [directeur des opérations] et Jules Pieters [responsable des urgences] dans le bureau de Lex. Ils m'ont demandé: « Qu'est-ce que tu as fait avec les Français samedi? » Je lui ai répondu: « Marc et moi, nous nous sommes mis d'accord pour faire une explo, et si besoin pour ouvrir une mission commune. » S'ils avaient pu, ils m'auraient tué! « Qu'est-ce que tu as fait? Toutes nos ressources vont être englouties. On a déjà trop à faire avec notre mission secrète dans le nord du Rwanda! » Bien sûr, ce n'était pas secret au point que d'autres au sein de MSF ne soient pas au courant. Mais on avait une équipe d'urgence qui arrivait d'Ouganda, derrière les troupes du FPR, en territoire libéré et qui y ouvrait un programme. Donc ils m'ont dit: « Tu rappelles Marc et tu annules. » Je leur ai répondu: « Non, j'ai donné ma parole, et il n'est pas question que je revienne sur ma parole. J'ai promis qu'on ferait cette mission ensemble et on va la faire, sauf si vous me virez. » Alors ils m'ont dit: « Laisse les Français aller en zone Turquoise et laisse-les agir. Tu as donné ton accord pour une mission exploratoire commune, mais tu n'as pas encore promis la mise en place d'un programme commun. Tu fais la mission exploratoire, mais nous n'allons pas ouvrir un projet commun. » Je n'étais en poste que depuis quelques semaines. C'étaient eux les patrons. Alors, j'ai appelé Marc. Je n'ai pas du tout aimé donner ce coup de fil et je pense que Marc le savait. Après toute cette affaire, Marc a été accusé de collaborer avec l'armée française dans la zone Turquoise. Aujourd'hui, après toutes ces années, j'ai un peu plus d'autorité au sein de MSF Hollande. Je pourrais dire à Lex d'aller au diable et je ferais ce qui me semble juste. Mais à cette époque, je ne pouvais pas – j'étais trop petit.*

*Wouter Van Empelen, MSF Hollande, cellule d'urgence, puis responsable de programme (en anglais).*



*La seule fois où j'ai bloqué une action, c'était quand MSF France a proposé d'envoyer des équipes dans la zone Turquoise où l'armée française était déjà présente. J'ai refusé. Je ne voulais pas que MSF soit aussi proche de l'armée française et j'ai eu une grosse dispute avec Marc Gastellu à l'époque parce qu'il voulait y aller. Wouter voulait aussi y aller et j'ai dit : « Tu ne peux pas y aller. » Comme partout au Rwanda, les conditions de vie étaient très mauvaises et il était évident que l'assistance était nécessaire. Mais d'un point de vue politique, j'étais absolument contre parce que nous risquions d'être vus à proximité de la Légion étrangère française, qui était là et dont les membres sont des tueurs. Il était évident qu'ils protégeaient les Hutus. On ne pouvait pas être présents là-bas. Un employé MSF est un employé MSF. Pour moi, que l'équipe soit belge, française ou hollandaise, il n'y a pas de différence. Il n'y en a pas non plus pour un journaliste. Outre l'histoire coloniale de la Belgique et de la France au Rwanda, au Congo et au Zaïre, il était clair que des armes françaises avaient été livrées à Goma. L'autre argument, c'est que l'armée française n'avait pas été envoyée d'Europe pour être basée dans cette seule partie du Rwanda. Elle était là aussi pour l'ensemble du Rwanda et du Congo. MSF à Paris était très en colère, Wouter était fâché avec moi, mais je ne voulais simplement pas que MSF travaille en zone Turquoise. Je pense que Wouter était trop impliqué émotionnellement. Il avait assisté à des massacres au Rwanda et je peux comprendre sa réaction, parce que j'ai vécu aussi ce type d'événements. Et dans ce cas, il faut faire attention à ne pas perdre son objectivité. En particulier pour MSF Belgique et les gens de Paris – à mes yeux, ils étaient parfois trop impliqués émotionnellement, pour des raisons évidentes. Ici en Hollande, nous n'avons pas d'histoire avec le Rwanda et le Zaïre, nous n'avons pas de liens coloniaux.*

*Jules Pieters, MSF Hollande, responsable de la cellule d'urgence (en anglais).*



*On envoie un médecin avec des Hollandais et des Belges faire une mission exploratoire par Bukavu pour rentrer dans la zone Turquoise. Il est convenu qu'on fait cette mission exploratoire pour évaluer la situation des personnes regroupées dans la zone Turquoise, les Tutsis et les Hutus, et que ce ne sont pas les Français qui interviendront ensuite afin de ne pas créer de confusion. Il est bien convenu que les Belges et les Hollandais nous font un petit peu de place à Goma et que puisqu'ils ont de l'énergie et qu'ils sont vite montés en puissance, ils se chargeront de la zone Turquoise parce que les Français ne peuvent pas y aller. On fait notre évaluation et nos conclusions sont : « Il y a effectivement des regroupements de populations à tel et tel endroit, la situation alimentaire et la situation sanitaire sont très graves. Les populations se regroupent sur les collines et créent leurs petits bunkers mais n'ont rien à manger. Il y a des maladies. Il faut intervenir là-bas. » À ce moment-là, tout le monde arrive sur Goma et on monte assez vite en puissance. Et là, on apprend que les Hollandais sont trop occupés, que les Suisses sont plus intéressés par Goma qui est le centre de l'action. Quant aux Belges, ils sont contre l'opération Turquoise, donc MSF Belgique n'ira pas en zone Turquoise. Et nous, en ravalant notre colère, nous décidons que ce n'est parce que nous risquons de créer la confusion que nous n'allons pas le faire. Nous n'allons pas laisser mourir les gens, simplement par souci de ne pas nous salir la chemise avec les militaires français. Mais ça nous a pris un petit peu de temps de nous organiser. Nous avons déjà recruté beaucoup de personnel pour Benaco et pour Goma, et nous en avons encore beaucoup à recruter pour cette grosse mission-là. Les Hollandais nous laissaient tomber au dernier moment. On trouvait ça écœurant. Je suis allé dans cette zone à cette époque-là, et j'ai vu des gens qui mangeaient des feuilles, des dizaines de milliers de personnes déplacées qui mouraient de faim. Il y avait très peu d'organisations humanitaires, à part le HCR qui était complètement perdu, comme nous. Donc nous y sommes allés, et ça nous a beaucoup coûté parce que nous savions qu'on nous taxerait de collusion avec le gouvernement français. Les autres*

*MSF avaient beau jeu de ricaner. Ce serait intéressant d'analyser pourquoi, dans toute cette histoire, MSF France s'est toujours retrouvée du côté des Hutus. C'est sans doute dû en grande partie au cynisme des autres sections, qui nous ont dit : « On n'ira pas du côté des génocidateurs ; allez-y si vous voulez, nous on a trop à faire ici, on ne veut pas être du mauvais côté de l'histoire. »*

*Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).*

**À partir du 12 juillet 1994, la section française de MSF intervient donc seule dans la zone « sécurisée » par l'armée française. Au nom du mouvement MSF, une lettre est adressée au Conseil de sécurité des Nations unies pour demander que la communauté internationale encourage le retour des déplacés en assurant leur sécurité et en augmentant l'aide au Rwanda.**



« Trois cents soldats français doivent quitter le pays avant la fin du mois de juillet », **Le Monde** (France), 14 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

MSF, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières, a lancé mardi une mission d'assistance humanitaire dans la préfecture de Gikongoro, au cœur de la zone de sécurité créée par les Français, mais en complète indépendance des autorités françaises, a annoncé Philippe Biberson. L'organisation, dont l'équipe sur le terrain compte douze personnes, n'acceptera aucune aide gouvernementale. « MSF veut se démarquer de l'opération Turquoise, c'est une question de crédibilité », a expliqué son président. Selon les estimations de la mission d'évaluation conduite par MSF dans la région, il y aurait entre 700 000 et 800 000 personnes déplacées, à 99 % hutues, dans cette zone.



« MSF démarre indépendamment un programme d'assistance dans le sud-ouest du Rwanda », **communiqué de presse** de MSF Belgique, 14 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Indépendamment des opérations militaires françaises, Médecins Sans Frontières démarre à la fin de cette semaine un projet d'assistance médicale au profit d'au moins 200 000 déplacés dans le sud-ouest du Rwanda. Dans un courrier adressé au Conseil de sécurité des Nations unies, MSF demande également avec insistance que les déplacés situés dans ce territoire puissent rentrer le plus rapidement possible chez eux. [...] MSF attire l'attention sur le fait que cette opération ne signifie en aucun cas un soutien à la politique menée par les Français au Rwanda. Dans la zone de sécurité française, l'aide apportée ne peut être considérée que comme une solution à court terme permettant de soulager les besoins les plus urgents. D'un point de vue politique ou humanitaire, la zone de sécurité n'a pas d'avenir viable. Il serait illusoire de pouvoir maintenir une aide massive pour une durée indéterminée, dans cette zone. [...] Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, MSF interpelle la communauté internationale afin qu'elle encourage le retour des déplacés. Ce retour sera réalisable uniquement par l'augmentation de l'aide dans les autres régions du Rwanda, ainsi qu'en assurant la sécurité des déplacés. La

population doit pouvoir avoir la garantie qu'elle bénéficiera d'une assistance humanitaire et d'une protection contre la violence politique.

**Depuis le début du mois de juillet 1994, des dizaines de milliers de civils, poussés par les miliciens et les FAR et fuyant l'avancée du FPR, se dirigent vers la ville de Gysenyi, au nord-ouest du pays. Basée à Goma, au Zaïre, juste de l'autre côté de la frontière, l'équipe de MSF Hollande s'occupe depuis plusieurs années de programmes d'assistance médicale à moyen terme dans la région du Kivu.**



« De Kigali à Gysenyi, le grand exode des Hutus », Florence Aubenas, *Libération* (France), 11 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Depuis une semaine, à partir de Kigali, les villages du Nord-Ouest se vident les uns après les autres, poussés par les troupes du Front patriotique rwandais (FPR) qui ont progressé de vingt kilomètres. Mais au lieu de marcher vers le sud, en direction de la zone humanitaire délimitée par l'armée française, ces fuyards-là se dirigent vers l'extrême nord-ouest du pays à Gysenyi, juste à la frontière du Zaïre. Hors de tout contrôle, de toute structure. Ils sont plus d'un million de personnes, selon plusieurs évaluations, un des plus impressionnants exodes de l'Histoire.



*Je savais que les réfugiés allaient arriver mais j'ai dû me battre avec tout le monde pour me rendre sur les lieux. Comme je suivais l'histoire, je devais bouger avec les journalistes, pas avec les équipes. Jean-François Alesandrini, le directeur de la communication de MSF France, m'a soutenue. Je lui ai dit : « Je dois collecter les infos. Il faut qu'on témoigne. Je vais avoir un téléphone. Je vais appeler les équipes et je prépare les témoignages pour les journalistes à partir de ce qu'on a comme infos, mais il faut que je sois avec les journalistes. » C'était vraiment une grosse bagarre au niveau des sièges, parce que personne n'était d'accord. Ils étaient très stricts et disaient que je ne pouvais pas bouger s'il n'y avait pas d'équipe, pas d'opération, etc. J'ai découvert qu'il y avait une équipe française d'exploration qui partait de Bukavu à Goma, à travers le lac. J'ai quand même pris un avion. Jean-François m'a couverte et il m'a dit d'y aller. J'avais demandé aux Hollandais qui avaient un programme à Goma « est-ce que je peux y aller ? Ça va être la plus grosse histoire qu'on ait jamais eue à Goma. Il faut que j'y sois. » Ils m'avaient répondu : « Non, tu ne peux pas y aller. On n'a pas besoin de toi. On va le faire nous-mêmes. Nos chefs de missions sont capables, etc. » J'ai envoyé un message radio direct aux équipes en disant : « Il y a un programme de prévention du sida auprès des Pygmées que j'aimerais bien couvrir chez vous. C'est maintenant le bon moment, il n'y a pas grand-chose qui se passe, est-ce que je peux passer chez vous à Goma pour couvrir ce projet qui est très intéressant ? » Là, évidemment le coordinateur me répond : « Oui, c'est génial que tu t'intéresses aux Pygmées. Bien sûr que tu es la bienvenue. Personne ne s'occupe de nous ici à Goma. » Je me rappelle avoir reçu sa réponse le mercredi ou le jeudi. Je l'ai re-faxée à Jean-François en lui disant : « Quand ils se réveilleront lundi, je serai à Goma. » Je l'envoie donc vendredi soir très tard à Amsterdam pour qu'ils n'aient pas le temps de réagir. Je savais déjà qu'ils n'étaient pas du tout dans le trip Rwanda parce qu'on ne prévoyait pas encore ce qui allait se passer au Zaïre. J'ai dormi par terre avec les journalistes dans un sac de couchage. Je payais les frais de téléphone de Care pour pouvoir parler aux équipes, et ensuite aux journalistes, les informer de ce qui se passait, de ce qu'on voyait.*

*Puis les deux logisticiens sont arrivés. On a pris la voiture et on est partis de Bukavu à Goma. Quand je suis arrivée, Wouter Van Empelen, l'un des responsables à Amsterdam avait contacté ses équipes. Il était furieux. Il a dit : « Comment ! Vous vous permettez de l'inviter ! Ce n'est pas possible, elle vient pour le Rwanda. Elle vient foutre le bordel. Elle vient avec des équipes françaises. » Entre temps, il s'était bagarré avec les Français. Jean-Hervé (Bradol), responsable de programme MSF France et Jean-François me soutenaient et lui ont dit : « Si elle ne reste pas chez vous et ne travaille pas avec vous, elle va de toute façon rester là à parler au nom de MSF France. » Il y avait des années et des années que les Hollandais étaient là, mais MSF France n'avait pas de projet. En plus, ils m'avaient invitée. J'arrive à la maison à Goma. Il y avait une ambiance terrible dans l'équipe parce qu'ils pensaient qu'on allait parler des Pygmées. J'ai discuté avec le coordinateur et je l'ai convaincu. Je lui ai dit : « Tu as tout ton boulot à faire. Je ferai aussi une histoire sur votre projet, mais il faut que je suive l'actualité parce qu'il me manque des informations sur ce qui se passe avec les militaires français. Et puis les réfugiés vont arriver, je t'assure. Tu vas être au centre d'un événement mondial. » Il m'a permis de rester une semaine. Je me suis débrouillée pour trouver une voiture. Il n'y avait que le CICR, OXFAM et nous. Chaque jour, le CICR traversait la frontière. Ils allaient voir où étaient les réfugiés qui commençaient à descendre la route de Kigali à Gisenyi. On savait qu'ils allaient arriver et que ça prendrait du temps. Le CICR était le seul à passer. Je suivais toutes les réunions des ONG. J'informais les départements des opérations sur ce qu'ils disaient. On n'avait pas de mission liée aux réfugiés parce qu'on ne traversait pas la frontière. Et on était là, à continuer avec un programme à long terme ! On avait déjà lancé l'appel « On n'arrête pas un génocide avec des médecins ». Les militaires français faisaient toute une propagande sur les réfugiés, sur les gens abandonnés, et sur les humanitaires qui ne voulaient pas venir avec eux. Tous les jours, ils faisaient de la propagande contre MSF en disant « MSF, toutes leurs voitures se promènent à Goma. Ils ne font rien ».*

*Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication pour l'Afrique de l'Est  
1994-1995 (en français).*

**Entre le 13 et le 17 juillet 1994, de 500 000 à 800 000 Rwandais<sup>4</sup> traversent la frontière et affluent au Zaïre, au nord du lac Kivu où ils s'installent dans la ville de Goma et ses alentours. Sans eau, sans nourriture, sans soins, ils sont dans un état d'épuisement total. V3**



**Sitrep** de Samantha Bolton, chargée de communication de MSF International pour l'Afrique de l'Est, 14 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Chers tous,

Ça y est. Les réfugiés arrivent par vagues de dizaines de milliers à Goma ce matin. J'ai été réveillée à 5 h 30 par le bruit des tirs de mitraillette et les coups de feu. Puis le flot s'est déversé. C'était pire qu'à Benaco.

MSF a immédiatement distribué des médicaments et s'est mobilisée pour assister 300 000 personnes. Mais ce n'est pas assez. Les équipes MSF sont aussi allées explorer

4. La première estimation du HCR, 1,2 million de personnes, sera revue à la baisse par des enquêtes de terrain et des photos aériennes.

Source : Goma Epidemiological Group, « Public Health impact of Rwandan refugee crisis: what happened in Goma, Zaïre, July 1994? » The Lancet 345 (February 1995): pp. 339-344.

dans le parc volcanique de Virlingo où, la nuit dernière, 10 000 personnes arrivaient toutes les heures.

Le principal problème est la nourriture – le programme alimentaire mondial n'est pas là – et les bâches en plastique, etc. Les agences de secours ne peuvent pas faire face. Ce que l'armée française compte faire n'apparaît pas encore très clairement.

La ville est submergée de chèvres, d'enfants, de gens et de bagages. Sur les places, les autorités zaïroises désarment chaque individu avant de le laisser monter dans un camion qui le conduira au stade ou ailleurs. Ce matin, j'ai dû aller réveiller le responsable du HCR.

### **Au matin du 14 juillet 1994, la chargée de communication de MSF alerte la presse internationale de l'arrivée du flot de réfugiés à Goma.**



*Lorsque les réfugiés sont arrivés, j'ai couru au campement de MSF où on n'avait qu'un téléphone mobile à batteries qui duraient juste une demi-heure. On n'avait pas de téléphone satellite. Je suis allée dans la chambre du coordinateur et j'ai pris son téléphone. J'avais pas le droit de le faire, mais j'ai dit : « Tant pis, maintenant, il y a du nouveau, il faut le faire. » J'ai immédiatement appelé la BBC et j'ai dit : « Il faut que je parle immédiatement avec la salle de rédaction. Je n'ai pas le temps, j'appelle de Goma. C'est un fleuve humain qui arrive ici à Goma. C'est le Rwanda qui déferle. » Il était très tôt à Londres. Un journaliste a demandé : « C'est qui ? Est-ce que quelqu'un veut parler avec une fille de... de quelle organisation déjà ? de Médecins Sans Frontières. Elle dit qu'elle est là-bas et qu'il y a un fleuve humain qui arrive du Rwanda. » Ils ont dit : « Oui, ok, passe-la dans le studio. » C'était le journal du matin. On m'a donné la parole dans le journal et j'ai commencé à expliquer ce qui se passait : « C'est comme un fleuve. Le Rwanda se déverse dans le Zaïre. » J'ai appelé CNN où j'ai fait la même chose. J'ai appelé Voice of America. J'ai appelé tout le monde. C'était dans tous les médias. J'ai dit que le HCR n'avait pas fait son boulot, que les gens ne savaient pas où aller, que c'était un scandale. Au HCR, ils étaient furieux. Ils ont immédiatement envoyé des gens parce que tout le monde gueulait. Quand j'ai eu terminé d'alerter tous les médias, j'ai réveillé le coordinateur pour le prévenir de l'arrivée des réfugiés. Il a dispatché immédiatement une équipe médicale. Par radio, on a su qu'il y avait des réfugiés qui s'étaient regroupés dans un stade. Les équipes étaient prêtes à agir. On avait les premiers kits médicaux. Je m'étais liée d'amitié dans un bar avec un Italien qui était de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et qui avait un téléphone satellite qu'il n'utilisait pas. Il me l'a prêté. On avait tout un système. On envoyait les messages et les numéros. Je les appelais moi-même parce que je ne voulais pas qu'ils appellent directement l'OIM, qui allait se taper les interviews en mon absence. J'avais toutes les listes de fax, de télex que je devais appeler. Je passais une ou deux heures sur le téléphone des Nations unies... à critiquer les Nations unies. Au bout d'un certain temps, ils ont découvert d'où sortaient les appels. Et le type m'a dit : « Je ne peux plus te prêter mon téléphone parce qu'il paraît que tu dis des choses horribles sur les Nations unies et sur l'OIM. » Je n'avais plus de téléphone.*

*Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication pour l'Afrique de l'Est, 1994-1995 (en français).*

**Le 15 juillet 1994, au cours d'une téléconférence, les différentes sections MSF décident de leurs stratégies opérationnelles. MSF Hollande et MSF Belgique décident d'une intervention commune sous coordination de la section hollandaise. MSF France, déjà fortement mobilisée en Tanzanie et en zone Turquoise au Rwanda, se réserve pour une éventuelle intervention dans le sud du Kivu, autour de Bukavu.**



« Évaluation de la coordination et de la coopération des sections MSF à Goma (du 13-7-94 au 15-9-94) », Dr Jean-Benoît Burrion, **Aedes** (agence européenne pour le développement et la santé), 1994 (en français).

**Extrait :**

Le vendredi 15 juillet, soit le deuxième jour après la chute de Ruhengeri, MSF Hollande envoie un sitrep exhaustif à son siège qui transmet immédiatement à Bruxelles et Paris. Le même jour, Bruxelles décide une opération sur Goma. La stratégie est d'emblée d'opérer sous coordination hollandaise pendant quatre à six semaines, au terme desquelles les deux sections reprendraient leur autonomie opérationnelle. Le premier logisticien belge arrive de Kinshasa le lendemain, soit le samedi 16 juillet. Il est accompagné de deux médecins. Entre-temps, les Hollandais ont assuré une distribution de kits aux hôpitaux et dispensaires de Goma. Ils ont aussi ouvert deux dispensaires à Kibumba, et un à Monigi. Les Belges se mettent donc sous la tutelle des Hollandais et sont accueillis dans leur compound. L'équipe grossit très rapidement.



« L'action de MSF dans la crise rwandaise », Nicolas de Torrente, **un historique critique**, avril à décembre 1994 », juillet 1995 (en français).

**Extrait :**

Le vendredi 15 juillet, lors d'une téléconférence opérations inter-sections, MSF France décide de ne pas intervenir à Goma. Pourquoi ? La décision est fondée sur la perception d'une contrainte opérationnelle majeure, les ressources humaines. MSF France, qui possède déjà une grosse équipe à Benaco (plus de 20 personnes), vient de décider d'intervenir à Gikongoro. Qui plus est, avec le désistement de MSF Hollande, cette mission revient entièrement à MSF France. MSF France estime alors être au bout de ses possibilités opérationnelles sur la crise rwandaise en termes de ressources humaines. Entre sièges, une répartition des terrains d'intervention s'effectue alors : MSF Hollande, appuyée par MSF Belgique, se charge de Goma. MSF France se maintient à disposition en réserve en cas de gros problèmes à Bukavu.

**Dès le 16 juillet 1994, Médecins Sans Frontières mobilise ses capacités opérationnelles dans la région de Goma et le fait savoir à la presse. [V4](#)**



« MSF part en quatrième vitesse vers Goma », **communiqué de presse** MSF Belgique, 16 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Ce weekend, Médecins Sans Frontières mobilise plusieurs équipes et 65 tonnes de matériel d'aide d'urgence pour aider à assurer l'accueil des centaines de milliers de réfugiés dans la ville de Goma au Zaïre. Un avion-cargo partira d'Ostende avec quatre personnes et 25 tonnes de matériel. À partir d'Amsterdam, 40 tonnes de matériel seront également acheminées. [...] L'équipe belge collabore avec les équipes de MSF Hollande, qui sont déjà fortement présentes dans la ville de Goma. [...] L'opération de MSF Belgique sera financée par ses propres moyens. Les budgets encore disponibles pour la crise rwandaise sont à bout.



**Le 18 juillet 1994, le département des affaires humanitaires de MSF Hollande envoie à l'équipe de Tanzanie un message expliquant la position de l'organisation concernant les personnes présentes dans le camp de Benaco, suspectées d'avoir été impliquées dans des actes de génocide ou d'autres violations des droits de l'homme au Rwanda.**



« Présence de suspects d'actes de génocide dans les camps ; explication de la position de MSF Hollande », **message** du département des affaires humanitaires de MSF Hollande à tout le personnel travaillant ou ayant travaillé dans le camp de Benaco, Tanzanie, et à l'équipe de direction à Amsterdam, 18 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Devons-nous continuer à prodiguer une aide humanitaire aux gens qui ont planifié de telles atrocités et dont on dit que grâce à l'aide humanitaire ils préparent leur retour au Rwanda pour continuer leurs exactions ? De plus, le HCR emploie des gens sélectionnés par ces leaders pour patrouiller dans le camp. [...] Choisir qui doit ou non recevoir l'aide n'est pas possible. Nous ne sommes pas des juges qui décident qui est coupable d'un tel crime. La charte MSF exige que nous prodiguions une aide humanitaire de façon non discriminatoire. Nous devons poursuivre nos activités dans le camp et dans le même temps continuer à faire pression publiquement pour que ces criminels soient jugés et qu'aucune impunité ne soit accordée à ceux qui sont suspectés d'avoir commis de graves violations des droits de l'homme. [...] MSF International a écrit plusieurs lettres au HCR et au Conseil de sécurité et publié plusieurs communiqués de presse demandant que les auteurs du génocide soient jugés. Wouter Van Empelen, le responsable du desk et Hanna Nolan, du DHA ont aussi rendu visite au HCR à Genève.

**À Goma, au Zaïre, dès leur arrivée les réfugiés sont soumis aux violences des milices et ex-FAR, et des soldats zairois. V5  V6 **



**Sitrep** de Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication en Afrique de l'Est, 18 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

On dirait que toute l'armée rwandaise est arrivée en ville. Des milliers de soldats partout, et la plupart armés. Bien que les Zaïrois essayent de les désarmer, ils arrivent encore avec leurs armes, en particulier des armes lourdes. Même quand ils sont désarmés, ils donnent les armes mais pas les munitions. C'est très déstabilisant. Il y a aussi un terrain de basket plein de soldats blessés, dont le CICR s'occupe. Tout autour de la ville, il y a des militaires qui rôdent avec des fusils, qui sont parfois blessés, qui n'ont rien à faire. On les voit aussi au milieu des réfugiés, grimpés sur les plateformes des voitures, ou volant les chèvres et les couvertures.

Comme vous le savez tous, les policiers et les militaires zaïrois ne sont jamais payés. C'est donc pour eux un grand avantage de pouvoir piller et voler les réfugiés et la population locale. Selon le personnel local MSF, il y a eu des tirs toute la nuit dernière et des pillages dans le voisinage. Les Zaïrois quittent la ville. Dans la ville, j'ai vu des soldats zaïrois conduisant des BMW et d'autres voitures (la plupart volées à la frontière), récupérant au passage les chèvres et les poulets des réfugiés.

Mobutu a envoyé ses troupes spéciales de parachutistes ainsi que sa garde présidentielle. Mais à part traîner autour du palais d'été de Mobutu, on ne sait pas clairement ce qu'ils sont venus faire.



**Sitrep** du 18 au 24 juillet 1994, MSF Belgique, 28 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Zaire-Goma, population et répartition en camps : le nombre de réfugiés rwandais arrivés à la mi-juillet avoisine le million ; présence bien visible de militaires rwandais bien armés (20 000 ?), le gouvernement zaïrois souhaite regrouper ces militaires dans un camp et les désarmer ; arrivée de 3 000 militaires zaïrois début de semaine ; à la suite du bombardement de l'aéroport de Goma le 17 juillet et des tensions prévalant dans la ville (normalement 150 000 habitants), 50 000 Zaïrois ont fui la ville ; les maisons vidées sont pillées par les militaires zaïrois.

**Le 19 juillet 1994, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles, les responsables de MSF Belgique qualifient la situation à Goma d'« enfer sur terre » et plaident pour le retour des réfugiés au Rwanda et la mise en œuvre des garanties nécessaires à ce retour. MSF Hollande est sur la même position.**



« MSF exige le retour des réfugiés chez eux », **communiqué de presse** MSF Belgique, 19 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

« Les conditions politiques et humanitaires imposent de laisser rentrer les réfugiés rwandais le plus vite possible chez eux. C'est d'une importance vitale. » Tel est, en résumé, le message lancé par MSF à propos de la crise des réfugiés rwandais. [...]

Tout doit être mis en œuvre afin que les conditions de vie à l'intérieur du Rwanda offrent les garanties nécessaires pour que ces réfugiés rassemblés à Goma et dans d'autres camps de réfugiés au Rwanda et dans les pays voisins puissent réintégrer leurs lieux d'origine. [...] Si une solution politique durable n'est pas rapidement atteinte, on peut s'attendre dans le mois qui vient à une catastrophe d'une ampleur encore plus grave à Bukavu. Le mandat de l'armée française s'achève à la fin du mois d'août et la relève de ces troupes par la MINUAR n'est toujours pas réglée. Si la MINUAR reprenait sous son statut actuel la tâche des Français, le FPR pourrait effectuer une percée dans le sud-ouest du Rwanda, ce qui signifie que les massacres continueraient probablement. Les millions de déplacés de la zone de sécurité française devraient fuir vers Bukavu au Zaïre. [...] À côté de la catastrophe humanitaire, les problèmes politiques deviennent, selon l'organisation, sans cesse plus grands. Des tensions éclatent avec la population locale des zones où les réfugiés sont rassemblés. [...] Les camps de réfugiés peuvent, en outre, former des bases rêvées de recrutement et de percée pour les milices extrémistes. Dans ce sens, ces milices ont même tout avantage à ce que les gens aient, autant que possible, la possibilité de chercher refuge dans les camps. »



« Position de MSF Hollande sur la crise des réfugiés rwandais », 20 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Background

Il a été suggéré que cette vague de réfugiés était due à la stratégie militaire du FPR et à leur victoire. Cependant, on rapporte que les réfugiés sont incités à partir par les partisans de l'ancien régime extrémiste hutu *via* la radio des Mille-Collines, qui continue à propager le message que les Hutus vont être massacrés par le nouveau gouvernement.

Message de MSF

Il ne peut y avoir qu'un seul message clair : les réfugiés doivent retourner au Rwanda le plus rapidement possible. Pour les agences présentes au Zaïre, il est pratiquement impossible de fournir un niveau adéquat de protection et d'assistance à un aussi grand nombre de réfugiés.

**Le même jour, le HCR annonce un afflux de 200 000 réfugiés aux postes frontières de Bukavu. MSF France envoie une mission exploratoire et un avion-cargo, et lance un appel public pour recruter du personnel médical.**



« Le HCR coordonne un pont aérien humanitaire massif vers Goma », **communiqué de presse** du HCR, 20 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Environ 200 000 réfugiés rwandais sont arrivés à Bukavu à l'extrémité sud du Lac Kivu, et 200 000 autres arriveraient par vagues à Uvira, plus au sud. Les réfugiés disent qu'ils ont quitté le sud-ouest du Rwanda après que leurs leaders avaient annoncé à la radio qu'ils ne pouvaient plus les protéger. Environ 1,9 million de personnes seraient déplacées dans la région du Sud-Ouest.



**Sitrep** « Situation des missions Gikongoro et Bukavu, 19 juillet 1994 », MSF France (en français).

**Extrait :**

Selon le HCR, près de 100 000 Rwandais sont venus se réfugier à Bukavu, et près de 400 000 autres seraient passés à Kamanyola, à 40 kilomètres au sud de Bukavu. Plusieurs centaines de milliers d'autres Rwandais seraient en marche, de la zone de sécurité vers la région de Bukavu. Radio Rwanda inciterait les gens à quitter cette zone en leur disant que les Français ne seraient pas en mesure d'assurer leur sécurité. Isabelle Navarre et William (MSF Belgique) quittent Bujumbura le 20 au matin pour se rendre dans la région de Bukavu et évaluer la situation. Une équipe de cinq personnes quitte Kinshasa et devrait être à Bukavu dans l'après-midi du 20, pour démarrer une mission d'assistance destinée à environ 100 000 personnes. Une équipe doit quitter Paris avec un full charter en fin de semaine pour Bukavu, afin de renforcer l'équipe de Kinshasa.



**Compte rendu** de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 29 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

En début de semaine dernière, MSF était limitée dans son action par ses moyens. En effet, les 60 millions de francs (9 millions d'euros) attribués aux urgences avaient déjà été dépensés. Il a été nécessaire de lancer un appel aux volontaires et aux donateurs [...] Sur 7 000 appels téléphoniques de volontaires, 1 000 dossiers de candidats au départ ont été constitués, dont 500 médecins et 250 infirmières. [...] Il y a eu un afflux de candidatures de médecins annulant leurs vacances pour pouvoir partir. [...] 25 000 donateurs ont adressé leurs dons au siège. Déjà plus de 15 millions de francs [2,25 millions d'euros] ont été collectés.

**Le 21 juillet 1994, les équipes de MSF annoncent 800 décès dus au choléra dans les camps de Goma. L'épidémie se propage très rapidement. [V7](#) **



« Choléra confirmé à Goma », **message** d'Iseult O'Brien, MSF International, aux départements de communication des sections MSF, 21 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Selon les équipes de MSF, 800 personnes sont mortes du choléra à Goma. Des milliers d'autres sont en situation de risque. Ce soir, MSF envoie un avion avec 33 tonnes de matériel médical à bord, essentiellement pour lutter contre le choléra. À bord, il y aura aussi au moins cinq volontaires, peut-être plus. Samedi, un autre avion-cargo quittera Amsterdam. MSF gère des dispensaires à Katala, Kibumba et Munigi. Les autorités ont demandé que les corps soient placés le long des routes afin d'être ramassés. Une équipe MSF qui reliait Katala à Goma hier a compté 200 cadavres.



**Sitrep** du 18 au 24 juillet 1994, MSF Belgique, 28 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Une grave épidémie de choléra s'est déclarée vers le 19 juillet ; 30 cas, dont trois morts (diagnostic clinique) sont déclarés à Katala le 19 juillet (alors qu'au 19 juillet, seuls 3 000 réfugiés étaient installés dans le camp, les autres se trouvant sur la route Goma-Katala). La confirmation par laboratoire a pu être apportée par Amsterdam sur les échantillons prélevés par MSF Hollande. Depuis, l'épidémie s'est propagée de manière fulgurante, faisant des centaines, voire des milliers de morts. Au 23 juillet, le total des cas enregistrés dans les centres choléra MSF était de 5 639, dont 1 340 décès. Mais il ne s'agit que d'une partie des cas existants.



« Urgence Rwanda. Appel à toutes les rédactions », **communiqué de presse** de MSF Belgique, 25 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Actuellement, un avion de Médecins Sans Frontières décolle de Belgique tous les deux jours. Ces avions emportent vers Goma les milliers de perfusions nécessaires pour traiter les patients atteints de choléra. Chaque avion représente une somme de 10 millions de francs belges [250 000 euros]. Médecins Sans Frontières a un besoin pressant de fonds pour mener à bien ces opérations. Nous vous serions infiniment reconnaissants de bien vouloir reprendre et diffuser le numéro de compte de Médecins Sans Frontières afin de permettre au public belge d'exprimer par un don sa solidarité envers le Rwanda.

**Le 24 juillet 1994, 80 000 réfugiés seulement sont arrivés à Bukavu, au lieu des 200 000 annoncés par le HCR. Une partie de l'équipe de MSF France en attente à Bukavu se repositionne donc sur Goma, pour prêter renfort aux autres sections.**



**Compte rendu** de la réunion du conseil d'administration MSF France du 29 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

À Bukavu, le HCR a annoncé entre 400 000 et 500 000 réfugiés (et a planifié 13 camps), puis l'AFP a parlé de 200 000 personnes. MSF a envoyé, pour évaluer la situation, cinq personnes qui n'ont pas donné de nouvelles pendant plusieurs jours. La cellule d'urgence de Paris a déclaré qu'il y avait une catastrophe à Bukavu, et malgré la proposition de Michel d'attendre qu'Isabelle Navarre aille voir, a envoyé 40 expatriés et deux full charters de 35 tonnes... Les gens sur place sont mécontents de ne pas avoir été écoutés. Il n'y a en fait que 50 000 réfugiés, et Michel juge que c'est une mauvaise gestion des opérations [...] Bernard répond que la cellule d'urgence doit prendre des décisions face à des avis divergents. Si l'on veut être utile, il faut agir vite au risque de se tromper. On avait pensé que MSF Belgique et MSF Hollande étant déjà à Goma, il était utile que MSF France aille à Bukavu. C'est un mauvais choix. Dès que l'on s'est aperçu de l'erreur, les expatriés ont été transférés sur Goma. Il ne faut pas oublier tout ce que MSF a vécu ces dernières semaines, avec la crainte de servir la soupe aux bourreaux en repositionnant des gens qui avaient organisé le génocide il y a trois mois.

**Forte de l'expérience acquise à Benaco, MSF France définit pour son action à Bukavu une stratégie baptisée « stratégie Bukavu », qui limite strictement les interventions à la prise en charge en urgence des réfugiés sur le plan médical et nutritionnel.**



« L'action de MSF dans la crise rwandaise », **un historique critique**, avril à décembre 1994 », Nicolas de Torrente, MSF France, juillet 1995 (en français).

**Extrait :**

Pour l'équipe MSF sur place, le contexte volatil de violence et d'insécurité dissuade d'envisager une action à moyen terme sur les camps. En raison du contexte d'insécurité, il n'y a pas d'intérêt, et en raison de la présence d'autres ONG, il n'y a pas d'utilité à une éventuelle pérennisation de l'action MSF à Bukavu. De plus, en cas d'une mission MSF à moyen terme, il est évident qu'il faudrait réorienter les programmes pour assister également la population zaïroise qui vit dans des conditions très difficiles. MSF a conscience d'être la seule ONG opérationnelle capable de prendre en charge les réfugiés en urgence sur le plan médical et nutritionnel, ainsi que dans les domaines de l'eau et du sanitaire. MSF estime que son action peut permettre d'éviter une évolution « à la Goma » : il faut accélérer le transfert des réfugiés dans les camps, ce qui sera bénéfique afin d'essayer d'éviter les épidémies, améliorer la prise en charge, et pour diminuer les tensions en ville. Pour MSF, la stratégie Bukavu, qui découle de tous les facteurs cités plus haut, est de n'assumer strictement que la phase d'urgence, puis en ville et lors de l'ouverture des camps, avant de passer la main de façon volontariste le plus rapidement possible à d'autres ONG, une fois les réfugiés installés et la situation quelque peu stabilisée. Élaborée sur le terrain, cette stratégie reçoit l'accord et l'appui constant de Paris.

**Pendant la phase aiguë de l'épidémie de choléra, le mouvement MSF déploie tous ses moyens opérationnels et s'emploie à sensibiliser les opinions publiques et les gouvernements occidentaux sur l'ampleur de la catastrophe et la nécessité d'augmenter les moyens d'action.**



« Selon MSF, 80 000 personnes seraient atteintes du choléra dans les camps du Zaïre », Stephen Smith, **Libération** (France), 25 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Dans les camps, le bilan de l'épidémie de choléra s'élevait hier à 7 000 morts. Au moins 6 % du million de réfugiés auraient contracté la maladie, selon MSF. L'acheminement des vivres et de l'eau potable reste très insuffisant et les installations sanitaires manquent partout.



**Sitrep** d'Anne-Marie Huby, chargée de communication (intérim) de MSF International à Goma, pour distribution à tous les départements de communication, le 28 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Seulement un court message de l'enfer ce soir, les 120 expatriés ici sont trop épuisés pour se lancer dans de brillantes citations.

Informations principales :

L'épidémie de choléra poursuit sa course folle. Selon l'armée française et d'autres personnes impliquées dans le ramassage des cadavres, il y a environ mille décès chaque jour. [...] Notre communication avec la presse est concentrée sur les points suivants :

- MSF obtient de bons résultats sur le front du choléra avec un taux de mortalité dans les CTC (Centres de traitement du choléra) qui est retombé en dessous de 10 %. Cependant, à l'occasion des visites dans les camps choléra, on note que le nombre d'admissions reste très élevé. La seule chose que cela prouve, c'est que ceux qui sont dans nos centres sont ceux qui ont de la chance.

- Nos résultats vont encore s'améliorer avec la mise en place d'équipes mobiles qui apporteront plus de patients et les diagnostiqueront mieux. Dans le chaos du début, nous avons sans doute mal géré nos ressources en mettant trop de patients sous perfusion parce que nous n'avions pas les moyens de les diagnostiquer correctement. Dans les jours qui viennent, MSF pourra fournir une analyse plus claire des causes de mortalité. Vous pouvez penser que tout cela arrive un peu tard, mais il semble que les journalistes apprécient toutes ces affaires sérieuses d'épidémiologie.

Comme vous l'avez sans doute compris, le sujet du choléra commence à être épuisé et nous n'allons pas être en mesure de proposer de nouveaux angles aussi spectaculaires que ceux décrits ci-dessus. Comme tous les autres, nous avons commencé à tourner les projecteurs vers le sujet du rapatriement.



« Rwanda-Zaïre : Médecins Sans Frontières lance un appel en urgence à la fourniture de camions et de citernes pour le transport de l'eau aux réfugiés de Goma. Seule de l'eau propre pourra empêcher la propagation de l'épidémie », **communiqué de presse** de MSF International, le 28 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Médecins Sans Frontières s'inquiète de l'incapacité de la communauté internationale à mettre en place à grande échelle un programme de distribution d'eau pour les réfugiés de Goma. Bien que les installations d'assainissement fournies par les Américains produisent maintenant de l'eau propre, les moyens de transport pour la transporter du lac Kivu jusqu'aux réfugiés rwandais de Goma (Zaïre) manquent désespérément.

L'épidémie de choléra continue à se propager à un rythme stupéfiant qui n'a pas encore atteint son pic et aucune amélioration n'est en vue. Le nombre de victimes continue à s'accroître, en particulier dans les provinces du nord du Zaïre, près des villes de Goma et Katale.

Jusqu'ici, 14 000 personnes sont mortes, principalement du choléra, mais aussi de la dysenterie, de déshydratation et de malnutrition. MSF considère que 6 % des réfugiés, soit de 60 000 à 80 000 personnes, seront probablement infectés par le choléra dans les semaines à venir, avec un taux de mortalité de 30 %. Cela signifie que 24 000 personnes mourront sans doute du choléra si tous les moyens possibles ne sont pas employés immédiatement pour l'empêcher.



**Message** de Joëlle Tanguy, MSF États-Unis aux responsables des urgences Rwanda, le 28 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Nous avons contacté diverses institutions ici, afin d'obtenir l'info sur l'éventualité de l'arrivée de camions citernes (ou camions avec citernes) à Goma dans les jours à venir, et nous avons fait monter la pression au travers de la presse.

1. Presse

Nous avons insisté sur cette question et, au-delà d'un communiqué de presse mordant ci-joint, Alain Destexhe (secrétaire général de MSF International) a été en communication avec de nombreux médias TV du soir et presse pour faire remonter cette question au statut d'actualité. C'est passé dans les grands réseaux news.

2. Gouvernement

Les nombreux coups de téléphone pour pister l'éventualité d'un envoi imminent de trucks ont montré que rien ne s'est passé récemment sur ce sujet et que peu se profile à l'horizon. [...]

*Next step* : jeudi, j'appelle trois contacts au Pentagone. Le communiqué de presse sera en train de circuler largement et la question sera dans quelques médias puissants. Ça pourrait faire se décriper le Pentagone. Je faxe aussi le communiqué au National Security Council, que j'ai oublié dans la distribution d'hier.




**Message** d'Iseult O'Brien, MSF International, aux responsables de programme Rwanda, départements de communication, directeurs et présidents, le 29 juillet 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Lobbying sur la crise rwandaise

Hier, G. Dallemagne et E. Goemaere (MSF Belgique) ont rendu visite au représentant de l'Allemagne à la Commission européenne. Une des raisons de cette visite est que l'Allemagne assure la présidence de la Communauté européenne et pourrait jouer un rôle dans la réponse de l'Europe à la crise. Il ressort clairement de cette réunion que l'Union européenne est consciente de son absence de visibilité sur cette urgence, mais que malheureusement rien de concret ne semble être prévu pour l'instant. Le déploiement d'observateurs européens n'aura pas lieu dans l'immédiat.

Alain Destexhe (secrétaire Général de MSF International) est revenu des États-Unis où, en plus de témoigner devant la commission du Sénat, il a eu une réunion au siège des Nations unies. Les Nations unies prévoient de déployer 2 500 soldats le long de la frontière entre le Zaïre et le Rwanda, à la fin du mois d'août. Seulement 10 observateurs des droits de l'homme seront envoyés. Cela signifie que la présence civile de la MINUAR ne s'élèvera qu'à environ 100 personnes, dont la plupart rempliront des tâches administratives

**MSF utilise chaque occasion d'interview pour rappeler que les leaders de l'ancienne administration rwandaise, organisatrice du génocide, tiennent la population des camps sous coupe réglée et à quel point cette situation est dangereuse. V8** 



« Ils vont tous mourir ! », interview de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF par Jean-Claude Raspiengeas, *Télérama* (France), 27 juillet 1994 (en français).

**Extrait :**

Le gouvernement hutu a perdu la guerre, mais il garde le contrôle de la population et des ressources économiques *via* l'aide humanitaire. Toutes les distributions de vivres dans les camps sont contrôlées par les autorités politiques et militaires hutues. Là aussi, c'est une première : un État avec sa population, ses richesses, mais sans territoire. Le gouvernement intérimaire garde son peuple en otage et organise tous les mouvements de population : avec Radio Mille-Collines et des haut-parleurs, il pousse les civils à fuir vers telle ou telle zone. À l'arrière, les milices et l'armée pillent les villes abandonnées. À Benaco, en Tanzanie, le plus grand camp de réfugiés du monde, 400 000 personnes sont arrivées, poussées par leurs leaders. Le dispositif humanitaire s'est mis en place, soutenu par des discours naïfs : ne laissons pas la famine achever le génocide. Mais ce sont les massacreurs qui sont là, pas les victimes. Entre le quart et la moitié des Tutsis ont déjà été exterminés. À Benaco, quand nous avons voulu évaluer la population, on nous a menacés de mort. Les chefs gonflent le nombre de leurs effectifs et rackettent l'aide internationale. Toute leur survie économique est aujourd'hui basée sur ce bluff et ce trafic. [...] Nous ne pouvons plus faire face. Si nous continuons ainsi, ils vont tous mourir ! Plus d'un million de réfugiés sont arrivés soudain à Goma, au Zaïre (3 000 par heure !), poussés par leur armée, avec la peur de tomber sur le FPR. Rackettés par leur armée, puis par l'armée zaïroise. Répétons-le, ce ne sont pas des déplacements spontanés de population. De Goma, leurs responsables les poussent maintenant vers Bukavu, plus au sud. Et nous, nous courons derrière ! Nous ne pouvons pas fixer des installations sanitaires, des camps de soin pour le choléra, traiter la dysenterie ou distribuer des antibiotiques. Nous ne pouvons pas enrayer les épidémies. Nous n'avons plus aucune prise. Nous sommes obligés de courir derrière ces troupeaux de population terrorisés, affamés, malades, épuisés. Nous avons raclé les fonds de tiroir de MSF. Nous avons besoin de 50 millions de francs (7,5 millions d'euros) et de médecins immédiatement disponibles. [...] Il faut rassurer les gens et les aider à revenir au Rwanda où ils ne risquent rien, couper les haut-parleurs, arrêter leurs dirigeants. Mais les réfugiés ont un tel collier de plomb politique autour du cou... Tant que nous n'arrêterons pas leurs dirigeants, qui les entretiennent dans la terreur fantasmagorique des Tutsis (qu'ils ont eux-mêmes tués !), nous ne pourrons pas les sauver. Le monde entier assiste à la mise en œuvre d'une tactique déjà employée par les Khmers rouges, forcer la population à l'exode et la reprendre comme esclave. Plus tard, nous entrerons dans la phase ultime, plus perverse, la réconciliation démocratique. L'ONU organisera des élections au risque de fournir un alibi démocratique au totalitarisme.

**Le travail des organisations de secours auprès des réfugiés rwandais victimes de l'épidémie de choléra attire les caméras des journalistes, chaque jour à la recherche de « nouveaux angles » pour traiter le sujet.**



**Compte rendu** de la chargée de communication de MSF International en Afrique de l'Est aux départements de communication des sections MSF, 5 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

La plupart des journalistes sont maintenant intéressés par des sujets magazines, des portraits et des histoires à la marge.

Le dernier sujet à la mode est l'hôpital de campagne « modèle » monté par MSF France à « Cebze » qui prend en charge tous les patients qui ne peuvent être admis faute de place dans les structures locales et accueille donc 30 % de Zaïrois. Douze tentes de 20 patients ont été rapidement remplies et on est en train d'en monter d'autres. Il y a une salle d'observation et une morgue. Chaque jour, l'hôpital produit un mètre cube de diarrhées sanglantes dont les logs se débarrassent. Les équipes expatriées et locales se relayent pour travailler jour et nuit. Dans la journée, un bus et un camion parcourent la ville pour ramasser les gens malades dans les rues et les patients qui n'ont pas de place dans les centres de santé. Cet hôpital est visuellement très intéressant pour les télévisions, parce qu'il est « tellement chic » ! Tous les MSF sont habillés de pyjamas verts et portent des gants blancs, et tous les patients sont couverts de couvertures de survie en papier métallique doré, avec des ardoises et des stylos qui pendent au-dessus de leurs têtes. À chaque entrée et sortie, on doit se faire désinfecter les mains et les pieds. Marc Vachon, le superlog canadien, ex-Hells Angel, patron de bar couvert de tatouages, est également un bon « argument de vente ». Les émissions de télé les plus « légères » l'aiment beaucoup parce qu'il est différent des travailleurs humanitaires classiques et qu'il parle anglais. [...] Le coordinateur médical de l'hôpital a aussi beaucoup de succès avec les médias. Il représente le « MSF avec quinze ans d'expérience qui ne baisse pas les bras ». Sur le terrain, les équipes de MSF Belgique et MSF Hollande continuent leurs brillantes prestations avec la presse. La tente MSF pour les orphelins à Kibumba est un bon point de départ pour les histoires d'orphelins, car c'est là que sont amenés en premier les orphelins et les enfants non accompagnés.

**Début août 1994, en Tanzanie, une nouvelle vague de milliers de réfugiés vient grossir l'effectif des camps, où la situation sanitaire et nutritionnelle se dégrade à nouveau.**



**Rapport d'actualité** sur la crise rwandaise, MSF International, 3 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Tanzanie : MSF Hollande, MSF Espagne et MSF France travaillent dans le camp de Benaco à Ngara. MSF Hollande et MSF France sont aussi présentes à Lumasi. Les deux camps abritent 280 000 réfugiés. MSF Hollande a 26 expatriés, MSF Espagne 11, MSF France ? À Benaco, le taux de mortalité s'élève à 1,9 pour 10 000 et par jour. Pour les moins de cinq ans, il s'élève à 5,52 pour 10 000 et par jour. 47,43 % des réfugiés souffrent du paludisme et 7,37 % de diarrhées sanglantes. La sécurité est un des problèmes principaux dans le camp. L'attention des desks a été détournée récemment à cause de l'ampleur de la crise à Goma. On manque de personnel local expérimenté. Les directeurs des opérations discutent de la possibilité de mettre en place une cellule de crise inter-section

pour Benaco. Les projets futurs incluent la préparation d'un plan anti-choléra et une enquête nutritionnelle.

Les estimations concernant le nombre de réfugiés arrivant chaque jour varient entre 3 000 (MSF Hollande) et 10 000 à 15 000 (MSF Espagne). Ils semblent arriver principalement des préfectures de Kibungu et Byumba. Certains arrivent de Butare.

MSF Suisse travaille dans trois camps de réfugiés dans le district de Karagwe. Il y a 14 expatriés, appuyés par 25 assistants médicaux locaux et un nombre indéterminé d'employés locaux non médicaux.

**Le 2 août 1994, les réfugiés quittent la ville de Goma (Zaïre) et vont s'installer dans des camps préparés par le HCR, à une cinquantaine de kilomètres au nord de la ville : Kibumba, Katale, puis Kahindo et Kituku. L'épidémie de choléra entre en phase de régression. Mais la shigellose fait son apparition dans les camps et les taux de malnutrition augmentent, en particulier chez les enfants. Les premiers cas de méningite sont signalés.**



« Évaluation de la coordination et de la coopération des sections MSF à Goma (du 13 juillet 1994 au 15 septembre 1994) », Dr Jean-Benoît Burriion, **Aedes** (Agence européenne pour le développement et la santé), 1994 (en français).

**Extrait :**

La shigellose est fortement endémique dans la région. Elle fait son apparition dans les camps assez brutalement et s'intrique avec l'épidémie de choléra. Dès le 27 juillet, elle représente 20 % des cas dans certains dispensaires. Début août, ce chiffre atteint 40 %. Si l'antibiogramme des premiers échantillons montre une sensibilité à l'acide nalidixique, la résistance clinique apparaît assez rapidement. Fin septembre, l'épidémie de dysenterie est toujours en cours. [...] L'état nutritionnel de la population infantile n'est pas bon. Les taux de malnutrition aiguë globale sur Katale, Kibumba et Mugunga sont respectivement de 23,1 %, de 20 % et 21,3 % (seuil admissible 10 %). Les taux de malnutrition aiguë sévère sont, dans le même ordre, de 6,6 %, 2,7% et 3 % [...]. Les premiers cas confirmés de méningite sont signalés le mercredi 27 juillet sur Munigi (2 cas), le samedi 30 juillet sur Katale ( cas) et le mardi 2 août sur Kibumba (1 cas). Sur Kibumba, le seuil épidémique (15/100 000/semaine) est dépassé entre le 10 et le 16 août et sur Katale entre le 14 et le 21 août (24 août selon les fax-out MSF Belgique). Les pics épidémiques sont atteints simultanément sur les deux camps durant la semaine du 21 au 28 août.

**Le 4 août 1994, au cours d'une conférence de presse donnée à Goma au nom de l'ensemble du mouvement MSF, Philippe Biberson, président du conseil d'administration de la section française, demande à la communauté internationale d'augmenter son aide et réclame la présence d'observateurs internationaux et de troupes de la MINUAR au Rwanda. Il déclare que les réfugiés sont dans un état physique trop faible pour pouvoir rentrer dans un pays où les structures pour les accueillir ne sont pas encore prêtes.**



« Rwanda, une mortalité encore inacceptable », **communiqué de presse** de MSF France, 3 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Vingt jours après l'exode massif des Rwandais du Zaïre et malgré les efforts importants de la communauté internationale et des organisations non gouvernementales, les besoins de base des réfugiés ne sont toujours pas couverts. La mobilisation des États est encore insuffisante et des efforts conséquents doivent être fournis dans les tout prochains jours afin de réduire la mortalité chez les réfugiés. [...] un mois et demi après le début de l'opération Turquoise, le problème du retour des réfugiés, principal moyen pour éviter une catastrophe humanitaire, est toujours en suspens. Aucune garantie de retour dans des conditions normales ne leur est offerte par la communauté internationale. Le déploiement d'une force militaire internationale sous mandat des Nations unies est la condition essentielle pour vaincre la peur des réfugiés. Or M. Boutros Ghali, secrétaire général des Nations unies, a déclaré n'avoir les moyens pour le déploiement que de 1 000 hommes sur les 5 500 espérés. [...] À la veille du retrait français de la zone dite de « sécurité », Médecins Sans Frontières lance un appel aux Nations unies pour que les troupes françaises soient remplacées par une force internationale de maintien de la paix. Il est inconcevable que les organisations humanitaires comblerent le vide laissé par le retrait des troupes. Elles n'en ont ni la vocation ni la capacité. L'importance des besoins humanitaires qui restent à couvrir pour l'ensemble des réfugiés ne saurait faire oublier ni exonérer les responsabilités politiques de la communauté internationale à l'égard des instigateurs du génocide. Ils sévissent encore à ce jour en toute impunité à l'intérieur de la ZHS et dans les camps de réfugiés au Zaïre et en Tanzanie.



**Compte rendu** de la chargée de communication de MSF International en Afrique de l'Est aux départements de communication des sections MSF, 5 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

La conférence de presse s'est bien passée et nous avons eu une bonne couverture médiatique. Philippe a parlé des problèmes de sécurité et de la nécessité d'avoir des observateurs internationaux et des soldats de la MINUAR au Rwanda pour assurer la sécurité. [...] Il a ajouté qu'aujourd'hui la plupart des réfugiés ne sont pas en assez bonne condition physique pour rentrer, surtout que les structures pour les accueillir ne sont même pas mises en place.

Philippe a également parlé de son voyage dans la zone humanitaire sûre dans le Sud-Ouest, où « aucune nourriture n'a été distribuée depuis dix jours... les enfants mangent des morceaux de canne à sucre qui ont été recrachés sur le sol... partout les gens tuent leur bétail, et les haricots ou la farine se font extrêmement rares ».

Philippe a appelé la communauté internationale à faire un effort pour apporter de la nourriture. Vu la faiblesse de l'approvisionnement, on risque de faire face à un exode massif de réfugiés vers Bukavu, au Zaïre, quand les Français partiront.

[...] En résumé, la conférence de presse a mis en avant le fait que malgré le bon travail de mobilisation effectué par la communauté internationale, la crise ne fait que commencer et qu'il n'y a pas de temps à perdre à se congratuler. Les traditionnelles trois semaines de délai après l'arrivée des réfugiés ont été brouillées par le choléra qui est aujourd'hui sous contrôle. Maintenant, le véritable travail, épidémies, malnutrition et insécurité, va commencer, et on a besoin d'aide.



« MSF proteste contre le manque d'intérêt international pour le sort des réfugiés rwandais », **communiqué de presse** de MSF International, 4 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Trois semaines après les premières arrivées de réfugiés rwandais à Goma, la communauté internationale n'a toujours pas réussi à répondre aux besoins élémentaires dans les camps et à fournir des garanties pour leur retour en toute sécurité au Rwanda. [...] Le déploiement d'une force militaire est une étape importante qui est déjà prévue, mais la priorité est au déploiement d'observateurs des droits de l'homme. Médecins Sans Frontières insiste pour que de tels observateurs soient déployés à travers le pays, à raison d'au moins deux dans chacune des 150 plus grandes communes. [...] À l'approche du retrait des forces françaises de la zone de sécurité, MSF lance un appel afin qu'une force de maintien de la paix des Nations unies soit déployée pour prendre le relais. Il n'est absolument pas question que des agences de secours remplissent ce rôle, pour lequel elles n'ont ni la vocation ni la formation.

Dans les camps du Zaïre et de Tanzanie, il est impératif que ceux qui sont soupçonnés d'avoir incité ou participé au génocide ne soient pas autorisés à tenir le rôle de leaders parmi les réfugiés. À cet effet, MSF appelle au déploiement d'une petite force de police à l'intérieur des camps. En aucun cas des opérations de police à l'intérieur des camps ne doivent être menées par des réfugiés sélectionnés par les soi-disant leaders. MSF a été le témoin de nombreux incidents d'intimidation dans les camps de Benaco et de Goma.

**Conclusion :**

Médecins Sans Frontières voudrait rappeler qu'une crise de cette ampleur non seulement requiert, mais exige une réponse de la part des membres des Nations unies, en particulier des membres du Conseil de sécurité des Nations unies et des États de l'Union européenne. Une telle réponse doit être donnée au niveau humanitaire et au niveau politique. Les organisations humanitaires doivent pouvoir compter sur les unités logistiques militaires pour fournir de la logistique lourde qu'elles sont incapables de fournir elles-mêmes. Une crise aussi énorme nécessite que l'intervention soit adaptée aux besoins réels de la situation et ne soit pas dépendante des occasions de couverture médiatique de la générosité d'un pays.

**Au cours de la conférence de presse, Philippe Biberson est interrogé sur les rumeurs concernant des exactions commises par les troupes du FPR contre les rapatriés au Rwanda. Dans un premier temps, il répond que MSF redoute effectivement que des exactions soient commises. Puis il revient sur ses propos, admettant qu'il n'a pas de preuves et déclare que la situation au Rwanda est trop incertaine pour pouvoir inciter les réfugiés au retour.**



*Tout ce qui intéressait les journalistes, c'étaient les bruits qui circulaient. Philippe a dit exactement tout ce qu'on avait décidé de dire au sujet du choléra. Il a fait sa déclaration devant une centaine de journalistes. Quelqu'un lui a posé la question : « Est-ce que MSF a entendu quelque chose sur le fait que le FPR commet maintenant des exactions aux Rwanda ? » Je me suis dit : « OK. Il va dire que MSF n'a pas d'information directe, qu'on a des soucis mais qu'on ne peut rien dire là-dessus. » En fait, il a répondu : « Oui, en effet. J'ai peur aussi qu'il y ait des exactions. » Là, c'était la course folle. Les journalistes écrivaient mot à mot. Ils étaient super-excités parce que c'était la première fois que quelqu'un disait quelque*

*chose là-dessus. J'étais mal. Je me disais qu'il fallait que je l'interrompe. Je me suis mise à genoux à côté de lui et je lui ai dit : « Maintenant, il faut que tu retires ce que tu as dit parce qu'on n'a pas le droit de dire ça, on n'a pas de preuves. » Lui, il me disait : « Je ne peux pas, je viens de le dire. » Je me suis levée et j'ai dit : « Je veux juste clarifier quelque chose. C'est la première fois que notre président tient une conférence de presse en anglais. Ce qu'il a essayé de dire, c'est qu'en effet, on entend beaucoup de bruits, mais qu'on n'a pas de preuves et qu'on n'est pas capables de dire si c'est vrai ou pas. » Je le regarde, et il dit : « Oui, je m'excuse pour mon anglais. On n'a pas de preuves là-dessus. Je me suis mal exprimé. » Les journalistes me regardaient. Ils me connaissaient assez bien et ils se demandaient quoi penser. J'ai répété encore une fois : « Est-ce que c'est bien clair, on n'a pas de preuves, ce n'est pas une position MSF, donc vous ne pouvez pas nous citer là-dessus. » J'ai appelé Jean-François Alesandrini, le directeur de la communication de MSF France pour le prévenir et lui demander si je n'avais pas fait une connerie. Il m'a dit que j'avais très bien fait et qu'il ne fallait surtout pas dire ça.*

*Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication pour l'Afrique de l'Est 1994-1995 (en français).*

**Le 5 août 1994, au cours d'une téléconférence, les directeurs et présidents des sections opérationnelles de MSF font de nouveau le constat de la gravité des problèmes de sécurité dans les camps. Ils décident de sensibiliser le HCR à Genève et les Nations unies à New York et d'envoyer deux chargés de mission afin d'étudier la situation sur le terrain.**



**Compte rendu** de la téléconférence du 5 août 1994 au sujet des réfugiés rwandais (en anglais).

**Extrait :**

Jacques de Milliano (directeur général MSF Hollande) a insisté sur les problèmes de sécurité dans les camps de Goma et de Benaco. Selon Bernard Pécol (directeur général MSF France), le HCR trace un tableau beaucoup trop positif de la question de la sécurité et Jacques raconte que les responsables de l'OFDA, avec lesquels il a parlé en vidéo conférence hier, ignorent quasiment ce qui se passe réellement. Philippe Biberson (président MSF France) répète que le problème vient autant des Zairois (vols d'armes dans les entrepôts des aéroports, tirs la nuit dans la ville de Goma quand les réfugiés y séjournaient encore) que des membres de l'ancien gouvernement rwandais. Mais il souligne qu'il est impossible pour les volontaires de terrain de parler publiquement en raison du climat de violence.

[...] MSF a besoin de mieux comprendre l'état de la sécurité dans les camps. Il a donc été décidé d'envoyer au moins deux personnes (une sur Benaco, l'autre à Goma) avec des connaissances dans le domaine des droits de l'homme, de la sécurité, etc., pour mener cette tâche à bien dans les camps. Elles devraient travailler en collaboration étroite avec le HCR. Nous pensons toujours que le déploiement d'un petit effectif de police internationale dans les camps serait utile.

Chaque section va chercher des personnes pour effectuer ce travail d'enquête et une décision sera prise lundi. MSF France va prendre contact avec le HCR à Genève au sujet des données beaucoup trop optimistes qu'il diffuse et Alain Destexhe, secrétaire général MSF International, va contacter les Nations unies à New York pour discuter des conditions de sécurité dans les camps.

**La presse internationale dénonce le comportement violent et les détournements de l'aide pratiqués par les soldats de l'armée zaïroise et les membres de l'ex-armée rwandaise dans les camps de réfugiés du Zaïre. Ces camps sont sous la coupe réglée de soldats des ex-FAR et de miliciens qui y circulent en armes et uniformes, et se préparent à retourner au Rwanda avec pour objectif de mettre en déroute l'APR, renverser le nouveau régime et achever le génocide.**



« Goma, ville ouverte aux profiteurs de l'humanitaire », Guy Benhamou, *Libération* (France), 4 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Ces derniers jours, les soldats du maréchal Mobutu s'en sont pris par deux fois aux volontaires de l'association anglo-saxonne Care, responsable du transbordement des cargaisons du pont aérien sur les camions qui les acheminent dans les dépôts. « Dimanche, raconte Ralph Hazleton, il est arrivé énormément de marchandises. Dans la pagaille qui règne ici, il y a eu plusieurs incidents. Faute de clôture et de contrôle d'accès, l'aéroport est devenu un rendez-vous pour des centaines de désœuvrés zaïrois. Certains sont à la recherche d'une embauche, d'autres d'une bonne occasion, un sac de farine ou de sucre. [...] avant-hier soir, c'est le dépôt de médicaments de l'Unicef, situé près de l'hôpital de la ville, qui a été pillé. Les voleurs ont emporté 100 000 comprimés de Négram, soit 20 % du stock de cet antibiotique rare et coûteux, et surtout le seul à pouvoir guérir les centaines de malades atteints aujourd'hui par une épidémie de dysenterie.



« L'armée rwandaise se refait une santé à Goma », Guy Benhamou, *Libération* (France) 5 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Ce sont surtout les rumeurs de réarmement des FAR qui inquiètent. Pour le pasteur Hurlburt, les armes sont bel et bien là. « Il y a des camions fermés sur mon terrain, personne ne sait ce qu'ils contiennent. En revanche, on voit très bien le mortier installé à l'arrière d'un autre camion. Sans doute assez pour terroriser la population locale, mais trop peu pour entamer la reconquête du Rwanda. Le général Bizimungu écarte d'ailleurs toute offensive pour le moment. « Nous nous reposons, nous nous réorganisons. Mais nous ne comptons pas reprendre les combats. L'heure est à la négociation », assure-t-il. L'ONU ne cache pas son inquiétude face à cette concentration militaire aux portes du camp de Mugunga. Selon un responsable du HCR, les FAR détourneraient de 40 à 60 % de l'aide humanitaire livrée aux 100 000 réfugiés du site. Les FAR ont en fait pris le contrôle presque complet du camp de Mugunga. Hier, au moment de la distribution des vivres, on pouvait voir les militaires, avec des listes de noms, assurer la répartition. « C'est comme ça tous les jours », assure un médecin français qui travaille au centre de soins de Médecins du Monde dans le camp. « Ils détournent la bouffe par camions entiers, qui repartent on ne sait où. Ils font régner leur loi, et chaque matin, on soigne des blessures à l'arme blanche. Ils sont en train de se refaire une santé, ils mangent, se font soigner. Dans deux mois ils seront prêts à repartir », soupire le médecin.

Le HCR a donc timidement demandé au gouverneur de Goma de l'aider à régler ce problème, « politiquement et légalement très compliqué », affirme le chef de la mission des Nations unies. Et avant-hier, la décision a été prise de déplacer les militaires rwandais beaucoup plus à l'ouest, vers la ville de Saké. [...] Comme l'explique un ex-haut

fonctionnaire de Kigali réfugié à Goma : « C'est une véritable aubaine. Sur le nouveau site du lac Vert, les troupes des FAR seront bien mieux installées, au large, dans les collines. Elles pourront même reprendre discrètement leur entraînement. »



« Sauver les réfugiés au Rwanda : la sympathie s'adresse-t-elle aux bonnes personnes ? Certains de ceux qui sont secourus ont participé au génocide », Keith B. Richburg, *International Herald Tribune* (Europe), 9 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

De nombreux réfugiés et travailleurs humanitaires reconnaissent être convaincus que la sympathie de la communauté internationale ne s'adresse pas aux bonnes personnes. Ils se demandent où était la communauté internationale quand les Hutus ont massacré les Tutsis. Pourquoi la communauté internationale n'est-elle pas intervenue plus rapidement au Rwanda quand les Hutus soumettaient la minorité tutsie à une campagne de génocide ?

L'ironie du sort frappe aussi les membres des organisations de secours : certaines des personnes pour la vie desquelles ils se battent au Zaïre sont des Rwandais hutus responsables du pire génocide depuis celui commis par les Khmers rouges au Cambodge au milieu des années soixante-dix.



*Un jour à Goma avec Philippe Biberson, on a eu un problème de sécurité. Un de nos chauffeurs s'est fait prendre par des soldats et des policiers zairois. On a essayé de l'aider en suivant la voiture. À un moment donné, ça a commencé à chauffer et on s'est sauvés très vite. On a continué la route et on s'est retrouvés derrière ce camp de Munigi. Ce n'était pas sur la route principale, mais sur une petite route le long du lac. Là, on s'est retrouvés au milieu de soldats rwandais, au milieu de camions bâchés avec les canons sur les camions. Ils avaient soi-disant déposé les armes en passant la frontière. Apparemment ils avaient déposé les kalachnikovs, mais pas les canons ! Les soldats zairois les avaient laissés passer. On s'est retrouvés au milieu de tout cela et on a pris la fuite rapidement. Ils ont été surpris parce que personne ne venait jamais dans cet endroit-là. Clairement, il y avait des soldats, des armes lourdes qui étaient passées et qui étaient derrière Goma.*

*Dr Didier Laureillard, MSF France, coordinateur à Goma, juillet-septembre 1994  
(en français).*

**Le 7 août 1994, au cours d'une conférence de presse à Goma, Jacques de Milliano, directeur général de MSF Hollande, rend publics les résultats catastrophiques d'une enquête épidémiologique effectuée par MSF et Épicentre dans le camp de Katale.**



« Réfugiés rwandais dans les camps de la région de Goma. L'enquête de MSF dans le camp de réfugiés de Katala laisse prévoir des taux de mortalité catastrophiques pour tous les réfugiés dans la région de Goma », **communiqué de presse** de MSF International, 8 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Les résultats de l'enquête, qui ont été présentés à Goma le 6 août, indiquent un taux de mortalité de 41 morts pour 10 000 personnes et par jour. Si l'effectif de la population s'élève à 1 million, comme on l'estime, le fait que 8,3 % de la population étudiée soit décédée pendant les 20 jours concernés indiquerait qu'au moins 80 000 réfugiés pourraient être décédés depuis leur arrivée en masse, le 14 juillet. On suppose que la mortalité a décliné depuis le 3 août, mais d'autres études devront le confirmer. [...] L'étude montre aussi que seulement 3,8 % de la population de Katala vit sous une tente, 51,8 % vivent sous des bâches de plastique et 44,3 % n'ont pas d'abri digne de ce nom. Le taux de malnutrition global s'élève à 23,1 % et celui de malnutrition sévère à 6,5 %.

**La gestion opérationnelle des camps aboutissant à l'impasse, MSF ne voit de solution que dans le retour des réfugiés au Rwanda. Mais celui-ci ne peut se faire que si les conditions de sécurité y sont garanties. Dans cette logique, MSF s'implique donc dans des actions d'information et de lobbying pour favoriser la mise en place d'observateurs des droits de l'homme au Rwanda.**

**Le 10 août 1994, MSF Belgique donne une conférence de presse à Bruxelles pour faire le point sur les opérations et le financement de l'intervention à Goma. Le président Reginald Moreels demande que les Nations unies augmentent le nombre de leurs observateurs et que les organisations de défense des droits de l'homme s'investissent au Rwanda.**



« Goma, un mois après : un bilan des opérations et des finances de Médecins Sans Frontières Belgique », **invitation à la conférence de presse** de MSF Belgique, 9 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Presque un mois après l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés rwandais au Zaïre, Médecins Sans Frontières dresse le bilan de ses actions sur le terrain et de la situation des réfugiés. Bien que l'épidémie de choléra semble être jugulée, d'autres problèmes prennent aujourd'hui le relais. Nous en profitons également pour vous présenter quelques actions de solidarité originales et généreuses menées par le public belge ainsi que par certaines entreprises. Ensuite, nous présenterons un bilan financier (revenus-dépenses) depuis le début de la crise.



« Médecins Sans Frontières fait un appel à la surveillance des droits de l'homme au Rwanda », **communiqué de presse**, MSF Belgique, 10 août 1994 (en français).

**Extrait :**

MSF fait non seulement un appel auprès des NU [Nations unies] pour que les troupes de la MINUAR soient envoyées en force avec un mandat explicite de surveillance des droits de l'homme, mais demande également que les nombreuses ONG spécialisées se

chargent aussi de cette tâche. La présence massive d'observateurs permettra d'augmenter sensiblement le sentiment de sécurité. [...] Cette mesure s'impose d'autant plus que la date de retrait de l'armée française approche. À cette date, tout le monde craint un nouveau déplacement massif de réfugiés vers Bukavu. Les organisations humanitaires se préparent dès à présent à organiser des camps à Bukavu. Cependant, MSF estime que tout doit être mis en œuvre pour que les gens ne quittent pas leur pays. C'est pourquoi MSF ouvrira une première way station le long de la route de Gikongoro (en zone Turquoise) vers Butare afin d'assurer une aide médicale aux réfugiés rentrant. Simultanément, MSF démarre la remise en fonction de l'hôpital et de trois dispensaires à Butare. De plus, MSF France a établi des postes d'assistance sanitaire autour de Gitarama, créant ainsi un axe d'attraction parallèle à la zone de sécurité française. Ces dispositions ne peuvent attirer les réfugiés qu'à condition que l'on ait les garanties nécessaires pour qu'ils soient traités correctement. C'est pourquoi MSF insiste pour que les rumeurs récentes de « disparitions » du côté FPR soient investiguées d'urgence par des organisations spécialisées.



« Opinions et débats », **interview** de Réginald Moreels, président de MSF Belgique, **Le Soir** (Belgique), 11 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Nous allons faire appel à des organisations de droits de l'homme – c'est une grande première, comme une nouvelle dimension de l'aide humanitaire – pour qu'elles modifient leur politique. Pour qu'elles passent de l'investigation au monitoring, à la permanence. Un peu comme dans la prévention des conflits. Il faut créer une organisation de diplomates de terrain qui restent entre six mois et trois ans sur place pour reconstruire des relations entre communautés et ethnies différentes. Il faut que des organisations comme Amnesty, Africa Watch, Causes communes, Avocats sans Frontières ou Juristes démocrates aillent sur le terrain, pour y rester. Le pouvoir à Kigali m'a assuré qu'il soutenait tout à fait ce genre d'action. Actuellement, il y a au Rwanda 20 observateurs des droits de l'homme qui dépendent des Nations unies. Il en faudrait 450, dans chaque commune du pays, employés par l'ONU et par des organisations privées.

**Dans la presse internationale, Alain Destexhe, le secrétaire général de MSF International, dénonce la mainmise des « génocidaires » sur les camps et compare leur comportement à celui des Khmers rouges au Cambodge.**



« Opinions et débats » Alain Destexhe, **Le Soir** (Belgique), 10 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Pour le pire, le scénario qui se met en place au Rwanda commence à ressembler dangereusement à celui du Cambodge, où les Khmers rouges ont été remis en selle par la communauté internationale grâce à l'aide humanitaire. Si l'ONU ne crée pas rapidement les conditions du retour des réfugiés rwandais, il sera trop tard pour éviter la mainmise des auteurs du génocide sur les réfugiés et la renaissance d'un conflit interminable.



« Il y a urgence à empêcher un épilogue à la cambodgienne au Rwanda », Alain Destexhe, secrétaire général de MSF International, *International Herald Tribune*, 11 août 1997 (en anglais).

**Extrait :**

L'armée de l'ancien gouvernement rwandais renforce chaque jour son contrôle sur les réfugiés. Et à chaque amélioration quotidienne de secours dans les camps de Goma, les réfugiés sont moins motivés pour retourner chez eux. Aussi longtemps que la situation au Rwanda reste incertaine, ils préfèrent rester. Et qui les en blâmerait ? Dans les camps de réfugiés de Tanzanie, les anciens chefs de village utilisent les distributions quotidiennes de nourriture à la fois pour consolider leur pouvoir sur les 300 000 Rwandais qui y vivent, et pour les décourager de rentrer dans leurs villages. L'effort humanitaire international, qui sauve des milliers de vies, est aussi en train de semer les graines d'un futur conflit, dans lequel, comme dans le cas des Khmers rouges, l'armée de l'ancien gouvernement utilisera son contrôle politique de centaines de milliers de réfugiés et de déplacés pour légitimer son pouvoir. La communauté internationale, en continuant à traiter la crise sur un mode exclusivement humanitaire, semble aveugle au cercle vicieux qui est en train de se former. [...] Ces personnes qui ont été clairement identifiées comme responsables du génocide ne doivent pas être autorisées à continuer à exercer une aussi forte influence sur les camps du Zaïre et de Tanzanie. En aucun cas les agences humanitaires ne doivent utiliser l'ancienne administration du Rwanda pour les aider à distribuer l'aide alimentaire. [...] Une réponse doit être apportée en urgence. Deux scénarios seulement sont envisageables pour les prochaines semaines : ou bien les réfugiés rentrent, ou bien ils se retranchent derrière les vestiges de l'armée de l'ancien gouvernement. Le dernier acte reste à écrire.

**Le Conseil international de MSF décide d'envoyer au Rwanda, au Zaïre (Goma) et en Tanzanie des « facilitateurs » chargés de recueillir des informations sur le contexte, et notamment sur l'existence de mécanismes de pouvoir « génocidaire » dans les camps.**



**Compte rendu** de la téléconférence du conseil international sur le Rwanda du 10 août 1994, MSF International, 11 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Observateurs des droits de l'homme, les organisations de défense des droits de l'homme travaillent d'habitude sur une base à court terme, mais certaines envisagent la possibilité d'envoyer des observateurs permanents au Rwanda. Cela va prendre du temps. En raison de son activité médicale, MSF ne s'impliquera pas directement dans l'observation du respect des droits de l'homme.



« MSF et les droits de l'homme au Rwanda », *Le Zarwabuta no 1*, bulletin interne d'information sur la crise rwandaise de MSF France, 25 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Fin juillet, MSF International a décidé de mener une action de lobbying afin d'augmenter la présence d'observateurs des droits de l'homme auprès des Rwandais. Ces actions ont

été dirigées vers la communauté internationale (États, ONU), pour augmenter le nombre d'observateurs UN. Une pression est par ailleurs exercée sur les organisations privées du type Amnesty International, Juristes sans Frontières, Fédération internationale des droits de l'homme, Africa Watch, etc. Certaines de ces organisations en sont à la phase exploratoire dans la région, leur objectif étant de mettre en place des équipes de permanents qui enquêteraient à la fois sur le déroulement du génocide (enregistrement des victimes, constitution des dossiers), mais aussi sur les exactions actuelles, tant dans les camps qu'ailleurs au Rwanda. [...] Le deuxième objectif est de mettre en place (à Goma, Kigali, Benaco et Bukavu) des volontaires MSF à compétence juridique qui serviraient de lien entre les équipes chargées de collecter les informations dans leurs missions et ces observateurs des droits de l'homme indépendants.

### **Pendant tout le mois d'août 1994, les équipes de MSF assistent à une multiplication des incidents de sécurité dans les camps de Tanzanie et du Zaïre.**



**Sitrep** sur les réfugiés rwandais, MSF International, 8 août 1994 (en anglais).

#### **Extrait :**

Zaïre, Katala : [...] L'équipe MSF est obligée de prendre des mesures de sécurité pour une évacuation rapide si nécessaire. Problèmes avec les FAR et les soldats rwandais qui volent la nourriture et les véhicules.

Tanzanie : problèmes avec certains membres hutus du personnel local qui refusent de traiter des patients tutsis.



**Sitrep** sur les réfugiés rwandais, MSF International, 10 août 1994 (en anglais).

#### **Extrait :**

Zaïre, Goma : La question de la sécurité devient de plus en plus préoccupante. Trois soldats zairois (deux à Katala et un à Kibumba) ont été tués par des réfugiés, excédés par les vols de nourriture. Un docteur de Médecins du Monde s'est fait tirer dessus et des journalistes ont été attaqués. [...]

Bukavu : quelque 2 000 soldats rwandais ont pris le pouvoir dans la zone de Chimanga. Les logisticiens qui étaient présents ont évacué la maison de MSF France dimanche dernier. Le logisticien rwandais kidnappé la semaine dernière a réapparu. Il avait été arrêté par la police.

Tanzanie : La sécurité est bonne, bien que plusieurs ONG aient été victimes de cambriolages, en particulier de vols de générateurs. Les leaders disent toujours qu'il est dangereux de rentrer, mais il semblerait qu'ils commencent à perdre de leur influence, maintenant que les réfugiés vivent dans de meilleures conditions. Aucun des policiers promis (après la « grève » de MSF) n'est encore arrivé.



**Message** de la chargée de communication à Goma aux départements communication des sections MSF, 11 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Ce matin, manif. Un militaire zaïrois aurait tué un étudiant qui faisait du change. Jets de pierre, routes bloquées, le temps que l'armée déblaye le passage en tirant quelques coups en l'air. Hier, un nouveau réfugié a été battu à mort pendant la distribution de bouffe. Ça fait quatre en une semaine sur le camp de Kibumba... Il y a seulement deux points de distribution pour tout le camp de Kibumba. Et la foule se précipite à chaque distribution, machettes en l'air. En réaction, le HCR a décidé aujourd'hui de cesser toute distribution de nourriture... Un réfugié a également été tué hier par d'autres réfugiés. On l'accusait d'être un agent du FPR incitant les réfugiés à rentrer chez eux. Selon le HCR, une autre personne aurait été tuée dans des circonstances similaires quelques jours auparavant. Il ne fait pas bon avoir l'air d'un agent du FPR. [...] On dit que les FAR seraient en train de se remettre sérieusement sur pied à Bukavu. [...] Les Zaïrois ne perdent pas le nord, ils taxent les voitures étrangères, le visa est à 130 dollars (plus 20 pour le douanier). Les réfugiés qui restent dans la ville de Goma se font agresser par les militaires zaïrois. Notamment les femmes rwandaises, qui attendent la nuit tombée pour aller chercher de l'eau. Certaines se seraient fait agresser et violer.

**Le 11 août 1994, le Conseil de sécurité des Nations unies se prononce en faveur d'un retour « rapide » des réfugiés et des personnes déplacées au Rwanda. Mais le HCR et les organisations de secours n'y sont pas favorables, en raison du mauvais état de santé des réfugiés et des rumeurs d'exactions commises contre ceux qui rentrent au pays. Le premier retour massif prévu le 16 août est annulé.**



« Rwanda, les réfugiés au cœur de la polémique », Matthias Lüfkens et Stephen Smith, *Libération* (France), 12 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Le Conseil de sécurité des Nations unies a demandé hier à toutes les parties rwandaises de favoriser le retour « rapide » des réfugiés et des personnes déplacées au Rwanda, afin d'aider à résoudre la « crise humanitaire massive » que connaît le pays. Le rapatriement des quelque 800 000 Rwandais de la région de Goma suscite cependant malaise et polémique au sein des organisations humanitaires. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a ainsi estimé qu'il n'était « pas question d'obliger les réfugiés à rentrer » et que tout retour devait se faire à la suite d'une décision « personnelle et volontaire ». Une réticence, relayée par d'autres ONG, due aux rumeurs faisant état d'exactions commises par le Front patriotique rwandais (FPR, au pouvoir) contre les réfugiés hutus, ainsi que de représailles menées par les militaires de l'ancienne armée gouvernementale à l'encontre des candidats au retour. À ce jour, 110 000 réfugiés rwandais, soit 10 % environ de la population réfugiée de Goma, ont regagné leur pays. Ils sont 5 000 à prendre quotidiennement la route du retour, au départ des neuf postes frontières du nord-est du Zaïre. [...] Plusieurs ONG estiment que, pour des raisons épidémiologiques, un rapatriement rapide décuplerait les ravages du choléra, de la dysenterie, et peut-être du typhus qui n'a pas encore été diagnostiqué avec certitude. En aparté, ces ONG reprochent également au HCR de « minimiser les exactions commises par le FPR », le Front patriotique rwandais, qui vient de s'installer au pouvoir à Kigali. La

ournée, mercredi, de cinq pasteurs protestants qui, sous l'égide du HCR, étaient venus « rassurer » les réfugiés, a alimenté ces accusations. L'un des porte-parole du HCR, Panos Moutziz, a démenti que des exactions commises par le FPR auraient été passées sous silence pour hâter le retour des Rwandais dans leur pays. De son côté, la représentante de Médecins Sans Frontières (MSF) a ainsi résumé le dilemme : « La seule solution est que ces gens rentrent chez eux, mais il ne sert à rien qu'ils rentrent morts. »



**Message** de la chargée de communication à Goma aux départements communication des sections MSF, 11 août 1994 (en français).

**Extrait :**

Le HCR estime qu'avant-hier, des Rwandais de la zone de sécurité ont franchi la frontière au rythme de 1 000 par heure vers Bukavu. Aujourd'hui, selon les militaires français maintenant, 1 000 personnes au total sont parties vers Bukavu. Et 700 personnes sont parties de la zone de sécurité pour aller plus à l'ouest. Les militaires français pensent que 800 000 personnes attendent dans la zone de sécurité de se rendre à Bukavu.



« Le troisième exode des réfugiés rwandais a commencé », **communiqué de presse** de MSF France, 13 août 1994 (en français).

**Extrait :**

L'absence de traitement politique de la crise rwandaise, en particulier de sanctions à l'encontre des responsables du génocide, entraîne le troisième exode massif de réfugiés rwandais. Après l'exode vers la Tanzanie en avril, vers Goma ces dernières semaines, ce sont aujourd'hui les déplacés de la zone humanitaire de sécurité qui ont commencé à se diriger vers le Zaïre. Cette fuite est orchestrée par les mêmes leaders, responsables du génocide. Nos équipes, présentes dans la zone, à Kibuye, Gikongoro, Kaduha, Rukondo, ont pu en effet constater depuis plusieurs jours des mouvements importants de population, encouragés par des membres des anciennes Forces armées rwandaises, en direction de Cyangugu. Ces équipes vont évaluer la situation aujourd'hui dans cette partie du Rwanda.

Si rien n'est fait par la communauté internationale dans les jours qui viennent pour sécuriser ces populations, ce troisième exode risque d'avoir les mêmes conséquences tragiques que les précédents.



« Prélude à un nouvel exode dans la zone Turquoise », Jean Hatzfeld, **Libération** (France) 15 août 1994 (en français).

**Extrait :**

À peu près 8 000 nouveaux réfugiés reconnaissables à leur barda et aux enfants, ont franchi la frontière samedi, probablement 1 000 dans la journée de dimanche. Le commandement français s'appuie sur ces chiffres pour minimiser le mouvement de panique et nier que l'exode ait commencé, comme l'annoncent les organisations non gouvernementales, MSF en tête et le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Aucun « mouvement de panique » ni exode vers le Zaïre n'a encore été observé, estiment les soldats français. Les militaires ont raison. Pour le moment, personne ne peut parler de panique. Rien de comparable encore avec les scènes d'épuisement de la route de Goma. Pas de cadavres dans les fossés, pas de fantômes, seulement des gens qui marchent

lentement. Mais ils sont déjà des milliers sur les 160 kilomètres qui séparent Gikongoro de Bukavu. Et quand on demande où ils vont, ils répondent tous : « Vers le Zaïre. » On leur demande s'ils savent ce qui les attend au Zaïre. Ils répondent qu'ils savent qu'il n'y a rien à manger pour eux au Zaïre. D'ailleurs, ils n'ont pas tous décidé de traverser la rivière. Ils disent seulement : « Nous allons vers le Zaïre, nous verrons sur la route. » [...] La radio zaïroise multiplie les appels au calme. Rien n'y fait. Bukavu, qui abrite déjà 300 000 réfugiés, montre des signes d'asphyxie.

### **Le HCR et les organisations de secours ont des difficultés à faire face à cet afflux de réfugiés autour de Bukavu.**



« Selon le HCR, une crise menace d'éclater à Bukavu », **communiqué de presse** du HCR, 12 août 1994 (en anglais).

#### **Extrait :**

Le Haut-Commissaire aux Nations unies pour les réfugiés a prévenu vendredi que la situation dans la région de Bukavu, au Zaïre, pouvait tourner à la catastrophe si une assistance massive n'était pas immédiatement mobilisée dans la région. [...] Au sud de Goma, le HCR rencontre toujours d'énormes difficultés à trouver de nouveaux sites pour environ 320 000 réfugiés rwandais, et ne dispose pas de secours en quantité suffisante pour les aider. De surcroît, le HCR se bat pour prendre soin de 150 000 réfugiés rwandais et 100 000 réfugiés burundais à Uvira, près de Bukavu. [...] Si un exode a lieu, la situation dans la région de Bukavu peut devenir pire que celle qui sévit actuellement à Goma.

### **Le 17 août 1994, MSF France et MSF Belgique confirment à la presse la réalité d'un nouvel exode de réfugiés rwandais vers Bukavu. [V9](#)**



« Rwanda, le troisième exode se confirme », **communiqué de presse** de MSF Belgique et MSF France, 17 août 1994 (en français).

#### **Extrait :**

Alors que les troupes françaises préparent leur retrait de la zone de sécurité au Rwanda, des dizaines de milliers de personnes quittent le Rwanda pour se réfugier au Zaïre, dans la région de Bukavu. Des files continues de réfugiés se dirigent depuis la ville de Kibuyé et Gikongoro vers Cyangugu, au Rwanda, afin de franchir la frontière et se rendre à Bukavu, au Zaïre. Plus de 800 personnes se dirigent chaque heure vers la frontière zaïroise. Ces trois derniers jours, environ 20 000 personnes sont déjà parvenues à Bukavu. 5 000 autres sont à Cyangugu et 15 000 sont en route depuis Gikongoro. [...] Actuellement la ville de Bukavu est déjà engorgée. Les réfugiés transférés sur des sites en dehors de la ville sont maintenant remplacés par les nouveaux arrivants. D'autre part, les sites aménagés aux environs de Bukavu seront bientôt saturés. Or les nouveaux sites identifiés par le HCR pour accueillir de nouveaux réfugiés sont actuellement inaccessibles pour des raisons logistiques. Dans la ville, la situation des réfugiés se détériore. Au dispensaire de Médecins Sans Frontières, on note une dégradation très nette de l'état

de santé des populations. L'endémie de dysenterie est en progression. En outre, de nouveaux arrivants présentent des signes de malnutrition.

### **Le 19 août 1994, MSF Belgique et MSF France critiquent publiquement le retrait de l'armée française. V10**



« Les troupes françaises quittent le Rwanda en laissant derrière elles un chaos », **communiqués de presse**, MSF Belgique et MSF France, 19 août 1994 (en français).

#### **Extrait :**

Au moment où les troupes françaises se retirent de la zone humanitaire sûre, des dizaines de milliers de personnes et sans doute bientôt des centaines de milliers s'enfuient vers le Zaïre dans la peur, victimes de la propagande active des Forces armées rwandaises (FAR). [...] Force est de constater qu'au départ des troupes françaises correspond un exode qui s'annonce dramatique. Si elle a permis un mois et demi de répit, l'opération française arrive au terme de son mandat sans qu'aucun progrès ait été accompli dans cette zone, véritable sanctuaire dans lequel se poursuivent les violences de miliciens et la propagande FAR.

Face à cette situation, Médecins Sans Frontières estime scandaleux que le Conseil de sécurité n'ait pu mettre en place un relais satisfaisant au départ des troupes françaises. Car, si elle a remporté un succès médiatique incontestable, l'opération française s'assimilerait alors à une simple gesticulation sans aucun effet sur l'avenir des populations rwandaises.



Les organisations humanitaires se montrent réservées », Corine Lesnes, **Le Monde** (France), 22 août 1994 (en français).

#### **Extrait :**

Réservées sur l'entrée des troupes françaises au Rwanda, les organisations humanitaires le sont autant sur leur départ. Conscientes de la contradiction, elles ne peuvent demander le maintien du dispositif Turquoise, mais soulignent la « déstabilisation » causée par la fin de l'opération. Pour Médecins Sans Frontières, les forces françaises se retirent en laissant derrière elles un chaos. [...] Selon l'organisation, l'assistance humanitaire est actuellement insuffisante en outre à Bukavu, pour faire face à un éventuel exode, alors qu'à Goma 500 réfugiés continuent de mourir chaque jour.

### **Le 21 août 1994, les derniers soldats français quittent la zone Turquoise. Entre 300 000 et 400 000 réfugiés rwandais sont arrivés dans la région de Bukavu.**



« Scènes dramatiques d'exode à la frontière zaïroise. Rwanda : la France part, la peur reste », Jean Hatzfeld, **Libération** (France), 22 août 1994 (en français).

**Extrait :**

L'opération Turquoise a pris fin hier avec le départ des troupes françaises de la zone humanitaire, dans le sud-ouest du Rwanda. Privés de leur « protection », des milliers de réfugiés hutus se sont précipités vers le Zaïre, dont la frontière a été entrouverte ce weekend. Le HCR a ouvert un nouveau camp d'accueil à Bukavu. Les organisations humanitaires dénoncent le manque de préparation par les Nations unies de la situation créée par la fin de l'opération Turquoise au terme du mandat du Conseil de sécurité. En fait, le gouverneur de Bukavu, soutenu par le ministre de l'Intérieur zaïrois, a tiré à sa façon la sonnette d'alarme en bouclant la frontière. Il sait que les organisations occidentales ne parviennent plus à écouler le flux de 15 000 à 20 000 Rwandais qui franchissent tous les jours le pont. Ceux-ci, peu à peu, s'arrêtent le long des 10 kilomètres de la rue qui traverse la cité, envahissent certains quartiers, s'entassent sur la moindre parcelle de trottoir, de talus, de ruelle, échappant à tout contrôle d'hygiène et de nutrition. Après épuisement des quelques vivres qu'ils apportent avec eux, la plupart s'affaiblissent rapidement sous la pluie. Ce campement urbain dans une ville déjà en rupture d'eau, d'électricité, d'école, a tout pour devenir un foyer d'épidémies et une poudrière.

**À Bukavu comme à Goma et à Benaco, la violence exercée par les ex-leaders rwandais et leurs soldats et miliciens et par les soldats de l'armée zaïroise à l'encontre des réfugiés, mais aussi des employés des organisations de secours, s'exacerbe.**



« Briser l'engrenage : MSF appelle à l'action dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie » (*Breaking the cycle: MSF calls for action in the Rwandese refugee camps in Tanzania and Zaïre*), **rapport** de MSF Hollande, 10 novembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Le 22 août, 19 réfugiés ont été tués dans le camp de Benaco parce qu'ils voulaient retourner au Rwanda.

[...] Le 25 août, un individu suspecté d'être un espion du FPR a été poursuivi jusque dans le dispensaire de Médecins du Monde dans le camp de Mugunga. Le personnel médical n'a rien pu faire d'autre que le remettre à la foule et payer les soldats rwandais pour leurs « services ». Un employé d'une agence médicale internationale rapporte que chaque matin des cadavres sont ramassés à Mugunga. [...] Le 29 août, une voiture MSF a été arrêtée et la radio et les effets personnels des deux expatriés ont été volés. Le même jour, une équipe de télévision canadienne s'est fait dérober tout son matériel.



*Chaque fois que j'essayais de descendre, de collecter des témoignages ou de parler aux gens, immédiatement des jeunes Interahamwe venaient s'insérer et les gens s'arrêtaient de parler. Ils se parlaient entre eux. Il y avait beaucoup de mauvaise foi envers MSF, et ça a vraiment commencé à Bukavu parce que c'est là où on a commencé à vraiment pousser le message. C'étaient les plus endurcis. À Bukavu, c'était horrible. Il y avait une mau-*

*vaïse ambiance parmi les réfugiés. Il y avait des réfugiés qui se faisaient tuer à droite et à gauche. Tous les pires Interahamwe étaient basés à Bukavu. Tout le monde en parlait. C'était évident que ça allait commencer à Bukavu. Goma était beaucoup plus grand. Il y avait beaucoup plus de civils. C'était beaucoup plus facile pour les équipes là-bas. Malgré tout, elles pouvaient constater les bons résultats de leur travail. À Bukavu, on se prenait tout en pleine figure, tout le temps.*

*Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication pour l'Afrique de l'Est 1994-1995 (en français).*

**Le 25 août 1994, le HCR prend la décision de ne plus favoriser les rapatriements et déclare publiquement que les camps du Zaïre sont « virtuellement en état de guerre », en raison des violences perpétrées par les milices et les FAR contre les populations, ainsi que des menaces contre les ONG.**



« Briser l'engrenage : MSF appelle à l'action dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie » (Breaking the cycle : MSF calls for action in the Rwandese refugee camps in Tanzania and Zaïre), **rapport** de MSF Hollande, 10 novembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

À Goma, le HCR a cessé tout encouragement au rapatriement volontaire après un incident qui s'est déroulé le 23 août. Un groupe de 200 à 300 personnes qui attendaient le transporteur pour retourner au Rwanda sur le bord de la route de Kibumba a été attaqué par les miliciens. Plusieurs réfugiés ont été blessés.

**Le personnel local embauché par les organisations de secours est sélectionné par les leaders. Ceux-ci choisissent des personnes « politiquement sûres » qui poursuivent leur propagande meurtrière à l'abri des structures des ONG.**



« Le malaise des humanitaires », Corine Lesnes, **Le Monde** (France), 6 septembre 1994 (en français).

**Extrait :**

La plupart des spécialistes de l'humanitaire [...] sont écœurés de devoir tremper dans la réhabilitation des bourreaux. Certains de ceux-ci figurent même dans leur personnel, et il est arrivé qu'une association – qui préfère ne pas être citée pour éviter que les sauveteurs sur place « ne se retrouvent avec un couteau dans le dos » – ait à se débarrasser d'assistants médicaux qui espéraient toujours aller « finir le travail contre les Tutsis ». L'équipe MSF a, elle, eu connaissance d'une lettre de menaces contre un membre de son personnel, hutu mais considéré comme pro-tutsi, lettre émanant d'autres aides-soignants rwandais.



**Rapport hebdomadaire** de Ed Schenkenberg, chargé de mission MSF pour la surveillance des conditions de sécurité et de protection des réfugiés rwandais à Goma, 30 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

On peut dire que parmi les membres du personnel local travaillant pour les ONG, des gens ont peut-être du sang sur les mains. En conséquence, il est envisageable d'encourager toutes les ONG et le HCR à interroger leur personnel local à ce sujet.

**La presse internationale s'intéresse de moins en moins aux réfugiés et quitte peu à peu les régions de Goma et de Bukavu.**



**Sitrep** de la chargée de communication de MSF International en Afrique de l'Est, 26 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Comme vous avez pu le constater à travers les bulletins d'information, le sujet du Rwanda est presque épuisé. Tout le monde quitte Bukavu et transite par Kigali avant de faire ses bagages définitivement. Les seuls médias encore présents sont les agences de presse AP, AFP, Reuters ainsi que Voice of America, le Daily Telegraph, le New York Times, Libé et Le Monde qui prennent leur temps à Kigali. En général, peu d'intérêt est porté aux dernières nouvelles concernant le domaine humanitaire. Les Nations unies déclarent que leurs opérations marchent merveilleusement bien, donc tous les journalistes sont lassés. Leur principal intérêt est orienté vers le processus de réconciliation politique et très peu vers les problèmes de sécurité à Goma. Donc je fais porter tous mes espoirs sur MSF/Amnesty et sur le prochain sujet intéressant, c'est-à-dire le déploiement d'observateurs des organisations de défense des droits de l'homme au Rwanda. En collaboration avec les Nations unies, une sorte de première historique. Vous savez que les Nations unies ont un budget pour 25 observateurs seulement. Françoise Saulnier (responsable juridique MSF) sera de retour d'un voyage dans les provinces demain. Donc nous espérons avoir quelque chose à dire aux journalistes au sujet de la surveillance du respect des droits de l'homme en début de semaine prochaine.

**Dans le numéro de septembre 1994 de *Ins and Outs*, le journal interne de MSF Hollande, paraît l'article d'Arjo Berkhout, démissionnaire début juillet de son poste en Tanzanie, qui réitère son plaidoyer pour un retrait des camps.**



« Notre aide entretient les structures criminelles dans le camp », Arjo Berkhout, chef de mission de MSF Hollande en Tanzanie, *Ins and Outs*, journal interne de MSF Hollande, septembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Il est apparu clairement que plusieurs maires et d'autres leaders de communautés avaient organisé des meurtres de masse. Et dans les camps, ces leaders ont repris leurs anciennes positions dans la hiérarchie. [...] Ceci vaut également pour les structures de

santé tenues par MSF. [...] Je ne pouvais plus faire face à ce dilemme. Cela m'a obligé à faire un choix personnel clair. À mon retour de Tanzanie, j'ai rejeté la proposition d'aller travailler au Zaïre où le même dilemme se pose à une échelle encore plus grande. Finalement, j'ai donné ma démission du pool d'urgence. [...] Face à ce type de dilemme, en tant qu'organisation humanitaire nous devons faire un choix. En nous retirant des camps de Tanzanie, nous pourrions écarter le risque d'être utilisés par des structures de pouvoir criminelles et nous pourrions renforcer nos activités de témoignage.

**Un autre article de ce numéro d'*Ins and Out* décrit la stratégie d'advocacy, témoignage de MSF Hollande concernant la situation dans les camps.**



« Le siège en ébullition », Anita Baars, *Ins and Out*, journal interne de MSF Hollande, septembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Au-delà de l'envoi de volontaires, MSF essaye d'améliorer la situation dans les régions en crise en menant une politique intensive d'*advocacy*, mise en œuvre par le département des affaires humanitaires. Les gouvernements, les Nations unies et les autres organisations ont été systématiquement bombardés de lettres demandant des mesures de sécurité précises dans les camps de réfugiés à l'intérieur et autour du Rwanda. [...] Des consultants sur la protection des réfugiés ont été envoyés à Goma et à Benaco pour évaluer et rapporter l'état de la sécurité.

**Dans la presse, les représentants de MSF continuent à souligner que la communauté internationale s'est sensibilisée beaucoup plus pour les victimes de l'épidémie du choléra que pour celles du génocide et dénoncent le traitement « humanitaire » d'une tragédie dont les origines sont politiques.**



« Le malaise des humanitaires », Corine Lesnes, *Le Monde* (France), 6 septembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Autre motif de malaise, plus délicat à exprimer au moment où les organisations continuent à lancer des appels à la générosité : la différence de mobilisation qui s'est révélée à l'égard des victimes du génocide et du choléra, lequel est une maladie, rappelle Rony Brauman, « pas une atrocité ». Les associations ont reçu de forts soutiens – 30 millions de francs pour MSF, 40 millions de francs pour la Croix-Rouge française. Les chèques sont parfois accompagnés de lettres d'explication : « Comme cela, je me sentirai moins isolé. » Plus motivés généralement par le souci du droit que par la pitié, les « humanitaires » regrettent que la communauté internationale soit, elle, plus sensible aux corps souffrants qu'à ceux que l'on abat sur présentation de leur carte d'identité. Ils y voient une nouvelle fois la démission des « politiques » devant leurs responsabilités, le traitement de la maladie, phénomène neutre ne nécessitant pas de choix. « C'est la morale de l'ambulance », résume Rony Brauman, l'ancien président de MSF, pour qui

l'affaire rwandaise doit être considérée comme ce qu'elle est : « Non pas une catastrophe humanitaire, mais un drame politique absolu. »

**Le 2 septembre 1994, l'annonce par les autorités zaïroises que les réfugiés devraient avoir quitté le pays à la fin du mois entraîne des émeutes dans plusieurs camps.**



« Briser l'engrenage : MSF appelle à l'action dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie » (*Breaking the cycle: MSF calls for action in the Rwandese refugee camps in Tanzania and Zaïre*), **rapport** de MSF Hollande, 10 novembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Le 2 septembre, les autorités zaïroises ont annoncé, à la suite d'une réunion de cabinet à Kinshasa, que les réfugiés devraient avoir quitté le Zaïre avant la fin du mois. Les réfugiés ont cru que les agences allaient cesser leurs activités pendant le weekend. Des foules ont commencé à exiger leur approvisionnement en nourriture.

**Les chiffres des bénéficiaires de l'aide sont gonflés, et une partie significative de l'aide est ainsi détournée. Mais les leaders s'opposent violemment aux différentes tentatives de recensement effectuées par le HCR.**



**Sitrep** de la chargée de communication de MSF International en Afrique de l'Est, 29 août 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Toutes les sections ici sont d'accord pour que nous essayions d'obtenir une couverture médiatique plus importante sur les sujets suivants : comme le nombre de réfugiés dans les camps de Goma est toujours surestimé, de grandes quantités de nourriture continuent à être distribuées mais elles finissent toujours entre les mains des anciens bourgmestres du Rwanda et de leurs milices. La principale plainte des réfugiés est la faim, alors que les « méchants » s'engraissent sur le dos de l'aide humanitaire. Jeudi 1<sup>er</sup> septembre, le HCR, qui n'a toujours pas enregistré les réfugiés, aura une occasion idéale de le faire quand il transportera ces derniers de Kibumba vers Katala. Ils pourront aisément les compter et les enregistrer pendant que les camions les transportent vers le Nord, mais ils ont probablement peur de troubles potentiels et de violences de la part des leaders des camps. Comme vous le savez, le deuxième aspect du sujet, c'est que les agences de distribution de nourriture (Care et la Fédération des Croix-Rouge) continuent à faire distribuer leur aide alimentaire par les anciens administrateurs rwandais.



« Le malaise des humanitaires », Corine Lesnes, *Le Monde* (France), 6 septembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Les organisations sont inquiètes de voir se reproduire dans les camps du Zaïre, comme en Tanzanie, la configuration « classique », disent-ils, des « sanctuaires humanitaires » où, sous couvert de l'aide internationale, les camps de réfugiés servent de bases arrière à des mouvements qui n'ont pas désarmé. En s'appuyant, pour les distributions d'aide, sur les leaders locaux qui gonflent les chiffres de la population, le HCR contribue à entretenir le phénomène. Selon Philippe Biberson, le président de MSF, il est arrivé que l'association n'évalue qu'à 200 000 personnes la population des camps de Goma où la distribution s'effectuait sur la base des listes établies par des bourgmestres hutus et comptant 500 000 noms. « Ce sont des rois de la liste, les Rwandais », ironise-t-il.

**Début septembre 1994, les responsables du siège en visite sur le terrain confirment à l'équipe la volonté de MSF France de se limiter à des opérations d'urgence auprès des réfugiés. Toutefois, à la mi-septembre, une équipe de MSF France prend en charge l'installation d'urgence d'un camp sur le site de Kamanyola, dans la région de Bukavu. La multiplication des incursions punitives de la part des militaires venus du Burundi tout proche l'oblige à évacuer rapidement en raison de l'insécurité. Fin septembre, MSF France prend également en charge l'installation des réfugiés dans le camp de Kabira, aucune autre organisation n'étant en mesure de le faire.**



« L'action de MSF dans la crise rwandaise, **un historique critique**, avril à décembre 1994 », Nicolas de Torrente, MSF France, juillet 1995 (en français).

**Extrait :**

Lors du passage de Brigitte Vasset [MSF France, directrice des opérations] et Martine Lochin MSF France, responsable de programme ] début septembre, la « stratégie Bukavu » est confirmée : il est décidé de limiter, dans la mesure du possible, la mission MSF Bukavu à la phase de stricte urgence comprenant l'installation des réfugiés sur les camps. Sauf imprévu, MSF décide de se désengager et de passer la main à d'autres ONG d'ici le 1<sup>er</sup> novembre. Le contrat signé avec le HCR jusqu'au 31 octobre confirme cette décision. [...]

Le 12 septembre, le HCR commence les transferts de réfugiés [...] vers le nouveau site de Kamanyola situé au sud de Bukavu, à proximité immédiate de la frontière burundaise. Vu les conditions du site, MSF avertit le HCR que la situation deviendra vite incontrôlable. MSF prend en charge l'approvisionnement en eau ainsi que le screening d'accueil, y compris la vaccination rougeole. Il est prévu de transférer, dans des conditions précaires, plus de 1 000 personnes par jour de Bukavu. Ce camp va connaître de grands problèmes de sécurité en raison du voisinage du Burundi. Ce qui se concrétise par l'irruption de militaires burundais sur le site, et la rapide mainmise de milices organisées sur les populations. La situation est vite volatile, des émeutes ont lieu et l'équipe MSF décide d'évacuer. [...]

Fin septembre, il reste encore entre 10 000 et 20 000 réfugiés en ville, les plus faibles et les plus vulnérables : personnes isolées, veuves avec famille nombreuse, enfants non accompagnés. Le dernier site qu'ouvre le HCR, Kabira, situé au nord de Bukavu, est prévu pour accueillir cette population. Bien que MSF Bukavu n'ait pas prévu de s'engager sur

de nouveaux camps, il est décidé de prendre en charge la phase d'installation à Kabira, étant donné qu'aucune autre organisation n'est prête, que le camp est bien organisé par CONCERN et qu'il va accueillir les personnes les plus vulnérables du point de vue médical. Il est pris en compte que cette décision va prolonger le « séjour » de MSF à Bukavu d'un mois : le contrat avec le HCR est prolongé jusqu'à fin novembre, avec une possible extension.

**Les 23 et 24 septembre 1994, les coordinateurs des différentes sections MSF dans les camps du Zaïre et de Tanzanie se réunissent à Kigali pour analyser la situation dans les camps et réfléchir au positionnement de MSF.**



**Compte rendu** de la réunion régionale MSF sur la crise rwandaise, 23-24 septembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Échange d'infos sur la situation politico-militaire

Goma [...] la mainmise des milices et cadres politico-administratifs de l'ancien régime sur les réfugiés continue. La violence dans les camps idem, banditisme « économique » et violence « politique » (règlements de comptes à la machette en cas d'accusation d'être un agent du FPR, etc.). Rumeur appuyée par des faits dérangeants, selon laquelle une attaque FAR, soutenue par les divisions d'élite zaïroise et éventuellement les légionnaires français serait en cours de préparation pour les 5-15 octobre. Faits : mouvements de camions français sur l'axe nord, arrivée de bérets rouges zaïrois dans cette zone, départ de FAR du camp de Mugunga, départ de commerçants influents liés à Mobutu, inquiétude des ex-colons belges, refus des transporteurs rwandais et zaïrois d'assurer les transports entre Goma et Kigali, etc. Pas de sentiment anti-ONG, anti-MSF ou anti-français. Danger pour les équipes : être pris dans un affrontement sur un camp (pas d'évac., une seule route d'accès et banditisme économique).

Bukavu : apaisement des tensions dans la ville. Démonstration de force des autorités militaires zaïroise dans la ville. Encadrement des réfugiés par les milices et militarisation des camps s'amplifient. Au moins un incident violent par site par jour. Nouveau camp de Kanganiro est dirigé par les milices, a reçu la visite de militaires burundais inquiets. Pas de rapprochement entre Zaïrois et FAR comme à Goma. Si une attaque FAR du Rwanda est à envisager, elle viendrait du sud de Bukavu (camp d'entraînement de Shimanga). Apaisement du sentiment anti-MSF, perçu auparavant comme étant responsable de la présence des réfugiés à Bukavu. Danger pour les équipes, idem Goma. Pas d'interlocuteur valable en matière de protection-sécurité, le HCR étant inefficace et il y a absence de Casques bleus. Le HCR a indiqué qu'ils étaient en tractation avec Kinshasa pour les camps. Ce sera sans doute une catastrophe...

Tanzanie : même problématique qu'à Goma et Bukavu, mais avec les Zaïrois en moins... La mainmise des cadres administrativo-politiques de l'ancien régime sur les réfugiés est également bien affirmée, mais il y a moins de violence ouverte et pas de présence visible de milices armées dans les camps. Chaque nuit, il y a toutefois trois ou quatre morts violentes, ainsi que l'arrivée de camions non identifiés dans les camps. [...] Quant à la sécurité et la protection des réfugiés dans les camps, les policiers tanzaniens sont inefficaces et le HCR manque de tout : il n'y a pas de *security officer* et seulement deux *protection officers*.

[...] Conclusion

On assiste à une montée des tensions et antagonismes au niveau régional, tout est lié, rien n'est résolu et la situation actuelle est très instable. C'était bien la peine de convoquer une réunion pour arriver à cette conclusion !

#### Programmes MSF

Essai d'identification des limites de l'action MSF sur la crise rwandaise.

[...] La sécurité des expats est le seul critère qui provoquerait un arrêt brusque des activités MSF. Limites politiques actuellement surtout visibles à Goma et Bukavu : le dilemme entre la morale humanitaire, l'éthique médicale et la réalité politique de l'utilisation de l'aide humanitaire. Dans un premier temps, la morale humanitaire prévaut (choléra à Goma, abandon des réfugiés à Bukavu), sauf pour certains cas (camp des FAR à Mugunga, camp de Shimanga et Kanganiro à Bukavu). Actuellement, au sortir de l'extrême urgence, l'opinion est que MSF doit se désengager le plus rapidement possible d'une situation où l'aide profite aux responsables du génocide et où d'autres ONG sont capable d'assurer l'assistance à la place de MSF. Le désengagement est en train d'être accompli à Goma, aidé par la politique interne de MSF qui refuse une mission entièrement basée sur la sanitation. La mission devrait fermer d'ici fin octobre. À Bukavu, c'est plus compliqué : la phase d'installation des camps n'est pas terminée. Il reste des groupes vulnérables à prendre en charge, il y a un manque d'ONG compétentes pour reprendre les camps. MSF est en train d'être pris dans l'engrenage du moyen-long terme, mais « on ne veut surtout pas de Thaïlande bis (Sylvie) ». Au Rwanda, la limite du politique existe aussi : elle se trouve dans le comportement du FPR envers sa propre population et envers les ONG. Toutefois, pour le moment elle n'est pas atteinte et ne justifie pas une politique de désengagement.

#### [...] Conclusion

Bien que nos interventions soient basées sur les besoins, il faut veiller à une certaine cohérence dans les critères d'engagement-désengagement entre les missions. [...] Il faut essayer de ne pas avoir « deux poids, deux mesures » dans nos actions : l'attitude face à certaines pratiques du FPR au Rwanda devrait être très comparable à celle adoptée face à des pratiques similaires au Zaïre.

#### [...] Presse-Relations publiques

Tout le monde est d'accord sur une utilisation prudente des journalistes. Les prises de position préparées sont préférées à l'interview spontanée. Ces prises de position doivent être communes avec les autres sections MSF (modèle Goma également applicable au Rwanda).

**Le bilan du travail des « observateurs » des droits de l'homme envoyés par MSF au mois d'août 1994 au Rwanda, au Zaïre et en Tanzanie en appui aux équipes est mitigé. Les coordinateurs de terrain demandent une reprise en main du projet par la coordination internationale et un renforcement de l'action de surveillance des atteintes aux droits de l'homme.**



**Compte rendu** de la réunion internationale des directeurs des opérations de MSF sur le Rwanda, 5 octobre 1994 (en anglais).

#### **Extrait :**

##### Points de vue du terrain

Il y a des divergences d'opinion sur le terrain au sujet de la nomination d'une personne pour enquêter et rassembler des informations sur les droits de l'homme.

[...] Conclusion

Il semble qu'en général les équipes de terrain ne connaissent pas vraiment la fonction des chargés de mission juridique, et à quoi servent les informations qu'ils collectent. Cela a conduit à un manque de confiance et des difficultés de communication. La décision est prise de revoir le cahier des charges en expliquant clairement le rôle des chargés de mission juridique. On devrait peut-être insister sur le fait que leur rôle est de former les coordinateurs à la collecte d'informations et la transmission d'informations pertinentes, ils ont un rôle d'assistant technique. En aucun cas, ces chargés de mission ne peuvent représenter MSF devant des agences comme le HCR. Cela relève de la fonction du coordinateur [...]. La décision de garder ou non des chargés de mission juridique sur le terrain au Rwanda et au Zaïre sera prise après réception des commentaires et des points de vue de la commission internationale actuellement en visite sur le terrain.

**Au Rwanda, les équipes MSF subissent un contrôle croissant de la part du nouveau régime. Les déplacements forcés de population et les exactions commises par les soldats de l'APR continuent de peser sur les éventuels rapatriements de réfugiés.**



**Compte rendu** de la réunion régionale MSF sur la crise rwandaise, 23-24 septembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Rwanda [...] Volonté croissante de contrôle du gouvernement sur les activités des ONG. Méthodes musclées de l'APR en ex-zone Turquoise ; réquisition de véhicules (MSF) et de maisons (CICR) à Cyangugu, déplacements forcés de déplacés internes (camp de Runegera, Kibuye). Alignement de la MINUAR avec le discours officiel FPR sur la nécessité absolue du retour dans leurs foyers des déplacés internes, passivité croissante face aux incidents de sécurité (pas d'enquête) et haut seuil de tolérance des méthodes FPR quant au déplacement de personnes (démenti officiel par rapport aux allégations MSF de déplacements forcés à Kibuye). Danger pour les équipes : mines à Kigali, banditisme la nuit et certainement un sentiment antifrçais violent en cas d'attaque des FAR.



**Sitrep** de la chargée de communication de MSF International en Afrique de l'Est, 27 septembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Des rumeurs d'incursions des troupes de l'ancien gouvernement dans le sud-est du Rwanda et aussi d'exactions menées par l'APR. Des tueries ont eu lieu. En conséquence, les gens fuient vers la Tanzanie au rythme d'environ 1 000 par jour. [...] Gikongoro : dans la nuit du 16 au 17 septembre, six personnes ont été tuées et deux blessées. Des témoins disent que les assaillants portaient des uniformes. [...] Les fouilles des maisons menées par l'APR le mardi 20 septembre dans la région ont semé la panique, mais tout serait revenu à la normale. Puis de nouveau, le 23 septembre, deux personnes ont été tuées et quatre blessées par un soldat de l'APR, soi-disant en représailles contre le massacre de sa famille. L'équipe MSF rapporte également que le même jour un soldat de l'APR a lancé une grenade sur la place du marché de Gikongoro, blessant quatre personnes dont deux sévèrement. Il a été arrêté. Selon un membre du personnel local du camp de Rukondo, six personnes ont été lynchées en allant aux champs pour la récolte. [...] La

MINUAR, basée à Gikongoro, a dit aux ONG qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir garantir leur sécurité en cas d'attaque. Kibuye : le 17 septembre, l'APR a exigé que la population déplacée du camp de Rubengera (1 500 personnes, selon MSF) quitte le camp en une heure. Les soldats de l'APR ont incendié plusieurs huttes pour accélérer le mouvement. L'APR a détruit les latrines construites par MSF. L'APR a aussi fait sortir de force du collège de Rubengera les 500 déplacés qui s'y trouvaient. Un scénario similaire s'est déroulé à Birambo, où se trouvaient moins de 3 000 déplacés. Le CICR confirme ces rapports. Nous avons envisagé d'en parler à la presse, mais nous avons décidé qu'il serait plus censé de presser le gouvernement et la MINUAR d'agir ou d'enquêter sur ces incidents. En informant les journalistes, nous ne ferions rien d'autre que de mettre en danger nos programmes dans la zone.

**Dans les camps autour de Goma comme de Bukavu, la sécurité continue à se détériorer. Des mouvements de troupes sont observés.**



**Compte rendu** de la discussion téléphonique avec le coordinateur de MSF Belgique, 22 septembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Alex [Parisel], responsable de programme, m'a appelé en raison d'inquiétudes sur la sécurité au Rwanda et dans les pays avoisinants. Beaucoup d'informations viennent de Goma et ont été transmises par [...], chef de mission à Goma. Nous n'en connaissons pas les sources.

1. Sécurité Rwanda et pays avoisinants

1-1. Démarches FPR : il semblerait que le FPR veuille procéder à l'isolement d'officiers des ex-FAR. Cela se produirait dans la région de Gysenyi-Ruhengery, mais aussi peut-être dans la région de Goma ? Pas d'autre information à ce sujet.

1-2. D'après [...], les FAR sont en train de se réorganiser fortement et se prépareraient à attaquer le Rwanda à partir de plusieurs endroits périphériques (et ce, entre le 5 et le 15 octobre, voire plus tôt) : Goma-Bukavu-Benaco. Il y aurait eu dans ces camps (et en dehors) des meetings de responsables FAR de haut niveau. Ces meetings seraient concomitants avec plusieurs faits : les FAR se retirent des camps, des civils seraient enrôlés de force dans les camps (surtout à Goma), les préfets (Rwandais réfugiés dans les camps) ont demandé au HCR d'accélérer le processus de retour des réfugiés (avec comme interprétation une recherche d'infiltration et de création de bases avancées au Rwanda).

1-3. Démarches zaïroises : les autorités zaïroises auraient dit qu'avec l'aide de l'armée française, ils allaient (voulaient) déplacer les ex-FAR à l'intérieur des terres (zaïroises) [...] (sur place à Goma) on s'attend à une détérioration importante de la situation dans les semaines à venir.

**Le 30 septembre 1994, dans le camp de Katale, l'équipe de MSF Hollande soigne et évacue à l'hôpital neuf scouts rwandais blessés par des miliciens. L'un d'entre eux meurt des suites de ses blessures et 29 autres sont portés disparus. Des menaces de mort ayant été proférées contre le personnel de CARE, toutes les organisations de secours évacuent le camp à la demande du HCR.**



**Compte rendu** de la réunion internationale des directeurs des opérations sur le Rwanda, le 5 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Le camp de réfugiés de Katale est sous la responsabilité du HCR. CARE gère le camp (distribution de nourriture, bâches en plastique) et MSF Hollande assure la couverture médicale. Afin de pallier l'absence d'un système pour organiser la loi et l'ordre dans le camp, le HCR a donné la responsabilité du contrôle de la circulation et des déplacements des foules à des scouts (des adolescents réfugiés rwandais équipés de sifflets). Ces scouts sont en place depuis plusieurs semaines. Comme dans les autres camps, les milices hutues sont très présentes et leurs leaders ont toujours une très forte influence sur la communauté. Ces leaders ressentent de plus en plus le rôle des scouts comme une menace pesant sur leur autorité. Le vendredi 30 septembre, il y a eu un clash violent entre les scouts et la milice. Il y a eu un mort et huit blessés. Les blessés (scouts et miliciens) ont été amenés pour être traités au centre médical de MSF Hollande, suivis par une foule importante et agitée. Une fois stabilisés, les patients ont été transférés à l'hôpital. Après l'incident, les scouts étaient effrayés et le HCR a conseillé aux ONG d'évacuer, ce qu'elles ont toutes fait. Le HCR est revenu avec deux voitures et la police. Ils ont vu environ 300 personnes défiler en chantant de façon très agressive. Les leaders de la milice leur ont dit : « Maintenant, nous prenons le camp en charge. » Le HCR a conseillé aux ONG de ne pas retourner dans le camp pour le moment et a commencé à tenir des réunions quotidiennes avec les leaders afin de découvrir qui ils étaient et ce qu'ils voulaient (des représentants des autorités zaïroises étaient aussi présents). On leur a dit que les leaders voulaient organiser la sécurité des camps eux-mêmes, ce que le HCR a refusé. Le HCR a établi certains critères qui doivent être respectés pour que les ONG reviennent :

- les lois du Zaïre doivent être respectées ;
- un magistrat zaïrois va enquêter au sujet de l'incident (qui a entraîné un meurtre).

Ces conditions ayant été acceptées (ils ont désespérément besoin des ONG), le HCR a conseillé aux ONG de revenir avec une équipe réduite au minimum, comme MSF Hollande qui ne couvre que les urgences médicales. L'objectif de n'envoyer que des équipes réduites est de maintenir la pression sur les leaders afin qu'ils respectent les critères : s'ils ne sont pas respectés, les ONG se retireront de nouveau. L'enregistrement des réfugiés devrait commencer le 9 octobre.

La solidarité entre les ONG a été difficile. D'un côté, CARE en a vraiment assez de cette situation (ils sont particulièrement ciblés, en raison de leur rôle), et de l'autre, CONCERN s'inquiète beaucoup des conséquences d'un retrait des ONG (chaque jour d'absence se paye en vies humaines).



**Résumé de la réunion** au HCR concernant les incidents à Katale, du représentant de MSF France à Goma au responsable de programme, 1<sup>er</sup> octobre 1994 (en français).

**Extrait :**

Mercredi 28 septembre, des tensions apparaissent dans le camp de Katale entre une bande de miliciens et un groupe de scouts. La décision du HCR, de CARE et du Comité social des réfugiés de désigner les scouts comme responsables du trafic routier dans le camp est à l'origine de ces tensions. Jeudi 29 septembre, le leader de la bande de miliciens est retrouvé mort. La tension monte et des bagarres ont lieu entre les scouts et la milice. Des scouts sont capturés par la milice. Le HCR, avec la gendarmerie zairoise, vont négocier avec des leaders, notamment avec le président national de la jeunesse rwandaise, et parviennent à récupérer quatre scouts, deux hommes et deux femmes. En fin de journée jeudi, une rumeur se répand disant qu'un Américain aurait payé en dollars les scouts pour tuer le chef de la milice. Vendredi matin, les milices se mettent en action et la tension monte. La rumeur d'une liste noire contenant les noms de deux, puis quatre, et pour finir sept expatriés se précise. À 13 h 20, CARE décide d'évacuer. À 14 heures, le HCR recommande l'évacuation de tous les expatriés de Katale. Toutes les organisations évacuent. Une réunion entre le HCR et le gouverneur du Nord-Kivu est prévue pour samedi matin. Les responsables des ONG concernées sont invités à être présents. Le HCR recommande aux ONG de ne pas rentrer sur Katale avant la réunion de samedi avec le gouverneur. CARE et OXFAM sont relativement proches de la position du HCR, CONCERN pense que l'évacuation n'était pas justifiée. MSF Hollande ne s'est pas prononcée mais se sentait proche de CONCERN. Le HCR attire l'attention sur la nécessité de la présence de Casques bleus dans les camps.

**Entre-temps, la coordinatrice du programme de MSF France à Goma a appelé le siège et a fait part du dégoût de l'ensemble de l'équipe face à la situation dans les camps.**



*Un jour où on était en réunion, Marianne Bollaert, la coordinatrice de cette époque-là à Goma, nous téléphone. On lui demande : « Comment ça va, tel problème, qu'est-ce qu'on fait dans tel camp, est-ce qu'on va reprendre la construction des latrines ? », des questions de boulot comme ça. Marianne nous dit : « On en a marre. » Marianne a un franc-parler, pour employer un euphémisme. On lui dit : « Qu'est-ce qui ne va pas, Marianne ? » « Ça pue, ici. » « Qu'est-ce qui pue ? » Elle commence à nous raconter : « Ils contrôlent tout, ils font la loi, ils profitent de tout. » « Ils », c'étaient les auteurs du génocide. On se regarde. Ça faisait longtemps qu'on n'en avait pas parlé, mais on n'était pas surpris. Le problème se pose exactement dans les mêmes termes qu'il se posait en Tanzanie, et c'est Marianne qui déclenche, par ce coup de téléphone, le fait qu'on s'arrête pour en discuter.*

*Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme (en français).*



*J'étais à Paris, c'était un samedi, l'équipe a appelé, la coordinatrice de Goma a dit : « Il faut qu'on parle avec toi, avec le directeur des opérations, avec [Bernard] Pécoul [MSF France, directeur général]. » Il y avait Bernard, Philippe [Biberson, président du conseil d'administration], Brigitte [Vasset, directrice des opérations], on était tous là pour écouter.*

*Elle a dit : « Voilà, il faut qu'on discute sérieusement, parce qu'on ne voit pas très bien pourquoi on est là. On voudrait bien remettre le débat là-dessus parce que ce n'est pas possible. » L'équipe sur place considérait qu'on n'avait plus rien à faire dans ces camps, qu'on était manipulés de partout. Tout le débat qui a suivi a commencé comme ça, par la déclaration du terrain.*

*[...], MSF France, cellule d'urgence (en français).*

**Le 30 septembre 1994, après analyse de la situation dans les camps du Zaïre et de Tanzanie, le conseil d'administration de MSF France s'interroge sur la meilleure manière pour MSF de prendre position sur ce sujet.**



**Compte rendu** de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 30 septembre 1994 (en français). [édité]

**Extrait :**

À Goma, il faut revoir les chiffres des réfugiés à la baisse. Il y en a plutôt 300 000, le chiffre de 1 200 000 annoncé par le HCR n'a jamais été atteint. [...] En ce qui concerne le côté médical, la situation s'est améliorée au niveau des taux de mortalité, qui se situent entre trois et six décès pour 10 000 personnes par jour. Ces chiffres restent quand même alarmants. Tous les services médicaux ne sont pas encore déployés par les 80 ONG qui se battent pour défendre leur bout de gras sur place. Lamentable. Côté politique, les rumeurs circulent, mais nous avons peu de témoignages sur le racket dans la distribution de nourriture par les leaders, les génociteurs qui aideraient les FAR à préparer leur revanche. Ils enrôlent et entraînent les jeunes de 10 à 20 ans sur tous les camps. Les incidents se multiplient. Aujourd'hui, ces incidents ont amené les ONG à évacuer le camp de Katala. Les rumeurs circulent que les FAR prépareraient une attaque vers le 15 octobre, mais on ne sait pas où ni exactement quand ; néanmoins, toutes les rumeurs disent la même chose. L'aide humanitaire sert toujours les FAR ou les milices à se renforcer ou se renflouer. Les violences sont de plus en plus importantes dans les camps. On compte environ cinq morts par nuit (assassinés) sur les camps de Benaco et Lumassi, ce qui fait une moyenne de 150 morts par mois. Les équipes sont de plus en plus inquiètes. Au Zaïre, on est sur la voie de sortir de Goma où on n'a pas réussi à obtenir une véritable mission médicale, mais plutôt la sanitation, l'eau ou les latrines. Le camp de Katala nous est fermé, c'est le camp où la situation est la plus délicate, où la mortalité est la plus grande. À Bukavu, les nouveaux sites trouvés par le HCR sont envahis immédiatement par des gens autres que ceux que le HCR voulait y mettre. En ville, il ne reste que les éclopés et les invalides, et la ville ressemble à un hôpital à ciel ouvert, avec des taux de mortalité importants. Les populations sont mélangées avec les Zaïrois, ce qui rend le travail difficile. Politiquement et sur le plan de l'organisation des programmes, on ne peut pas faire ce que l'on veut. [...] On ouvre des programmes en urgence qui sont ensuite repris par des ONG, mais comme souvent elles ne font pas bien leur boulot, on doit reprendre les programmes. On a des difficultés avec les autorités zaïroises qui essaient de racketter les équipes.

À Kashusha, une organisation paramilitaire s'est mise en place pour assurer la sécurité du camp, et même les ex-FAR se seraient proposés pour assurer la sécurité. [...] Précisions de Jean-Hervé Bradol (responsable de programme) sur Benaco : en ce qui concerne les exactions, il y a une nette amélioration de la situation depuis trois mois, surtout après

le réajustement des chiffres, de la distribution et le départ du leader du camp. Mais depuis il n'y a pas eu de progrès. De plus, le HCR a embauché des équipes de sécurité rwandaises suspectes. Il n'y a que 20 policiers tanzaniens pour 350 000 réfugiés. Les officiers de protection du HCR sont en nombre insuffisant, deux personnes pour deux camps. Nos remarques faites au HCR ne sont pas prises en compte. Au niveau sanitaire, le site étant congestionné, il n'y a pas 10 m<sup>2</sup> par habitant, mortalité de 4/10 000/jour. Nos démarches en vue d'un fractionnement des sites pour des raisons de sécurité et sanitaires n'ont pas abouti. [...]

Philippe Biberson

Nous allons devoir prendre une position sur notre présence dans les camps de Goma. Une position commune sera discutée au niveau international lors de la réunion des secteurs opérations mercredi. Pour prendre position sur cette situation, la question est de savoir comment on le fait, assorti ou non d'une interruption des programmes ou d'un retrait d'un certain nombre d'endroits.

Bernard Pécoul

En ce qui concerne la situation dans les camps, la position du HCR n'est pas viable, les chiffres ont été gonflés, mais le HCR continue à donner ces chiffres. Ils ne font pas assez pression sur les gouvernements tanzanien et zaïrois pour améliorer la sécurité dans les camps. Ils acceptent que ce qui y est distribué le soit exclusivement par les leaders, alors que les recensements n'ont toujours pas été faits, dix semaines après l'arrivée des réfugiés. [...] Nous avons donc un devoir de continuer la pression sur le HCR, mais aussi d'aller plus loin. Il faut aller vers les gouvernements, mais aussi vers le public. Il faut faire planer une menace de se retirer des camps pour faire pression sur le HCR. Il serait en très mauvaise posture si MSF, acteur très présent, parlait haut et fort. Leur position est très inconfortable par rapport à leur mandat. Il y a un travail de lobbying et de dénonciation à faire, on doit réagir gradué et nuancé, il faut bien en mesurer la portée, ne pas propager de rumeurs, être très exigeant vis-à-vis de nos réseaux d'information.

**En Tanzanie, le contrôle des leaders sur les camps est formalisé par le système d'enregistrement des réfugiés et de distribution de l'aide. Les incidents de sécurité se multiplient. Des groupes de miliciens se forment et s'entraînent.**



**Message** de la coordinatrice de MSF France à Ngara (Tanzanie) au responsable de programme MSF France, 4 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Le contrôle de la population par les leaders est évident dans les camps, des procédures administratives aux questions de sécurité. Des détournements à large échelle de produits alimentaires et non alimentaires ne sont pas visibles, puisque toutes les distributions sont supervisées par les ONG internationales et menées au niveau des familles. Cependant, il est notoire qu'un système de taxation de la nourriture et des salaires locaux existe et profite aux leaders. Nous ne pensons pas que la question du détournement de l'aide et de l'accès aux services dans les camps Ngara soit aussi importante qu'ailleurs mais il est important de reconnaître que les leaders sont assez puissants pour imposer l'application de ce système de taxation. Le problème de sécurité de jeudi illustre aussi clairement le soutien et l'influence des leaders sur la population. Le nouveau préfet du district de Kibungo a été arrêté par la police tanzanienne, et en dix minutes, une foule armée de machettes s'est rassemblée. Le personnel du HCR a réuni

les leaders des autres communes pour calmer la foule, ce qui a eu un effet positif, jusqu'à ce que la police tanzanienne tire des gaz lacrymogènes et des coups de feu en l'air. [...] Juste pour que vous le sachiez... l'opinion locale sur les positions morales de MSF au sujet de l'assistance apportée à des personnes suspectées de crime à Benaco a été complètement dévalorisée par la décision de travailler sans se poser de questions au Zaïre, et MSF est localement accusée d'inconséquence. En ce qui concerne l'impact des prises de parole publiques, tous les réfugiés ont un excellent système d'information et sont au courant de toutes les déclarations à la presse. En général, les déclarations émises localement ont des répercussions plus fortes que celles faites en France. [...] Les conditions de sécurité dans les camps restent précaires, bien qu'il n'y ait aucune menace directe sur les expatriés. Des incidents spontanés qui mobilisent les foules représentent la plus grande menace pour la sécurité des expatriés, et les voies d'évacuation des camps sont insuffisantes et peu sûres (en particulier à Benaco).



**Compte rendu** de la réunion internationale des directeurs des opérations sur le Rwanda, 5 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Les camps sont très organisés, à travers les structures dirigées par les bourgmestres. Il y a eu un enregistrement efficace des réfugiés début juillet, suivi depuis d'une surveillance systématique. Une fois enregistrés, les nouveaux arrivants sont envoyés dans un secteur de leur communauté. L'avantage du système, c'est que l'aide est bien distribuée. L'inconvénient, c'est que cela met les anciens leaders en position de pouvoir. En ce moment, il y a une épidémie de dysenterie. [...] Les incidents de sécurité visent principalement le HCR et ont des origines politiques, plutôt que liées à des raisons d'alimentation. Les chiffres sur le nombre de morts violentes par semaines varient : selon le HCR, cinq par semaines, selon la communauté des travailleurs médicaux, 20 à 60 par semaine. Des rumeurs courent selon lesquelles les gens sont empêchés activement de rentrer au Rwanda. Il y a eu des barrages établis sur les routes qui y mènent. À un certain moment le nombre de nouveaux arrivants dans le camp est descendu à 2 000 par semaine ; cela a coïncidé avec la période où le FPR empêchait les gens de quitter le pays. MSF Espagne a rapporté qu'environ 150 personnes sans uniformes ont défilé et chanté dans le camp à 11 h 30 du matin. On pense que certaines de ces personnes sont venues à Benaco afin de se faire enrôler. Il n'y a pas de recrutement forcé, car il y a suffisamment de volontaires.

**Le 5 octobre 1994, les directeurs des opérations décident d'envoyer sur le terrain une équipe de trois personnes, baptisée la « troïka », pour évaluer la situation dans les camps du Zaïre et de Tanzanie. Bernard Pécoul, directeur général de MSF France, se rend dans les camps de la région de Gikongoro (ancienne ZHS) au sud-ouest du Rwanda et de Bukavu, Josep Vargas, directeur général de MSF Espagne en Tanzanie, et Alain Destexhe, secrétaire général de MSF International, à Goma. Un document de synthèse sera rédigé.**



**Cahier des charges de la mission**, annexe au compte rendu de la réunion internationale des directeurs des opérations, 5 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

I. Objectif de la mission :

Étant donné les événements les plus récents dans les camps de réfugiés du Zaïre et de Tanzanie, comme la détérioration de la sécurité des réfugiés et des travailleurs, MSF a besoin d'élaborer des critères permettant de déterminer si et quand il lui faudra se retirer et prendre la parole publiquement.

L'efficacité de notre travail est, bien sûr, liée à cette question : est-ce que notre aide atteint toujours les plus vulnérables ?

II. Type d'informations devant être formulées et devant donner suite à des recommandations de la part de la mission :

1. Information générale de base :

- utilisation de l'aide, déploiement des agences, débordements, etc. ;
- information « militaire », situation des camps d'entraînement, recrutement actif dans les camps ;
- conditions de sécurité dans les camps et au Rwanda, nombre de morts, de blessés, qui sont les leaders ;
- conditions de protection, nombre d'officiers de protection et leur rôle, politique du HCR, résultats.

2. Critères entraînant 1) le retrait, 2) la prise de parole publique :

- nous n'avons pas accès aux personnes vulnérables ;
- violations flagrantes des droits de l'homme ;
- MSF devient une cible ou un otage de la situation ;
- détournements flagrants de l'aide vers le système militaire en soutien à la remilitarisation ;
- la guérilla reprend à partir des camps ;
- activités d'entraînement militaire flagrantes dans les camps.

3. Consultations avec les équipes de terrain et leurs coordinateurs.

III. La mission devra donner son avis sur :

1. l'efficacité des opérations de MSF (couverture, accès aux groupes les plus vulnérables, coordination avec le HCR et les autres ONG) ;
2. le risque couru par MSF de soutenir un système militaire dans les camps, et si oui, comment éviter cette situation ;
3. l'efficacité de la pression posée par MSF et les moyens pour continuer ;
4. les critères de retrait des camps pour MSF.

IV. Comptes-rendus de communication :

1. réunion avec les coordinateurs le 24 octobre 1994 à Kigali ;
2. la mission préparera un document de synthèse et des recommandations dans les 48 heures après son retour du terrain. Une réunion avec les desks devrait se tenir dans les quatre jours après le retour ;
3. l'information rassemblée par les différents chargés de mission « protection » de MSF (informations écrites, rapports) sera utilisée comme base. Cette information sera rendue disponible pour MSF International avant le départ de la mission ;
4. La mission ne fera aucune déclaration publique. Dans le cas où un événement imprévu rendrait une déclaration nécessaire, les desks européens et les directeurs des opérations devront être en priorité consultés.

**Le 11 octobre 1994, Hanna Nolan, du département des affaires humanitaires de MSF Hollande, envoie un mémorandum aux équipes de terrain pour les aider à préparer leur réunion avec les membres de la « troïka ».**



**Mémorandum** du département des affaires humanitaires (HAD) de MSF Hollande aux équipes de Kigali, Goma et Benaco, 11 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Ci-joint, quelques réflexions sur les points à soulever pendant la réunion avec Josep Vargas, Bernard Pécoul, Alain Destexhe, Dominique Martin et les coordinateurs de toutes les sections à Kigali, vendredi prochain. [...]

**II. Devons-nous poursuivre nos opérations ?**

Critères mis en avant pour vérifier si nous devons ou non continuer les opérations :

- a. L'assistance de MSF n'atteint pas les plus vulnérables et ceux qui en ont le plus besoin.
- b. Nous soutenons un système militarisé et notre soutien a plus d'effets négatifs que positifs.
- c. Notre advocacy n'est plus efficace et nous n'avons pas de nouvelle stratégie d'advocacy à mettre en avant.
- d. Autres...

**III. Arguments en faveur de la poursuite de nos opérations :**

- a. Nous n'avons pas épuisé toutes nos ressources en matière d'advocacy. Nous pouvons encore augmenter nos opérations de lobbying auprès du système des Nations unies, et pour cela nous avons maintenant besoin d'un document public sur la situation dans les camps. De plus, en étant optimiste, on pourrait même dire que notre advocacy a de plus en plus d'effet. Par exemple, l'idée d'une force de police internationale est maintenant soutenue par le HCR et le représentant spécial du secrétaire général. Cependant, nous DEVONS collecter des données afin d'appuyer nos conclusions selon lesquelles l'aide humanitaire est détournée, la sécurité dans les camps se détériore, etc., parce que pour le moment nous ne pouvons rien prouver.
- b. Nous avons encore accès aux plus vulnérables et si nous pensons ne plus y avoir accès, le département médical et le desk ont encore des idées pour réorienter nos opérations au bénéfice des plus vulnérables.
- c. En étant présents, nous pouvons être témoins et plaider en faveur de ceux qui en ont besoin. Le départ serait notre dernière étape et nous ne pourrions plus rien rapporter au monde extérieur.
- d. Bien qu'ici nous soyons dans le contexte d'un génocide, MSF a déjà travaillé dans des camps dont les résidents avaient commis de sérieuses violations des droits de l'homme. Choisir qui doit ou non recevoir de l'aide n'est pas possible. Nous ne sommes pas des juges et nous n'avons pas de preuves.

**IV. Conditions pour la poursuite des opérations et recommandations à mettre en avant publiquement :**

- a. Une force de police internationale à Ngara et Goma devrait assister la police locale (tanzanienne, zaïroise). Cette force de police internationale serait sans doute plus efficace en entraînant la police locale, en établissant un programme efficace pour patrouiller dans les camps, superviser les activités de la police locale, etc. Ils ne devraient pas être eux-mêmes directement impliqués dans le contrôle de la loi et de l'ordre. Une police locale correctement entraînée devrait être visible et présente dans les camps.

b. Les Nations unies devraient envoyer des observateurs des droits de l'homme au Rwanda et aussi dans les camps. Ces observateurs devraient faire des rapports sur les incidents de sécurité et les violations des droits de l'homme auprès du HCR et des organes adéquats des Nations unies, et faire des recommandations sur les étapes à franchir par les Nations unies pour résoudre ces problèmes.

c. Des camps plus petits, afin de réduire l'influence des leaders sur la distribution de l'aide humanitaire.

d. L'enregistrement des réfugiés doit avoir lieu le plus rapidement possible (Goma) avec comme objectif principal de s'assurer que tous les réfugiés ont accès à l'assistance humanitaire. La distribution de secours humanitaires doit être supervisée par des organismes indépendants et un contrôle maximal doit être effectué.

e. Le désarmement doit être effectué par les polices nationales.

f. Les Nations unies doivent maintenant agir rapidement et suivre les conseils de leurs propres experts (commission d'experts et rapporteur spécial) pour étendre le mandat du tribunal ad hoc pour l'ex-Yougoslavie au Rwanda, afin que les suspects d'implication dans le génocide puissent être menés devant la justice, selon des normes acceptées internationalement pour un procès équitable.

g. La communauté internationale devrait apporter aide et expertise à la reconstruction du système judiciaire du Rwanda, afin que les procès des personnes impliquées dans le génocide et dans d'autres atteintes au droit humanitaire puissent avoir lieu. [...]

#### V. Nos questions à l'équipe [...]

b. Nous n'avons pas encore de faits et de chiffres concernant les questions suivantes :

- détournements et manipulation de l'aide humanitaire ;
- relation entre le détournement de l'aide et la malnutrition ;
- accès de tous les réfugiés à l'aide humanitaire ;
- quantité d'aide disparaissant, et si cela a un effet sur le statut nutritionnel des plus vulnérables ;
- militarisation ;
- menaces, incidents de sécurité concernant les réfugiés ;
- le personnel local et les expatriés sont-ils organisés, planifiés ou occasionnels ?

Pour rédiger un rapport crédible, nous avons besoin de ces faits et de ces chiffres.

**À la mi-octobre 1994, le HCR continue son opération de réinstallation des réfugiés de Bukavu dans de nouveaux camps qui sont aussitôt mis en coupe réglée par les milices.**



**Compte rendu** de la réunion du responsable programme MSF France avec Alain [nom de famille], médecin de retour de Bukavu, 14 octobre 1994 (en français).

#### Extrait :

Bukavu : [...] Les réfugiés sont transportés vers Kabira par le HCR dans des conditions inacceptables. Ils sont entassés dans des camions benne. On avait vu pire encore auparavant, où les Rwandais devaient voyager dans des containers...

[...] Kashusha (60 000 réfugiés) : [...] Le camp est quadrillé par les milices rwandaises. Elles ont installé une prison, un tribunal... « L'ordre règne à Kashusha... » Les milices sont encadrées par les chefs de camps. Pour le moment, elles ne sont armées que de manches de pioches. Des réfugiés sont lynchés. À l'hôpital, on a reçu des personnes présentant des blessures de machettes. Jusqu'à maintenant, les expatriés n'ont pas été la cible des milices. Ces dernières nous ont même proposé d'assurer la sécurité dans l'hôpital. Nous avons décliné l'offre. En cas de problèmes, l'évacuation du camp serait très difficile. Le camp est une vraie souricière.

**Le 14 octobre 1994, à l'issue de leur tournée, les membres de la « troïka » réunissent à Kigali l'ensemble des coordinateurs de missions de toutes les sections MSF présentes dans la région, afin de débattre de la situation dans les camps et des attitudes à tenir par MSF. À l'issue de ce débat, la décision est prise de consacrer les six semaines suivantes à tenter de convaincre la communauté internationale de la gravité de la situation et de la nécessité d'agir. Ce délai écoulé, une réunion inter-sections évaluera si la situation évolue dans la bonne direction et le cas échéant envisagera un retrait. Le document de synthèse réalisé à la suite de la visite du Conseil international sur le terrain servira de base d'information et de réflexion.**



**Rapport de synthèse** sur la « Visite du Conseil international dans les camps de réfugiés rwandais », Dominique Martin, 17 octobre 1994 (en français).

**Extrait :**

La situation dans les camps

L'évolution dans les camps, tant du point de vue sanitaire que du point de vue du contrôle par les leaders, oblige MSF à réfléchir sur son implication dans cette situation et à prendre position.

[...] L'assistance internationale massive a sans aucun doute permis de limiter les conséquences, en termes de surmortalité, d'un exode massif. La situation sanitaire doit cependant être considérée comme précaire, les besoins restant importants.

[...] La situation dans les camps, au regard de l'utilisation de l'aide et du contrôle par des responsables politico-administratifs, n'est pas exceptionnelle comme l'ont souligné plusieurs coordinateurs. Le problème n'est pas là. En revanche, on dispose de suffisamment d'éléments concordants pour affirmer que les mêmes qui ont perpétré le génocide au Rwanda sont aux commandes de ces camps et qu'ils les utilisent d'une manière ou d'une autre pour asseoir leur légitimité. C'est bien cette question du génocide et de la responsabilité de l'administration du précédent gouvernement qui doit être ramenée au centre du débat. L'instrumentalisation de l'aide par les leaders pose aux ONG, et à MSF en particulier, la question de la manipulation. [...]

MSF, quel rôle ? [...] L'éventuel départ de MSF de l'ensemble des camps a été au centre de nombreux échanges. Il en est ressorti que personne n'envisage de partir brutalement des camps dès demain, qu'il existe des divergences de point de vue entre les sections et entre personnes sur cette question. La discussion a cependant permis de dégager un consensus sur la nécessité d'introduire – comme ultime action – la possibilité du départ de MSF. [...]

Quelle stratégie? MSF n'a pas attendu pour dénoncer le génocide et ses responsables. Cependant, face à un oubli progressif (si ce n'est programmé) du génocide par la communauté internationale, face à l'instrumentalisation de l'aide par les génocidaires, face à une population réfugiée prise en otage, face au malaise clairement et justement exprimé par de nombreux MSF sur le terrain, une stratégie de rupture est nécessaire. Il ne s'agit pas seulement d'affiner nos analyses, de renforcer nos critiques. Il nous faut trouver des voies et une dynamique nouvelle. C'est dans cet esprit que la stratégie suivante a été adoptée :

a. Face à l'impunité des responsables du génocide, il faut :

- dénoncer l'absence de réaction appropriée de la communauté internationale (volonté de juger les coupables) ;
- dénoncer la mascarade des délégués des droits de l'homme au Rwanda ;
- développer un travail de pression sur les États et les agences des Nations unies ;
- assister les agences de droits de l'homme ;
- pousser la presse à enquêter sur ce qui se passe dans les camps ;
- sensibiliser et mobiliser les hommes politiques.

b. Face aux détournements de l'aide, il faut :

- imposer des recensements, faire des enquêtes de food basket, faire pression sur certaines ONG (Caritas) qui participent à ce détournement, comme en Tanzanie ;
- mieux cibler notre action sur les groupes vulnérables ;
- réduire le niveau d'assistance qui est aujourd'hui excessif sur certains camps, informer le grand public.

c. Face aux problèmes de sécurité, il faut :

- pousser le HCR à prendre toutes ses responsabilités, pousser le système UN [Nations unies] et les États à prendre en charge ce problème (forces de sécurité), faire pression sur les gouvernements (zaïrois, tanzanien et burundais). [...]
- Ces actions devront être conduites tant au niveau du terrain que des sièges [...].

Le suivi :

- Les équipes recevront une rétro-information la plus rapide et la plus fréquente possible.
- Un suivi régulier sera assuré en coordination entre les différentes sections.
- Un point sur l'avancement des actions sera fait six semaines au maximum après la réunion.



**Commentaires** de Ed Schenkenberg, département des affaires humanitaires de MSF Hollande au document de synthèse, 21 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Sur la base des arguments avancés actuellement, MSF Hollande n'envisage pas de se retirer. Nous pourrions envisager un retrait seulement si l'absence d'action internationale conduisait à une détérioration de la situation des plus vulnérables, et si nous avions des preuves que leur situation est instrumentalisée par les leaders.



*Au tour du 15 octobre, on a eu une réunion de coordination régionale à Kigali. Bernard Pécol [MSF France, directeur général, ] et Alain Destexhe [MSF International, secrétaire général] ont vraiment fait un gros effort pour convaincre tous les autres chefs de missions des autres sections du point de vue de MSF France. C'est-à-dire : « Il n'est pas éthiquement acceptable de travailler avec les génocidaires, on doit quitter, quelle que soit la consé-*

quence... » On peut dire que c'est lié à mon processus personnel de maturité par rapport à l'action humanitaire, mais j'ai l'impression qu'à ce moment-là on était bien confrontés au dilemme « punir les innocents pour les fautes des coupables ». Dans les camps de 400 000 réfugiés, on pouvait avoir peut-être 50 000 Interahamwe, mais c'était vraiment difficile de comprendre complètement pourquoi on devait punir et prendre une décision... Ça reste aujourd'hui un sujet de débat. Mais à ce moment-là, c'était plus frappant parce que pour moi c'était un nouveau concept. On s'était déjà confrontés à la situation. Pour moi, c'était plus le problème de s'y confronter que de se retirer. J'étais bien conscient du problème, mais comment allions-nous faire ? Avec l'option du retrait, j'ai compris un peu plus la dimension internationale et la responsabilité des autres acteurs internationaux, comment on avait voulu attirer leur attention là-dessus. Ça a été un débat fort, intéressant. Je me rappelle bien les ressorts dialectiques de Bernard Pécoul et de Dominique Martin. Il s'agissait parfois de formules un peu caricaturales du style : « Quand je réalise qu'on soutient les génocideurs, je ne supporte plus mon image dans le miroir. Je regarde ma tête et je vois que je suis complice du génocide. » Ce n'est pas exactement si extrême ! Finalement, on est arrivés à un accord. C'est toujours le même scénario : d'un côté, l'instinct, la vision claire des Français, de l'autre, les Hollandais qui poussent pour des critères : « On a besoin d'indicateurs, on va essayer de voir si on peut pousser de l'intérieur pour changer la situation. » Les Français ont dit : « Bon, eh bien on va définir jusqu'où on va aller. » On s'est donné quelque délai pour faire avancer les choses. On s'est dit : « On a une semaine pour définir des points d'évolution, après, on a un ou deux mois pour voir l'évolution des choses, et fin novembre, troisième ou quatrième semaine, on peut avoir une autre réunion, et là on va quitter tous ensemble. »

Dr José Antonio Bastos, MSF Espagne, coordinateur en Tanzanie, 1994-1995.



Ils nous ont réunis, ce qui était une excellente idée. On avait l'impression que notre opinion avait vraiment de l'importance. Cette initiative pour nous faire réellement discuter du sujet tous ensemble était très importante et très intéressante, parce qu'il est apparu très vite qu'on était tous mal à l'aise avec ce qu'on était amenés à faire, que cela nous semblait plus ou moins inacceptable. Mais les divergences sont apparues quand on s'est demandé ce qu'on pouvait faire. Il y a eu de grands débats à différents niveaux, mais l'un des plus importants concernait le choix entre privilégier l'impact ou le devoir. À mes yeux, il semblait que MSF Hollande voulait absolument mettre en avant l'impact d'un éventuel retrait, et en conséquence avait besoin de collecter des informations pour produire des documents comme *Briser l'engrenage*. On discutait pour déterminer si quitter les camps et parler publiquement était important en raison de l'impact que cela pouvait avoir, ou plutôt en raison de ce qu'on arrivait réellement à y faire. Étions-nous plus soucieux de la qualité de nos actions ou de ce que nous avions à dire ? Il y a eu un grand débat qui, je le pense, était très intéressant parce que, évidemment, on ne peut jamais contrôler son impact. [...] De toute façon, les sièges nous mettaient la pression. Je crois que Marianne, la coordinatrice de Goma, était vraiment convaincue qu'on devait se retirer. J'étais nouvelle à ce poste, nouvelle à MSF, donc la plupart du temps je me contentais d'écouter. J'étais réceptive aux arguments, mais honnêtement, je n'avais pas réfléchi à l'éventualité d'un retrait. C'est cette réunion qui m'a ouvert les yeux, quand j'ai entendu les arguments de tous. Et en fait, autant que les arguments d'Alain et de Bernard en faveur du retrait, ce sont ceux des opposants au retrait qui m'ont amenée à penser qu'on devait quitter les camps. Parfois, en écoutant les raisons avancées pour justifier de rester, je pensais : « C'est absurde, comparé à ce qu'on fait réellement ici et ce qu'on apporte. » Donc, à la fin de la réunion, la décision a été prise. On avait tous posé le même diagnostic, mais la décision était un compromis pour rester un peu plus longtemps et docu-

*menter pleinement ce qui se passerait pendant les six semaines suivantes. Alors, on prendrait une décision sur cette base. J'étais d'accord avec cette approche.*

*Fiona Terry, MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994.*



*En gros, le moteur idéologique, c'était Destexhe, le moteur opérationnel, pratique et concret, c'était Bernard Pécoul. Je pense qu'ils étaient venus en mission d'évaluation pour savoir ce qu'il fallait faire, mais qu'ils avaient décidé longtemps à l'avance qu'il fallait partir. La réunion de Kigali consistait à essayer d'avaliser ce choix, de faire que tout le monde soit d'accord. Le problème, c'est qu'il y avait un déséquilibre des forces, c'est-à-dire que les chefs de mission du terrain n'avaient pas la carrure pour s'opposer à Bernard Pécoul, sûr de son argumentaire, sûr de ses convictions, qui poussait fort. À la fin, la réunion de Kigali a plus ou moins décidé qu'il fallait partir, mais on voyait bien qu'il n'y avait pas de véritable accord avec les Hollandais et les Belges qui ne pouvaient pas décider de ces choses-là sans que leurs sièges soient d'accord. La mission internationale était tellement orientée que c'était clair que des gens comme le directeur des opérations de MSF Belgique à l'époque n'allait pas être d'accord avec ça. Depuis la Tanzanie, depuis que Bernard était venu et m'avait éclairé... je le prenais très au sérieux et donc je suivais son argumentaire en général, et puis j'avais vu la Tanzanie, etc. Je n'étais pas encore allé à Goma à l'époque, je n'avais pas vraiment d'opinion. J'étais plutôt d'accord avec ce que Bernard disait, plutôt parce qu'il m'avait impressionné, mais son argumentaire tenait la route. Je n'étais pas impliqué du tout dans cette décision. Les chefs de mission de MSF Hollande ne voyaient pas ça de la même manière. Ils essayaient d'expliquer leurs critères. Pour eux, les besoins médicaux passaient avant tout : c'étaient les femmes et les enfants qui recevaient les soins. On ne faisait pas de l'aide alimentaire, donc on ne soutenait pas vraiment les génocidaires, etc. On voyait bien qu'ils avaient leurs arguments, mais ils ne pouvaient pas les soutenir face à Bernard. Je me souviens d'une réunion qui était très fortement orientée. Ce n'était pas un échange de vues. Et puis on a essayé de trouver un consensus. L'impression que ça m'a laissé, c'est qu'il n'y avait pas de représentant des sièges hollandais et belge. À mon avis, les Belges avaient eu plus ou moins l'ordre de ne pas vraiment écouter ce qu'on leur racontait.*

*Nicolas de Torrente, MSF France, administrateur en Tanzanie, 1993-1994, puis coordinateur au Rwanda, 1994-1995 (en français).*



*On a réuni tous les coordinateurs de la zone à Kigali pour décider d'une position. Et là, c'était houleux. Il y avait déjà des querelles de personnes. Le directeur des opérations de MSF Belgique faisait une très, très bonne analyse de la situation, il était assez convaincu, mais ça s'était très mal passé avec Alain Destexhe, alors qu'il était vraiment d'accord sur le fond. C'était vraiment le foutoir. Il y avait trop de monde. On s'est dit : « On se donne cinq à six semaines et fin novembre on prend une décision de dénoncer et quitter. » Mais la décision était claire : « Quand on dénonce, on quitte. » Les cinq semaines, c'était pour se préparer à prendre une décision. L'urgence était finie dans les camps de Tanzanie, mais dans les autres, c'était loin d'être fini, c'était un vaste bordel. À Bukavu, les gens tombaient encore comme des mouches. Les membres de l'équipe de Bukavu, qui n'avaient pas de problème d'analyse de la situation, disaient : « Si on part aujourd'hui, on laisse des populations civiles crever. » À Bukavu, ce n'était pas la bousculade comme à Goma. Moi, je n'ai pas vu le cirque de Goma. Je me le suis imaginé. Bukavu, ce n'était pas ça. C'était la cour des miracles dans beaucoup de camps. Donc, les gens disaient : « Si on veut être cohérent, on a besoin encore de faire une action d'urgence et de commencer à dire à nos partenaires que... etc.*

Donc, à la sortie de cette réunion, on avait en tête que le témoignage s'effectuerait fin novembre et que les équipes quitteraient après, dans la semaine ou dans les mois qui suivaient.

*Dr Bernard Pécou, MSF France, directeur général (en français).*



*Pour moi, c'était un retrait, c'était évident. On en avait bien discuté à Kigali avec tout le monde. C'était un retrait en soi, mais on allait regarder à partir d'une liste de critères qu'on avait établie à Kigali, pour voir s'il y avait des évolutions positives ou négatives. Ce que tout le monde disait à Kigali, c'était que si ça ne s'améliorait pas, on allait se retirer. Il n'y avait pas de deadline dans le temps, il y avait une deadline dans l'évolution, avec une analyse continue de l'évolution et avec des constats pour dire : si ça ne s'améliore pas, il faut faire quelque chose, et là il faut en effet marquer par un retrait. On n'était pas tous d'accord, mais tout le monde était d'accord avec la décision. C'est après que ça a foiré.*

*[...], MSF Belgique, responsable de programmes, puis directeur des opérations.*

**Le 20 octobre 1994, au retour de sa mission avec la « troïka », le secrétaire général de MSF International fait part à la presse de son inquiétude au sujet de la situation dans les camps et appelle à en « sortir » les leaders pour les juger.**



Interview d'Alain Destexhe, secrétaire général de Médecins Sans Frontières, **Le Soir** (Belgique), 20 octobre 1994 (en français).

**Extrait :**

De retour des camps de Goma, Alain Destexhe s'alarme ainsi à son tour de la très méchante tournure que prennent les événements là-bas et, par ricochet, de ce qui guette toute l'Afrique des Lacs. Aujourd'hui, les réfugiés rwandais au Zaïre sont prisonniers de leurs anciennes autorités. L'organisation des camps, la distribution de l'aide alimentaire et la population sont entièrement entre leurs mains. Ce qui leur donne bien plus de pouvoir que des cargaisons d'armes. Les réfugiés n'ont pas le choix. Ceux qui ont des choses à se reprocher supportent les leaders. Les autres sont pris en otages, sans aucun moyen ni droit de s'exprimer, parce que la structure administrative du Rwanda a été déplacée à Goma.

**Le 21 octobre 1994, dans un communiqué de presse, le HCR s'inquiète de la détérioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés, dénonce la présence menaçante des FAR, la mainmise des autorités politiques sur les populations et la terreur dont sont victimes les réfugiés candidats au rapatriement.**



« Les conditions de sécurité se détériorent dans les camps de réfugiés rwandais », **communiqué de presse** du HCR, 21 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

La présence menaçante et les activités des leaders de l'ancienne administration, de l'ancienne armée rwandaise et des milices dans les camps a sérieusement perturbé les opérations humanitaires, en particulier la distribution de nourriture aux groupes vulnérables.

Les agents chargés d'appliquer la loi et l'ordre dans les pays d'accueil ne sont pas suffisamment équipés pour faire face à cette situation. Les employés de terrain du HCR décrivent la situation comme particulièrement dangereuse dans les camps situés autour de Goma, au Zaïre. Dans certains camps, les anciennes autorités ont quasiment pris le contrôle de la distribution de toute la nourriture et de tous les secours afin de consolider leur pouvoir et dominer la population du camp. Les victimes sont les plus vulnérables – les femmes seules chefs de famille, les faibles, les malades et les enfants. Les vies des employés des organisations de secours ont été menacées de façon répétée, ce qui a sérieusement perturbé les efforts humanitaires dans le camp. Il a été quasiment impossible de mettre en place des groupes de réfugiés indépendants pour aider à la distribution, car ces groupes sont aussi manipulés. Les réfugiés qui expriment le désir d'être rapatriés sont terrorisés et plus d'une douzaine d'entre eux ont été assassinés. L'équipe locale affirme que le nombre croissant d'enfants abandonnés par leurs parents dans les orphelinats des camps est une conséquence directe du détournement de l'aide par les plus puissants, en particulier les soldats et les miliciens. Les parents, disent les employés, laissent leurs enfants dans les orphelinats en espérant qu'ils y seront nourris. Le HCR et les autres agences humanitaires et ONG ont essayé de changer le système de distribution de nourriture, sans succès. L'enregistrement des réfugiés dans les camps de Goma a dû être repoussé en raison des risques de sécurité. Le Haut-Commissaire, le représentant spécial du secrétaire général au Rwanda et les autorités concernées se concertent pour déterminer quelles mesures urgentes peuvent être prises pour ramener la loi et l'ordre dans les camps.

**Le 22 octobre 1994, les coordinateurs de terrain des différentes sections de MSF s'impatientent de n'avoir aucune nouvelle d'une position définie par les sièges sur la situation dans les camps.**



**Sitrep** spécial de suivi de la réunion régionale du 14 octobre 1994 des chefs de mission de MSF Belgique, MSF Espagne, MSF France, MSF Hollande et MSF Suisse à Kigali, 22 octobre 1994 (en français).

**Extrait :**

Une semaine après, rien ne s'est passé. La recommandation la plus essentielle pour le terrain, mais peut-être pas la plus explicite, était que les sièges se mettent d'accord sur une position commune qui nous permette de commencer un lobbying actif sur le terrain. Huit jours après, rien n'est venu. C'est vrai que huit jours, ce n'est pas long, mais notre deadline de six semaines se rapproche, et à ce rythme rien ne sera prêt pour prendre une décision. Si on veut pouvoir convaincre d'autres ONG d'adopter notre position, c'est maintenant et pas dans une ou deux semaines qu'il nous faut commencer notre action. Nous vous demandons donc expressément de prendre une décision commune d'ici

mercredi 26 au matin, date de notre meeting de coordination où nous déciderons de notre conduite à suivre.

**Pendant les six semaines de réflexion qui suivent la rencontre de Kigali, les réunions entre les sections de MSF qui ont lieu en Europe mettent en évidence les différences d'interprétation de la stratégie adoptée.**



**Message** des coordinateurs de MSF France, MSF Hollande et MSF Espagne en Tanzanie aux responsables de programmes et au secrétaire général de MSF International, 22 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

De façon générale, nous pensons que le rapport de Dominique (rapport de synthèse) est un bon résumé de la réunion de Kigali. Il affirme clairement que le génocide pose une question de morale dont MSF doit se faire l'écho. Il définit certaines actions ayant fait l'objet d'un accord à Kigali, que chaque section de MSF doit entreprendre afin de changer les problèmes posés aujourd'hui par le détournement de l'aide et l'absence de protection. Aucun critère spécifique de retrait ou de maintien n'a été défini, en raison des difficultés à juger des progrès d'ensemble autres que sur des exigences spécifiques, telles que la réalisation d'un recensement dans les camps du Zaïre. Nous avons compris qu'une réunion se tiendrait six semaines plus tard à Kigali pour ré-évaluer la situation, et nous pensons qu'à partir de ce moment-là on se rendrait compte si oui ou non les appels de MSF avaient suscité des progrès. Le consensus semblait être d'admettre qu'il n'était pas idéal de se fier uniquement à un sentiment général sur le fait qu'il y ait ou non progrès, mais au moins la réunion de Kigali avait renforcé au sein des sections la prise de conscience du rôle et de l'implication de MSF dans l'assistance post génocide aux réfugiés. Au moins nous avons une direction concrète vers laquelle orienter notre travail. En ce qui concerne les querelles entre sièges, les trois sections de Ngara considèrent l'accord de Kigali comme le cadre, et nous y adhérons.

Nous sommes déçus de lire la confusion apparente qui prévalait au cours de la téléconférence (si le compte rendu de MSF Hollande reflète fidèlement la discussion) et aimerions clarifier quelques points spécifiques :

1. Nous avons été choqués de lire la déclaration de Bernard au sujet d'un retrait au bout de trois semaines si rien n'a changé. Au cours de la réunion, on était tombés d'accord sur une réévaluation au bout de six semaines. Nous avons aussi compris que le retrait était la dernière de plusieurs options et pas un « fait accompli ».
2. Apparemment, Alain a mentionné que la distribution de nourriture à Benaco est sous la coupe de la mafia tanzanienne. Peut-être confond-il les situations de Benaco et de Karagwe, mais en aucun cas les problèmes de Caritas ne prouvent l'existence d'une mafia tanzanienne, et la petite corruption qui règne dans les camps de Benaco n'est pas plus importante que celle qu'on peut trouver dans n'importe quel camp de réfugiés dans le monde.
3. Nous pensons que la liste de critères de retraits de Jacques (de Milliano, directeur général de MSF Hollande) est une tentative de mélanger les sujets, et une régression par rapport aux propositions d'action formulées à Kigali. Les décisions prises à Kigali permettent de définir un critère pour juger de ce qui est

acceptable et de ce qui ne l'est pas, et ceci est clairement indiqué dans le rapport de Dominique. En résumé, nous vous demandons d'avoir une approche plus mûre et plus cohérente du sujet et de repartir de ce qui avait été décidé à Kigali. 4. Il nous semble qu'un accord commun peut être trouvé entre les sections en associant un peu de modération et de considération de la position du terrain avec un solide engagement au nom des principes de MSF.



**Compte rendu** de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 28 octobre 1994 (en français).

**Extrait :**

Brigitte Vasset fait un compte rendu de la dernière réunion inter-section des directeurs des opérations.

Le constat de la situation intolérable est fait par tous, mais les conclusions sont différentes selon les sections.

- MSF Belgique : les activités vont probablement baisser dans les campagnes de réfugiés au Zaïre, les équipes MSF Belgique resteront pour s'occuper uniquement des enfants ; les salaires des staffs dans ces camps vont baisser pour être égalisés avec ceux du Rwanda ; davantage de moyens seront investis au Rwanda.

- MSF Hollande : il est plus important pour eux de rester soigner les gens plutôt que de partir. Ils développent une action humanitaire de témoignages, d'advocacy, plutôt que de dénonciations.

- MSF Espagne : ils ont la même position que MSF Hollande et ne partiront que si des problèmes de sécurité pour les expatriés se posaient.

Les seules sections qui sont pour un retrait total ou mitigé sont la France et la Belgique.



**Message** de Wouter Van Empelen, responsable de programme MSF Hollande, au coordinateur de Goma, 27 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Il y a eu deux réunions, l'une avec les directeurs des sections MSF, l'autre avec Ogata.

1. Entre sections il y a des points d'accord et des points de désaccord.

- Nous sommes tous d'accord sur le texte de Dominique (texte de synthèse), mais seulement pour une utilisation à des fins de lobbying. Ce n'est pas un document destiné à l'extérieur mais à des personnes qui en savent déjà suffisamment sur la situation. Pour le public, nous (Hanna, Dominique et Cie) sommes en train de préparer un document plus détaillé.

- Toutes les sections soutiennent le contenu et le message « externe » du document de Dominique, qui doit appuyer ce message : « Si rien ne change, alors... » Nous jouons un peu au poker avec ce document afin de mettre la pression sur le système des Nations unies et les hommes politiques, en laissant les dates de départ ouvertes, etc.

- À l'intérieur des sections, les directeurs admettent qu'il y a différents points de vue. À MSF France, ils sont convaincus qu'ils vont quitter s'il n'y a aucun résultat aux actions de lobbying dans quelques semaines, tandis que MSF Hollande-MSF Belgique-MSF Suisse pensent qu'après cette période d'intense activité de lobbying, il faudra reconsidérer notre position, ce qui ne signifie pas qu'on en tirera la conclusion qu'il faut se retirer.

- Entre nous, je pense qu'à MSF France ils se sont de toute façon déjà fait leur opinion et essayent de l'imposer à toutes les sections. Apparemment sans succès, en ce qui concerne cette réunion des directeurs. Donc, si MSF France se retire, cela ne signifie pas que l'ensemble du mouvement MSF se retire. Derrière leur stratégie, les Français ont aussi un agenda politique national très compliqué. Mon analyse est que le centre de gravité concernant la politique de MSF est encore une fois du côté de MSF Hollande-MSF Belgique-MSF Suisse, et que la France [MSF France] ne peut pas dicter son point de vue à l'ensemble du mouvement MSF.

**Pendant ce temps, les équipes de la région de Bukavu tentent de se désengager de leurs activités dans les camps où la sécurité continue à se dégrader. Le 28 octobre 1994, après avoir analysé la situation dans les camps de réfugiés rwandais du Zaïre et de Tanzanie et constaté que chaque section MSF a repris son autonomie, le conseil d'administration de MSF France vote le retrait des équipes de la section française de tous les camps de la région dans un délai d'un mois, « sans attendre un consensus MSF International, mais tout en continuant à chercher ce consensus ».**



**Fax** du coordinateur de MSF France à Kigali au responsable de programme, 28 octobre 1994 (en français).

**Extrait :**

Salut! Pourrais-tu me confirmer les « infos-rumeurs » sur le retrait MSF France de Bukavu, Benaco et Lumasi à la fin novembre ?

**La décision de retrait est acceptée par les équipes de terrain, qui regrettent néanmoins la précipitation du départ, et le fait que celui-ci ne concerne que la section française. La coordinatrice de l'équipe de Tanzanie, prévenue par un fax envoyé pendant le weekend des 29 et 30 octobre, exige des explications.**



**Fax** de la coordinatrice de MSF France à Goma au siège de MSF France, 30 octobre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Bonjour à vous. Bien reçu décision MSF France. Même si je pensais que c'était la meilleure, quelque part, c'est dur... Je suis déçue que ce ne soit pas une décision commune aux sections MSF sur le terrain. Les « Frites » (MSF Belgique) sont pourtant de cet avis.



**Fax** de la chef coordinatrice de MSF France en Tanzanie au siège MSF France, le 31 octobre 1994 (en anglais et en français).

**Extrait :**

Que puis-je dire? Je suppose que maintenant il n'y a plus beaucoup de temps pour la discussion. Malgré tout, même si cela ne fait aucune différence, je me dois d'exprimer ce que nous pensons ici en Tanzanie (je parle au nom de toute l'équipe).

1. La prise de décision

Je me rappelle qu'on m'avait dit pendant mon premier briefing que MSF était une association où chaque personne avait la même chance d'être entendue. Je réalise maintenant que non seulement c'était une exagération, mais plus encore une piètre farce.

Pourquoi nous avoir demandé notre opinion à Kigali, alors que MSF France avait déjà pris sa décision? Pourquoi avoir prétendu vouloir un consensus international? Pourquoi même daigner parler de nos exigences devant la communauté internationale, alors que nous n'avions même pas l'intention d'attendre sa décision? Si le refus d'assister les responsables du génocide est d'ordre moral, pourquoi n'avons-nous pas réagi à Goma et à Bukavu dès le début?

Si la raison de cette décision est le refus de soutenir les mêmes leaders à travers le détournement de l'aide, alors l'argument est insuffisant pour la Tanzanie.

2. MSF International

Je suis parfaitement consciente que MSF France n'a pas à être toujours en accord avec les autres sections, et en général j'approuve le fait de ne pas vouloir les imiter quand leurs décisions vont à l'encontre de notre ligne de conduite. Malgré tout, je crois vraiment que nous avons une chance d'aboutir à un consensus entre les différentes sections, et même avec d'autres ONG, notamment OXFAM. La rapidité avec laquelle la décision a été prise, non seulement est une insulte pour les participants du meeting de Kigali, mais compromet toute possibilité d'amélioration. Je comprends qu'à moins d'un miracle, la communauté internationale ne prendra aucune décision, mais si MSF France se retire seule, son départ aura peu d'impact, en tout cas en Tanzanie.

Les prises de position des différentes sections de Tanzanie (Hollande et Espagne) sont absolument contraires à la position de MSF France, et elles feront tout pour diminuer l'importance de notre retrait en prenant en charge immédiatement nos structures médicales sur Lumasi.

Les autres sections ont honte de notre position et préféreront minimiser l'importance de notre départ. OK, peut-être qu'une guerre ouverte entre les différentes sections pourrait stimuler l'intérêt de la presse sur le sujet, mais sommes-nous vraiment prêts à supporter les conséquences d'une telle bataille? Bonne chance pour vos réunions à Bruxelles, Barcelone, et spécialement à Amsterdam! Le coordinateur général de Tanzanie (Wouter Kok?) sera responsable de programme à Amsterdam pour la région dans les prochaines semaines, et je connais très bien sa position.

[...] Il est difficile pour moi de justifier complètement notre position auprès des autres organisations.

D'un point de vue moral, je suis parfaitement d'accord, mais en face des arguments sur le détournement de l'aide, je n'ai rien à dire. Je ne suis pas convaincue de pouvoir avancer l'argument, utilisé par exemple en Éthiopie, à savoir que nous serons plus utiles à la population en nous retirant qu'en restant ici; si c'était MSF International et que je sois convaincue du bien-fondé de l'action, ce serait plus facile, mais si les autres sections se substituent à nous et prennent en charge nos

responsabilités à Lumasi, nous ne gagnerons rien d'autre que beaucoup de ridicule.

J'ai aussi besoin de plus de détails avant de me préparer à l'inévitable (à moins que par miracle j'aie réussi à vous convaincre que la décision n'est pas si simple ici).

Quand ? Pour le 30 novembre, doit-on abandonner le camp, ou toute l'équipe doit-elle déjà être à Nairobi ? Doit-on évacuer progressivement, ou du jour au lendemain ? Faut-il informer le staff local à l'avance, en espérant ne pas être dévalisés ?

Doit-on informer le HCR maintenant, ou dois-je signer le budget 1995, qui est déjà prêt sur mon bureau ?



**Message** de Dominique Martin, adjoint au responsable de programme MSF France à la coordinatrice de MSF France en Tanzanie (en français).

**Extrait :**

Quelques réponses dans le désordre :

1. Tu restes maître des modalités du départ, y compris de la date, en essayant bien entendu de te caler le plus possible sur la fin du mois. En clair, si pour des raisons opérationnelles ou de sécurité tu as besoin d'un peu plus de temps (ou de moins de temps !), c'est toi qui décides.

2. Notre position n'est pas illogique, elle est la conséquence de plusieurs évènements :

- à la fin du mois, les six semaines fatidiques seront passées ;

- on a le sentiment ici (et c'est plus qu'un sentiment) que l'ensemble des sections, sauf MSF France, est en retrait par rapport à Kigali. Autrement dit, on pense qu'ils ne partiront pas !

- on a donc décidé d'inverser l'ordre des choses, on fixe une date de départ et on annonce (en interne déjà) notre départ ; et on ne reviendra sur cette décision que s'il y a des changements significatifs dans le sens cité dans le papier. On veut ainsi augmenter la pression, et affirmer clairement notre position.

3. C'est vrai que dès le départ on trouvait notre position intenable dans les camps, pour des raisons morales (éthiques), ce qui est fondamental pour nous. Mais on était prêts à essayer de trouver une position MSF commune pour tenter de faire changer la situation. Ce n'est que devant le recul (en tout cas, c'est comme ça qu'on le perçoit) de nos collègues MSF, et la quasi-certitude que rien n'est possible au niveau international qu'on a renforcé notre position.

4. Par rapport à la Tanzanie, il y a eu un débat dans la maison dans les mêmes termes que les tiens. Une partie pensait qu'il fallait faire la différence et rester en Tanzanie. Le problème est que le détournement n'est finalement qu'un phénomène secondaire dans cette affaire. Ce qui est au centre de la problématique, c'est la mainmise des leaders sur les camps, qui ainsi se renforcent non seulement économiquement, mais aussi politiquement. Accepter de se limiter au problème des détournements, c'était accepter de rester au Zaïre si on obtenait un minimum (recensement, etc.), ce qui est inacceptable pour nous. Il était donc impossible de séparer les deux.

5. La question morale ne doit pas être comprise comme une simple susceptibilité, un problème de bonne conscience. C'est là qu'est notre principale responsabilité : on ne peut pas renforcer par notre présence la légitimité de criminels responsables du pire des crimes, ce d'autant plus que tout laisse à penser que cette affaire va

se perdre dans les oubliettes de l'Histoire. Le minimum est donc qu'on ne renforce pas la position de ces assassins. L'autre point est que nous n'avons pas de mandat international ni d'obligation autre que celle que l'on veut bien s'imposer. Autrement dit, on n'a pas d'obligation à aider des populations si on estime qu'on ne doit pas le faire. Ce qui est fondamental, c'est que pour nous les gens ne sont pas que des ventres, mais aussi des êtres humains qui se caractérisent avant tout par des valeurs comme la liberté de choix, etc., et que ces valeurs ne sont pas respectées dans les camps. On fait des choix en permanence (on décide parfois de ne pas aller dans un camp donné) en fonction de nos principes, et notre seule règle impérative est le respect de ces principes fondateurs. Évidemment, tu peux nous faire remarquer que manifestement les autres ont une conception un peu différente. Je suis d'accord avec toi, et à notre avis, c'est là l'objet d'un débat de fond.

6. Il est important de voir si une action commune avec OXFAM et CONCERN est possible, et si pour partir ensemble (par exemple) il fallait rester un peu plus, je crois que ça vaut le coup, avec des limites qu'il faudrait discuter.

7. Pour les modalités de départ, le mieux est sans doute que vous puissiez en discuter de vive voix avec Jean-Hervé (le responsable de programme). En tout cas, on restera disponibles ici pour t'appuyer chaque fois que tu le penses nécessaire.

8. Pour la communication externe, on tiendra compte de l'ensemble des facteurs intra MSF et sécurité. On en reparlera.



*C'était complètement inattendu. J'ai reçu un fax, le weekend, je crois. C'était après la réunion du conseil d'administration. Mais je n'étais même pas au courant qu'il allait y avoir une réunion conseil d'administration. Je ne savais pas que c'était le sujet à l'ordre du jour. J'ai juste reçu ce fax. C'était en novembre. En gros, il disait qu'on allait quitter les camps. C'était vraiment ridicule de la part de Paris de faire ça, parce que j'étais vraiment d'accord avec la décision de quitter les camps. J'avais une équipe qui n'était pas d'accord avec la décision de Kigali, donc c'était déjà difficile. Alors, recevoir ce fax... Ça a été comme un coup de poing dans la figure. Je voudrais pouvoir dire que j'avais suffisamment de maturité pour passer au-delà des questions de forme et accepter cette décision, qui était la meilleure. Mais malheureusement, ce n'était pas le cas, et j'ai d'abord pensé à quel point Paris manquait de respect vis à vis du processus de Kigali, et que les autres devaient avoir raison, la réunion de Kigali n'était qu'un numéro de cirque, Paris s'était déjà fait son opinion. J'étais vraiment déçue par la façon dont la décision avait été prise. Et j'ai compris pourquoi MSF France est parfois accusée par d'autres sections de ne pas respecter les règles du jeu, car je l'ai moi-même vécu. C'est plutôt la méthode utilisée que la décision elle-même qui pose problème.*

*Fiona Terry, MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994  
(en anglais).*

**Le 2 novembre 1994, dans un communiqué commun, quinze ONG dont MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande se déclarent solidaires du HCR et « très inquiètes » de la détérioration des conditions de sécurité. Elles menacent d'envisager un retrait des camps si la situation ne s'améliore pas en termes de sécurité pour les expatriés et les réfugiés.**



**Déclaration** conjointe des organisations internationales travaillant dans les camps de réfugiés de Goma, Bruxelles, 2 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Les organisations humanitaires internationales travaillant dans les camps de réfugiés de Goma (Zaïre) et dont vous trouverez la liste ci-dessous, déclarent qu'il est impossible de poursuivre les opérations d'assistance en cours.

[...] Les conditions de sécurité et de travail dans les camps, aussi bien pour les réfugiés que pour les opérateurs humanitaires, deviennent inacceptables. Nous soutenons fermement la position du Haut-Commissariat aux réfugiés (21 octobre 1994), relative à la détérioration des conditions de sécurité dans les camps.

1. Dans les conditions actuelles, l'UNHCR ne peut remplir son mandat de protection et d'assistance aux réfugiés.
2. Le travail des organisations humanitaires est largement compromis par les structures du pouvoir actuellement en place dans les camps. Les opérateurs humanitaires voient leur vie menacée lorsqu'ils veulent se porter au secours des victimes de pratiques discriminatoires.
3. Il est impossible de poursuivre les opérations de secours dans ces conditions.

Les réfugiés se voient dénier le droit de rejoindre leurs lieux d'origines, d'avoir accès à l'aide humanitaire, d'être protégés, et les droits de l'homme les plus élémentaires ne leur sont pas garantis. Ils restent otages.

Les organisations humanitaires signataires estiment que les conditions suivantes doivent être remplies pour fournir une assistance et une protection adéquates.

1. Les structures de pouvoir qui, dans les camps, incitent à la violence contre les réfugiés et perturbent la distribution de l'aide humanitaire doivent être séparées de la masse des réfugiés.
2. Les armes doivent être éliminées des camps.
3. La sécurité doit être établie, permettant ainsi un enregistrement des réfugiés officiel et indépendant.
4. La protection des réfugiés doit être totalement garantie. Les réfugiés doivent être libres de rester ou de retourner vers leurs lieux d'origine sans intimidation ou crainte pour leur vie.
5. Les agences de secours doivent être autorisées à dispenser l'assistance humanitaire sans aucune ingérence des structures de pouvoir actuellement en place dans les camps.

Les représentants des organisations de secours craignent de devenir involontairement complices. Si aucun effort immédiat et tangible n'est entrepris pour amener à un changement positif dans les camps, les organisations internationales signataires peuvent être forcées de retirer leur assistance des camps.

Nous invitons fermement les Nations unies et la communauté internationale à prendre des mesures fermes et immédiates.



« Les organisations humanitaires menacent de quitter les camps de réfugiés au Zaïre », Jean Hélène, **Le Monde** (France), 5 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

« Les détournements sont massifs, dit le coordinateur d'une ONG. Au camp de Katala (au nord de Goma), par exemple, la distribution des vivres se fait sur la base des 220 000 réfugiés officiellement déclarés. Nous estimons que leur nombre n'excède pas 140 000, mais le taux de malnutrition atteint tout de même 10 %. »

Le plus inquiétant, pour ces travailleurs de l'humanitaire (dont plusieurs ont été menacés de mort), reste l'insécurité qui s'apparente, selon eux, à de « la terreur organisée ». Le 1<sup>er</sup> novembre, un homme poursuivi par une quinzaine d'hommes armés de bâtons et de machettes s'est réfugié sous une tente d'un centre nutritionnel tenu par une ONG. Ses assaillants l'ont suivi pour le frapper sous les yeux des mères et des enfants présents. L'homme a réussi à se dégager. Rattrapé un peu plus loin, il a été « achevé » devant deux expatriés qui n'ont pu intervenir, tant la foule était menaçante. La victime était accusée d'être un Tutsi infiltré dans le camp.

[...] Les ONG déplorent enfin que les réfugiés ne puissent choisir librement de retourner chez eux. Plusieurs candidats au rapatriement ont été assassinés. « Les gens ont peur de partir ou, plus simplement, d'évoquer un éventuel retour », affirme Alex Parisel, de Médecins Sans Frontières (MSF). Les « chefs » des camps peuvent ainsi continuer à bénéficier de la manne humanitaire, détournée vers les anciens soldats et miliciens qui, selon certaines sources, s'entraîneraient ostensiblement à la guérilla. [...]

Les agences humanitaires réclament une force d'intervention pour assurer la sécurité dans les camps et demandent que les anciens responsables et les miliciens soient identifiés et séparés du reste des réfugiés.



« Les responsables des Nations unies se réunissent au sujet de la terreur qui règne dans les camps de réfugiés du Zaïre », *The Times* (Royaume-Uni), 5 novembre 1994 (en anglais).

#### Extrait :

International Rescue Refugee (IRC), American Refugee Comitee, Pharmaciens Sans Frontières et Médecins du Monde ont également exprimé leurs craintes au sujet de la situation dans les camps. Hier, une autre organisation humanitaire britannique, Action Aid, a ajouté sa voix à la demande de plus en plus forte d'une intervention dans les camps de réfugiés hutus. L'organisation de secours a écrit à Douglas Hurd, le ministre des Affaires étrangères, et aux Nations unies pour demander qu'on envoie des troupes des Nations unies à Goma. L'emprise de la « Commission sociale », l'organisation « éminence grise » de 16 extrémistes hutus, dont la plupart sont sur les listes des organisations de défense des droits de l'homme pour leur rôle dans le massacre d'un million de Tutsis et de Hutus modérés au début de l'année, est si importante que les travailleurs humanitaires sont impuissants à intervenir pour sauver les vies des réfugiés qui en ont besoin. Il y a trois jours, deux membres de l'équipe médicale de MSF Belgique ont vu un milicien battre un homme à mort sur la route, en dehors de l'hôpital du camp de Kibumba.

Le retrait de 14 agences de secours des camps des alentours de Goma aurait des effets désastreux sur les réfugiés. Mais hier, ces agences ont déclaré que « les opérations de secours étaient impossibles à tenir ; les réfugiés se voient refuser le droit de rentrer chez eux, un accès équitable à l'aide humanitaire, la protection et les garanties de base de leurs droits de l'homme ».

Alex Parisel, le porte-parole de MSF à Goma, a expliqué que l'objectif d'une déclaration commune était de « forcer la main aux Nations unies afin qu'elles agissent au sujet des camps tant qu'il est encore temps ». Il a ajouté : « Il y a un principe éthique de base, ici, qui doit supplanter notre mandat humanitaire. Devons-nous nourrir un système démoniaque qui va entraîner plus de guerre et plus de génocide au Rwanda ? »

OXFAM qui, le mois dernier, a condamné le Conseil de sécurité pour sa « mollesse, son inaction et son insensibilité qui permettent que le génocide se poursuive » après que celui-ci a réduit de moitié le nombre de soldats au Rwanda en avril dernier, a appelé le

gouvernement britannique à soutenir des propositions d'envoi de Casques bleus armés dans les camps autour du Zaïre.



*Le premier axe de travail, c'était clairement de maintenir cette coalition. Elle a d'ailleurs sorti un message très fort qui a eu plus d'impact que le retrait unilatéral de MSF France. Dans le monde anglo-saxon, pendant trois jours, c'était non-stop. Samantha (Bolton, chargée de la communication) à Nairobi repassait tout chez nous, et le discours était très dur vis-à-vis des génocideurs, vis-à-vis de la communauté internationale. C'était un discours conditionnel qui disait : « Si ça, ça et ça ne se passent pas bien, ces treize ONG vont se retirer. » On avait réussi à arracher à treize sièges l'accord de dire que si un minimum de conditions n'était pas rempli dans un délai X, treize ONG majeures allaient se retirer. Tu imagines le foin que ça a fait ! Et on l'a fait après le retrait de MSF France. Pour moi, c'était une question de quatre à huit semaines, en gros. C'était une déclaration d'intention, mais qui portait, car elle était signée par tous les chefs de mission et validée par les treize sièges. Je ne suis pas convaincu que les treize ONG se seraient retirées. Je pense qu'au sein de toutes ces ONG, il y avait d'énormes tensions siège-terrain aussi. Sur le terrain j'avais le soutien de certains chefs de mission d'Oxfam UK, de IRC. C'est clair qu'ensuite ils devaient négocier avec leur siège et qu'il y avait des enjeux institutionnels qui rentraient en ligne de compte. Chaque fois, on renvoyait le document et les gens négociaient avec leur siège. Il acceptait, oui ou non, mais après quinze jours on l'avait. En fait, c'était quasiment quinze jours après la décision de MSF France de se retirer unilatéralement.*

*Alex Parisel, MSF Belgique, coordinateur à Goma à partir d'octobre 1994 (en français).*



*On a fait cette déclaration avec les autres ONG en disant que c'était inacceptable, qu'il fallait que les Interahamwe arrêtent de manipuler les populations, de manipuler l'aide. C'était en novembre, avant qu'on parte. Ce sont les différents terrains qui ont décidé ça, et c'est moi qui l'ai écrit pour toutes les organisations. On était avec tous les responsables de programme. On s'est mis ensemble. On savait quel était le message. J'ai écrit le texte de base qui a circulé dans tous les sièges. Tout le monde a approuvé et on l'a lancé. C'est là où on a demandé au HCR d'assurer la protection, la séparation des gens et après ça, on a eu différentes retombées. Il y a eu les HCR qui étaient d'abord fâchés, et puis ils ont fait semblant de faire quelque chose. Puis les Interahamwe ont vu qu'ils avaient trop poussé la barrière. Ils ont donc changé de tactique. Ils ont créé des groupes de civils dans les camps qui allaient faire la liaison avec les ONG. Ils se sont mis un peu à l'écart des camps. Ils se sont re-basés un peu à l'extérieur, mais ils contrôlaient vraiment les camps. Cette déclaration a été très bien reprise par tous les journalistes.*

*Samantha Bolton, MSF International, chargée de communication pour l'Afrique de l'Est, 1994-1995 (en français).*

**La coordinatrice de MSF Hollande à Goma s'inquiète auprès du siège des répercussions éventuelles du communiqué sur la sécurité des expatriés, alors que la violence s'accroît dans les camps du Nord-Kivu.**



**Message** de Anja, coordinatrice de MSF Hollande à Goma, à Wouter Van Empelen, responsable de programme MSF Hollande, 2 novembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Suivi de l'incident du 31 octobre (fax réf. avr./30)

Les quatre personnes détenues semblent être des espions de Kigali, comme le déclarent trois sources différentes. Leur mission consistait à infiltrer le camp et à tuer quelques expats (?) afin d'accélérer les départs des ONG. Une nouvelle guerre est en préparation, donc il y a des espions des deux côtés. De ce côté, il y aurait 300 personnes espionnant autour de Kigali. À cause de tout cela, le camp est gardé jour et nuit.

Les réfugiés disent qu'ils ont décidé de protéger les travailleurs humanitaires parce qu'ils avaient été choqués par la décision de retrait des ONG en octobre. Les leaders des camps et les Interahamwe ont décidé que les prisonniers seraient remis aux autorités zairoises. En plus de cela, de nouveaux scouts sont apparus dans le camp, ils portent des casquettes de base-ball marqués du mot scout. On dit que ce sont de braves gars, différents des autres. Ces informations ont été collectées dans le camp. Donc il est difficile de tester leur fiabilité.

Incident au camp de Kibumba le 1<sup>er</sup> novembre

Cinq personnes tuées dans la journée sous les yeux des travailleurs des ONG, dont l'une quasiment dans la tente du centre de nutrition de MSF, parce qu'elle était suspectée d'être un espion du Rwanda. Il n'y a eu aucune évacuation. Alex, le nouveau coordinateur de MSF Belgique, participe aujourd'hui à une réunion générale à ce sujet. Je vous tiens au courant.

Incident au Rwanda le 1<sup>er</sup> novembre

Dans la matinée, 36 personnes ont été assassinées à 15 kilomètres au-dessus de Gysenyi. Il s'agit d'une affaire de représailles, probablement menée par les gens des camps.

L'équipe n'a pas été mise en danger par tous ces incidents (pas encore) mais la situation semble de plus en plus tendue. À quand une action violente envers un expat ou un membre du staff local ? Et que vont faire toutes les ONG au cas où il y aurait un meurtre parmi leur personnel ?

S'il vous plaît réagissez à mon fax d'hier !

**Le 5 novembre 1994, alors que les discussions se poursuivent au sein des sièges sur l'attitude à tenir face à la situation dans les camps, des membres des équipes de MSF travaillant dans ces mêmes camps adressent des lettres au conseil d'administration de MSF Belgique pour faire part de leur écœurement. Plusieurs d'entre eux préconisent un retrait de MSF.**



**Lettres** au conseil d'administration de MSF Belgique, 5 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Ces lettres ont été écrites après un débat auquel tous les expats ont participé, afin de présenter la position des différentes sections MSF ainsi que le statement qui a été émis jeudi et signé par 14 ONG, dont les trois sections MSF.

[...] Avant le départ de Mario, nous avons beaucoup parlé politique MSF dans les camps de réfugiés rwandais, et plus je pense à ce qui a été dit et à tout ce que je vois, plus l'idée initiale de rester jusqu'à décembre dans ces conditions me paraît difficile à réaliser. Ou

alors, il faut que j'arrête de réfléchir, et que je pense seulement à mon travail d'infirmière sans regarder ce qui se passe autour [...].

Odile Chaze, infirmière à l'hôpital du camp de Kahindo.

[...] On a déjà dépassé la phase d'urgence, pourquoi ne se retire-t-on pas ? Les structures que l'on construit sont de plus en plus stables. On bâtit toute une ville. Nous stabilisons, nous consolidons le statu quo des réfugiés dans les camps. Nous titularisons le pouvoir de militaires et des milices en leur donnant le temps de se réorganiser et de continuer la captivité du peuple rwandais, otages nous-mêmes de la situation. Pourquoi ? [...]

Dr Gregoris Stratakos, médecin à l'hôpital du camp de Kahindo.

Que sommes-nous en train de faire ? Une base arrière pour les FAR, un tremplin pour un retour violent et sanglant ? Non je refuse de croire que c'est cela, l'humanitaire. Il est grand temps de réagir ensemble, nous et les autres ONG. Un ultimatum, une force d'interposition et de sécurité, un recensement, un retrait général sont encore possibles. À vous d'y réfléchir et d'agir rapidement, car dans 15 jours, il sera trop tard.

François Mayence, infirmier à l'hôpital de Kibumba.

[...] Ce qui est surtout inquiétant, c'est que la seule chose qui semble rassembler les gens, c'est la violence. Le moindre incident, la moindre rumeur, les esprits s'échauffent, les bâtons et les machettes sortent et on voit des groupes se former. La violence, on la sent prête à exploser. [...] La vie n'a plus de prix. Pour la moindre contrariété, on menace les gens de les tuer, et au-delà des menaces, des gens sont réellement assassinés sous les yeux d'expatriés et dans des structures MSF, comme cela s'est produit à Kibumba. Il n'y a pas de limites, pas de respect de l'hôpital et de la structure de santé, pas de gêne par rapport aux expats. On a l'impression que rien ne les arrêtera, que la haine et la violence sont leurs seuls maîtres.

Dr Françoise Seive, médecin responsable de Kahindo.

**Le 6 novembre 1994, fermement opposé au retrait qu'il considère comme un acte de démission vis-à-vis des réfugiés, le coordinateur de MSF Belgique à Goma adresse un message en ce sens au conseil d'administration de MSF Belgique. Il y accuse la section française d'« abandon et de reniement » et lui reproche de mener une « politique de la terre brûlée ».**



**Lettre** du coordinateur de MSF Belgique à Goma au conseil d'administration de MSF Belgique, 6 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Ce retrait est un tir de missile médiatique désespéré qui pourrait éventuellement toucher le monstre, mais aussi le rater, et certainement pas le tuer ! (...) MSF France a pleuré au Conseil international pour avoir une place dans un camp, pour être opérationnelle sur Goma. Pour diverses raisons, ils n'ont pas pu, et maintenant ils pleurent pour qu'on parte tous avec eux. Allons, MSF France est définitivement hors du champ d'action, il ne leur reste que le champ politique, le bruit et la fureur. Mais sur quelles bases ?

**Le 7 novembre 1994, l'ensemble du mouvement MSF lance un appel public au Conseil de sécurité des Nations unies pour une action immédiate dans les camps de réfugiés rwandais.**



« Appel de Médecins Sans Frontières au Conseil de sécurité pour une action immédiate dans les camps de réfugiés rwandais », **communiqué de presse** de MSF États-Unis, 7 novembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

L'urgence de nos recommandations concernant la sécurité dans les camps de réfugiés rwandais ne doit pas être sous-estimée. Les droits les plus élémentaires sont bafoués chaque jour, il n'existe quasiment aucune opposition à l'instrumentalisation massive de l'aide par les leaders des camps et la communauté internationale n'apporte de soutien qu'aux auteurs du génocide.

Sur le terrain, nos équipes ainsi que celles des autres organisations expriment de plus en plus clairement leur malaise non seulement au sujet des exactions et des détournements, mais aussi au sujet de l'absence de réaction internationale.

Le risque qu'un nouveau génocide soit en préparation dans ces camps ne doit pas être sous-estimé, si rien n'est entrepris pour limiter le réarmement et la légitimation politique des leaders.

Quinze organisations humanitaires présentes sur le terrain, dont Médecins Sans Frontières, ont révélé le caractère exceptionnel de la situation et ont déclaré clairement que si un effort tangible pour apporter des changements positifs dans les camps n'était pas immédiatement entrepris, elles pourraient se voir forcées de mettre fin à leur assistance.

Médecins Sans Frontières appelle le Conseil de sécurité à prendre des mesures immédiates et concrètes :

1. Les réfugiés doivent être protégés de la violence et des menaces de violence là où ils ont trouvé refuge, en particulier de la part des miliciens rwandais et des autres responsables du génocide qui a eu lieu au Rwanda. Les réfugiés doivent avoir un accès libre à l'aide humanitaire. Chaque réfugié doit être en mesure de décider librement s'il veut rester ou non dans les camps, sans craindre pour sa vie. À cette fin, une force de sécurité internationale alternative doit être mise en place immédiatement dans le cadre d'un programme global et efficace pour maintenir l'ordre et la sécurité dans les camps de réfugiés. Le maintien de la loi et de l'ordre ne doit en aucun cas être confié à des réfugiés sélectionnés parmi les leaders, nombre d'entre eux étant suspectés d'avoir été impliqués dans le génocide.
2. Un enregistrement doit avoir lieu le plus vite possible à Goma, afin de s'assurer que tous les réfugiés ont bien accès aux secours humanitaires. La distribution des secours humanitaires doit être supervisée par des organes indépendants des leaders et ne doit pas être contrôlée par ceux qui sont suspectés d'avoir été impliqués dans le génocide.
3. Tous les soldats et miliciens présents dans le camp doivent être désarmés.
4. Les responsables du génocide ainsi que de graves atteintes au droit humanitaire doivent être traduits en justice. Des mesures doivent être prises, en particulier afin qu'aucune impunité ne soit accordée aux leaders suspectés de participation au génocide qui aujourd'hui se déplacent librement dans les camps. Les gouvernements des États sur les territoires desquels séjournent les accusés doivent s'assurer que ces derniers n'échappent pas à la justice et ne restent pas

impunis dans ces pays. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires, dont l'extradition, pour amener ces accusés devant la justice.

5. Les Nations unies devraient envoyer un nombre adéquat d'observateurs des droits de l'homme au Rwanda et aussi dans les camps, comme requis par le représentant spécial du secrétaire général lui-même et par le rapporteur spécial pour le Rwanda. Ils doivent avoir des moyens suffisants pour remplir leur tâche. Ces observateurs devraient rapporter les violations des droits de l'homme aux organes des Nations unies concernés et émettre des recommandations sur les mesures à prendre à cet égard.

6. Les Nations unies devraient agir rapidement et suivre le conseil de leurs propres experts (la Commission des experts et le Rapporteur spécial pour le Rwanda) d'étendre le mandat du tribunal ad hoc pour l'ex-Yougoslavie au Rwanda, afin que ceux qui sont suspectés d'avoir été impliqués dans le génocide et d'autres violations sérieuses des droits de l'homme au Rwanda puissent être menés devant la justice, selon les lois acceptées internationalement pour un procès équitable.

7. La communauté internationale devrait fournir aide et expertise pour la reconstruction du système judiciaire et des forces de police au Rwanda. Un climat de sécurité et de justice est nécessaire au retour de tous les Rwandais dans leurs foyers et à la création d'une société civile.

8. Les efforts pour amener devant la justice les responsables du génocide doivent être mis en œuvre sans oublier le besoin de réconciliation nationale. La communauté internationale doit soutenir les initiatives au Rwanda pour promouvoir la cohabitation pacifique entre les groupes ethniques.

9. La communauté internationale devrait imposer un moratoire sur l'aide militaire ou les ventes d'armes au Rwanda et prendre des mesures pour réduire la circulation des armes dans la région en général.

**Le 7 novembre 1994, dans une interview au quotidien régional *Ouest France*<sup>5</sup>, Philippe Biberson, président de MSF France, annonce que la décision de quitter les camps est prise.**



« Pourquoi nous quittons le Rwanda », interview de Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France, ***Ouest France*** (France), 7 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Pourquoi MSF [...] menace-t-elle de se retirer des camps de réfugiés rwandais dans la région de Goma au Zaïre ? [...] Ce ne sont pas des menaces, la décision de principe de partir est prise. Elle s'appuie sur un constat fait par l'ensemble des ONG : dans un certain nombre de camps de réfugiés rwandais, au Zaïre et en Tanzanie, les principes qui sont à la base de notre intervention sont détournés et utilisés contre les réfugiés. [...]

Toute l'aide est orchestrée par ces leaders qui sont les mêmes qui ont présidé au génocide rwandais entre avril et juin et au déplacement des populations. Les gens sont asservis à cette organisation politique, et c'est l'aide humanitaire qui le permet ! C'est sur

---

5. Ce quotidien, qui couvre tout l'ouest de la France et représente le plus gros tirage de presse de l'Hexagone, soutient régulièrement les actions de MSF.

cela que nous voulons attirer l'attention de la communauté internationale, des États, de l'ONU. [...]

Ce système fonctionne depuis le début. Mais quand les gens mouraient par milliers, la question ne se posait pas de la même façon. Si la situation reste très inconfortable, nous sommes sortis de l'extrême urgence. C'est là qu'il faut prendre un peu de recul, et se rendre compte de ce que nous cautionnons. Nos principes sont suffisamment atteints pour que nous nous retirions.

Mais il faut que cette décision soit utile. C'est pourquoi, depuis des semaines, des contacts ont été pris avec les organisations internationales, avec l'ONU, avec nos États, afin de faire valoir notre analyse. Il ne s'agit pas de prendre en otage les réfugiés, ni de leur rendre la vie encore plus difficile que celle qu'ils ont aujourd'hui.



*J'étais allé à Rennes où les gens de Ouest France avaient organisé un comité de rédaction pour essayer de faire, avec un peu de recul, le bilan de toute cette confusion qu'il y avait eu sur l'opération Turquoise, l'intervention armée, la position de MSF, nos analyses, etc. Et moi, entraîné par la discussion, inconsciemment ou consciemment – c'étaient quand même des journalistes qu'on avait autour de nous, toute la rédaction de Ouest France –, je dis : « Du reste, nous avons décidé de quitter les camps. » « Ah ! bon, c'est une décision grave. Vous ne vous rendez pas compte. » On discute de ça, et le lendemain, c'est dans Ouest France. Dès que c'est sorti dans Ouest France, c'est sorti dans tous les journaux. Les autres sections nous en ont voulu à mort parce qu'on avait trahi le moratoire.*

*Dr Philippe Biberson, MSF France, président du conseil d'administration (en français).*

**Le 8 novembre 1994, après un débat au cours duquel des représentants de la section française sont invités à s'expliquer sur leur décision unilatérale de quitter les camps, le conseil d'administration de MSF Belgique décide de laisser la porte ouverte à un éventuel retrait de la section belge.**



**Compte rendu** du conseil d'administration de MSF Belgique, 8 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

En ce moment, il est encore trop tôt pour prendre une décision définitive, à savoir si nous continuons à travailler dans les camps. Mario Goethals pense qu'il faut tenter un maximum avant d'envisager le retrait des camps.

Le point de vue des invités de MSF France

Philippe Biberson a exposé la décision de la France de se retirer des camps de réfugiés à Bukavu du fait d'une situation inadmissible (assassinats, détournement de l'aide, insécurité quasi insoutenable pour les locaux et les expatriés, intimidations et menaces envers les réfugiés, etc.). Il estime qu'il s'agit d'une solution ultime due au fait que l'on est confronté à une situation dans laquelle on ne peut plus définir clairement ce que l'on cautionne. Le retrait se fera progressivement.

Il est cependant dommage que cette décision n'ait pas été prise après concertation entre les différentes sections MSF mais bien par le biais de la presse internationale. [...] MSF-France (et aussi MSF Hollande) a pris position, mais le retrait se fera à grands fracas afin d'ameuter l'opinion publique.

### Que fait MSF Belgique?

Eric Goemaere confirme la difficulté de la situation de MSF qui se trouve confrontée à un problème d'une telle ampleur et dont le point crucial est et reste le rôle de l'humanitaire, qui ne peut involontairement rester complice de cette situation. MSF doit, selon R. Moreels, rester en alerte à la possibilité d'un retrait de par l'ambiguïté de son rôle (complicité de l'action humanitaire avec les auteurs du génocide, aide à une éventuelle reprise de la guerre). Les cris d'alarme de nombreux membres sur le terrain sont très significatifs.

Il est toutefois évident que si MSF en général se retire des camps, il y aura davantage de victimes à déplorer. Il faut cependant regarder les choses en face, à savoir, que sommes-nous en train de faire, exception faite de l'apport de notre aide humanitaire? Selon R. Moreels, le retrait ou non n'a rien à voir avec le génocide qui fait partie de la mémoire collective. Une présence est la légitimation même de la pression internationale, mais le délai de cette présence reste à définir. Notre présence légitimise nos pressions sur la communauté internationale à réagir rapidement afin de séparer les vrais tueurs des réfugiés innocents ou quasi innocents (R. Moreels).

Selon P. Harzé il est clair que si, en toute logique, nous nous retirons, nous devons en tirer les conséquences et nous mettre d'accord sur la mise en marche du processus à suivre. Il ne s'agit plus d'une question de courage si l'on reste, mais de prendre une décision dans la logique de conduite de MSF. Il ressort de tout cela que la position des sections se déshomogénéise. Une réunion de concertation est prévue pour fin décembre à ce propos, et MSF Belgique veut si possible attendre jusque-là.

### Conclusion

Décision du CA : « Nous laissons la porte ouverte à un éventuel retrait, en épuisant auparavant tous les moyens de pression locaux et internationaux dont nous pourrions disposer pour éviter celui-ci. »

**La chargée de communication du mouvement MSF à Nairobi annonce à l'AFP que les employés internationaux de MSF sont sur le point de partir, mais qu'ils resteront si les conditions posées dans le communiqué du 2 novembre 1994 sont remplies. Elle précise que l'arrêt des opérations de MSF France à Goma était programmé à l'avance, tout comme celui de Bukavu prévu pour la fin du mois.**



« Médecins Sans Frontières prêt à rester dans les camps sous conditions », **AFP** (France), 8 novembre 1994 (en anglais).

### **Extrait :**

Les membres de l'organisation humanitaire Médecins sans Frontières (MSF) resteront dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre à condition que soient garanties la sécurité des réfugiés et les conditions de distribution de l'aide, a indiqué mardi le bureau MSF à Nairobi. [...]

De son côté, le président de MSF France, Philippe Biberson, a déclaré au nom de son organisation que « la décision de principe de partir (des camps) est prise » dans un entretien au quotidien Ouest France publié mardi.

La porte-parole des diverses branches de MSF à Nairobi, Samantha Bolton, a indiqué que les médecins de différents pays travaillant pour l'organisation étaient sur le point de partir, mais qu'ils resteraient si les conditions qu'ils ont posées le 2 novembre, avec les 14 autres organisations humanitaires, étaient remplies. [...]

Mme Bolton a souligné que si MSF France avait stoppé ses opérations dans la ville zairoise de Goma, proche de six camps, cet arrêt avait été programmé à l'avance, tout comme celui de l'opération de MSF à Bukavu, sur le lac Kivu, prévu pour la fin du mois.

**Le 10 novembre 1994, le département des affaires humanitaires de MSF Hollande publie un rapport rédigé à partir des informations recueillies auprès de toutes les sections par les chargés de mission « protection » envoyés sur le terrain en août 1994. Intitulé *Breaking the cycle* (« Briser l'engrenage »), ce document décrit la situation dans les camps et établit un certain nombre d'indicateurs dont la section hollandaise se propose de suivre l'évolution grâce aux informations collectées par ses équipes de terrain.**



« Briser l'engrenage, MSF appelle à l'action dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie » (*Breaking the cycle: MSF calls for action in the Rwandese refugee camps in Tanzania and Zaïre*), **Rapport** de MSF Hollande, 10 novembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

« Briser l'engrenage », MSF appelle à une action dans les camps de réfugiés rwandais du Zaïre.

Sommaire

I. Introduction

II. Évènements à l'origine de la crise des réfugiés

III. Les structures du pouvoir dans les camps

Les autorités administratives

Les milices

L'ancienne armée rwandaise

Les réfugiés

La présence d'agences internationales d'aide

Les autorités contrôlant la loi et l'ordre

IV. Les incidents de sécurité

Représailles contre les réfugiés qui veulent rentrer au Rwanda

Menaces envers le personnel des agences de secours internationales

Incidents impliquant les autorités nationales

Banditisme

V. Détournement de l'aide humanitaire

VI. Militarisation

VII. Impunité contre les auteurs du génocide

VIII. Conclusion : le dilemme moral pour les agences d'aide

Recommandations

I. Introduction

Ce rapport documente et analyse la situation dans les camps de réfugiés rwandais et rapporte les violations des droits de l'homme en relation avec les problèmes de sécurité de distribution, de rapatriement et de militarisation. Le rapport illustre les problèmes du camp et fournit des éléments permettant de comprendre la position de MSF. Si aucune mesure immédiate n'est prise pour établir l'ordre et la sécurité dans les camps et pour juger les auteurs du génocide, MSF sera peut-être forcée d'arrêter ses opérations

de secours humanitaire. Depuis le début de la crise des réfugiés, les droits de ces derniers sont quotidiennement bafoués. La situation s'est récemment tendue et la dispersion de l'aide par les anciens leaders du Rwanda s'est systématisée et organisée. Les équipes MSF de terrain, ainsi que celles des autres organisations sont de plus en plus scandalisées non seulement par la détérioration de la sécurité dans les camps et les atteintes aux droits de l'homme par les auteurs du génocide, mais aussi par l'absence de toute action internationale claire.



*Le 15 juillet, le FPR a pris le pouvoir et l'attention s'est tournée vers Goma au Zaïre et vers la Tanzanie. Au début, c'était la réponse à l'épidémie de choléra, donc il n'était pas tellement question de témoignage. Je pense que c'est vers l'automne qu'on a réalisé ce qui se passait dans les camps. On a alors décidé d'embaucher deux personnes pour aller à Goma et on les a baptisées « chargés d'information ». Quelqu'un est aussi allé à Benaco, en Tanzanie. On voulait savoir ce qui se passait. Tout le monde sentait qu'il se passait beaucoup de choses et qu'on devait avoir une meilleure compréhension de la structure des camps, de la façon dont les leaders les géraient, des abus qui étaient commis, etc. Je pense que nos équipes comprenaient bien, et ils ont eu la visite des directeurs. Il y avait une communication permanente à ce sujet, de nombreux rapports sur ce qui se passait. On a commencé à collecter de l'information, et en octobre, je crois, il est apparu très clairement que c'était un problème très grave et on s'est interrogé sur la façon dont on pouvait le régler. On ne s'est pas retirés (MSF France s'est retirée en novembre), mais on a eu les mêmes discussions qu'eux et on était très inquiets de ce qui se passait. Donc on a collecté des informations et rédigé un rapport qu'on a intitulé *Breaking the cycle*, « Briser l'engrenage ». Il a été diffusé publiquement fin novembre début décembre. Je pense qu'il a été donné à la presse. C'est un débat au parlement des Pays-Bas qui nous a amenés à diffuser le rapport à ce moment-là. Il était disponible publiquement pour toute personne qui souhaitait le consulter. C'était la réponse de MSF Hollande à nos inquiétudes. MSF France a décidé de se retirer. Nous, nous avons décidé de produire ce rapport. Il mettait en avant six facteurs qui étaient des indicateurs sur ce qui se passait dans les camps, le degré de contrôle; la population; la manipulation de l'aide, les Interhamwe. Dans quelle mesure il était possible d'amener les responsables du génocide devant la justice et la séparation des auteurs du génocide du reste des réfugiés. On avait dit qu'on allait surveiller l'évolution de ces critères pour voir dans quelle mesure il était justifié pour nous de rester à travailler. C'étaient des indicateurs pour les mois à venir, et pendant ce temps, on continuerait à collecter les informations. Bien sûr, il n'y a eu que très peu de progrès sur ces questions.*

*Hanna Nolan, MSF Hollande, département des affaires humanitaires (en anglais).*



*Mon travail à Goma consistait à collecter des informations, discuter avec les équipes, en particulier les chefs de mission et tout le personnel et leur demander ce qui se passait. Je discutais aussi avec les autres agences, le HCR, et j'en tirais une analyse. Le rapport *Breaking the Cycle*, de MSF Hollande, a été le premier rapport sur les droits de l'homme – car c'en était un –, publié par MSF Hollande. C'était le 8 ou le 10 novembre. On devait le publier à cette date parce que le Conseil de sécurité devait se réunir pour parler des camps. Quinze organisations dont trois sections MSF, IRC et quelques autres s'étaient réunies à Nairobi et avaient fait une déclaration qui avait été publiée dans le *New York Times* avec une interview du directeur des opérations de MSF Belgique. Nous disions que la situation était intenable, et que si ça continuait, nous allions devoir nous retirer. C'était début novembre ou fin octobre. Le Conseil de sécurité se réunissait pour discuter sur la base de l'article du *New**

York Times et l'analyse de Madeleine Allbright, qui était alors l'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies. Elle avait attiré l'attention du Conseil de sécurité sur ce problème. Nous voulions que notre rapport soit publié au moment de cette réunion du Conseil de sécurité.

*Ed Schenkenberg, MSF Hollande, département des affaires humanitaires (en anglais).*



*J'ai participé à la rédaction d'une partie du document, notamment celle relative à la situation à l'intérieur du Rwanda, dans les prisons. Le travail de documentation de la situation dans les camps et au Rwanda était réalisé conjointement par les sections. Ce document avait pour but de décrire la situation avec des éléments objectifs et concrets. Il devait permettre de comprendre et d'expliquer les raisons qui nous poussaient à quitter les camps. Ce document a bien été produit, mais seule la section française s'est retirée. Il y a eu une deuxième version du rapport, et c'est sur la deuxième version seulement, un an après, que le départ des autres sections s'est concrétisé. En 1994 et 1995, nous avons envoyé du personnel international sur le terrain pour récolter ces informations. Mais le processus d'utilisation de ces informations, de rédaction et de publication d'un rapport n'était pas maîtrisé. Il était impossible d'arriver à se mettre d'accord sur l'objectif du document. Était-il destiné à justifier une prise de décision de départ, à expliquer la décision de départ de façon pédagogique ? Ou bien était-il destiné à contrebalancer par la parole le fait de rester ? Est-ce que l'on documentait la situation ou est-ce que l'on documentait les raisons pour lesquelles on ne pouvait plus rester dans ces camps ? Il était impossible d'obtenir une réponse claire à ces questions. Certains voulaient continuer à améliorer le document parce qu'une fois partis nous ne pourrions plus donner ces informations. J'ai reçu ce type d'explication, à une époque, notamment de la part de l'équipe d'Amsterdam : « Il est important que l'on reste pour pouvoir continuer à avoir ces informations, sinon on ne les aura plus. » En attendant de décider de leur utilisation, il fallait donc, selon eux, continuer à collecter des informations pour faire les mises à jour du rapport. Le fait de produire ce rapport a généré une nouvelle logique d'action. Or si on fait évoluer la logique d'action au fur et à mesure qu'on avance, on ne peut plus, à aucun moment, trancher. Au départ, il s'agissait d'expliquer pourquoi on partait, de baser cette explication sur des faits et non sur des sentiments. Après, il y a eu un processus d'enrichissement, de mise à jour du rapport et finalement de justification du fait qu'il fallait rester dans les camps pour pouvoir continuer à témoigner. C'est ce type de glissement qui rend le processus ingérable. On ne sait plus pourquoi on fait les choses, quelle était l'idée de départ, quelle est l'idée d'arrivée. Certains peuvent avoir une impression de trahison en cours de route. Le but n'était pas de documenter la situation pour le plaisir de la documenter. Le témoignage a toujours pour but de limiter les effets pervers de notre action et d'avoir une incidence sur notre action et sur les chances de survie des gens. Il n'est pas là pour justifier après coup qu'on savait ou pour contrebalancer l'effet négatif de l'action. Si le témoignage ne peut pas sauver des gens, on n'a pas besoin de le faire. Nous ne sommes pas les greffiers de l'Histoire. Nous ne sommes pas responsables d'enregistrer des événements. Nous sommes là pour, à la lumière de ces événements, prendre des décisions opérationnelles et institutionnelles qui ont pour objectif la défense de la vie et de la dignité des gens. La force du témoignage, ce n'est pas de dire des choses, mais de mettre notre action en conformité avec les vérités que l'on dénonce.*

*Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique(en français).*

**Le 14 novembre 1994, un communiqué de presse est émis par MSF International, MSF Grande-Bretagne et MSF États-Unis pour annoncer le retrait des camps de Bukavu. L'organisation dénonce la détérioration de la situation des réfugiés dans les camps, et affirme être dans l'impossibilité éthique de continuer à renforcer les auteurs du génocide. Un nouvel appel est lancé à la communauté internationale pour que celle-ci fournisse des conditions de sécurité aux réfugiés rwandais et aux travailleurs humanitaires dans les camps. V11**



« MSF quitte Bukavu », **communiqué de presse** de MSF International, MSF Royaume-Uni et MSF États-Unis, 14 novembre 1994 (en anglais).

#### Extrait :

En signe de protestation contre la détérioration de la situation de sécurité pour les réfugiés dans les camps de réfugiés rwandais de Bukavu, dans l'est du Zaïre, Médecins Sans Frontières a cessé aujourd'hui toutes ses opérations à Bukavu. Les équipes de MSF mènent des opérations dans la région depuis la phase d'urgence en juillet.

Pendant les dernières semaines, Médecins Sans Frontières et d'autres agences ont appelé la communauté internationale à agir afin de corriger la situation politique et sécuritaire inacceptable qui prévaut dans les camps de réfugiés rwandais du Zaïre. Si les conditions de sécurité pour les réfugiés ne s'améliorent pas, MSF sera forcée de retirer ses équipes encore en place.

À Bukavu, la situation s'est détériorée à un tel point qu'il est maintenant impossible, éthiquement, pour Médecins Sans Frontières, de continuer à aider et encourager les auteurs du génocide. Les membres des anciennes administrations, armée et milices rwandaises, exercent un contrôle total sur 10 000 civils dans les camps de Bukavu.

À Bukavu, les équipes de MSF ont été témoins de :

- l'installation d'un système de police dans le camp qui empêche la libre circulation des populations ; l'installation de tribunaux et de prisons arbitraires ;
- une intimidation croissante, l'arrestation ou l'assassinat de personnes souhaitant rentrer au Rwanda, soupçonnées d'être opposées au régime existant dans les camps ou simplement accusées d'être tutsies ;
- la circulation des armes dans les camps et un entraînement militaire visible.

Les structures politiques et militaires à l'intérieur des camps empêchent les agences humanitaires de remplir leur rôle :

- pour des raisons de sécurité, le HCR a été dans l'impossibilité d'enregistrer les réfugiés. Les agences sont empêchées par les autorités des camps de distribuer directement la nourriture aux familles. À Bukavu, la nourriture est distribuée aux leaders pour 350 000 réfugiés. MSF estime leur nombre à 280 000 ;
- les membres des organisations humanitaires reçoivent régulièrement des menaces. Des membres du personnel de MSF à Bukavu ont reçu des menaces de mort et ont été arrêtés. Des équipes ont été forcées à évacuer après des menaces au sein de l'hôpital du camp de Kabira.

Une fois encore, Médecins Sans Frontières appelle la communauté internationale à prodiguer aux réfugiés rwandais un minimum de sécurité et de dignité afin que les opérations des organisations humanitaires toujours présentes dans ces camps de réfugiés rwandais se déroulent dans des conditions plus acceptables.

MSF est fermement engagée dans l'assistance aux populations les plus vulnérables parmi les réfugiés. Cependant, MSF sera forcée de mettre fin à toutes ses opérations dans les camps de réfugiés rwandais du Zaïre à moins que la communauté internationale ne prenne des initiatives, afin que :

- ces réfugiés (leaders des camps, ancien soldats rwandais et membres des milices) qui incitent à la violence contre les (autres) réfugiés et perturbent la fourniture de l'aide humanitaire, soient séparés du groupe principal des réfugiés ;
- toutes les armes soient retirées du camp ;
- l'enregistrement des réfugiés ait lieu immédiatement afin de faciliter la distribution de la nourriture et de l'assistance ;
- une force de police internationale soit distribuée dans les camps afin d'assurer les conditions ci-dessous ;
- un nombre de 340 employés de MSF travaillent à l'intérieur du Rwanda et auprès des réfugiés à Goma au Zaïre, au Burundi et en Tanzanie.

**Le 16 novembre 1994, dans le quotidien belge *Le Soir*, le directeur des opérations de MSF Belgique soutient la décision de MSF France.**

**Dans cette même édition, la chargée de communication de MSF International pour l'Afrique de l'Est explique le départ de la section française de Bukavu et n'exclut pas un départ des autres sections de Goma, tout en assurant qu'il n'est pas à l'ordre du jour.**



« MSF quitte les camps de Bukavu », *Le Soir* (Belgique), 16 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Nous étions en train de nous faire piéger, ce qui est intolérable, raconte un responsable de Médecins Sans Frontières France, qui a quitté le Zaïre pour Nairobi. MSF a en effet cessé toutes ses opérations dans les camps de réfugiés rwandais de Bukavu, à l'est du Zaïre.

Dans un premier temps, il fallait absolument travailler dans les camps de réfugiés rwandais, explique le Dr George Dallemagne, de MSF Belgique, car la situation sur le plan humanitaire était catastrophique. Mais aujourd'hui, la donne a changé, et nous soutenons tout à fait la décision de MSF France. Sur un plan éthique, moral, il était devenu impossible de continuer à travailler dans les camps de Bukavu.



« Opinions et débats sur le retrait de Médecins Sans Frontières des camps de réfugiés rwandais de Bukavu, au Zaïre », interview de Samantha Bolton, chargée de communication de MSF International en Afrique de l'Est, *Le Soir* (Belgique), 16 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Vous êtes rentrée du Zaïre ce lundi, à Nairobi. Pourquoi MSF a-t-elle décidé de cesser toutes ses activités dans les camps de Bukavu, au sud de Goma ?

Parce que, éthiquement, il n'est plus possible d'y travailler. Continuer là-bas dans les circonstances actuelles, c'est clairement aider et assister les auteurs du génocide rwandais. À Bukavu, dans les camps de réfugiés, il existe désormais une police que les anciennes autorités rwandaises ont mise sur pied. Cette police, constituée essentiellement de miliciens, arrête des réfugiés sous prétexte d'espionnage au service du nouveau pouvoir à Kigali, ou de trahison parce qu'ils ont évoqué un retour au pays, ou de n'importe quel chef d'accusation. Ceux qui sont arrêtés sont envoyés en prison ! Juste devant la

tente de MSF, les « chefs de camp » ont ainsi transformé une tente en prison. Les détenus y sont interrogés, jugés par des tribunaux qui prononcent, arbitrairement évidemment, jusqu'à des peines de mort. S'ensuivent des exécutions sommaires. C'est inadmissible !

Vu de l'étranger, la situation semblait pourtant plus calme à Bukavu qu'à Goma ?

Parce que depuis l'épidémie de choléra, fin juillet, tous les feux se sont braqués sur Goma. Parce que les réfugiés y sont aussi trois fois plus nombreux qu'à Bukavu. Pourtant, il y a bien plus de « méchants » à Bukavu. C'est que les réfugiés de Goma sont des gens qui ont fui la zone humanitaire sûre après le départ des soldats français de l'opération Turquoise. Or c'est dans cette zone qu'étaient restés beaucoup d'anciens responsables rwandais – ministres, préfets, bourgmestres, militaires et miliciens. Bref, il y a davantage de personnalités de l'ancien régime à Bukavu qu'à Goma.

C'est exclusivement éthiquement ou physiquement qu'il est devenu impossible de travailler à Bukavu ?

Surtout éthiquement. Mais nous étions menacés physiquement aussi, c'est vrai. Si l'on tentait de s'interposer entre des miliciens et ceux qu'ils traquaient, on nous mettait en garde. Ainsi, il y a deux semaines, une femme est venue se réfugier dans notre tente. Les miliciens qui l'accusaient d'espionnage y ont pénétré pour la tuer à coups de machette sous nos yeux, sans que nous puissions intervenir. Et puis l'un de nos infirmiers, un Zaïrois, a été arrêté, détenu et condamné à une amende de 10 000 nouveaux zaïres. Vous imaginez ça ? Un Zaïrois, jugé et condamné au Zaïre par de pseudo tribunaux rwandais !

Pourriez-vous décider de quitter Goma ?

Ce n'est pas à l'ordre du jour. Notre départ de Bukavu est une façon de faire pression sur les Nations unies pour qu'une force de police internationale soit déployée dans les camps de réfugiés. Ce qui n'exclut pas notre départ de Goma si les choses empirent là-bas.

**La presse internationale traite le retrait de la section française comme une suite à la mobilisation amorcée avec le communiqué des treize ONG du 2 novembre 1994. Le retrait d'une seule section de MSF ne constitue pas un événement apportant une information supplémentaire. Certains journalistes ont du mal à comprendre ce qu'ils voient comme des positions contradictoires du mouvement MSF.**



« MSF France quitte en solitaire les camps du Rwanda », Stephen Smith, *Libération* (France), 15 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

La confusion est aussi grande qu'est systématique la prise en otage des humanitaires. Hier, un communiqué de Médecins Sans Frontières International, l'instance de coordination des différentes sections nationales de MSF au niveau européen, a officialisé le retrait des camps de réfugiés rwandais de Bukavu, dans l'est du Zaïre. La raison invoquée, une détérioration des conditions de sécurité à tel point qu'il est « devenu impossible, éthiquement, de continuer à aider les auteurs du génocide et à être implicitement leur complice ». La toile de fond, restée inexplicée : après des semaines d'âpres discussions sur le « chantage humanitaire » des bergers du génocide qui, servant

d'encadrement pour la distribution de l'aide dans les camps, empêchent par la terreur le retour des réfugiés et détournent l'assistance pour nourrir leurs partisans armés, seule MSF France est résolue à se retirer. En revanche, les sections belge, néerlandaise et espagnole de MSF, ainsi que la plupart des autres ONG européennes, ont décidé de « continuer malgré tout ».

Dès la semaine dernière, MSF France s'est retirée des camps de Goma, où se trouvent théoriquement 800 000 réfugiés du Rwanda. Hier, le départ a donc également été concrétisé à Bukavu, où sont enregistrés 280 000 Rwandais. En revanche, aucune décision n'a encore été prise pour le camp de Benaco, en Tanzanie, peuplé de 300 000 réfugiés. Surtout, faute d'accord entre les humanitaires sur les principes à respecter, le débat public a été évacué.



« Une organisation humanitaire quitte les camps rwandais », *The Financial Times* (Royaume-Uni), 16 novembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Médecins Sans Frontières, l'organisation humanitaire internationale, a évacué son personnel des camps de réfugiés rwandais dans l'est du Zaïre, où des milices hutues sans foi ni loi s'imposent par la terreur. MSF déclare que les soldats et les milices liées à l'ancien gouvernement rwandais ont pris le contrôle des camps autour de Bukavu, qui hébergent plus de 250 000 réfugiés. Le personnel médical de MSF a assisté à l'intimidation, l'arrestation et l'assassinat de réfugiés qui souhaitaient rentrer au Rwanda. Des travailleurs humanitaires qui ont essayé d'intervenir pour sauver des vies ont eux-mêmes reçu des menaces de mort. Les milices hutues transportent des armes dans les camps et entraînent de force de jeunes Hutus. Ils ont aussi pris le contrôle de la distribution de l'aide alimentaire.



« Un véritable petit Rwanda s'est reconstitué au Zaïre, selon les organisations humanitaires », Thierry Fiorilli, *Le Soir* (Belgique), 17 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

En attendant, les 38 expatriés de MSF Belgique poursuivent leur mission, répartie sur Kahindo et les différents sites de Kibumba. La situation médicale d'urgence est bel et bien dépassée, explique un médecin. Jusqu'à il y a peu, on dispensait entre 50 et 60 consultations par jour, avec la moitié d'hospitalisations. Essentiellement pour paludisme. Le taux de mortalité ? Il est aujourd'hui de 1,1 par 10 000 personnes par jour. Le taux habituel pour toute l'Afrique. Mais l'aide doit se poursuivre. Parce que l'activité médicale préventive continue à temps plein. Et la lutte contre la malnutrition est loin d'être terminée. Elle aussi.

**Le 20 novembre 1994, le secrétaire général des Nations unies propose le déploiement d'une force de maintien de la paix dans les camps du Zaïre.**



« Le Conseil de sécurité envisage de déployer de 2 000 à 3 000 hommes dans les camps », Afsané Bassir pour **Le Monde** (France), 23 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Préoccupé par l'insécurité dans les camps de réfugiés rwandais, le Conseil de sécurité devrait adopter, avant la fin du mois, une résolution autorisant le déploiement de 2 000 à 3 000 Casques bleus au Zaïre.

New-York : Le secrétaire général de l'ONU propose l'envoi d'une force qui assurerait la sécurité du personnel des organisations humanitaires, protégerait le stockage et la distribution des vivres, et permettrait aux réfugiés qui désirent rentrer chez eux de passer la frontière sans danger. Dans un premier temps, cette force établirait, à l'intérieur des camps, des zones de sécurité pour accueillir les réfugiés. Dans une deuxième phase, des unités motorisées seraient déployées dans ces zones pour assurer le maintien de la sécurité.

Sur une base de 3 000 hommes, cette opération pourrait prendre entre vingt-quatre et trente mois. Toutefois, ajoute M. Boutros Boutros-Ghali dans un rapport présenté au Conseil de sécurité lundi 21 novembre, 2 000 hommes supplémentaires permettraient de réduire l'opération de près de dix mois. Les membres du Conseil sont déterminés à lancer cette opération avant la fin du mois de novembre, sous la présidence américaine car, hasard du calendrier, en décembre la présidence du Conseil de sécurité sera assurée par le Rwanda. Après avoir effectué une mission à l'intérieur des camps de réfugiés, le représentant spécial du secrétaire général, Shaharyar Khan, estime que la seule façon de garantir la sécurité des réfugiés consiste à séparer les membres des anciennes forces gouvernementales du reste des réfugiés et, si possible, à les installer dans un pays tiers. Pour M. Khan, cette opération sera « extrêmement dangereuse », car « ils ne quitteront pas les camps de plein gré et ils utiliseront la force armée pour empêcher qu'on les déloge ».

**Le 24 novembre 1994, les sections belge et française de MSF émettent un communiqué de presse qui conteste les propositions de Boutros Boutros-Ghali et demande l'adoption de mesures plus ambitieuses. Un mémo interne de MSF Hollande soutient le rapport du secrétaire général et ses propositions pour le déploiement d'une force internationale, mais la section hollandaise ne se prononce pas publiquement.**



« Médecins Sans Frontières critique les propositions de M. Boutros Boutros-Ghali », **communiqué de presse** de MSF France, 24 novembre 1994 (en français).



« Médecins sans Frontières remet en question les propositions de M. Boutros Boutros-Ghali », **communiqué de presse** de MSF Belgique, 24 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Médecins Sans Frontières conteste les mesures préconisées au Conseil de sécurité par le secrétaire général des Nations unies, concernant le déploiement d'une force internationale dans les camps zaïrois de réfugiés rwandais. Plusieurs « options » ont été

proposées au Conseil de sécurité. Celle présentées par M. Boutros Boutros-Ghali comme la plus « réaliste » pose de graves problèmes.

1. Les mesures évoquent un déploiement graduel de Casques bleus dont la tâche essentielle est la protection du personnel humanitaire. Médecins Sans Frontières refuse pour elle-même la protection de militaires et appelle à la protection – en priorité – des réfugiés, quotidiennement victimes sous ses yeux, d'intimidations, d'exactions et d'assassinats.
2. Les mesures ne prévoient pas la séparation des « leaders » du reste des réfugiés, faute de moyens semble-t-il, alors même que le rapport souligne leur responsabilité dans l'insécurité qui règne à l'intérieur des camps. Auteurs du génocide, ils bénéficient d'une totale impunité pour leurs crimes et renforcent leur pouvoir par l'utilisation de l'aide.
3. Des « zones sûres » sont prévues, dans lesquelles des membres de l'ancienne gendarmerie rwandaise, partie prenante dans le génocide, et les forces zairoises prendraient le relais de l'ONU. Renforcer les anciens gendarmes rwandais dans leur pouvoir est absolument inacceptable. Et les forces zairoises n'ont jusqu'à maintenant pas fait la preuve de leur capacité à faire respecter un ordre juste et équitable dans les camps.
4. Le déploiement d'une force dans les camps tanzaniens n'est pas perçu comme une priorité, laissant supposer que la situation y est acceptable. Dans les faits, l'organisation des camps de réfugiés en Tanzanie est identique à celle qui prévaut au Zaïre. Ils sont contrôlés par les représentants de l'ancienne administration rwandaise, membres de l'armée ou des milices et responsables du génocide.

Médecins Sans Frontières demande :

- l'éloignement des membres de l'ancien gouvernement, de l'armée et des milices du reste des réfugiés ;
- l'arrestation et le jugement des auteurs du génocide ;
- la mise sous contrôle international de l'ensemble des camps de réfugiés (Zaïre et Tanzanie) ;
- l'implication d'urgence de la communauté internationale dans la lutte contre l'insécurité à l'intérieur du Rwanda pour créer des conditions favorables au retour des réfugiés.

Certaines de ces recommandations apparaissent dans la deuxième série de propositions de M. Boutros Boutros-Ghali. Tout doit être mis en œuvre par les membres du Conseil de sécurité pour que des mesures plus ambitieuses soient adoptées.



« Position de MSF sur le déploiement d'une force internationale dans les camps de réfugiés rwandais », **projet de mémo**, Ed Shenkenberg, MSF Hollande, 23 novembre 1994 (en anglais).

#### Extrait :

Après plusieurs semaines d'évaluation, de discussions et de négociations au sein des Nations unies, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a publié au début de cette semaine un rapport sur la sécurité dans les camps de réfugiés rwandais. Dans ce rapport, le secrétaire général propose deux options pour une force internationale mandatée qui pourrait être déployée dans ces camps. Le texte qui suit décrit rapidement les mandats respectifs correspondant à ces deux options. De plus, il indique jusqu'à quel point ces mandats répondent aux missions d'une force de police internationale telle que recommandée il y a quelques temps par MSF.

Il est à noter que concernant le choix à faire, le secrétaire général soutient des accords bilatéraux avec les autorités zaïroises et tanzaniennes au travers des experts en sécurité mis à disposition pour former et surveiller les forces de sécurité.

Dans sa première proposition, le secrétaire général envisage une force de maintien de la paix de 3 000 hommes pour la région de Goma et de 2 000 pour la région du sud du lac Kivu (Bukavu et Uvira). Ces forces seraient déployées en deux temps et seraient mandatées pour :

- assurer la sécurité des employés des organisations de secours internationales ;
- protéger le stockage et la distribution de l'aide humanitaire ;
- assurer la sécurité d'un passage de la frontière aux réfugiés qui souhaitent rentrer.

Cette force de maintien de la paix permettrait de créer une zone sûre dans les camps où les armes ne sont pas autorisées et où l'action humanitaire pourrait s'intensifier. Des gardes de sécurité formés et entraînés pourraient prendre le relais des fonctions de sécurité sous la supervision du personnel de sécurité des Nations unies. Le secrétaire général indique que cette opération pourrait être réalisée dans un délai de 24 à 30 mois, en fonction du développement de la situation et du taux de rapatriement. Si un total de 5 000 soldats était déployé du premier coup, l'opération prendrait 10 mois.

La seconde proposition implique le déploiement de 10 000 à 12 000 soldats qui seraient autorisés à utiliser tous les moyens, y compris la force. Il s'agirait soit d'une opération sous le contrôle des Nations unies, soit d'une force initiée et dirigée par un petit groupe d'États membres (comme l'opération Turquoise de la France). En plus de celles mentionnées plus haut, leur mission inclurait la séparation des anciens leaders politiques, des militaires et des miliciens du reste des réfugiés.

Le secrétaire général croit qu'il est nécessaire que cette troupe soit en mesure d'utiliser la force, parce que l'isolement et le déplacement des leaders, militaires et miliciens pourrait créer de l'insécurité.

On peut noter que les deux propositions incluent les missions recommandées par MSF pour une force internationale et formulées dans le rapport *Breaking the cycle*.

MSF devrait continuer à prôner ces mesures plutôt qu'à en promouvoir de plus spécifiques

Il est aussi à noter que le secrétaire général a remarqué que le déploiement de troupes est futile s'il n'est pas suivi d'efforts parallèles vers une réconciliation au Rwanda et la création de conditions permettant un retour en toute sécurité des réfugiés.

En comparaison des recommandations de MSF, on doit s'interroger sur les propositions du secrétaire général impliquant l'ancienne gendarmerie rwandaise dans le maintien de la loi et de l'ordre dans les camps.

Un autre point, non inclus dans le mandat, est l'arrestation des auteurs présumés du génocide. Plus tard, la force devrait aider à l'enregistrement des réfugiés. La nécessité du déploiement de troupes dans les camps de Tanzanie devrait être évaluée immédiatement.

En conclusion, MSF soutient le rapport du secrétaire général et ses propositions pour le déploiement d'une force internationale. Comme toujours, des problèmes surgiront concernant la volonté des États membres à mettre en œuvre la décision des Nations unies de déployer des troupes. En conséquence, MSF doit continuer ses activités de témoignage et de lobbying.



**Compte rendu de la réunion** du conseil d'administration de MSF France, 25 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Commentaires de Dominique Martin à propos du communiqué de presse sur le Rwanda à la suite des propositions de Boutros Boutros-Ghali

Les propositions de Boutros Boutros-Ghali sont de trois types :

- a. Envoi de 5 000 Casques bleus sous mandat des Nations unies au Zaïre, avec une mission de protection des expatriés et des réfugiés, sans organiser la séparation physique des leaders du reste des réfugiés. Création de zones sûres avec les militaires zairois et des gendarmes rwandais (exempts de crimes?). Comme les Français n'interviendront pas, quelles forces francophones? Il n'y aura sans doute pas suffisamment de moyens financiers pour 5 000 Casques bleus...
- b. Envoi de 10 000 à 12 000 Casques bleus sous mandat des Nations unies, en organisant la séparation des leaders du reste des réfugiés. Solution écartée comme non réaliste, même si l'on pense à MSF que c'est la bonne.
- c. Force internationale hors mandat des Nations unies.

MSF dénonce dans un communiqué de presse les risques d'une demi-mesure envoyant des forces faibles qui seraient obligées pour se protéger elles-mêmes de négocier avec les leaders. Ce serait un effet pervers évident (la Bosnie qui recommence...), qui ne vise pas l'organisation totalitaire des camps et écarte la Tanzanie du processus.

MSF enverra dès lundi une lettre aux membres du Conseil de sécurité en soulignant que la solution à la situation dans les camps se trouve au Rwanda, en clair, qu'il faut permettre aux réfugiés de rentrer chez eux, au Rwanda, et qu'il faut organiser leur retour.

Actuellement, la situation se dégrade (Tutsis racistes venant du Burundi), et la société est éclatée. La communauté internationale attend des résultats d'un gouvernement qui n'en a pas les moyens.

Il faudrait à la fois leur donner des moyens et mettre en place une sorte de « monitoring ». MSF et OXFAM ont signé un communiqué dénonçant les blocages des fonds européens et de la Banque mondiale pour le Rwanda, et demandant un déblocage de ces fonds avant que le pire n'arrive.

**Le 24 novembre 1994, la réunion inter-sections prévue lors de la rencontre de Kigali se déroule à Amsterdam. MSF France ne réussit pas à convaincre les autres sections, qui ont de leur côté pris la décision de maintenir leurs programmes dans les camps. MSF Hollande se dit même prêt à reprendre les programmes de la section française à Lumasi.<sup>6</sup>**



**Compte rendu de la réunion** du conseil d'administration de MSF France, 25 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Rapport de Brigitte Vasset [MSF France, directrice des opérations] sur la réunion inter-sections du 24 novembre 1994.

Rappel : MSF France a pris la décision de se retirer des camps de réfugiés rwandais lors du dernier CA.

---

6. Les programmes seront finalement transmis à l'organisation étasunienne Christian Outreach.

Une nouvelle réunion des opérations entre les différentes sections MSF a eu lieu six semaines après (hier à Amsterdam) :

- Après Bukavu, nous allons nous retirer de Benaco.

- À cette date, seule MSF France se retire des camps.

Pour MSF Belgique, et surtout MSF Hollande, il n'est pas question de retrait pour l'instant. L'analyse des Hollandais est qu'il n'y a pas, à Goma, de détérioration de la situation et qu'il y a moins de violence dans les camps. Pour eux, il n'y a pas à Benaco de changements significatifs dans un sens ou dans l'autre. Le RP [responsable de programme] des Hollandais s'est dit prêt à aider le HCR pour compenser notre retrait.

Les Espagnols et les Suisses semblent poser réellement la question sur leur départ. Les Espagnols, les Suisses et les Belges sont clairs sur le fait de ne pas reprendre le travail fait par nous dans les camps.

Pratiquement :

- nous quitterons Benaco dans deux à trois semaines, en précisant à nouveau les raisons de notre retrait ;

- nous informerons les autres sections sur notre position ;

- il n'y a pas de veto des autres sections quant à la communication sur notre retrait ;

- la section hollandaise nous a demandé une réunion dans trois semaines pour parler à nouveau de nos divergences.

Ce matin, il y aurait eu un grave incident à Katala : six personnes auraient été tuées et les ONG auraient évacué le camp. Ces informations sont à confirmer.

Lors de la réunion des opérations à Amsterdam, un discours musclé sur ce qui se passe dans les camps a entraîné une tentative de conciliation. Le maximum a été fait pour susciter une cohésion autour de notre position en montrant l'isolement des Hollandais. Malgré le soutien des autres sections, nous restons isolés dans l'action de retrait. Si les autres sections ne se mouillent pas dans un délai raisonnable et si la situation reste identique, il y aura un vrai malaise dans l'international.

Une vision est de dire que les Hollandais sont isolés, une autre est de constater que, sur le terrain, c'est la position des Hollandais qui est suivie.

En dehors d'un débat plus général sur l'internationalisation de MSF, ce que l'on constate, ce sont de vraies différences de fond sur la conception de ce qu'est MSF entre nous et les Hollandais. Nous avons hier expliqué les raisons de notre retrait des camps et n'avons pas reçu d'autre explication en retour sur la décision des Hollandais de rester que : « Les besoins existent, nous sommes là. » Hier, les divergences ont enfin été mises en lumière devant toutes les sections.

Il y a une différence de culture et de conception de l'humanitaire entre MSF France et MSF Hollande. Les Hollandais restent sur la conception très anglo-saxonne du secours individuel à la victime.

Les responsables hollandais sentent que ce n'est pas le moment d'aller à un débat de fond et affirment des choses qu'ils ne pensent pas. On en arrive à des réunions « parlementaires » où ils camouflent leur position pour des raisons tactiques ! La collaboration dans ces conditions pose problème.

Il faudrait comprendre quelle est la structure décisionnaire à MSF Hollande.

Malgré plusieurs tentatives, il a été impossible au CA de MSF France de discuter avec MSF Hollande de cette question, de participer à un CA, à un débat ouvert... Il n'est pas sûr que le débat ait eu lieu en interne chez eux sur le fond.

C'est très grave par rapport à la référence associative.

Attention à ne pas renforcer le réflexe « franchouillard ». Si demain la proposition est faite de se séparer des Hollandais, la section française risque de ne pas être suivie. Si l'on maintient l'analyse que l'on ne peut pas rester dans les camps, l'idéal serait que les autres sections se retirent à leur rythme.



*Quand je suis revenue en Hollande, la première semaine de novembre, nous nous sommes réunis à Amsterdam avec les autres sections – France, Belgique, Suisse, Espagne, Hollande. On a discuté du retrait des camps. Je me souviens de cette réunion parce que tout le monde était en colère, frustré. Personne ne comprenait pourquoi Paris se montrait aussi déterminé à ce qu'on quitte les camps. Je pense qu'on ne s'écoutait pas les uns les autres. Chacun restait sur sa propre position. Après cette réunion, le silence s'est installé entre les sections. On a très peu communiqué ensemble en 1995.*

*Wilna Van Aartsen, MSF Hollande, cellule d'urgence (en anglais).*



*Ça a été une réunion très étonnante. Ce qui m'a le plus choquée, c'est que MSF Hollande offrait de prendre le relais des programmes de MSF France dans le camp de Lumasi, en Tanzanie. Comme l'équipe ne souhaitait pas quitter l'hôpital comme une bande de voleurs, j'avais pris des contacts avec Christian Outreach, une ONG étasunienne qui était prête à nous remplacer dans les camps. Mais MSF Hollande a dit qu'ils voulaient prendre notre place ! Pour provoquer, Jean-Hervé Bradol [MSF France, responsable de programme] a dit : « Pour moi, il n'y a pas de différence entre Christian Outreach et MSF Hollande, c'est la même chose. » Je me suis fermement opposée : « Pas question, vous ne pouvez pas nous remplacer. On est déjà dans une position fragile avec le retrait d'une seule section. Mais si c'est une autre section qui la remplace, notre démarche perd toute sa force. » Au moins, ils n'ont pas repris nos programmes.*

*Fiona Terry, MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994  
(en anglais).*

**Les partisans du maintien, essentiellement présents au sein de la section belge et de la section hollandaise, considèrent que, dans un premier temps, la menace d'un départ peut se révéler suffisante pour dénoncer l'atteinte aux principes humanitaires. L'argument le plus partagé, en particulier par les équipes de terrain, est que l'action médicale, cœur de la mission MSF, interdit d'abandonner des patients qui ont encore besoin de son aide. Pour certains, retirer l'aide, c'est se poser en juge en voulant punir ceux qui la détournent.**



*J'étais surpris par cette décision de quitter les camps, et pas du tout content. Sur le terrain nous l'avons perçue comme une décision étrange prise par les sièges, à un moment où nous étions très occupés à essayer de tout contrôler, et où les indicateurs allaient dans la bonne direction. Nous avons eu l'impression que nous abandonnions les gens. Nous avons le sentiment qu'il était de notre devoir de nous assurer que les taux de mortalité et de morbidité restaient à un niveau acceptable. Et puis, il y a eu ce message inattendu annonçant que nous allions quitter les camps parce qu'ils abritaient les auteurs du génocide. Nous savions qu'ils étaient là, mais il y avait déjà beaucoup de discussions houleuses au sujet de l'attitude à tenir. Et nous n'avons vraiment quitté les camps qu'en août 1995. Quand nous distribuons un kilo de nourriture, nous ne pouvons pas dire : « Ce kilo de nourriture doit être consommé par les "bonnes personnes" et pas par les "mauvaises personnes". » Pour qui nous prenons-nous pour porter de tels jugements ? Nous avons le droit d'avoir des opinions, mais pas celui d'utiliser notre aide pour punir les « mauvaises personnes. » Ce n'est pas le rôle d'une organisation médicale. Au final, c'est au juge de décider qui sera puni. Nous*

*sommes conscients du problème, mais nous n'allons pas nous transformer en cour de justice. Je pense aussi qu'utiliser l'aide de cette façon revient à la politiser. C'est ce que d'autres font et nous y sommes opposés. Nous pouvons avoir notre opinion sur les camps, mais nous ne pouvons pas utiliser la fourniture d'aide pour distinguer une bonne ou une mauvaise personne. Nous pouvons juste dénoncer ce qui est mauvais dans le camp, dire : « Il y a une force militaire dans le camp. » Mais nous ne sommes pas autorisés à prendre une décision du type : « Puisque c'est comme ça, nous allons reprendre la nourriture et désormais vous n'en recevrez plus. » Nous pouvons dénoncer le problème, mais nous ne devons pas utiliser nos secours, que ce soient les soins, la nourriture ou l'eau, pour faire la différence entre les bons et les mauvais.*

*Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur en Tanzanie, 1994-1995 (en anglais).*

**D'autres, au sein de la section belge et au sein du département des affaires humanitaires (HAD) de la section hollandaise, considèrent qu'en quittant les camps, MSF se prive d'informations directes sur ce qui s'y passe, donc de toute possibilité d'argumenter ses dénonciations sur la base d'expériences vécues. Le principe de « résistance humanitaire » ou « résistance de l'intérieur » est préconisé, consistant à rester pour prodiguer l'aide médicale tout en menant des actions concrètes de résistance destinées à améliorer la situation.**



**Lettre** du coordinateur de MSF Belgique à Goma au conseil d'administration de la section belge de MSF, 6 novembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Le retrait est synonyme de silence. C'est plus qu'un abandon, c'est un reniement ! La capacité de subversion de MSF vient de sa présence sur le terrain, ses dénonciations sont alimentées par son quotidien. [...]

Je suis convaincu qu'il y a une marge de manœuvre sur le terrain. Certainement pas pour MSF toute seule. Il faut sortir de notre isolement et ne pas s'y embourber comme MSF France. Alors que MSF France décidait sa politique de la terre brûlée, 14 ONG représentant 60 % de l'aide sur Goma signaient un manifeste menaçant le monde de se retirer [...]. L'ONU s'énerve et les réfugiés prennent peur. Même le monstre s'inquiète et demande une réunion avec le HCR pour qu'on le rassure (à Kibumba). La brèche est ouverte, c'est maintenant qu'il faut imposer le recensement, c'est maintenant qu'il faut se battre pas à pas avec le monstre sur le terrain, imposer notre maison de la Femme, nos enquêtes, peut-être même une force internationale. Et c'est maintenant que MSF France s'en va. Il faut aller au bout de nos ressources opérationnelles. Je suis pour une politique de résistance humanitaire à Goma et non pour une acceptation d'un état de fait.

**Les partisans du retrait, essentiellement représentés au sein de la section française, mais aussi de façon minoritaire dans les autres sections, considèrent que les principes humanitaires ne peuvent pas être écartés au nom de l'action médicale. Ils excluent de continuer à soutenir les responsables du génocide en restant dans les camps. Dénoncer une situation intolérable sans joindre le geste à la parole n'a, selon eux, ni sens ni efficacité.**



*Tout le monde prenait la parole pour dénoncer ce contrôle des auteurs du génocide dans les camps. Beaucoup de gens étaient prêts à le dire, madame Ogata, la responsable du HCR, la première. D'ailleurs la première organisation à l'avoir dit clairement, sous forme de communiqué vers l'extérieur, c'est sans doute le HCR, avec une déclaration importante, antérieure à celle de MSF, qui caractérisait très convenablement le système des camps. Bien sûr, MSF Hollande a produit un excellent rapport décrivant comment les survivants du gouvernement intérimaire, des Interahamwe et une partie de l'appareil militaire, surtout au Zaïre, contrôlaient les camps. Il n'y avait pas de problème de cet ordre avec les autres sections, tout le monde faisait le même diagnostic. Mais on n'était pas d'accord du tout sur la conclusion pratique qu'il fallait en tirer. Leur conclusion, c'était : « On continue quand même. » Il aurait fallu que tout le monde parte en même temps. Ce qui ne s'est pas produit. Les autres sections sont restées un an de plus. Les leaders sont restés dans les camps. Les équipes MSF ont collaboré pendant un an contre leur volonté. Elles ne sont pas restées passives. Elles se sont battues pour réduire les salaires [des employés locaux de MSF], limiter le plus possible les détournements qui profitaient aux auteurs du génocide. Les responsables de la section belge disent : « On a fait de la résistance de l'intérieur. » Nous, nous avons trouvé que, in fine, c'était plutôt de la collaboration. Mais c'est leur point de vue, nous avons le nôtre. Bien sûr, il aurait été plus efficace que toutes les organisations humanitaires quittent les camps. Mais il suffisait de discuter cinq minutes avec les uns et les autres pour comprendre que personne ne partirait. Je suis le premier à dire que nous avons intérêt à être présents. Ensuite, c'est une question de hiérarchie des priorités. Est-ce que rester, ce n'est pas prendre le risque de donner aux auteurs du génocide des moyens matériels, des moyens symboliques de se renforcer ? Est-ce qu'on ne doit pas faire passer ce problème en premier, avant les bénéfices de la présence ? Comment doit-on hiérarchiser les priorités, finalement ? Je ne reproche pas aux sections MSF qui sont restées les arguments qu'elles emploient, mais l'ordre dans lequel elles les classent. Sinon, il n'y a rien de faux à dire qu'il vaut mieux être présent plutôt qu'absent, surtout dans l'action humanitaire.*

*Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, responsable de programme (en français).*

### **La presse internationale se fait l'écho des points de vue différents recueillis par ses reporters sur le terrain auprès des secouristes, dont ceux de MSF.**



« Petit pansement sur plaie béante. Goma, au-dessous du volcan, Kahindo, Kibumba », **Le Soir** (Belgique), 2 décembre 1994 (en français).

#### **Extrait :**

Mais c'est le sentiment d'être témoin, acteur même de la préparation d'un nouveau bain de sang qui semble le plus intolérable. En octobre, l'ancien Premier ministre rwandais Jean Kambanda, en exil lui aussi, a visité le camp de Kibumba. Il y aurait demandé à la foule échauffée si elle préférerait un retour pacifique ou violent au Rwanda. Selon un rapport interne d'une ONG néerlandaise, les réfugiés auraient hurlé leur choix : la guerre ! Ici, l'action humanitaire, ce n'est plus un emplâtre sur une jambe de bois. C'est un pansement sur une brèche, assène un volontaire européen... Avis contesté par d'autres humanitaires. Faisant partie parfois d'une même association. Comme cet infirmier psychiatrique de formation, aujourd'hui responsable d'un centre nutritionnel sur Kibumba. Il ne faut pas prendre position. C'est la seule façon de se faire respecter par les réfugiés. Moi, le jour où je prends position, je quitte ici. Et le jour où mon

organisation décide le retrait, je la quitte illico. Pas le moindre scrupule à alimenter aussi les auteurs du génocide, qui n'hésitent pas, parfois, à avouer qu'ils doivent encore « finir le travail » ? Écoutez, d'un côté, mon job, c'est traiter les enfants mal nourris. Qui n'ont joué aucun rôle dans le génocide. D'un autre côté, si on se pose vraiment des questions d'éthique, il ne faut plus aider personne ici. Pas même les gosses. Parce qu'avec les massacres auxquels ils ont assisté là-bas, avec la haine qu'on va sûrement leur enseigner plus violemment encore ici, ils n'auront qu'un seul objectif dans leur vie, retourner au Rwanda pour y massacrer. Si on raisonne comme ça, on se dit qu'on soigne de futurs tueurs, et on n'en sort plus.

### **Le 25 novembre 1994, MSF international et OXFAM demandent aux États européens de libérer l'aide au Rwanda, bloquée à l'initiative de la France.**



« Les agences de secours reprochent à la France de bloquer l'aide de l'Union européenne pour la reconstruction du Rwanda », **communiqué de presse** de MSF Royaume-Uni et de MSF International, 25 novembre 1994 (en français).

#### **Extrait :**

Les organisations de secours OXFAM et Médecins Sans Frontières ont demandé aux ministres du Développement de l'Union européenne, réunis à Bruxelles le vendredi 25 novembre, de fournir immédiatement au Rwanda l'aide nécessaire pour reconstruire son économie en ruine et ses infrastructures sociales. [...] « Nous sauvons les vies de milliers de réfugiés dans les camps des pays voisins, mais ce travail se fera en vain si le Rwanda ne peut reconstruire son pays en ruine. Sans une aide à la reconstruction adaptée, notre travail consistera seulement à prolonger l'agonie des réfugiés, les condamnant à une vie de misère dans les camps alors que le monde détourne son regard de leurs souffrances », a déclaré Alain Destexhe, secrétaire général du bureau international de MSF à Bruxelles.

### **Fin novembre 1994, MSF France mène une campagne d'information auprès de la presse et de ses donateurs pour expliquer son retrait des camps du Zaïre.**



« Stratégie Massoud, ou comment partir en faisant du bruit avec des idées », **mémo** du directeur de la communication de MSF France, 29 novembre 1994 (en français).

#### **Extrait :**

##### Contexte

MSF quitte l'ensemble des camps du Rwanda (frontières Zaïre, Tanzanie) pour des questions de principes, d'éthique, de morale (!). L'action humanitaire ne peut être complice d'un second génocide, après avoir engraisé les leaders, participé de facto à l'impunité des auteurs du génocide. Partir pour faire pression sur la communauté internationale (ONU, HCR, gouvernements, en particulier français, Europe), pour témoigner.

### Communication et contexte

L'idée que les camps sont tenus par les leaders est maintenant bien passée dans la presse et ailleurs. Mais il existe des contraintes. Nous sommes dans un contexte « à froid » – grande différence avec le Rwanda de Goma – et dans une confusion entretenue par certains politiques (Mitterrand parle de deux génocides!). À cela, il faut ajouter un sentiment récurrent de « barbarie noire » – certains massacres commis par le FPR (!) contribuent à entretenir ce sentiment. Tout ceci fait que le message de MSF est plus délicat à faire admettre.

Second obstacle, les victimes – vous laisserez des gens qui ont besoin d'aide sanitaire malgré tout!

Dernier obstacle, donner l'impression d'être déséquilibré dans notre jugement et d'être aveugle sur ce qui se passe à l'intérieur du Rwanda.

Tout cela nécessite :

- de faire des choix en communication, parce qu'il est difficile de vouloir tout dire en même temps;
- d'être très clair sur notre départ, y compris par rapport aux différends internes à MSF;
- de demander des choses précises : recensement, expulsion des leaders, sécurité des réfugiés, aide au Rwanda pour garantir le rapatriement, avec des observateurs, tribunal international...

### Message

MSF quitte l'ensemble des camps du Zaïre et de Tanzanie pour des questions de principe. Les besoins sanitaires ne sont plus les mêmes, etc.

Plan de communication du 1<sup>er</sup> décembre au 25 janvier (Journée « Populations en danger »)

Les actions de communication doivent alterner les questions de fond (débat d'idées), l'information factuelle (départ de Benaco, rapport), les actions médiatiques (à définir) et l'action de lobbying. [...]

Il est nécessaire de porter nos actions dans l'Hexagone et à l'extérieur (Nairobi, New York, Bruxelles, Tokyo, Sydney et Londres...)

### En France

Notre message est en partie passé lors du départ de Bukavu et de diverses interventions (Rony, Alain, Dominique...). Difficulté de passer à la vitesse supérieure sauf évènements importants dans les camps ou au Rwanda.

### Sur le plan lobbying et presse :

- Aller chercher des soutiens extérieurs sur la question, afin de montrer que MSF n'est pas isolée. Du reste, pourquoi ne pas contacter d'autres ONG françaises pour les sensibiliser (voire les convaincre) à notre démarche ?
- Recontacter les politiques. À définir. Mais il est nécessaire de les voir, non plus pour les informer, mais pour exiger quelque chose.



« Les camps de la haine », par Philippe Biberson, président du conseil d'administration de MSF France, **Messages**, journal interne MSF France, novembre 1994 (en français).

### **Extrait :**

Rwanda Il faut quitter les camps de réfugiés rwandais, ils perpétuent l'aliénation et l'embrigadement des populations qu'ils abritent.

L'aide apportée aux camps de réfugiés rwandais contribue en effet à livrer les réfugiés pieds et poings liés aux leaders, déterminés à poursuivre une lutte jusqu'au-boutiste par le meurtre et la spoliation de civils.

Ces camps ne sont d'aucun répit pour des dizaines de milliers de familles qui y vivent, leur seule protection est assurée par leur totale soumission à une administration tout entière dédiée au quadrillage et à la manipulation.

L'organisation de l'assistance humanitaire dans ces camps déroge aujourd'hui aux objectifs de protection et de recherche de solutions durables qui incombent à la communauté internationale vis-à-vis des réfugiés. [...]

Le dilemme n'est pas tant de rester ou de partir que de partir utilement, en limitant l'effet « prise d'otage » sur les réfugiés et en optimisant les chances d'être entendu. Dans ce but, nous entreprenons un large travail de consultation auprès des autres ONG, auprès des représentants des organisations internationales, de leurs bailleurs de fonds ainsi qu'auprès des États. Ce départ n'est pas une fin en soi, c'est une attitude de dernière extrémité qui vise autant à préserver nos principes d'action qu'à déclencher un sursaut. Il est, en effet, toujours possible de travailler à la transformation des conditions de l'aide dans les camps ; MSF soutient les initiatives du HCR dans ce sens. Nous n'avons pas pour autant à nous porter caution d'une lucidité et d'une intégrité authentiques auxquelles manqueraient les moyens de se réaliser.

Il n'est pas question de se faire de la publicité ni de vouloir donner des leçons à qui que ce soit. Mais de dire que le dispositif d'aide humanitaire entretient des camps de ségrégation où se pratique l'épuration et l'embrigadement, où s'aggrave la dépendance de toute une société, où se cultivent la peur et la haine de l'autre.



« Pourquoi nous quittons les camps de réfugiés rwandais », **documents** destinés aux donateurs de MSF France, décembre 1994 (en français).

#### **Extrait :**

Parce que l'aide humanitaire contribue à remettre sur pied les auteurs du génocide, parce que la dignité et la protection des réfugiés ne sont pas garanties, il fallait quitter les camps du Zaïre et de Tanzanie.

#### Quelle responsabilité pour les ONG ?

Les organisations non gouvernementales, comme MSF, n'ont pas de mandat international. Elles n'ont d'autre obligation que de respecter ce pour quoi elles se sont constituées, une certaine idée de l'homme qui n'est certainement pas celle qui prévaut dans les camps de réfugiés rwandais. Face à une situation où des femmes et des hommes sont manipulés par un pouvoir coupable de génocide – le pire des crimes contre l'homme – la responsabilité d'une organisation humanitaire consiste d'abord à refuser de cautionner ce pouvoir, de quelque manière que ce soit. Au moins, ne pas participer au mal ! [...]

#### Éviter la politique du pire

Il faut bien sûr ne pas s'arrêter là, mais continuer à dénoncer l'incurie de la communauté internationale et appeler à des changements radicaux dans la gestion de ces camps de réfugiés.

Nous ne pouvons accepter que chaque jour, des femmes et des hommes soient assassinés devant nos yeux sans que nous puissions les protéger et que notre assistance soit détournée pour servir la politique du pire.[...]

#### La réponse humanitaire

Depuis bientôt dix mois, le génocide, puis l'exode massif de populations ont été traités sur le seul mode humanitaire. Des équipes de secours ont été envoyées, mais les massacres n'ont pas été arrêtés à temps et rien n'est fait pour que maintenant justice soit rendue.

Dans les camps, c'est la seule réponse humanitaire qui prévale encore, laissant de côté l'exigence de justice. Dans ce contexte, l'action humanitaire est détournée de son sens. Soigner les bourreaux alors qu'aucun mécanisme juridique et politique ne fonctionne revient à entretenir le système contre lequel on se bat.

Ce que demande MSF

Médecins Sans Frontières demande à la communauté internationale de garantir la sécurité et la dignité des réfugiés rwandais, en brisant l'organisation des camps, en isolant les leaders qui incitent à la violence et perturbent la distribution de l'aide aux réfugiés, en désarmant milices et militaires, en recensant la population afin d'éviter les détournements, en favorisant le déploiement d'une force de police internationale dans les camps, en mettant tout en œuvre pour arrêter et juger les auteurs du génocide, lutter contre l'insécurité au Rwanda et créer les conditions favorables au retour des réfugiés.



« Rwanda, l'aide dévoyée », Dominique Martin, Médecins Sans Frontières [MSF France], **Le Figaro** (France), 2 décembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Le déferlement des réfugiés rwandais vers le Zaïre à la mi-juillet a engendré l'une des urgences les plus dramatiques de ces dernières années et provoqué une réaction internationale de grande ampleur.

Cinq mois plus tard, Médecins Sans Frontières (MSF) France, dénonçant l'emprise des responsables du génocide sur les réfugiés, décide de quitter les camps de réfugiés. Ce choix, pour l'instant isolé, pose la question des finalités de l'action humanitaire. Peut-on renoncer à aider une population en détresse au nom de principes moraux? [...]

C'est pour que la catastrophe humaine de l'été dernier ne devienne pas une « catastrophe humanitaire », c'est-à-dire un piège pour les organisations non gouvernementales, qu'il nous faut refuser l'inacceptable. Face au dilemme entre engagement de porter assistance aux populations démunies et respect de principes qui nous poussent au départ, le choix est douloureux. Partir, c'est cependant éviter le pire.

Le 30 novembre 1994, le Conseil de sécurité des Nations unies reporte *sine die* la proposition faite par Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, de créer une force internationale spéciale chargée de rétablir la sécurité dans les camps.



« Camps de réfugiés : l'ONU reporte à l'année prochaine un éventuel déploiement des Casques bleus », **AFP** (France), 1<sup>er</sup> décembre 1994 (en français). [édité]

**Extrait :**

Le Conseil a demandé mercredi à M. Boutros Boutros-Ghali de consulter d'abord « les pays qui pourraient fournir des contingents » pour leur demander s'ils seraient prêts à participer à l'opération qu'il recommande de déployer.

M. Boutros Boutros-Ghali devra présenter « dès que possible » – pas avant janvier prochain, selon les diplomates – un nouveau rapport avec une « description détaillée des objectifs, des règles d'engagement et du coût d'une telle opération ».

Dans l'intervalle, le Conseil de sécurité a suggéré une première intervention « qui aurait pour objet d'apporter une assistance immédiate aux forces de sécurité zairoises pour protéger les opérations humanitaires dans les camps ».

Il a également évoqué la possibilité de déployer des « spécialistes de la sécurité, détachés par les gouvernements des États membres [de l'ONU] ou recrutés par contrats, pour instruire et superviser les forces de sécurité locales ».

Le Conseil a souligné qu'« après les événements qui ont secoué le Rwanda cette année, le nouveau gouvernement de Kigali a besoin d'une aide financière immédiate et considérable », en particulier pour rétablir la sécurité à l'intérieur du pays, assurer le maintien de l'ordre et permettre le redressement économique du pays.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité a adopté mercredi une résolution pour proroger de six mois, jusqu'au 9 juin 1995, le mandat de la Mission des Nations unies au Rwanda (MINUAR), qui comprend quelque 5 500 Casques bleus.

Le Conseil a indiqué que la MINUAR devra « contribuer à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger, grâce notamment à la création et au maintien, là où cela est possible, de zones protégées à des fins humanitaires. »

La MINUAR doit également assurer la sécurité et l'appui de la distribution des secours et des opérations d'assistance humanitaire, contribuer à assurer la sécurité du personnel du Tribunal international pour le Rwanda, et aider à la mise en place et à l'instruction d'une nouvelle force de police intégrée.

Le 7 décembre 1994, le conseil d'administration de MSF Belgique confirme que la stratégie adoptée par la section consiste à continuer à travailler dans les camps, à surveiller la situation et à faire pression pour que celle-ci soit assainie.



**Compte rendu** de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 7 décembre 1994 (en français).

#### **Extrait :**

Visite du CA aux camps de Goma et position de MSF Belgique

W. Van Damme

Le rapport et les conclusions de cette mission sont joints en annexe.

Eric Goemaere souligne que la situation politique des camps ne s'améliore pas et que la question du retrait reste d'actualité,

W. Van Damme estime que la situation reste gérable en comparaison avec des situations telles que celles du Liberia et de la Somalie.

Le contexte rwandais est peu comparable avec ces situations.

La réunion d'Amsterdam du 24 novembre 1994 mettait en évidence le dilemme suivant :

- si on reste, cela se vivra de toute façon dans un climat tendu ;
- si on quitte, cela posera un grand risque pour les gens dans les camps ;
- actuellement, la stratégie est de rester sur place et de faire pression pour que la situation des camps soit assainie : liberté et sécurité des réfugiés, conditions de travail éthiquement et techniquement acceptables pour les ONG.

Peut-être faut-il inverser la logique, partir et se déclarer prêts à revenir dès que ces conditions sont remplies ? L'exécutif demande au CA de prendre position.

#### Conclusion

Il n'y a pas lieu ici de prendre position.

Le CA cautionne le déroulement des opérations jusqu'à ce jour et la façon dont elles sont gérées. Il insiste pour que le débat rester-partir reste vivant, pour que le monitoring de la situation dans les camps soit très serré, et que tout dérapage constaté continue à faire l'objet de mesures fermes (comme pour le cas des détournements à KO [Kahindo]).

**Le 16 décembre 1994, un nouveau débat sur les camps de réfugiés rwandais se déroule au conseil d'administration de MSF France, en présence du directeur général de MSF Belgique et du directeur général de MSF Hollande.**



**Compte rendu** de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 16 décembre 1994 (en français).

**Extrait :**

Débat avec MSF Belgique et MSF Hollande sur leurs positions dans les camps de réfugiés rwandais : Eric Goemaere (MSF Belgique) et Jacques de Milliano (MSF Hollande).

Intervention d'Eric Goemaere

Lorsqu'il a été constaté et dénoncé que les responsables des camps étaient aussi ceux du génocide, les ONG, certaines agences et la communauté internationale ont bougé.

Depuis, on n'a pas beaucoup avancé et MSF Belgique essaye d'être dans une position dynamique. On garde la perspective qu'il faudra quitter les camps, mais le faire aujourd'hui serait une entorse à nos principes. Il existe une volonté de comprimer l'assistance. Nous avons diminué les personnels, les salaires et les structures médicales dans les camps et nous ne « repasserons pas le bébé » à d'autres.

On essaye d'entraîner des réfugiés vers la solution du retour (sans s'engager sur la sécurité) en favorisant les couloirs de sécurité et les camps de transit à l'intérieur du Rwanda (sous protection de la communauté internationale, en attendant de trouver une solution).

Il existe des problèmes fonciers énormes, car la diaspora tutsie est revenue et a occupé des terres.

Nous faisons le même diagnostic que MSF France, mais tentons de trouver une série d'alternatives pour modifier le rapport de force (extraire les gens pris en otage dans les camps) et nous vous demandons de nous impliquer là-dedans.

Serge (Stefanaggi, MSF France, membre du conseil d'administration) a dit que nous avons la même conception de l'humanitaire que le CICR. Ayons donc un débat sur l'identité. Il peut y avoir des stratégies différentes (dont une meilleure ?), mais peut-être pas contradictoires.

Intervention de Jacques de Milliano

Doit-on se retirer ou bien garder la capacité de témoigner et pousser la communauté internationale à quitter les camps ? Qui a raison ?

Personne ne sait en fait ce que MSF Hollande a fait aux Pays-Bas. Nous avons témoigné et mis des choses en marche. Je vais faire traduire des interviews pour que vous puissiez les lire.

En ce qui concerne la question des militaires hollandais à Goma, MSF International constatait que les ONG n'avaient pas assez de moyens pour faire face à l'afflux des gens qui passaient la frontière.

1. On s'est mis d'accord avec MSF International pour demander aux militaires de venir.
2. On a fait pression sur les gouvernants pour avoir de l'influence.
3. J'ai fait ce lobbying au niveau du gouvernement hollandais, et des militaires hollandais sont partis au Rwanda.
4. Puis on a fait une connerie en intégrant quelques militaires médicaux que l'on n'avait pas demandés, et en les autorisant à passer dans notre structure sans

uniforme. C'est nous qui les avons « démilitarisés », mais cela n'a pas fonctionné, car les cultures sont trop différentes.

Ne caricaturons pas les choses. Il faut sans doute plus dans nos structures, mais pas à travers MSF International. Quelque chose ne fonctionne pas dans l'international et certaines sections ont des positions plus « militantes » que d'autres.

Nous ne sommes pas naïfs, nous témoignons, et il n'est pas exclu que nous puissions nous retirer des camps.

### Discussion

- Le problème ne concerne pas les gens de MSF. Les personnes qui sont dans les camps sont gérées par leurs propres bourreaux, c'est une question de dignité humaine (Marcel).

- Est-ce que MSF Belgique se donne une limite pour partir ? Et n'est-ce pas le départ de MSF France qui a radicalisé la position des associations restantes ? Réponse : non, le départ de MSF France n'a eu aucun effet, sinon marginal. C'est le diagnostic qui a fait bouger les choses.

- Philippe [Biberson, président du conseil d'administration de MSF France] est d'accord sur le fait que partir n'est sans aucun doute pas la seule option, mais il se pose la question de l'identité de MSF. Dans ces camps, certaines organisations étaient dans l'incapacité de partir. MSF était sans doute la seule qui pouvait prendre cette option de façon profitable. On peut regretter de ne pas avoir trouvé cette identité commune, car un départ commun aurait eu beaucoup plus d'effet.

- Brigitte [Vasset, MSF France, directrice des opérations] constate les différences de point de vue et souligne le fait qu'il y a beaucoup de missions où l'on n'arrive pas à se mettre d'accord. Si l'on doit débattre de l'identité de MSF, alors il faut le faire du haut en bas de la chaîne. Quand des responsables de programme disent « je fais de l'opérationnel et pas de la politique », il faut l'intégrer dans les débats.

- On ne peut se cacher le fait que cela ne va pas. Il y a une crise de confiance par rapport à MSF Hollande. On n'a pas l'impression de jouer dans la même équipe et les inquiétudes sont importantes, Renaud [Tockert, MSF Belgique].

- Jean-François [Alessandrini, MSF France, directeur de la communication] pense que Jacques de Milliano, avec son discours séduisant, essaye de trouver un consensus. Mais il n'a pas le sentiment de faire la même chose que les MSF qui font de la communication en Hollande. Ce n'est pas pour dire que les Français sont les meilleurs, mais il n'y a aucune base de discussion commune. Pour en revenir au Rwanda, dans l'hypothèse où les leaders qui contrôlent les camps attaquent demain le Rwanda, que ferait-on ? Que dirait-on ? Quelle responsabilité énorme aurions-nous ? Ce n'est pas une petite divergence, cela touche à une éthique humanitaire, et c'est une rupture profonde.

- Jean-Luc [Nahel, MSF France, membre du conseil d'administration] préférerait une présence plus régulière de MSF Hollande dans les débats du CA. Une fracture s'est ouverte depuis deux ans entre MSF France et MSF Hollande, et il est possible que l'on soit amené à se séparer. Il y a peut-être une divergence de fond dans notre nature, notre fonctionnement mental... Est-ce qu'un débat comme celui que nous avons ici ce soir pourrait avoir lieu à MSF Hollande ? C'est la structure associative qui est questionnée. Réponse : Une fondation en Hollande est différente d'une fondation en France.

- Pour Eric [Goemaere, MSF Belgique, directeur général], on a toujours été différents et c'est bien, mais il semble qu'il y ait un gouffre entre nous aujourd'hui, qui arrive à des contradictions opérationnelles. Nous avons organisé cette dérive en ne donnant pas au bureau international un statut qui lui permette de gérer

cela. Chaque réunion était polie et chacun rentrait en faisant les comptes rendus qu'il voulait... On assiste à un syndrome d'effondrement de l'empire soviétique. On s'écoute encore moins qu'avant, on ne se respecte plus[ et de moins en moins. Il est indispensable de trouver un droit d'arbitrage, sans vision passéiste et nostalgique. Soit on arrive à gérer le futur, soit la structure éclate. Nous sommes conscients en Belgique de la profondeur de la crise à laquelle on ne peut répondre par des demi-mesures.

La proposition est faite de faire un CA de MSF France et MSF Hollande où l'on pourra débattre de tout cela.

**Le 20 décembre 1994, une conférence de presse est donnée à Nairobi pour annoncer le départ de MSF France des camps de Tanzanie, à quelques jours de Noël, devant des journalistes lassés de ces « réfugiés génocidaires », et qui considèrent avoir déjà traité le sujet un mois plus tôt, lors du retrait des camps du Zaïre. Un communiqué de presse est diffusé, en particulier par le bureau de New York. Un argumentaire rédigé par la coordinatrice de MSF France en Tanzanie est distribué aux sections et leur permet d'approfondir leur explication auprès des journalistes, sur le dilemme qui se pose à MSF.**



« MSF retire ses équipes des camps de réfugiés en Tanzanie », **Communiqué de presse** MSF États-Unis, 20 décembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Depuis le mois de mai de cette année et la fuite des réfugiés rwandais vers la Tanzanie, Médecins Sans Frontières-Doctors Without Borders (MSF) mène des programmes de santé primaire auprès de 75 % des 400 000 réfugiés rwandais des camps de Tanzanie.

Ce weekend, Médecins Sans Frontières France a retiré ses équipes et a cessé toutes les opérations dans les camps de réfugiés rwandais de Tanzanie, afin de protester contre les atteintes à l'assistance humanitaire dans les camps.

« Il est inacceptable que la communauté internationale autorise l'aide humanitaire à renforcer et légitimer avec une telle force le pouvoir des leaders d'un régime qui a organisé et perpétré un génocide », a déclaré Fiona Terry, coordinatrice de terrain de Médecins Sans frontières.

Les leaders des camps de Tanzanie sont les médiateurs officiels et rémunérés entre les agences de secours et les réfugiés. Les leaders choisissent même les candidats pour la force de police des réfugiés ou « gardiens », institutionnalisant ainsi leur pouvoir.

L'entraînement militaire des réfugiés est mené ouvertement près des camps et les leaders rwandais dans les camps parlent ouvertement de reprendre le Rwanda par la force.

Dans les camps, les réfugiés ne sont pas libres de faire ou non le choix de repartir. Les meurtres et les intimidations y sont quotidiens.

MSF France a cessé toutes les opérations dans le camp de Lumasi (population 10 000), et s'est retirée le mois dernier, également en signe de protestation des camps de réfugiés de Bukavu au Zaïre. MSF Hollande, Espagne et Suisse continuent à gérer leurs programmes de santé primaire dans les autres camps de Tanzanie et de Goma, mais ont été cosignataires le 25 novembre d'une déclaration menaçant de quitter les camps si la communauté internationale ne s'occupait pas de ce problème.

Les atteintes à l'aide humanitaire sont intolérables pour toutes les équipes MSF sur le terrain. D'autres équipes seront forcées de se retirer si la communauté internationale ne prend pas en compte les menaces contre la sécurité des réfugiés et les détournements de l'aide humanitaire dans les camps.



**Argumentaire** « Le retrait de MSF France des camps de réfugiés rwandais de Tanzanie », annexe au communiqué de presse de MSF États-Unis, 20 décembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

MSF France a été l'une des premières agences à réagir à la crise des réfugiés rwandais en mai lorsque des milliers de réfugiés ont fui du Rwanda vers la Tanzanie. Le plus grand camp de réfugiés du monde a été créé à Benaco et les agences internationales ont afflué sur le terrain pour prévenir la catastrophe. Cette catastrophe-là a été évitée, mais à sa place, une crise plus fondamentale a été créée qui met en cause les notions clés sur lesquelles l'aide humanitaire est basée. Sept mois plus tard, MSF France a décidé de se retirer des camps de Tanzanie, après avoir déjà quitté ceux du Zaïre.

Dilemme moral

Est-il acceptable pour la communauté internationale de non seulement ignorer la réalité existant dans les camps, mais aussi de contribuer directement à la coercition et à la manipulation à l'encontre de la population en donnant de la légitimité et des moyens à des leaders accusés d'avoir perpétré un génocide? Est-il acceptable de continuer à soutenir un « sanctuaire » à partir duquel une force militaire peut lancer une attaque contre le Rwanda, et peut-être achever le génocide qu'elles ont commencé en avril?

De nombreuses organisations reconnaissent le dilemme auquel elles ont à faire face, mais au nom de l'innocence des vulnérables, sont résignées à l'accepter. Ceci est compréhensible. MSF se retrouve souvent à travailler dans des circonstances où il se révèle nécessaire de négocier avec les « méchants » afin d'avoir accès aux innocents et aux vulnérables. Mais cette situation est plus extrême que les autres. Les ONG n'ont pas de mandat pour travailler dans toutes les situations où existent des besoins humanitaires, elles choisissent chacune des situations auxquelles elles réagissent et celles qu'elles décident d'ignorer. Les ONG n'ont pas d'autre obligation que de respecter les principes de la charte sur laquelle elles sont fondées ; les concepts de dignité humaine et de libertés fondamentales sont clairement bafoués dans les camps de réfugiés rwandais. La différence entre la plupart des situations et celle à laquelle nous faisons actuellement face, c'est le génocide, le pire de tous les crimes contre l'humanité. De plus, c'est l'aide elle-même qui permet à cette structure d'exister. Rester silencieux sur ce sujet, c'est se faire complice du système de manipulation et de contrôle.

MSF a soulevé cette question en mai et en juin et encore plus fortement en octobre. L'absence d'une réponse internationale significative à cette crise et d'amélioration dans la protection des réfugiés dans les camps a rendu la situation inacceptable pour MSF France, et l'organisation va se retirer complètement de Tanzanie à la mi-décembre.

1. MSF continuera à faire pression pour une amélioration de la situation et répète que la communauté internationale a l'obligation de prendre les initiatives suivantes : dans la foulée des engagements pris pour l'établissement d'un tribunal international, des mesures concrètes pour mettre en application cette décision doivent être prises le plus rapidement possible.

2. Une force de police internationale doit être déployée dans les camps du Zaïre et de Tanzanie pour augmenter la protection individuelle des réfugiés, enlever

l'application de la loi des mains des leaders réfugiés et rendre possibles les enquêtes et les arrestations dans les camps des suspects de génocide.

3. Le HCR doit recevoir plus de soutien en personnel et autorité afin de remplir son mandat de protection et éviter d'avoir à coopérer avec les leaders pour assurer le calme dans les camps.

4. À la suite de rapports faisant état de la présence dans les camps d'extrémistes hutus et de citoyens rwandais cherchant asile dans les pays européens, nous exigeons fermement que l'asile leur soit refusé et que ces personnes soient expulsées d'Europe.

Le retrait de MSF France des camps de réfugiés rwandais de Tanzanie et du Zaïre a été une décision extrêmement difficile à prendre. Il pose la question suivante : Pouvons-nous cesser d'aider une population dans le besoin au nom de principes moraux ? Si nous ne nous posons pas continuellement les questions fondamentales sur le rôle, l'utilisation et les objectifs de l'aide humanitaire chaque fois que nous entreprenons une action, comment pouvons-nous prétendre représenter et respecter les principes fondamentaux sur lesquels les actions humanitaires fondatrices étaient basées ? Il n'est pas toujours possible d'accomplir ce qui est juste, mais au moins ne devons-nous pas participer à ce qui est de façon évidente injuste.



« Après le Zaïre, MSF France quitte les camps de réfugiés rwandais en Tanzanie », **AFP** (France), 20 décembre 1994 (en français).

#### Extrait :

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières France (MSF France) a cessé ses opérations dans les camps de réfugiés rwandais en Tanzanie, pour protester contre l'utilisation abusive de l'aide humanitaire par les responsables du génocide, a annoncé MSF mardi à Nairobi.

Pour les mêmes raisons, MSF France avait déjà quitté les camps de réfugiés rwandais au Zaïre. L'association réclamait alors le déploiement d'une force de police internationale dans les camps. Elle a renouvelé mardi cette requête, prenant son retrait de Tanzanie comme une nouvelle forme de « pression » sur la communauté internationale.

« Est-il acceptable de continuer à procurer assistance à un "sanctuaire" d'où une force militaire peut lancer une attaque au Rwanda et peut-être finir le génocide commencé en avril ? », s'est interrogée au cours d'une conférence de presse Fiona Terry, coordinatrice de MSF-France en Tanzanie.

Selon elle, les camps sont organisés suivant les structures administratives qui prévalaient au Rwanda avant les massacres, et sont dirigés par ceux-là mêmes qui ont planifié et exécuté le génocide des Tutsis (ethnie minoritaire) et des Hutus « modérés ».

Certains « leaders » sont recrutés par les organisations non gouvernementales (ONG), d'autres sont payés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a-t-elle dit.



*La conférence de presse aurait dû être mieux organisée. Il n'y avait que Samantha Bolton (la chargée de communication pour l'Afrique de l'Est) et moi-même. On aurait dû être plus nombreux. On aurait dû tout centraliser. Il y avait un document rédigé par Paris et la presse française a été beaucoup mieux informée. Mais sur le terrain, on était un peu réticents à aller trop loin dans la dénonciation du contrôle des camps par les génocidaires, parce qu'on craignait de mettre les équipes en danger. Donc ça limitait considérablement nos possibilités de crier cela sur tous les toits... Noël est une très mauvaise période pour*

*quoi que ce soit de ce genre. Mais je pense que cela ne devait avoir aucune influence sur notre décision de nous retirer. Aucune !*

*Fiona Terry, MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994  
(en anglais).*

**Le message sur la situation dans les camps est affaibli par la diffusion d'une information anecdotique sur la mauvaise utilisation de dons de beurre de cacahuète.**



*On a fait la conférence de presse à Nairobi. Philippe Biberson était censé venir, mais il n'a pas pu et on m'a demandé de la faire. Donc je l'ai faite avec Samantha Bolton, la chargée de communication du mouvement MSF pour l'Afrique de l'Est. Quand j'avais écrit mes papiers et planifié ma tournée de lobbying auprès des différentes ambassades à Daar-es-Salam, j'avais demandé à Samantha de m'accompagner. Elle était donc avec moi et lorsqu'on parlait du contexte avec les ambassadeurs, qui connaissaient très bien la Tanzanie, on allait bien au-delà des raisons pour lesquelles MSF France quittait les camps, on parlait aussi des camps en général. Un des problèmes qu'on avait rencontrés dans les camps était celui des dons de toutes sortes, de nourriture et beaucoup d'argent, qui arrivaient des quatre coins du monde. Le niveau de soins dans les camps était beaucoup plus élevé que celui des populations tanzaniennes qui vivaient autour. On discutait de cet aspect-là. Et le sujet le plus drôle était ces énormes dons de beurre de cacahuète venus d'Argentine et de chili con carne venus du Mexique. On ne savait pas quoi faire de ce beurre de cacahuète, donc on l'avait mélangé avec l'Unimix dans les centres de nutrition et on utilisait le chili mélangé aux haricots dans les repas des mères. Mais l'effet pervers, c'est que certaines mères semblaient maintenir leurs enfants mal nourris afin qu'ils puissent rester dans le centre de nutrition et qu'elles puissent continuer à recevoir ces repas, bien meilleurs que leurs rations habituelles. C'était un effet pervers de ces dons sophistiqués. Donc on a quitté la Tanzanie et on a organisé cette conférence de presse. Samantha avait du mal à mobiliser les journalistes parce que 1) c'était bientôt Noël, 2) ils en avaient marre de toute cette histoire du génocide. Ils étaient très cyniques. À ce moment-là ils étaient aussi contre les ONG. Donc Samantha décide de leur raconter l'histoire du beurre de cacahuète et du chili con carne, pour essayer de les attirer avec ce genre d'histoire. Je ne pouvais pas me douter qu'elle faisait cela. C'était ma première conférence de presse. Il y avait pas mal de journalistes. Et j'ai commencé. J'ai expliqué pourquoi on quittait les camps et je n'ai pas parlé d'autre chose. Et alors, les journalistes ont commencé à poser des questions. L'une de ces questions concernait le beurre de cacahuète et le chili con carne. Et comme j'étais très inexpérimentée dans ce genre d'exercice, j'ai répondu à la question en parlant de la grande quantité d'aide, etc. L'histoire, reprise par toute la presse le lendemain partout, même dans le Bangkok Times, c'était que MSF quittait les camps parce qu'il y avait du beurre de cacahuète dans l'Unimix et du chili con carne dans les haricots. Notre message avait été complètement avalé, et j'étais effondrée. Très peu d'informations de cette conférence ont été publiées dans la presse au sujet du départ des camps et du dilemme que cela nous posait... C'était l'histoire du beurre de cacahuète qui ressortait. Les journalistes en avaient marre de cette histoire. C'était l'histoire du beurre de cacahuète ou rien du tout. Mais il aurait mieux valu ne rien avoir du tout, plutôt que cette histoire.*

*Fiona Terry, MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994  
(en anglais).*

**Au cours d'un débat avec la coordinatrice de MSF France en Tanzanie sur les ondes de la BBC, le porte-parole du HCR accuse les équipes MSF de quitter les camps pour passer les fêtes de Noël à la maison. La directrice générale de MSF Royaume-Uni lui réplique dans le quotidien britannique *The Guardian* que sa déclaration reflète l'incapacité des responsables des Nations unies à faire face aux problèmes politiques et moraux posés par la situation dans les camps.**



« Dilemmes moraux de l'aide au Rwanda », interview de Anne-Marie Huby, MSF Royaume-Uni, directrice générale, *The Guardian* (Royaume-Uni) 24 décembre 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Les commentaires de Chris Bowers, porte-parole du Haut-Commissariat aux Nations unies au Rwanda au sujet du retrait de Médecins Sans Frontières des camps de réfugiés de Tanzanie (« Déclaration de M. Scott des Nations unies sur le retrait d'une agence de secours, *The Guardian*, 22 décembre ») reflètent l'incapacité de certains officiels des Nations unies à faire face aux problèmes politiques et moraux que rencontrent les agences de secours sur le terrain.

MSF a décidé de se retirer partiellement des camps de réfugiés rwandais, d'abord à Goma au mois de novembre, puis aujourd'hui à Benaco en Tanzanie, pour protester contre les détournements massifs d'aide opérés par l'ancien gouvernement rwandais. Sous les yeux des travailleurs humanitaires, l'aide est prélevée en masse par les milices et l'ancienne armée rwandaise afin de soutenir ses efforts militaires. L'aide leur est véritablement servie sur un plateau d'argent, car lorsque l'urgence s'est déclarée, les organisations internationales n'ont pas eu d'autre choix que d'embaucher les anciens tueurs pour organiser la distribution de l'aide. On a déjà connu ce type de situation dans le passé, dans les camps de réfugiés cambodgiens dans les années 1970, lorsque l'aide servait à rehausser le prestige des Khmers rouges et leur pouvoir sur les réfugiés, et leur permettait de reconstruire leur puissance militaire. La décision de MSF est également d'ordre technique : le flot d'aide qui déferle sur les camps de réfugiés rwandais est devenu excessif. Le chili con carne a fait son apparition dans les programmes nutritionnels et du beurre d'arachide a été ajouté aux rations pour les enfants afin qu'elles aient meilleur goût. Toutes ces mesures ne sont pas faites pour inciter les réfugiés au retour. Au lieu d'accuser les volontaires de MSF de vouloir rentrer à la maison pour Noël, MS. Bowers aurait été bien inspiré de se demander pourquoi des quantités massives d'aide occidentale continuent à être déversées sur les camps de réfugiés alors que l'aide à la reconstruction et l'appui à la protection des droits de l'homme restent très lents à se mettre en place au Rwanda même. En privé, tous les responsables de l'aide déplorent la réponse « exclusivement humanitaire » de l'Occident, qui implique que les ressources internationales sont dépensées pour l'entretien des réfugiés alors que rien n'est fait pour empêcher un génocide ou faire juger ses auteurs. Il est temps que nous mettions en commun toutes nos forces pour exiger que l'équilibre soit rétabli.



*Pour aggraver la situation, le HCR, qui était furieux de la tournure que nous donnions aux événements, a décidé de lancer des représailles. Ils étaient très en colère aussi qu'on se plaigne d'un niveau d'aide trop élevé dans les camps. Ils disaient que MSF avait pris une part active dans l'établissement des guide-lines sur l'assistance dans les camps de réfugiés et était mal placée pour les critiquer. Donc il y a eu une bataille avec le HCR à tous les niveaux, des sièges au terrain. L'attaché de presse du HCR à Kigali, Chris Bowers, a attaqué*

*MSF sur la BBC en disant que si on quittait les camps, c'est parce qu'on voulait passer Noël en Europe et que notre départ n'avait rien à voir avec toute autre raison. La BBC m'a téléphoné pour avoir une réponse et nous avons eu ce débat en direct sur cette radio, Chris Bowers et moi-même. Je me souviendrai toujours comment il m'interrompait pratiquement au milieu de chacune de mes phrases. Il était très en colère. Et les gens du HCR à Genève étaient aussi très en colère de ce qui se passait. C'est un contentieux qui a duré plusieurs années. Mais, bien sûr, l'histoire du beurre de cacahuètes n'était que le prétexte. Le plus grave pour le HCR c'est qu'ils avaient l'impression qu'ils ne pourraient plus jamais faire confiance à MSF. « Si vous êtes capables de vous retirer d'un programme de cette façon, comment voulez-vous qu'on continue à vous faire confiance ? »*

*Fiona Terry, MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994  
(en anglais).*

**En janvier et février 1995, la coordinatrice de MSF France en Tanzanie se rend aux États-Unis pour informer les médias et les organismes nationaux et internationaux de la situation des réfugiés rwandais et des raisons du départ de MSF France, et plaider pour une intervention destinée à casser la structure totalitaire des camps.**



**Rapport** de la visite de la coordinatrice de MSF France en Tanzanie aux États-Unis et en Australie du 15 janvier au 15 février 1995 (en anglais).

**Extrait :**

Gouvernement des États-Unis

La présentation devant le département d'État a été, à ma surprise, particulièrement bien accueillie et de nombreuses questions pertinentes ont été posées. Les autorités ont été particulièrement choquées d'apprendre l'étendue du contrôle des camps et l'appui direct que l'argent des États-Unis apporte aux leaders responsables du génocide. On m'a dit que MSF France était très respectée pour son engagement à suivre ses principes. De plus, un officiel m'a dit qu'en raison de nos récents retraits, les questions soulevées par MSF France seraient toujours prises beaucoup plus au sérieux que celles des autres ONG.



*Après le départ des camps, MSF m'a envoyée faire une tournée aux États-Unis pendant un mois. J'ai pris la parole dans de nombreuses universités et dans les médias. Alain Destexhe [MSF International, secrétaire général] a aussi fait beaucoup de relations publiques et a écrit des articles. C'était un travail plus en profondeur, une explication en détail des raisons de notre départ plutôt que des coups médiatiques. Pour différentes raisons, je pense que c'est mieux, parce qu'annoncer le retrait d'un camp de réfugiés n'est pas un message facile à faire passer au grand public. Mais plusieurs universitaires et analystes ont mentionné les raisons du départ de MSF dans des articles. Et pendant deux ans, chaque fois qu'une histoire sortait au sujet des camps, il était mentionné que MSF avait quitté les camps. Donc c'était une bonne chose.*

*Fiona Terry, MSF France, coordinatrice en Tanzanie, septembre-décembre 1994  
(en anglais).*

**Le 24 janvier 1995, à l'occasion de la publication du livre *Populations en danger*, MSF France et MSF International dénoncent l'impunité dont bénéficient les auteurs du génocide des Rwandais tutsis, en particulier ceux qui vivent dans les camps du Zaïre.**



« MSF dénonce l'impunité dont bénéficient les auteurs du génocide rwandais », **communiqué de presse** et **notice de publication**, « *Populations en danger 1995* », MSF France, MSF International, 24 janvier 1995 (en français et en anglais).

**Extrait :**

Cinquante ans après l'Holocauste, la communauté internationale n'a pas été capable de prévenir l'extermination des Tutsis au Rwanda. Pire encore, malgré le fait que le génocide se soit accompli aux yeux du monde, la communauté internationale n'a pas essayé de s'interposer. Il lui manque maintenant, à l'issue du conflit, la volonté de juger les responsabilités.

L'absence de volonté internationale pour amener les auteurs du génocide rwandais à répondre de leur crime devant la justice et à réduire leur emprise dans les camps de réfugiés représente une menace permanente pour l'avenir du Rwanda. Dans *Populations en danger*, 1995, Médecins Sans Frontières (MSF) dénonce la trop timide réponse judiciaire à ce génocide, en dépit de preuves évidentes et extrêmement bien documentées.

Les efforts pour encourager plus d'un million de réfugiés rwandais à rentrer chez eux depuis les pays voisins et pour promouvoir la réconciliation nationale échoueront si justice n'est pas faite. La disparition graduelle des camps de réfugiés, et par là même l'anéantissement de la situation de force des précédents dirigeants, des autorités militaires et des milices est une condition sine qua non à la reconstruction et la stabilité du Rwanda.

La communauté internationale a peu fait, sinon rien, pour empêcher le génocide, il lui manque maintenant également la volonté de juger. Ne pas juger les auteurs et les instigateurs du génocide serait non seulement une terrible injustice, mais aussi une grave faute politique, dit-on dans l'introduction du rapport. Seule une action politique et le châtement des grands criminels pourraient, peut-être, faire réfléchir tous ceux qui seraient tentés d'utiliser la question ethnique pour consolider un pouvoir vacillant.

Aujourd'hui encore, il n'y a guère de réaction internationale face au génocide rwandais. Mondialement, les gouvernements se sont contentés d'approuver la création d'un tribunal des Nations unies pour le Rwanda en novembre dernier. À l'exception d'un engagement des gouvernements américains, suisses et belges, ce tribunal n'a reçu jusqu'à présent que peu de soutien financier. Le Tribunal des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie est également confronté à un grave problème de financement. À ce jour, seul un quart du budget de 28 millions de dollars pour 1995 a été alloué, ce qui contraste fortement avec les coûts engagés pour les Casques bleus – 1,26 milliard de dollars US par an pour l'ex-Yougoslavie.

MSF demande aux gouvernements de verser d'urgence les fonds nécessaires aux tribunaux internationaux afin qu'ils prouvent leur volonté de soutien à l'effort international pour la paix et la réconciliation.

*Populations en danger 1995* examine également le manque d'aide internationale pour la justice au Rwanda et dénonce une politique trop exclusivement « humanitaire » de bon nombre de nations. Les camps de réfugiés hors du Rwanda restent les principaux bénéficiaires de l'aide occidentale, ce qui permet à l'ancien régime rwandais de resserrer son emprise sur les réfugiés et de renforcer ses capacités militaires.

Bien que l'intérêt et l'enthousiasme pour le travail humanitaire augmente partout dans le monde, nous devons nous poser quelques questions face aux actions humanitaires menées au Rwanda. Trois mois entiers se sont passés avant que le monde ne s'intéresse au sort des Rwandais et que l'aide massive n'arrive à la suite de l'apparition de l'épidémie de choléra dans les camps de Goma. Tant que les responsables politiques focaliseront leur attention sur la seule action humanitaire – en se substituant à la détermination politique et à la volonté de justice – la paix et la réconciliation dans le monde risquent de rester lettre morte.

**Pendant plusieurs mois, la section belge de MSF applique la stratégie dite de « résistance humanitaire », dont l'objectif est d'essayer de limiter le contrôle et la violence des leaders dans les camps. Avec d'autres organisations, MSF Belgique fait pression sur le HCR pour qu'un recensement soit effectué dans l'ensemble des camps, mettant même à sa disposition véhicules et personnel. MSF met en évidence un gonflement des effectifs de 30 % dans le camp de Kahindo. Les salaires des employés locaux sont alors réduits, afin de limiter le montant de « l'impôt » prélevé par les militaires. Ils sont payés en monnaie zaïroise plutôt qu'en dollars. Très impopulaires, ces mesures suscitent l'hostilité des personnes concernées envers les équipes de MSF.**



**Compte rendu** de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 11 janvier 1995 (en français).

**Extrait :**

Il y a peu ou pas d'évolution de la situation depuis la mi-décembre, bien que les Nations unies aient voté certaines résolutions. Celles-ci ne sont en effet pas très opérationnelles (pas de tribunal opérationnel, pas de séparation entre réfugiés et milices...).

Il faut cependant constater :

- qu'il y a peu de détournements de l'aide ;
- qu'il y a une impression de « mieux » au niveau de la sécurité (les réfugiés osent parler de rapatriement, et on a l'impression que les leaders ont moins de mainmise sur les réfugiés) ;
- on a la nette impression que dans ces conditions, les rapatriements pourraient s'accélérer.

Conclusions MSF

- Les indicateurs de santé des réfugiés sont tout à fait corrects et on a même tendance à en faire un peu trop.
- Si on se retire, on laisse la place à d'autres ONG moins regardantes sur les principes humanitaires.
- La proposition est de rester, moyennant certains réaménagements dans le programme par :
  - une réduction de l'assistance à un minimum ;
  - une diminution radicale des salaires [des employés locaux] ;
  - une continuation du lobbying afin d'aligner les ONG dans la même stratégie ;
  - une augmentation des actions d'information aux réfugiés et d'aide médicale au rapatriement ;
  - en continuant de monitorer la sécurité et le rapatriement.

Ceci reste une affaire à suivre de près et à revoir lors d'un prochain CA.



« Goma, résistance humanitaire ou retrait ? » **Mémo** du coordinateur de MSF Belgique à Goma, 23 janvier 1995 (en français).

**Extrait :**

Et puis il y a l'aide humanitaire qui, sans la moindre équivoque possible, nourrit un monstre. À travers les détournements alimentaires, les salaires de nos employés qui sont taxés, les vols... Et ce monstre prépare son retour par les armes en se servant de la population comme bouclier et comme otage. Et si travailler dans les camps signifiait devenir complice des génociteurs ? Dilemme... Il fallait répondre à cette impasse. Il fallait répondre à ce dilemme.

[...] À Goma, pour répondre au dilemme qui nous était posé (rester, au risque de devenir complice ou partir, au risque de ne pas remplir notre mandat médical et en abandonnant les populations vulnérables et otages), il fallait aller plus loin. Témoigner, bien sûr, mais également agir sur le terrain, lutter contre les détournements, se battre contre l'emprise des leaders sur le camp, leur propagande, s'impliquer dans la protection des réfugiés, et surtout, surtout, être activiste par rapport à la communauté internationale en dénonçant le *statu quo* politique et les faux-fuyants du HCR. [...]

Présence conditionnelle de MSF

Alors, sommes-nous complices ? Je réponds définitivement non. MSF dispose d'une marge de manœuvre pour influencer sur le contexte, en collaboration avec les principales ONG. Il faut définitivement aller jusqu'au bout de nos ressources opérationnelles. Cependant, le jour où cette marge de manœuvre disparaît (problèmes d'insécurité, absence d'impact réel), les conditions de notre présence à Goma disparaîtront et un retrait s'imposera. Nos activités seront reprises par d'autres organisations à caractère purement caritatif, sans implication dans les droits de l'homme et MSF pourra réallouer ses ressources vers le Rwanda, vers d'autres populations en danger.

Je voudrais encore préciser que la position de résistance humanitaire est une initiative du terrain qui a fait l'objet de nombreux débats au sein des équipes, en toute transparence, sans unanimité mais avec un consensus solide et qui bénéficie de l'appui total du siège. En attendant, sur le terrain, les équipes de Goma licencient, cloturent des programmes, restructurent, s'exposent tous les jours à la rancœur des employés et de la population. Il leur faut beaucoup de courage, une grande force morale et une solidarité sans faille. Et ô combien d'humour... Pour avoir tout partagé avec elles durant trois mois, je leur tire mon chapeau avec émotion et respect.



*Je me suis confronté au HCR très violemment au sujet de cette coalition. C'était en public, devant soixante personnes. Ils savaient qu'ils avaient vraiment le fusil sur la tempe, et c'était essentiel qu'on ne les laisse pas rebondir dans le discours moralisateur. La deuxième confrontation a eu lieu avec les leaders du génocide. Je me suis retrouvé face aux 200 leaders de Kibumba, dans une grande tente où chaque semaine le HCR négociait la distribution alimentaire. J'ai dit aux leaders : « MSF va se retirer, sauf si vous remplissez telle et telle condition... Vous faites comme vous voulez. » Il y a eu un grand froid dans la salle. Et ils nous ont agressés. J'étais soutenu par la Fédération de la Croix-Rouge, un peu par le HCR, mais c'était vraiment un débat de front entre MSF et les génociteurs. Je leur ai dit : « Vous êtes responsables de l'avenir de l'humanitaire, vous le détournez, vous menacez les patients, vous volez des trucs... » Je leur ai dit : « Le centre nutritionnel a été pillé, on le ferme, tant pis pour vos femmes et vos enfants, mais c'est votre responsabilité, et à la prochaine agression, on ferme tout le camp, sachez-le. » Je suis sorti de cette réunion et je suis allé au centre nutritionnel où nous étions en train de plier bagages et de tout charger dans un gros camion, et où 3 000 types avec des machettes encerclaient 4 expatriés et une dizaine de Congolais en*

train de remplir le camion. J'étais là, à essayer de repousser physiquement les types brandissant les machettes et les couteaux, en leur disant : « Toi, tu ne touches pas à ce matériel, ça ne t'appartient pas. Je viens de parler à tes chefs qui sont là dans la tente. » J'ai donné les noms des grands chefs, etc. On a mis tout ce qui était essentiel dans le camion, et il restait tout ce qui était un peu en semi-dur, les planches, un tuyau pour la cuisine du centre nutritionnel, trois piquets. Brusquement, ces 3 000 types ont foncé, et il n'est plus rien resté. Pour la petite anecdote, pendant que nous étions physiquement au corps à corps avec ces gens, depuis sa colline, le délégué du HCR regardait avec des jumelles ce qui se passait. On commençait à avoir un peu la trouille. On n'était pas droits dans nos bottes. Je pense que le fait d'être des Blancs, d'être des expatriés nous protégeait un peu. Ils n'osaient pas, c'est assez rwandais, ça... Les troupes japonaises descendent de la colline avec quatre véhicules. On se dit : « Ils vont venir nous aider. » On voit ces camions militaires passer sur la piste devant le camp et nous faire le signe de la victoire. Ils avaient à faire ailleurs, plutôt que s'arrêter et venir mettre de l'ordre, ce qui était en fait leur mandat. C'était hilarant. J'étais parmi les quatre expatriés. J'en garderai un souvenir extraordinaire.

Alex Parisel, MSF Belgique, coordinateur à Goma à partir d'octobre 1994 (en français).

**De son côté, la section hollandaise connaît des divergences entre le siège, qui continue à diffuser le rapport *Breaking the cycle*, et les équipes de terrain qui craignent que cette diffusion ne mette leur sécurité en danger et demandent que la possibilité de retrait ne soit plus évoquée publiquement.**



**Compte rendu** de la visite au Zaïre et au Rwanda de la coordinatrice du département des affaires humanitaires de MSF Hollande, 12 janvier 1995 (en anglais).

**Extrait :**

Inquiétudes du terrain concernant le rapport

À plusieurs occasions, un sentiment d'inquiétude a été exprimé au sujet du processus de communication qui entoure le rapport *Breaking the cycle*. Les membres de l'équipe s'inquiètent de ne pas avoir été mis au courant du fait qu'Amsterdam préparait un rapport, ils craignent pour la sécurité de l'équipe qui n'a pas été prise sérieusement en considération par Amsterdam et au sujet de certaines recommandations, bien que le contenu ne soit pas réellement mis en question. La mauvaise communication entre le siège et le terrain a été identifiée comme la cause principale de ces inquiétudes. Le témoignage doit être fait sur le terrain. La dernière décision de publication a prévalu malgré les inquiétudes exprimées par le terrain, qui en a conclu que le chef de projet devrait avoir le dernier mot sur de tels sujets. [...]

#### IV. Conclusions et demandes d'actions

1. Un certain nombre d'indicateurs se sont améliorés. L'équipe demande qu'on cesse de parler de retrait. Ceci doit être clairement discuté et une réunion de stratégie doit être organisée au niveau des sièges. Nous devons nous concentrer davantage sur la situation au Rwanda.
2. Le terrain et le siège ont des approches différentes du témoignage. Ce problème doit être d'abord résolu au sein de MSF Hollande avant que nous puissions en discuter entre sections. Il y a un besoin urgent de discussion entre le siège et le

terrain, sinon les différences qui nous séparent risquent de croître. Nous avons besoin de mettre en place des occasions pour en discuter. (La réunion hebdomadaire de l'équipe d'urgence sur le témoignage, les journées des coordinateurs, l'invitation à participer aux groupes de travail au siège et sur le terrain, les débats dans *Ins and Outs*... La question de savoir si le témoignage devrait être une activité séparée du reste des actions de MSF doit être résolue.

3. On doit aussi renforcer l'information des nouveaux volontaires au sujet du témoignage, et les chefs de projet doivent prêter plus d'attention à ce sujet. Mais même au stade de l'entretien, les chargés de ressources humaines devraient prendre le temps d'expliquer le fait que rejoindre MSF, ce n'est pas seulement rejoindre une organisation de secours humanitaire, mais aussi une organisation qui prend la parole publiquement au sujet du sort des victimes auprès desquelles elle intervient.

4. Nous devrions en savoir plus au sujet des conditions de sécurité pour les réfugiés qui rentrent au Rwanda. Aussi longtemps que nous témoignons sur les camps de réfugiés, nous devons maintenir le poste de chargée de mission juridique. Je propose que celui-ci soit basé à Goma et qu'elle continue son travail jusqu'en juin, en passant un mois au Rwanda pour évaluer la nécessité d'un poste séparé là-bas.

**Le 1<sup>er</sup> février 1995, dans un message aux présidents des sections, le secrétaire général de MSF International déclare que le mouvement MSF doit de nouveau considérer sérieusement un retrait des camps.**



**Message** du secrétaire général de MSF International aux présidents des sections MSF, 1<sup>er</sup> février 1995 (en français).

**Extrait :**

#### Le point sur les camps

Vous trouverez ci-joint le très intéressant rapport d'Alex Parisel, coordinateur MSF Belgique à Goma. Personnellement (je le lui ai dit), la conclusion me semble complètement en contradiction avec l'analyse qui est faite.

Presque sept mois ont passé (encore plus pour Benaco). Il y a maintenant très longtemps que nous sommes conscients du dilemme posé par notre présence dans les camps. Lors de la réunion internationale de Kigali, et dans les discussions qui ont suivi (voir le rapport de synthèse de Dominique Martin et les pages 12 et 13 de *Breaking the cycle*, de MSF Hollande), nous avons envisagé (envisagé ne veut pas dire décidé !) un départ en fonction d'un certain nombre de critères principaux :

- besoins humanitaires ;
- briser le cercle de l'impunité ;
- déploiement d'une force de police internationale ;
- recensement.

#### 1. Les besoins humanitaires

En novembre, à la réunion de Kigali, certains pensaient qu'il fallait rester car il y avait toujours de la malnutrition et des groupes vulnérables.

Grâce à la générosité internationale, il semble que les réfugiés soient maintenant surnourris et se portent beaucoup mieux que la population au Rwanda ou au Zaïre (le taux de malnutrition est de 2 % dans les camps, il est de 9 % à Kinshasa ville).

## 2. La lutte contre l'impunité

Dans l'esprit de la réunion de Kigali, il s'agissait de quelque chose de très pratique, l'identification dans les camps des principaux responsables, leur dénomination et leur sortie des camps.

Rien n'a été fait par la communauté internationale et l'existence théorique d'un Tribunal international n'est pas de nature à changer en quoi que ce soit et en pratique la situation dans les camps.

## 3. Le déploiement d'une force de police internationale

Boutros a été clair là-dessus, il n'y en aura pas. La solution zaïroise alternative n'en est évidemment pas une, elle n'est pas de nature à casser le contrôle des leaders dans les camps.

J'ai plusieurs fois entendu dire, au sein de MSF, que « notre lobbying marchait » et que « c'était le meilleur que nous ayons jamais fait », puisque Boutros avait fini par proposer cette force (c'était après la réunion de Kigali).

Mais seul le résultat compte, il n'y aura pas de force internationale, donc pas de possibilité de briser le contrôle effectif des « autorités » sur la population.

## 4. Le recensement

C'était un critère, mais pas le principal, car il a tout de suite été dit que, à Benaco, où il avait été fait, la situation était similaire.

Le recensement se fait enfin à Goma, après six mois pendant lesquels les « leaders » ont pu empiler ou vendre ce qu'ils voulaient. Le système de distribution se fait aussi de façon beaucoup plus périphérique, mais cela ne change rien fondamentalement, car il se fait toujours au travers des autorités.

Il est clair que ces autorités ont changé de tactique, mais pas de stratégie. Fini les déclarations individuelles reconnaissant les massacres, l'effort de guerre est caché. Aux organisations internationales, on présente une facette convenable. Tout cela, je crois, tient surtout des relations publiques et a un air de déjà vu (n'est-ce pas, Eric?). Cela ne doit pas faire illusion.

Il est clair que MSF France n'a pas respecté les règles du jeu qui avaient été fixées (six semaines d'observation et de lobbying) avant de prendre la décision de se retirer. C'est ce que certains appellent l'« arrogance française ». Entre temps, MSF Espagne se retire aussi de Benaco. Et depuis, par rapport aux critères que nous avons nous-mêmes fixés, je ne vois aucune évolution positive.

Aussi, je crois que le mouvement dans son ensemble doit à nouveau considérer sérieusement le fait de quitter tous les camps de réfugiés.

## **Le 7 février 1995, après avoir fait l'objet de menaces de mort, les équipes de MSF Belgique cessent leurs activités dans le camp de Kibumba.**



**Lettre** du directeur des opérations de MSF Belgique au directeur pour l'Afrique du HCR, 6 février 1995 (en français).

### **Extrait :**

Il apparaît clairement que la violence et la terreur dans les camps de Kibumba et les tentatives de détournement de l'aide humanitaire restent le fait des milices organisées, contrôlées par les leaders considérés comme interlocuteurs par les organisations humanitaires. Par ailleurs, nous espérons beaucoup que ce recensement permettrait de lever toute équivoque sur les volumes d'aide nécessaires ainsi que sur la juste

distribution de cette aide. Cet espoir est déçu. Enfin, nos équipes, en tentant de corriger les malversations des représentants des réfugiés se sont, semble-t-il, exposés gravement et durablement.

C'est pourquoi nous avons décidé de mettre un terme à nos activités d'assistance auprès des réfugiés du camp de Kibumba. Nous précisons que cette décision ne concerne pas nos activités à Kayundo où le recensement s'est déroulé dans des conditions, semble-t-il, différentes. Nous avons informé ce weekend votre représentant à Goma de cette décision et nous avons étudié avec lui les modalités de ce retrait. Nous tenons aussi à exprimer notre gratitude envers le HCR qui nous a apporté lors de ces événements tout son soutien et sa compréhension.



« Violences, menaces et fraudes lors des opérations de recensement des réfugiés rwandais : MSF se retire du camp de Kibumba », **communiqué de presse** MSF Belgique, 7 février 1995 (en français).

**Extrait :**

Médecins Sans Frontières Belgique a décidé de mettre fin sous 48 heures à ses activités d'assistance humanitaire auprès des réfugiés rwandais de Kibumba, au nord de Goma. Cette décision a été prise au terme des opérations de recensement de la population du camp, qui ont été émaillées de nombreux et francs incidents. MSF Belgique avait été chargée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés de superviser ces opérations de comptage, dans ce camp et celui de Kahindo.

Il est rapidement apparu que certains leaders du camp organisaient des fraudes massives, notamment par la force et l'intimidation des réfugiés qu'ils contrôlent. Ces fraudes auraient permis d'exagérer très nettement les chiffres de population, et ainsi de détourner l'aide humanitaire au profit de certains chefs de milices ou de responsables politiques. MSF a demandé et obtenu l'interruption des opérations de recensement afin d'en renforcer le contrôle.

Nos équipes ont alors fait l'objet de menaces portant atteinte à leur sécurité. L'opération de recensement a pu reprendre jeudi et se terminer dimanche, conformément aux procédures approuvées par MSF et le HCR et sous la supervision de nos équipes. Étant donné l'ampleur des tricheries commises précédemment, nous nous interrogeons néanmoins sur la fiabilité de cet enregistrement.

Au vu de ce qui précède, il apparaît clairement que la violence et la terreur dans le camp de Kibumba et les tentatives de détournement de l'aide humanitaire restent contrôlées par certains leaders considérés comme interlocuteurs par les organisations humanitaires. Par ailleurs, MSF espérait beaucoup que ce recensement permettrait de lever toute équivoque sur les volumes d'aide nécessaires ainsi que sur la juste distribution de cette aide. Cet espoir est déçu. Enfin, nos équipes, en tentant de corriger les malversations des représentants des réfugiés, se sont exposées gravement et durablement.

C'est pourquoi nous avons décidé de mettre un terme à nos activités d'assistance auprès des réfugiés du camp de Kibumba, avec l'accord du HCR. Nous précisons que cette décision ne concerne pas les activités de MSF à Kahindo, Katala et Kituku, où le recensement s'est déroulé dans des conditions différentes. Nous avons apprécié les efforts du HCR qui nous a apporté son soutien actif lors de ces événements.



Projet de « **position paper** » pour les bureaux satellites de MSF Hollande, 7 février 1995 (en anglais).

**Extrait :**

Pourquoi ce texte ?

MSF Belgique s'est retirée de Kibumba aujourd'hui et Ogata (NDLR : le Haut-Commissaire aux réfugiés des Nations unies) se rend en visite à Goma le weekend prochain. Ceci nous amène à nous poser les questions suivantes : quelle est la situation dans les camps où travaille MSF Hollande ? La situation s'est-elle améliorée ?

Ce texte sera mis à jour dans les semaines qui viennent. Mais pour cette semaine, il faudra faire avec. À l'origine, il s'agit d'un texte interne, donc son « ton » n'est pas toujours adapté à une communication externe. Merci d'utiliser votre bon sens !

De façon générale, l'équipe a constaté de considérables améliorations depuis la fin de novembre. Mais elle continue à surveiller la situation afin de considérer le bien-fondé de maintenir notre présence.

Indicateurs

a. Sécurité et protection des réfugiés (incluant la liberté de retourner en sécurité au Rwanda, s'ils le choisissent) [...] Conclusion : sur ce point, la situation s'est améliorée. Cependant, la tendance n'est pas encore très claire. On a besoin d'un nombre plus important de chargés de protection du HCR au Rwanda.

b. Accès des réfugiés à l'aide humanitaire (dont l'accès aux programmes MSF, à la distribution de nourriture, c'est-à-dire la question du détournement de l'aide) et la capacité des ONG à atteindre leur population cible. Conclusion : la distribution de nourriture s'est améliorée au cours du mois dernier. Également à cause de l'enregistrement, la question de la non-équité de la distribution semble être résolue. (Cependant, pour le camp de Kibumba, il existe des irrégularités dans l'enregistrement. Il n'est donc pas possible d'y garantir une distribution équitable.)

c. La capacité de mener des programmes MSF [...] Conclusion : L'équipe de MSF Hollande à Katala pense qu'elle a la possibilité de mener à bien des programmes de secours comme elle l'entend. Cependant, tous les problèmes ne sont pas résolus.

d. L'enregistrement [...] Conclusion : Importants progrès sur ce point.

e. Contrôle des leaders sur les réfugiés. [...] Conclusion : le rôle que vont jouer les nouveaux leaders n'apparaît pas encore clairement.

f. La militarisation (puisque MSF considère comme inacceptable la fourniture de secours aux camps dans lesquels existe la possibilité de relancer des actions militaires). [...] Conclusion : il y a une certaine amélioration dans les camps, mais l'armée est toujours présente dans la région, donc la menace d'une invasion armée persiste.

**Le 9 février 1995, dans un article publié dans le quotidien étasunien *The New York Times*, repris dans le *International Herald Tribune*, publié en Europe, Alain Destexhe, le secrétaire général de MSF International, présente le retrait de MSF Belgique du camp de Kibumba comme la première étape d'un retrait général de MSF de tous les camps du Zaïre et de Tanzanie.**



« Une frontière sans médecins », Alain Destexhe, secrétaire général de MSF International, *The New York Times* (États-Unis), 9 février 1994 (en anglais).

**Extrait :**

Comment des médecins peuvent-ils continuer à assister les réfugiés rwandais, alors qu'en agissant ainsi ils soutiennent également les tueurs ? Tel est le dilemme éthique qui a obligé Médecins Sans Frontières à décider de se retirer de tous les camps du Zaïre et de Tanzanie, en commençant par le retrait hier du camp de Kibumba au Zaïre.

Les réfugiés rwandais, dont la plupart sont d'ethnie hutue, n'ont pas fui les persécutions ou la famine. Ils ont été poussés à la fuite par la terreur imposée par leur gouvernement dirigé par des Hutus l'été dernier, après la défaite militaire de ce dernier. Les épidémies ne sont arrivées qu'après leur installation dans les camps. À Goma, au Zaïre, un effort international de secours a sauvé des dizaines de milliers de vie au cours de l'épidémie de choléra.

Les camps se sont transformés en prisons. Les Hutus, qui ont mené la campagne génocidaire contre les civils tutsis au printemps dernier, tiennent maintenant en otage des centaines de milliers de réfugiés tandis qu'ils organisent leur contre-attaque contre le nouveau gouvernement du Rwanda. Ils ont recréé un mini Rwanda à l'intérieur des camps et les réfugiés sont organisés en groupes correspondant aux régions et aux villages dont ils sont originaires. Toutes les voix dissidentes sont réduites au silence ; nos volontaires sont restés impuissants devant des enlèvements, voire parfois des mises à mort de réfugiés.

Pourquoi les leaders hutus se comportent-ils ainsi ? L'aide internationale est l'élément clé de tous leurs efforts pour recommencer la guerre. La nourriture est un outil de pouvoir et les leaders des camps qui contrôlent sa distribution en ont détourné des quantités considérables, afin de préparer la relance de la guerre. Ils ont aussi détourné un pourcentage des salaires gagnés par les milliers de réfugiés employés par les agences de secours.

En conséquence, depuis les sept derniers mois, l'aide internationale a permis aux milices de se réorganiser, de stocker de la nourriture et de recruter et d'entraîner de nouveaux membres.

Ce n'est que ce mois-ci que ces réfugiés ont réalisé qu'ils avaient besoin d'améliorer leur image publique. Ils ont autorisé le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés à établir un programme d'enregistrement, afin de s'assurer que les distributions correspondaient bien aux besoins réels.

Certaines agences s'en prévalent comme d'une victoire majeure, mais son effet restera faible tant que les meurtriers resteront aux commandes.

Le seul espoir de briser cette mainmise réside dans l'établissement d'une force internationale de police dans les camps, comme le réclament de nombreuses agences de secours. Mais, selon Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies, les pays occidentaux ont refusé de fournir des troupes.

Plus de 500 000 personnes, en majorité tutsies, ont été massacrées en moins de deux mois l'année dernière, et si le Rwanda doit un jour connaître de nouveau la stabilité, il lui faudra une version contemporaine de ce que furent les procès de Nuremberg. Pourtant, les Nations unies n'ont encore proposé qu'un tribunal international qui se constitue très lentement. Des poursuites judiciaires à l'encontre de certains de ceux qui ont commandé les massacres ont été lancées en France et en Belgique, mais toutes ont été bloquées ou retardées. La crise humanitaire dans les camps est terminée depuis un certain temps. Malgré les détournements de nourriture par les milices, les réfugiés rwandais sont mieux nourris dans les camps que la plupart des Africains, bien qu'ils restent complètement dépendants de l'aide étrangère. En conséquence, des agences

comme les nôtres sont prisonnières d'une situation sans issue : soit nous continuons à être les complices réticents de génocidaires, soit nous nous retirons des camps, laissant une population de réfugiés à la merci de ses geôliers.



*Alain Destexhe avait plus de mal à formuler les faits à notre façon. Il a dit que MSF se retirait des camps. Il n'a pas parlé du début d'un processus de retrait. Du coup, ça a créé une tension énorme avec MSF Belgique qui voulait appeler le New York Times et dire qu'Alain Destexhe ne représentait pas MSF. On a dû gérer ça sous un petit angle technique de damage control qui n'est absolument pas celui sous lequel on voulait le traiter. En fait, on n'arrivait pas à prendre un peu de recul pour choisir une position. Tout le monde était tellement polarisé!*

*Joëlle Tanguy, MSF États-Unis, directrice générale (en français).*

**Les 3 et 4 mars 1995, au cours d'une réunion régionale, les chefs de mission des différentes sections MSF présentes dans les Grands Lacs font le point sur les enjeux humanitaires et l'avenir des programmes MSF dans les camps.**



**Compte rendu** de la réunion régionale inter-sections MSF de Kigali par le coordinateur de MSF France, 3 et 4 mars 1995 (en français).[édité]

**Extrait :**

Contexte d'intervention, évolution récente

Tanzanie : afflux constant de réfugiés rwandais et burundais : 450 000 à Ngata, 180 000 à Karagwe. [...] Pas de rapatriement vers le Rwanda : 200, depuis Ngara, 0 depuis Karagwe.

Zaïre : recensement HCR pas encore complété [...] 15 000 arrivées la semaine dernière à Uvira en provenance de Gikongoro ! Dans le Nord-Kivu, 600 soldats zaïrois déployés avec mandat de protection des réfugiés, du HCR, des ONG et du rapatriement. [...] Goma : 8 000 réfugiés rapatriés en janvier et février par le HCR de tous les camps vers les préfectures de Gisenyi, Ruhengery et Kigali. 40 000 rapatriés spontanés. Pas de rapatriement depuis Bukavu.[...]

b. Nourriture

Le Programme alimentaire mondial (PAM) annonce des restrictions importantes dans l'approvisionnement en nourriture pour toute la région, en raison de dons déficitaires. Seulement 30 % des besoins pour 1995 seraient couverts [...] Si c'est confirmé, cela pourrait avoir pour conséquence un mouvement massif de personnes vers le Rwanda... Implication de MSF : MSF Hollande propose de faire un communiqué de presse pour attirer l'attention sur cette question et demander que les donateurs contribuent au PAM. Les autres sections pensent qu'un tel communiqué seulement sur le déficit en nourriture serait maladroit, car l'approvisionnement en nourriture ne devrait être qu'un des nombreux éléments de l'action internationale. Pas de consensus. Pas de communiqué.

c. Rapatriement [...]

Implication de MSF. Consensus : on ne s'oppose pas au rapatriement spontané actuel. Au-delà, divergences : MSF Belgique à Goma veut participer à la campagne d'« information objective » dans les camps. MSF Espagne axe ses programmes autour de l'idée d'encourager le rapatriement en fermant à Benaco et ouvrant à Kibungo. MSF Hollande

pense qu'il faut s'engager fermement dans les camps tant que la situation au Rwanda n'est pas propice au rapatriement.

#### Programmes MSF

La cacophonie totale, et des raisonnements à la limite de la logique.

#### MSF Hollande Zaïre-Tanzanie

- veulent à tout prix rester travailler dans les camps, tant que la situation au Rwanda n'est pas propice au rapatriement ;
- invoquent leur responsabilité envers les populations des camps ;
- programmes très développés pour « des camps de réfugiés comme les autres » : PEV, planning familial, santé mentale, construction d'abattoirs ;
- réduction des activités et du nombre d'expats pour raisons pratiques et opérationnelles ;
- sont très énervés contre l'incertitude permanente concernant « le retrait, oui ou non » des autres sections MSF. Pensent que si MSF Belgique se retirait de Goma, la pression sur MSF Hollande deviendrait intenable et qu'Amsterdam choisirait de sacrifier ses programmes Tanzanie-Zaïre, plutôt que de risquer l'éclatement de MSF.

#### MSF Belgique-Zaïre

- il est trop tard pour se retirer pour des raisons éthiques, il fallait le faire après l'épidémie de choléra ;
- maintenant, c'est la « résistance humanitaire », plan d'action avec objectifs de réduire les salaires payés à Goma, de participer au rapatriement et de témoigner ;
- le retrait de Kibumba était une dénonciation de l'attitude des leaders qui ont triché dans les recensements et menacé le staff MSF Belgique. À Kahindo, tout s'est bien passé lors du recensement, donc il n'y a pas de raisons de partir.
- ras le bol envers l'attitude de MSF Hollande à Goma, qui refuse d'aborder les problèmes éthiques et dont l'action de témoignage est insuffisante (rapports d'Eleanor, à strict usage interne).

#### MSF Espagne en Tanzanie

- on se retire dans deux ou trois mois, car la situation est intolérable du point de vue éthique. Rien n'a changé, donc il faut partir, la situation est la même que lorsqu'on a décidé de rester en novembre ;
- on augmente nos programmes à Kibungo, au Rwanda, dans le but d'inciter les gens à se rapatrier. S'ils ne rentrent pas, c'est parce que les services ne sont pas rétablis au Rwanda...
- remarque : il semble que le terrain soit complètement déboussolé et fasse les frais des attermolements du siège, qui a changé d'avis très récemment sous la pression du CA.

#### MSF Suisse en Tanzanie

- les camps sont différents, plus petits (50 000) et moins durs que Ngara ;
- alignement sur la position de MSF Hollande.

**Le 23 mars 1995, MSF se joint à un groupe de 18 ONG intervenant dans les camps pour alerter sur le manque d'approvisionnement des réfugiés en nourriture.**



**Message** de MSF International aux sections et communiqué de presse des 18 ONG à Goma, 23 mars 1995 (en anglais et en français).

**Extrait :**

Cher tous,

La déclaration ci-jointe sera diffusée à la presse demain matin par la coalition des 18 ONG à Goma. Néanmoins, l'équipe de MSF Hollande sur le terrain a signé cette déclaration, celle de MSF Belgique ne l'a pas fait. MSF International ne publiera pas cette déclaration sur papier à en-tête de MSF et ne communiquera pas activement sur ce sujet. Nous nous attendons cependant à des demandes de la part des journalistes auxquelles nous essaierons de répondre de la façon la plus cohérente possible. Si vous avez des doutes, n'hésitez pas à contacter notre bureau. Malheureusement je n'ai qu'une version en français pour le moment, mais dès que nous recevrons la version officielle en anglais, nous l'enverrons à ceux d'entre vous qui travaillent en anglais.

Communiqué de presse (en français)

Goma, le 23 mars 1995

Le Rwanda, le Burundi et les réfugiés des pays limitrophes ont un besoin urgent de nourriture. Les organisations internationales et nationales travaillant dans les camps de réfugiés près de Goma au Zaïre et Ngara en Tanzanie sont alarmées par le manque d'approvisionnement de denrées alimentaires fournies aux réfugiés et demandent implicitement à la communauté internationale de répondre avec la même générosité dont elle a fait preuve en 1994.

Ces dernières semaines, les rations alimentaires pour les 750 000 réfugiés des camps de Goma ont diminué de moitié par rapport au minimum recommandé par le Programme alimentaire mondial (PAM). Il est probable que ces rations baissent davantage à la suite du manque de nourriture et de fonds disponibles. Le HCR et le PAM soulignent que malgré les rations réduites, les vivres en stock ne dépasseront pas deux mois. La situation générale a atteint un point critique.

La suppression de l'aide alimentaire n'encouragera pas les réfugiés à rentrer au Rwanda ni à rendre une justice sereine. Au contraire, cela augmentera la charge du pays hôte avec le risque d'un accroissement des violences dans la région.

Les ONG demandent instamment à la communauté internationale de procurer les besoins de base aux réfugiés. La nourriture doit être disponible maintenant pour l'ensemble de la région, là où les besoins se font le plus sentir.

**Fin avril 1995, la situation ne s'améliorant pas, Jacques de Milliano, directeur général de MSF Hollande, et Wilna Van Artzen, adjointe au responsable des programmes Grands Lacs, se rendent dans le camp de Katala, au Zaïre, pour commencer à discuter avec l'équipe d'un éventuel retrait, auquel celle-ci se montre opposée.**



*L'équipe de MSF Hollande du camp de Katala était très opposée au retrait des camps. Ils pensaient que les réfugiés avaient besoin d'eux. On avait un rôle très important dans la fourniture des soins de santé à ces 200 000 personnes. Ils pensaient que si on quittait, cela aurait un impact sur la population. On commençait un programme de traitement du stress post-traumatique et on pensait que c'était très important. On avait mis en place des groupes de parole et les leaders avaient peur qu'on affaiblisse leur autorité sur les*

*camps. Cela avait été très difficile de les mettre en place parce que c'était vécu par les leaders comme une menace sur le contrôle qu'ils avaient sur la population. Donc nous avons l'impression de faire quelque chose pour aider la population, mais aussi pour savoir ce que les gens pensaient vraiment du contrôle des leaders sur les camps. L'équipe pensait que le retrait était surtout motivé par des principes, et pas du tout basé sur des réalités de terrain.*

*Wilna Van Aartsen, MSF Hollande, cellule d'urgence (en anglais).*



*J'étais coordinateur à Goma quand Jacques et Wilna sont venus en visite. Au siège, la politique de témoignage était orientée vers les droits de l'homme par Hanna Nolan et Ed Schenkenberg, l'équipe du tout nouveau « Département des affaires humanitaires ». La politique qu'ils prônaient consistait à rester, documenter en détail et produire un rapport complet. En fait, l'équipe n'était pas en faveur de cette approche et n'était pas très coopérante avec la chargée de mission d'information sur les droits de l'homme basée à Goma, pour réaliser ce travail. La discussion était concentrée principalement sur le facteur « c'est trop tard ». En principe ils étaient d'accord avec l'idée que quitter les camps était un moyen pour MSF de dénoncer les détournements de l'aide par les leaders qui envisageaient de terminer le « travail » du génocide. Ils pensaient que pour que cela ait vraiment un impact, MSF Hollande et MSF Belgique auraient dû se retirer en même temps que MSF France. Comme cela ne s'était pas fait, l'idée d'un retrait graduel comme méthode de témoignage était rejetée. Passer le relais de ces activités sur une période prolongée de temps, ce n'était pas considéré par l'équipe comme un acte de témoignage, mais une action opérationnelle pragmatique. Le programme de santé mentale n'était pas un enjeu important à l'époque. En conséquence, le transfert des activités (en majeure partie à Care Australie) a été décidé sur une base opérationnelle parce que l'urgence était terminée, et a été réalisé progressivement entre février et juillet 1995. Le programme de santé mentale n'a pas été transféré officiellement parce qu'il n'y avait pas de partenaire fiable pour le reprendre. Les équipes toujours présentes sur le terrain en août sur les programmes encore en activité (une petite partie de ceux qui existaient en février) ont donc été particulièrement contrariées quand le conseil d'administration à Amsterdam a soudainement annoncé la décision de fermer les programmes en la présentant comme une action de « témoignage », alors que cela ne reflétait pas la situation sur le terrain. À cette époque, le siège à Amsterdam et les équipes du Zaïre vivaient dans deux mondes parallèles.*

*Michiel Hofman, MSF Hollande, coordinateur à Goma (en anglais).*

**Le 17 mai 1995, au cours d'une réunion internationale des responsables de programme, MSF Belgique affirme ne pas envisager de se retirer des camps dans un futur proche et vouloir redéfinir ses objectifs.**



**Compte rendu** réunion internationale des responsables de programme MSF France pour le Rwanda, 17 mai 1995 (en anglais).

**Extrait :**

MSF France demande à MSF Hollande et MSF Belgique la raison du maintien de leur présence dans les camps de réfugiés, si leur « résistance humanitaire » n'a pas eu d'effet

significatif. Si leurs propres critères (définis l'hiver dernier) n'ont pas été remplis, pourquoi ces sections ne se retirent-elles pas ? MSF Belgique répond qu'un retrait n'est pas envisagé dans le futur proche. Les objectifs vont être redéfinis.

**Le 22 juin 1995, les directeurs des opérations et les responsables de programmes Rwanda des sections MSF concernées débattent de l'éventualité de quitter les camps du Zaïre. MSF Belgique présente une évaluation des indicateurs posés par la section belge fin 1994, qui conclut à la nécessité de rester dans les camps pour témoigner de ce qui s'y passe. Devant l'absence de consensus, il est décidé que chaque section prendra sa décision en interne.**



**Compte rendu** de la réunion internationale des directeurs des opérations et des responsables de programmes Rwanda, 22 juin 1995 (en anglais).

**Extrait :**

#### 1. Présence de MSF dans les camps

Présentation par MSF Belgique des différents indicateurs (NDLR : voir document suivant) impunité, contrôle des camps, ciblage de l'aide alimentaire, sécurité des réfugiés, détournement, accès aux populations, sécurité des équipes, presse, politique, coalition, niveau d'assistance.

MSF Belgique arrive au constat que les indicateurs se sont améliorés de novembre à février, sans pour autant que les problèmes soient résolus. MSF Belgique a axé ses priorités, d'une part sur la diminution du niveau d'assistance (baisse des salaires du personnel local, renvoi du personnel non nécessaire, arrêt des feedings, etc.), d'autre part sur le rapatriement (en suspens depuis mars 1995). Depuis avril, plus grand-chose n'a bougé.

MSF poursuit ses activités pour assurer un minimum vital aux réfugiés.

Faut-il envisager le retrait et, dans l'affirmative, comment ?

MSF Hollande discute également en interne de cette possibilité, mais n'a aucune réponse concrète pour le moment. Il faut séparer le volet médical, actuellement bon, du volet « assistance », qui nécessite une présence.

Une différence existe pour le moment entre la situation à Goma et la situation au Burundi, où des extrémistes hutus sont présents, mais moins impliqués dans le génocide. MSF France pense qu'il y a certainement des effets négatifs à quitter Goma. Six mois après son retrait, MSF France peut tirer un bilan de points positifs et négatifs. Partir signifie aussi avoir un impact au niveau des médias, de ranimer le débat.

MSF Hollande se demande quel a été l'impact de MSF dans les camps. Ce que MSF a réalisé, n'importe quelle organisation aurait pu le faire ?

Quant aux indicateurs, ils datent de novembre et doivent être réadaptés à la situation actuelle. Ce qui nous a été présenté doit servir à prendre des décisions par consensus. MSF France craint qu'une certaine banalisation se fasse autour du génocide, et que par leur présence, les sections encouragent les leaders à récidiver. Une certaine « normalisation-légitimation » s'installe par la présence de MSF.

MSF France trouve également que, face aux petits états que sont les camps, MSF est devenu un petit ministre de la Santé.

MSF Hollande et MSF Belgique ne sont pas du tout d'accord ; il n'y a sur place que peu de collusion ; les seuls interlocuteurs sont les réfugiés eux-mêmes et le staff local.

MSF Belgique rappelle que les leaders voient la présence de MSF d'un mauvais œil ; si l'on part, les leaders seront très contents car nous serons remplacés par des ONG caritatives. Eric souhaite que, si on décide de partir, on trouve une bonne raison de le faire.

D'autre part, le fait de rester nous permet de participer activement aux différentes réunions des institutions ; MSF France n'est plus dans les camps et n'a plus de présence non plus au niveau international sur la problématique des camps.

Concernant le retrait, MSF Hollande pense que si l'on n'arrive pas à obtenir des changements, il faudra trancher. Elle propose de faire un listing de ce que l'on veut achever avant de quitter.

MSF Belgique (Eric) insiste sur la responsabilité que nous avons ; si MSF devait quitter sans avoir tenté rien de nouveau, en sachant qu'une probabilité de nouveau génocide est proche, il ne faudra plus jamais que MSF ose parler de « responsabilité », tant pour elle-même que pour la communauté internationale !

MSF France pense qu'elle a pris ses responsabilités par rapport à son éthique propre.

MSF Espagne souhaite que l'on se positionne clairement sur le rapatriement dans le cas d'un retrait.

Pour MSF Belgique, il faut pousser le HCR à entreprendre ce rapatriement, c'est la seule voie possible. Kigali doit tout faire pour que ce retour soit réalisable.

MSF Espagne pense que nous en sommes au stade où on veut des choses qui ne se passent pas (tribunal, observateurs...); soyons plus créatifs !

MSF Hollande suggère, pour combattre le « système » des camps, de prendre des « initiatives » plutôt que d'être créatifs. Une initiative serait de pousser au rapatriement et de sensibiliser les médias.

MSF France ne comprend pas pourquoi vouloir prendre des initiatives ; pourquoi ne pas faire plutôt pression sur les gouvernements qui aident Mobutu ?

#### Conclusion

Situation assez bloquée, pas de consensus.

Pour MSF Espagne, quitter sous-entend d'en profiter pour faire quelque chose de nouveau, par exemple un lobbying pour le rapatriement.

Pour MSF Hollande, prendre des initiatives propres à MSF, par exemple rapatriement et médias.

MSF Belgique reste partagée entre le blocage actuel au niveau politique et le souci de responsabilité qu'a toujours eu MSF.

MSF Suisse souhaite réexaminer la situation dans son camp de Tanzanie avant de prendre une décision.

Chaque section prendra sa décision après discussion en interne.



« **Évaluation** de la présence de MSF Belgique dans les camps », MSF Belgique, mai 1995 (selon le tableau d'indicateurs, voir page 90) (en français).

#### **Extrait :**

En conclusion, cela fera bientôt un an que MSF Belgique est présente à Goma. Le dilemme humanitaire a eu le mérite de nous faire tous réfléchir sur la portée de nos actions, qu'elles soient situées dans le contexte rwandais ou sur d'autres points de la planète. Avons-nous tous nourri un monstre ? Probablement oui, il ne sert à rien de nous voiler la face. Nous avons soigné, mais pas à n'importe quel prix, en mettant des conditions, en refusant de soigner les militaires et miliciens identifiés... et en essayant du mieux que nous pouvions de protéger ou préserver une couche de la population doublement victime de l'ancien régime. Victime de ceux qui ont mené le pays à la

catastrophe, et victime d'une prise d'otage à la fois physique et psychologique, harcelée par la propagande haineuse des responsables de camp.

Faut-il avancer la formule « tous coupables et tous responsables » ? Le manichéisme de la division ethnique au Rwanda a coûté la vie à des centaines de milliers de Tutsis. À l'heure actuelle, il importe d'identifier, de condamner et de punir les coupables et les responsables du génocide. Assurer la reconnaissance de tous ceux qui au Rwanda ont refusé le génocide et les massacres, et ont contribué par des gestes simples et héroïques à sauver leurs voisins et leurs frères. Il est indispensable de témoigner de la reprise, dans les camps, des mécanismes qui ont conduit au drame en essayant du mieux que nous le pouvons d'isoler ceux et celles qui désirent regagner les pays. Condamner et témoigner au cœur même des camps... un défi déjà commencé.

Le désengagement des bailleurs de fonds fatigués du contexte rwandais risque à court terme de plonger les camps en dessous du seuil minimum d'aide, ce qui risque d'accroître les risques humanitaires de la région. Notre présence est une garantie du respect de ce seuil minimum.

**Le même jour, au cours d'une autre réunion internationale qui ne rassemble que les directeurs des opérations, MSF Belgique envisage de quitter les camps du Zaïre en coordination avec MSF Hollande et le HCR.**



**Compte rendu** de la réunion internationale des directeurs des opérations MSF, 22 juin 1995 (en français).

**Extrait :**

Goma

Un récent comité de projets de MSF Belgique a abouti à la conclusion que nous étions ouverts à un retrait de Goma. Les besoins médicaux sont couverts et, sur le plan politique, l'influence des leaders reste trop importante et les objectifs fixés par MSF concernant l'impunité, le contrôle des camps et la séparation entre militaires et civils n'avancent plus.

MSF Hollande est d'accord pour dire qu'il n'y a plus d'urgence médicale depuis trois mois et que l'on n'obtient pas de résultat sur l'impunité. Le débat est ouvert au siège d'Amsterdam : partir ou pas ?

MSF France : Concernant la protection, le HCR n'encourage pas les rapatriements car il n'a pas les moyens de protéger les réfugiés au retour. Tout retour volontaire s'expose à des représailles à Goma ; aucune protection exercée au niveau de ces camps.

De plus, tout le monde est persuadé que les FAR vont réattaquer le Rwanda. Mettre au point un rapatriement massif sous-entend un carnage. La majorité des réfugiés ne veulent pas rentrer au Rwanda, ils connaissent la situation dans les prisons.

Aucune malnutrition n'est signalée dans les camps, alors que les rations journalières ont été réduites, mais l'économie fonctionne bien, surtout par l'attribution des salaires (NB : ces salaires ont été réduits).

MSF Hollande et [MSF] Suisse confirment l'ambiance très différente dans les camps de réfugiés tanzaniens ; l'espace de manœuvre pour MSF y est plus large. Mais les entraînements y existent aussi et des contacts sont entretenus entre les leaders de Bukavu et de Ngara.

MSF Belgique : Si MSF quitte Goma, les ONG caritatives resteront et se renforceront, ou bien laisseront la place aux ONG africaines, qui n'ont pas la « protection » dans leurs objectifs.

#### Conclusion

Les résultats « politiques » étant à l'arrêt, la situation médicale étant correcte, MSF Belgique songe à quitter Goma à une date symbolique (par exemple anniversaire 14 juillet), en coordination avec MSF Hollande et en prévenant le HCR.

**Le 5 juillet 1995, le conseil d'administration de MSF Belgique décide qu'il avalisera ou non la décision du comité de projet après que celui-ci aura analysé les différentes alternatives au retrait des camps.**



**Compte rendu de la réunion** du conseil d'administration de MSF Belgique, 5 juillet 1995 (en français).

#### **Extrait :**

##### La conclusion à l'heure actuelle

MSF France, MSF Belgique, MSF Hollande et MSF Espagne songent à se retirer des camps de Goma à une date symbolique (par exemple le 14 juillet), en prévenant le HCR.

MSF France est fortement pour, MSF Hollande hésite.

MSF Belgique tiendra un comité de projet sur ce sujet en date du 18 juillet 1995 pour décider en interne.

Dominique Boutriau [MSF Belgique, responsable de programme] dresse un petit historique de la situation :

En octobre 1994, la situation médicale des camps est contrôlée, et la question de rester ou quitter se pose. MSF France est pour quitter, MSF Belgique décide de rester, mais selon les différents indicateurs suivants : impunité (décision et installation d'un tribunal international), contrôle des camps (séparation des politiques, séparation des miliciens et ex-Far, entraînement dans les camps), ciblage aide alimentaire (recensement, distribution cellule, distribution familles), sécurité des réfugiés (intervention internationale), détournement (recensement et pressions), accès direct aux populations (secteur DDH, agents de protection), sécurité des équipes, presse (diffusion de l'info), politique (CS, CE, états), coalition (statement, activités, reconnaissance) et niveau d'assistance (staff et salaires).

En janvier 1995 : le volet nutritionnel dans les camps est correct. MSF Belgique décide de réduire son niveau d'assistance humanitaire et de promouvoir le rapatriement.

En mars 1995 : réduction du rapatriement.

En mai 1995 : réduction des salaires du staff local, le réarmement dans les camps est notoire.

##### Que faire en juin-juillet 1995, rester ou partir ?

Rester serait cautionner l'ex-gouvernement rwandais (FAR) qui risque de rentrer au Rwanda et de continuer son plan génocidaire. Mais nous avons une crédibilité au niveau international, et l'on peut continuer à faire passer un message sur cette situation en restant.

Partir ne ferait pas changer grand-chose côté médical car d'autres reprendront notre travail dès notre départ, et cela faciliterait la vie de l'ex-gouvernement rwandais (FAR) se

trouvant actuellement dans les camps, car MSF reste un moteur indirect pour contrer l'armement au sein des camps en diminuant les salaires, etc.

#### Au niveau international

MSF France est pour quitter, MSF Hollande et MSF Suisse ne savent pas, MSF Espagne demande une position radicale concernant le rapatriement. MSF Belgique veut marquer d'une action symbolique son départ (se faire virer ou organisation d'une marche sur Gyseni, ou... ?).

#### Réactions du CA

Marleen [Boelaert, présidente du conseil d'administration] lit un message de Karim [Laouabdia, MSF Franc, membre du conseil d'administration de MSF Belgique], absent ce soir. À MSF France, certaines personnes au siège considèrent cela comme un test pour le mouvement international. Il n'y a pas de diktat ou d'ultimatum à MSF Belgique.

Wim [van Damme, membre du conseil d'administration] pense qu'opter pour un retrait, il faut être clair entre nous, c'est accepter un constat d'échec.

La situation de détresse (morale, principalement) est énorme pour ces populations, il faut faire quelque chose de plus innovateur ou de plus créatif. Réinstallation ailleurs de ces populations ?

Pascal [Meeus, membre du conseil d'administration] demande si, en quittant avec fracas MSF, il pourra revenir en cas de grands problèmes ?

Réponse de D. Boutriau : oui, sans problèmes, il ne faut pas oublier que nous avons un coordinateur HCR hors pair.

JBB [Jean-Benoit Burrion, membre du conseil d'administration] demande pourquoi on resterait si, avec ou sans MSF, la situation est pareille ?

Réponse de D. Boutriau et [directeur des opérations] : pour maintenir une force de lobbying, sur les indicateurs du tableau présenté, MSF est le seul à pouvoir répondre à cinq de ces indicateurs.

JBB trouve que dans ce cas, si on veut être original, il y a d'autres voies.

Par exemple, MSF Belgique a débloqué 150 millions par an, pendant trois ans, pour les opérations, avec une préférence pour la région des Grands Lacs. Nous savons que la mise en place du tribunal international est tardive, et ce par manque de fonds, alors affectons 20 millions pour aider à la mise en place de ce tribunal.

Au moins, notre retrait aura une valeur symbolique plus forte. Roelf et Wim approuvent cette idée et estiment que les opérations, si elles optent pour un retrait, doivent envisager toutes les possibilités. Le retrait devra être argumenté, les points positifs et négatifs se rapportant à la décision devront être présentés au CA.

#### Conclusion

Le CA demande explicitement que les opérations étudient les alternatives en profondeur et qu'elles communiquent la décision du comité de projet au CA, qui avalisera ou non cette décision.

<b>Indicateurs</b>	<b>Novembre 1994</b>	<b>Décembre 1994</b>	<b>Mai 1995</b>
<b>1. Impunité :</b> Décision et installation d'un tribunal international	Décision + Installation	Décision + Installation	Décision + Installation + —
<b>2. Contrôle des camps :</b> - Séparation des politiques - Séparation miliciens et ex-FAR - Entraînement dans les camps	Décision — Décision — Activités dans les camps	Accord de principe : + Réalité : — Accord de principe : + Réalité : —  Sortie ex-FAR	Accord de principe : + Réalité : — Accord de principe : + Réalité : —  Activités hors camps
<b>3. Ciblage aide alimentaire :</b> - Recensement - Distribution cellule - Distribution familles	Décision + Réalité —	Décision + Réalité —	Décision + Réalité + (Février 95) En partie
<b>4. Sécurité réfugiés :</b> Intervention internationale [...]	Décision —	Décision — Lettre d'intention +	Décision — Création et réalité + Résultats mitigés
<b>5. Détournement :</b> Recensement et pressions	Situation — Vol centre nutrition	Situation — Pillage centre nutrition	Situation +
<b>6. Accès direct populations :</b> - Secteur DDH [Défense des droits de l'homme] - Agents de protection	Situation — Réalité —	Situation — Réalité —	Situation — Création poste DDH + (janvier 1995)
<b>7. Sécurité équipes :</b> Situation générale (inclus les problèmes liés aux FAZ)	Pas ciblé Situation + —	Pas ciblé Situation + —	Ciblé Kibumba Situation + —
<b>8. Presse :</b> « Go public »	Réalisé	Maintenu	Maintenu mais usure
<b>9. Politique :</b> CS, CE, États...	Réalisé	Maintenu	Maintenu
<b>10. Coalition :</b> Statement Activités Reconnaissance	Réalisé À l'étude Non	Discussions Non	Réalisé Activités, mais ralenties Oui
<b>11. Niveau d'assistance :</b> Staff + salaires	Non considéré	Discussion réduction	Réduction effective

**Le 18 juillet 1995, le comité de projet de MSF Belgique, après débat avec des représentants des différentes sections, prend acte de la situation d'enlèvement à Goma et demande au conseil d'administration d'approuver le retrait des équipes MSF Belgique du camp de Kahindo.**



**Compte rendu** de la réunion du comité de projet de MSF Belgique, [MSF Belgique, responsable de programme] 18 juillet 1995 (en français).

**Extrait :**

Le comité de projet s'est déroulé en deux temps.

Une première partie publique à laquelle ont assisté les sections françaises, suisse et hollandaise de MSF.

Une seconde partie interne et décisionnelle.

Présents : MSF Suisse, MSF France, MSF Hollande, Opérations, Logistique, Département Médical, Communication.

Absents : Finances.

1. Goma

Tandem desk Goma : Dominique Boutriau, Thierry Coppens.

Chef de mission Goma : Nicolas Cantau.

Afin de préparer le comité de projet, Thierry s'est rendu à Goma du 12 au 16 juillet.

La présentation s'est faite conjointement. Desk et Chef de mission revenus pour l'occasion au siège afin de représenter l'équipe à Goma.

Problématique

La discussion s'est orientée autour de deux grands axes liés à l'opérationnalité médicale de MSF Belgique et le contexte historique du génocide.

La présence de MSF Belgique est-elle indispensable du point de vue médical et nutritionnel ?

La réponse est unanimement non.

La présence de MSF Belgique est-elle indispensable pour le lobbying concernant les aspects liés au contexte historique ?

L'équipe de Goma souligne la nécessité de ne pas assimiler la population des réfugiés de Goma aux ex-Far et miliciens toujours en activité.

Certaines voix s'élèvent dans et autour des camps pour pousser à l'arrestation de leaders qui freinent le rapatriement.

Le comité de projet, tenant compte de la situation actuelle d'enlèvement à Goma :

1. Demande au conseil d'administration d'approuver le retrait des équipes MSF Belgique du camp de Kahindo.
2. Demande de planifier le retrait opérationnel de nos équipes des camps de Goma pour le 31 août 1995 au plus tard.
3. Demande de pourvoir un poste international DDH d'un expatrié à Goma dont les objectifs seront principalement l'observation de la situation dans les camps, la sensibilisation au contexte génocidaire, la supervision des mouvements de rapatriement.
4. Notre départ de Goma sera annoncé à la presse.

**Le 27 juillet 1995, MSF Hollande publie un second rapport sur la situation dans les camps, intitulé *Deadlock in the Rwandan crisis* (« Impasse dans la crise rwandaise »), qui constate qu'en huit mois rien n'y a changé. Il est également diffusé par les autres sections.**



*Deadlock in the Rwandan Crisis* (« Impasse dans la crise rwandaise »), **Rapport MSF**  
Hollande, juillet 1995 (en anglais).

**Extrait :**

Sommaire

I. Introduction

II. La crise des réfugiés rwandais, contexte

1. Le génocide et ses conséquences
2. Les inquiétudes de MSF au sujet des camps de réfugiés rwandais jusqu'en novembre 1994
3. Les programmes MSF au Rwanda, au Zaïre, en Tanzanie et au Burundi

III. Quasi statu quo sur le rapatriement et impunité : facteurs extérieurs au Rwanda

1. Les réfugiés rwandais à Goma, au Zaïre
2. Militarisation, déstabilisation et sécurité dans les camps du Zaïre
3. Les leaders réfugiés maintiennent leur contrôle sur les camps du Zaïre
4. Parallèle en Tanzanie
5. Parallèle au Burundi

IV. Quasi statu quo sur le rapatriement et impunité : facteurs internes au Rwanda et réponse juridique internationale

1. Absence de progrès dans la poursuite des auteurs du génocide devant la justice
2. La réponse juridique internationale
3. Les massacres dans le camp de déplacés internes de Kibeho
4. Le dilemme moral

V. Conclusions

Annexes : Sections MSF et carte de la région

Introduction

En novembre 1994, Médecins Sans Frontières (MSF) a publié son rapport, *Briser l'engrenage*. Dans ce rapport, MSF a documenté et analysé la situation dans les camps de réfugiés rwandais et appelle la communauté internationale à prendre des mesures politiques claires afin d'assurer le droit des réfugiés et de poursuivre en justice ceux qui ont planifié et perpétré le génocide. Huit mois plus tard, la crise des réfugiés rwandais est dans une impasse.

Ce rapport se penche sur les facteurs intérieurs et extérieurs à MSF qui ont conduit à cette impasse et entraîné un arrêt presque complet du rapatriement. Un an après l'exode massif du Rwanda, il n'existe toujours aucune solution durable à la crise régionale des réfugiés. Ce rapport pose la question de l'impunité, puisque MSF a toujours affirmé que la priorité devait être de mener sans délai devant la justice les responsables du génocide et que les camps dans lesquels MSF apporte son assistance ne devaient pas se voir attribuer de facto un statut de zone sûre pour ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité. Au-delà, ce rapport met en avant le dilemme moral auquel MSF et de nombreuses autres organisations doivent faire face en travaillant dans des camps où des tueurs se déplacent librement et où sont menés des entraînements pour une intervention militaire au Rwanda destinée à continuer les massacres de la population tutsie.

La catastrophe humanitaire qui s'est déroulée dans la région du Rwanda a poussé les capacités de MSF jusqu'à leurs limites extrêmes. Les efforts de secours humanitaires de MSF sont assombris par le sentiment de scandale que suscitent les meurtres innombrables et leur impunité. Ce rapport est un nouveau cri d'alarme lancé par les volontaires de MSF à la communauté internationale et l'expression de leurs sentiments. MSF croit que l'aide humanitaire doit être accompagnée de mesures politiques et de

justice. Sinon les travailleurs humanitaires se retrouveront confrontés à une situation inacceptable.



« MSF publie un rapport sur l'impasse dans la crise des réfugiés rwandais. L'influence croissante des extrémistes entrave le rapatriement », **communiqué de presse** MSF Belgique, 27 juillet 1995.

**Extrait :**

L'influence croissante des extrémistes dans les camps de réfugiés rwandais, ainsi qu'au Rwanda proprement dit, alimente la spirale de la violence dans la région des Grands Lacs. Dans un rapport publié aujourd'hui sur « L'impasse dans la crise des réfugiés rwandais », l'organisation humanitaire internationale Médecins Sans frontières (MSF) examine les facteurs intérieurs et extérieurs au Rwanda, pour conclure que la crise des réfugiés rwandais est entrée dans une impasse totale et que le rapatriement est désormais pratiquement à l'arrêt.

MSF croit qu'il est impératif que les 2 millions de réfugiés rwandais séjournant actuellement au Zaïre, en Tanzanie et au Burundi puissent rentrer définitivement chez eux en toute sécurité, si l'on veut restaurer la stabilité et l'harmonie au Rwanda. Toutefois, le rapatriement est désormais pratiquement à l'arrêt car les conditions indispensables ne sont pas réunies. De décembre 1994 à juillet 1995, moins de 10 000 Rwandais ont été rapatriés.



*On a sorti ce rapport avant que la décision de se retirer soit prise. Il n'y avait aucun lien entre les deux décisions. On n'a pas écrit le document pour justifier notre retrait. Ce n'était pas la raison. On a écrit le rapport parce qu'on s'était engagés à surveiller les indicateurs et, lorsqu'on a eu fait ça, on l'a publié. Puis, un mois plus tard, je crois, le conseil d'administration a pris la décision du retrait. L'objectif de la documentation était de prendre la parole publiquement, de témoigner, de dire à la communauté internationale ce qui se passait dans les camps, de l'utiliser comme un document de lobbying et de fournir des preuves. On ne peut pas faire de lobbying au niveau international si on n'a pas une solide documentation. Donc ce document a été très utile pour notre lobbying. On l'a distribué largement, aux Nations unies, aux gouvernements, aux bailleurs de fonds et à d'autres organisations concernées, humanitaires ou des droits de l'homme. On a fait une large distribution et, en plus, on a fait un lobbying ciblé. Les autorités néerlandaises, par exemple, étaient très impliquées dans les discussions sur l'envoi d'une police dans les camps. Donc on a parlé plusieurs fois avec le gouvernement néerlandais.*

*Hanna Nolan, MSF Hollande, département des affaires humanitaires (en anglais).*



*Et puis il y a le deuxième rapport, et beaucoup de monde se demande pourquoi le redire encore une fois.*

*Dr [...], MSF Belgique, responsable de programme puis directeur des opérations (en français).*

**Le 2 août 1995, prenant acte que la situation ne s'est pas suffisamment améliorée pour justifier le maintien de la présence dans les camps, le conseil d'administration de MSF Belgique vote le retrait et donne quatre mois aux équipes pour le rendre effectif en passant le relais à d'autres organisations.**



**Lettre** de MSF Belgique à MSF Hollande annonçant la décision du conseil d'administration de MSF Belgique du 2 août 1995, relative au retrait des camps du Zaïre, 3 août 1995 (en flamand).

**Extrait :**

1. Le conseil d'administration de MSF Belgique accepte l'arrêt du programme médical en cours dans le camp de Kahindo, et ceci selon des modalités qui seront déterminées par le département des opérations.
2. Le conseil d'administration considère que MSF Belgique doit continuer à se mobiliser par rapport à la problématique des réfugiés rwandais. À cet effet, le conseil d'administration demande au département des opérations d'explorer, à partir de maintenant et de façon active, d'autres moyens permettant de répondre aux besoins humanitaires des réfugiés rwandais à Goma.



**Lettre** du directeur général de MSF Belgique au directeur du bureau Afrique du HCR à Genève, 7 août 1995 (en français).

**Extrait :**

« Vous n'ignorez pas l'importance qu'a pour notre organisation le contexte des camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie, et la singularité avec laquelle nous avons toujours voulu considérer ces camps, vu la présence en leur sein de nombreux acteurs et responsables du génocide de 1994.

L'impunité dont bénéficient encore ces responsables aujourd'hui, la présence près des camps des forces ayant contribué au génocide et leur réarmement probable, le contrôle qu'elles exercent sur les populations réfugiées sont autant de facteurs qui nous ont décidés, déjà l'an passé, à limiter lors de leur mise en place nos actions d'assistance médicale à ces populations aux besoins urgents, dans le respect des principes humanitaires élémentaires. Aujourd'hui, selon les indicateurs épidémiologiques suivis par nos équipes, il nous semble que la phase d'urgence médicale et nutritionnelle est passée, ce qui nous pousse à remettre en question l'assistance qu'apporte Médecins sans Frontières dans les camps.

Pour cette raison, le conseil d'administration de MSF-Belgique a opté la semaine passée pour le principe de suspension de nos programmes d'assistance, en précisant que celui-ci devait s'effectuer en concomitance avec une recherche pour de nouvelles initiatives orientées principalement vers l'appui au rapatriement et vers le dialogue transfrontalier. Des actions d'information sont également prévues pour réaffirmer le prérequis impératif de justice pour les assassins.



*C'est en juin qu'on a pris la décision, ou peut-être c'était en août, mais en tout cas pour moi c'était déjà trop tard. On était d'accord sur une chose. On aurait dû se retirer tous ensemble des camps. Je crois que c'est un moment historique où le mouvement a beaucoup perdu et je crois qu'on en souffre encore. Je crois que les mesures prises dans les camps ne nous ont pas du tout convaincus que ça allait mieux. En revanche, les raisons qu'on*

*a invoquées pour sortir, c'est-à-dire la fraude massive au niveau de l'enregistrement, etc. selon moi... je vais être honnête, là, c'étaient des raisons qui n'étaient pas valables. Ceux qui ont déjà travaillé dans les camps savent très bien que dans tous les camps de réfugiés il y a au moins 5 à 10 % de double enregistrement. Dans ces camps-là, c'était moins. Évidemment, il y avait des fraudes, évidemment il y avait des détournements de nourriture, je ne connais aucun camp où les gens ne doivent pas payer une ration, etc. Je ne dis pas que je suis d'accord avec ces pratiques, mais ce n'étaient pas de très bonnes raisons pour quitter, et pourtant ce sont celles qu'on a invoquées. On aurait dû mettre beaucoup plus l'accent – on l'a fait, mais pas suffisamment –, sur le fait que tous ces camps-là étaient des bases arrière, le fait que les gens dans ces camps étaient otages. On n'a pas mis assez l'accent là-dessus. Je n'étais pas très content, On s'est retirés, mais le problème, c'est que c'était trop tard.*

*Dr [...], MSF Belgique, responsable de programme, puis directeur des opérations  
(en français).*

**Le 9 août 1995, le conseil d'administration de MSF Hollande décide le retrait des camps du Zaïre et de Tanzanie, à l'exception des camps situés près d'Uvira, où la situation médicale et sanitaire n'est pas stabilisée. Une enquête est lancée pour déterminer l'impact du programme de santé mentale.**



« **Décision** du conseil d'administration de MSF Hollande au sujet de la présence dans les camps du Zaïre et de Tanzanie », 8 août 1995 (en anglais).

**Extrait :**

Le conseil d'administration de MSF Hollande, s'appuyant sur la philosophie de l'organisation, a décidé de cesser ses activités médicales dans les camps autour de Goma et de Ngara, considérant que :

- a. Les données médicales permettent de conclure que la phase d'urgence est terminée.
- b. L'aide humanitaire en général a un impact négatif en consolidant la situation actuelle – les structures de pouvoir qui fournissent des bases au génocide – dans les camps
- c. Au cours de ces derniers mois, les activités de témoignage n'ont pas permis d'apporter de changement visible à la situation.

De surcroît, le conseil d'administration a décidé qu'une enquête allait être menée afin de déterminer s'il ne fallait pas exclure de cette décision le programme de santé mentale, au cas où il contribuerait de façon substantielle à sortir de l'impasse.

De plus, l'opinion du conseil d'administration est que toutes les autres initiatives susceptibles d'améliorer la situation méritent le soutien total de l'organisation.

**Le 28 août 1995, une « fuite » ayant entraîné la diffusion de la nouvelle par un journaliste hollandais à Nairobi, MSF Hollande rend publique sa décision de retrait des camps.**



« Des travailleurs humanitaires hollandais quittent les camps de réfugiés rwandais », **Reuters** (Royaume-Uni), 28 août 1995 (en anglais).

**Extrait :**

La branche néerlandaise de Médecins Sans Frontières a déclaré lundi qu'elle retirerait ses volontaires de deux camps de réfugiés rwandais, dont elle pense qu'ils abritent des auteurs du génocide. Jacques de Milliano, directeur de la section néerlandaise de Médecins Sans Frontières, a déclaré que neuf membres de MSF se retireraient du camp de Katala près de Goma au Zaïre, et 13 autres de Ngara en Tanzanie.

Au total, 1 500 employés locaux de MSF dans ces camps devraient cesser leurs opérations. « Nous savons que de nombreuses personnes dans ces camps ont du sang sur les mains », a déclaré de Milliano. « Dans les camps de réfugiés circulent des meurtriers qui préparent des plans pour de nouvelles attaques. Nous ne voulons pas faire partie de ce système. »

[...] Le directeur de la section néerlandaise de MSF a ajouté que huit membres expatriés de MSF Belgique se retireraient également du camp.

Selon de Milliano, il faudra du temps, probablement des mois pour réaliser un retrait contrôlé et la transmission des responsabilités aux autorités des Nations unies chargées des réfugiés.

[...] « Pour l'instant nous négocions une transmission correcte avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Nous pensons pouvoir la réaliser dans un délai de six à huit mois. Si nous voulons donner toutes les chances au HCR d'assurer un suivi acceptable, cela prendra du temps », a ajouté de Milliano.

Selon lui, MSF avait des doutes depuis un certain temps sur certains événements se déroulant dans le camp et a produit un rapport intitulé « Briser l'engrenage », qui pointait les violences commises en permanence dans les camps.

De Milliano a remarqué que depuis un an, aucun responsable du génocide n'a été amené devant la Cour internationale de justice de La Haye. Un tribunal spécial des Nations unies chargé de l'enquête a finalement été financé.

« MSF considère que l'action humanitaire dans le cadre d'un génocide doit être appuyée par des actions politiques et judiciaires », a-t-il ajouté.

« La population des camps est en quelque sorte devenue prisonnière de ses propres leaders, et l'aide humanitaire nourrit l'impunité. MSF ne veut plus être responsable de cette situation. »



**Message** du directeur de la communication et de la responsable de desk MSF Hollande aux sections MSF, 27 août 1999 (en anglais).

**Extrait :**

Comme certains d'entre vous en ont déjà entendu parler, l'information selon laquelle MSF a décidé de quitter les camps a été diffusée à la suite d'une fuite par un journaliste néerlandais basé à Nairobi. Entre temps, vous aurez sans doute l'information *via* l'AFP cet après-midi. Bien sûr, nous ne sommes pas du tout contents de cette nouvelle, mais la fuite est un risque qui existera toujours. Ci-joint, vous trouverez un texte de *briefing* avec les points de vue de MSF Hollande, les faits et les chiffres. Nous l'avons préparé ce matin. Nous allons l'utiliser pour la presse néerlandaise. Comme le temps presse et que nous n'avons pas tous les faits et chiffres des autres sections, ce n'est pas un texte complètement international. MSF International peut bien sûr rassembler les informations des autres sections et produire un document international. En Hollande, le message a déjà été plutôt bien diffusé au travers d'une interview donnée à l'unique agence de

presse néerlandaise. MSF Belgique – au moins ce matin – n’a pas non plus ressenti le besoin d’être pro actif en Hollande à ce sujet pour le moment. Nous allons seulement envoyer ce texte de briefing aux journaux nationaux importants.

En ce qui nous concerne, chaque section décidera si la diffusion d’un communiqué de presse est nécessaire. Comme toutes les sections MSF partagent désormais une position commune à ce sujet, chaque section est libre de communiquer sans consulter les autres. Et MSF International à Bruxelles et Nairobi peut décider si un communiqué de presse international est nécessaire.

#### Informations complémentaires sur le retrait de MSF Hollande des camps de réfugiés du Zaïre et de Tanzanie

MSF a pris la décision de quitter les camps pour les raisons suivantes :

- La situation médicale et humanitaire dans les camps est consolidée. Les responsables du génocide au Rwanda contrôlent toujours la population des réfugiés dans les camps. Deuxièmement, l’impunité règne toujours, quasiment personne n’a encore été arrêté. Personne n’a été présenté à la justice. Et finalement, la militarisation de la région continue. Le site est désormais un terrain de lancement pour une future action militaire.
- L’urgence médicale est terminée, le nombre de malades et le nombre de décès a été réduit à un niveau acceptable pour une situation de camps de réfugiés. Résultat : les effets négatifs des opérations de secours sont plus importants que leurs effets positifs.
- La situation médicale et humanitaire dans les camps proches d’Uvira (Zaïre) restant instable, MSF va y poursuivre ses activités. Les camps près d’Uvira abritent 150 000 Rwandais ainsi que des réfugiés burundais.



*Au sujet des médias, le conseil d’administration avait décidé qu’on devrait rester silencieux pendant une courte période, le temps que 80 % des équipes puissent se retirer. Mais deux jours après que nous avons pris cette décision, à sept heures du matin, j’ai reçu un coup de fil d’un journaliste de Nairobi. Il m’a dit : « Je viens de discuter avec des membres de votre équipe sur le terrain et ils m’ont dit que vous aviez décidé de vous retirer. Pouvez-vous m’expliquer ? » Bien sûr, j’ai confirmé et le retrait a été très médiatisé ici en Hollande. On s’est expliqués. On a parlé avec les médias internationaux à Nairobi. On a été critiqués de tous bords. Toutes les ONG, même Amnesty, étaient en désaccord avec nous. Elles disaient en substance que les ONG devaient se tenir à l’écart du contexte politique. De la part de la Croix-Rouge, ce n’était pas une position surprenante. Mais de la part des autres... Donc nous avons eu une prise de position très forte. Amnesty International a même produit un rapport spécial sur le retrait de MSF Hollande des camps de réfugiés rwandais. Ils étaient sur la position de African Rights : les organisations humanitaires doivent s’en tenir au travail humanitaire et laisser les organisations de défense des droits de l’homme s’occuper des droits de l’homme. Elles ne doivent pas avoir plusieurs mandats, car ce n’est pas efficace. Dans la presse, il y avait deux types de position. La presse populaire disait : « Comment est-ce que MSF peut critiquer des victimes ? » La presse plus intellectuelle, en général la presse plus intéressée par les affaires internationales, nous soutenait. Il y a eu quelques éditoriaux disant : « Enfin, une organisation prend ses responsabilités face à une situation aussi désastreuse. » Même si la presse n’a pas été globalement en notre faveur, cela ne nous a pas atteints. Avec le premier rapport, nous avons éduqué la presse à tout le processus et à notre position. Elle était d’accord ou au minimum nous a couverts, en disant : « Voici la position de MSF. » Nous nous sommes expliqués dans des interviews. Donc le premier rapport a eu une bonne couverture, dans les principaux journaux. Le second rapport, lié au retrait, également. Entre-*

*temps on a publié des articles sur les limites de la neutralité dans des journaux néerlandais. Donc on a fait œuvre d'éducation.*

*Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général (en anglais).*



*Nous avons envoyé un signal fort à toute la communauté humanitaire, aux Nations unies et au gouvernement rwandais. Bien sûr, nous n'avons pas fait la une de tous les journaux, mais les gens l'ont su. Un coordinateur de MSF Hollande, qui avait auparavant travaillé avec CARE et CONCERN m'a dit : « J'étais très heureux qu'enfin il y ait une organisation pour prendre cette responsabilité et c'est pour cela que j'ai voulu travailler avec MSF. » À Ngara, chaque fois qu'on recevait une visite d'un représentant du siège, on lui disait : « On doit rester à Ngara et discuter avec d'autres organisations, avec le HCR, pour essayer d'obtenir plus de présence de policiers. » On a aussi formé une coalition d'ONG, en dehors du HCR, pour essayer de politiser les autres organisations. On a échoué, car on n'a pas trouvé de solution, mais on a vraiment éveillé les consciences de toutes les ONG. Je pense que cela a aussi été une action pratique de témoignage très importante. On a fait prendre conscience à toutes les organisations qu'il ne s'agissait pas seulement de nourriture et d'eau, mais aussi de la dimension politique des camps.*

*Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur en Tanzanie, 1994-1995 (en anglais).*

# CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1994-1996

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Elaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>AVRIL 1994</b>		<p><b>À partir du 6 avril 1994</b>  <u>Rwanda</u> : génocide des Rwandais tutsis et massacres des Rwandais hutus opposés au génocide.</p>	
		<p><b>29 avril 1994</b>  <u>Tanzanie</u> : fuyant leur pays, 170 000 Rwandais arrivent en Tanzanie et s'installent sur le site de Benaco.</p>	
<b>JUIN 1994</b>		<p><b>9 juin 1994</b>  <u>Tanzanie</u> : chasse à l'homme sous les yeux du personnel MSF dans le camp de <u>Benaco</u>.</p>	
		<p><b>15 juin 1994</b>  Manifestation des réfugiés pour empêcher l'expulsion de <u>Jean-Baptiste Gatete</u>, l'un des <u>organiseurs présumés du génocide</u>. Prise en otage du personnel du <u>HCR</u>. Le personnel humanitaire quitte le camp.</p>	
	<p><b>18 juin 1994</b>  La France annonce qu'elle saisira le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> à propos d'une « intervention militaire ponctuelle à but humanitaire au <u>Rwanda</u>, baptisée "<u>opération Turquoise</u>", avec ou sans le soutien d'autres pays ».</p>		<p><b>17 juin 1994</b>  Conférence de presse de MSF France à Paris : « On n'arrête pas un génocide avec des médecins. » Le camp de Benaco est qualifié de « vitrine humanitaire et sanctuaire du génocide ».</p>
	<p><b>22 juin 1994</b>  <u>Résolution 929 du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant l'opération Turquoise</u> au titre du chapitre 7 de la charte des Nations unies : « Protection des populations civiles et de l'aide humanitaire. »</p>		

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>JUIL. 1994</b>	<p><b>3 juillet 1994</b>            Autorisation des <u>Nations unies à la France</u> pour la création d'une « <u>zone humanitaire sûre</u> », dite « zone Turquoise » dans le sud-ouest du <u>Rwanda</u> (<u>Cyangugu</u>, <u>Gikongoro</u>, <u>Kibuye</u>).</p>	<p><b>4 juillet 1994</b>  <u>Rwanda</u> : prise de Kigali et de Butare par le <u>Front patriotique rwandais (FPR)</u>. Début d'exode massif des Hutus vers le nord-ouest (<u>Ruhengeri</u>, <u>Gysenyi</u>) où se trouve le gouvernement intérimaire.</p> <p><b>6 juillet 1994</b>  <u>Rwanda</u> : création d'un <u>gouvernement d'union nationale</u>.</p> <p><b>13 juillet 1994</b>  <u>Zaire</u> : arrivée de <u>milliers de réfugiés à Goma</u>.</p> <p><b>14 juillet 1994</b>  <u>Rwanda</u> :            Prise de <u>Ruhengeri</u> par le <u>FPR</u>.            Fuite du <u>gouvernement intérimaire rwandais</u> vers la <u>zone Turquoise</u>.</p> <p><b>14 au 17 juillet 1994</b>  <u>Zaire</u> : de 500 000 à 80 000 <u>réfugiés rwandais</u> s'installent autour de <u>Goma</u>.</p>	<p><b>Début juillet 1994</b>            Démission de <u>Arjo Berkhout</u>, coordinateur délégué du pool d'urgence en <u>Tanzanie</u> pour <u>MSF Hollande</u>.</p> <p><b>4 au 10 juillet 1994</b>            Mission exploratoire menée par <u>MSF Belgique</u>, <u>MSF France</u> et <u>MSF Hollande</u> en <u>zone Turquoise</u> autour de <u>Gikongoro</u> : <u>décision d'un programme conjoint</u> <u>MSF France-MSF Hollande</u> puis <u>désistement de MSF Hollande</u>.</p> <p><b>15 juillet 1994</b>            Décision de <u>MSF Hollande</u> et <u>MSF Belgique</u> d'intervenir à <u>Goma</u>. <u>MSF France</u> se réserve pour <u>Bukavu</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>JUIL. 1994</b>	<p><b>20 juillet 1994</b> Annonce du HCR : 500 000 réfugiés ont franchi les postes frontières de Bukavu et Kamanyola (Sud-Kivu). Mise en place d'un <u>pont aérien</u> vers <u>Goma</u>.</p> <p><b>22 juillet 1994</b> Le <u>président des États-Unis, Bill Clinton</u>, parle de la « pire crise humanitaire d'une génération » et annonce un « <u>plan pratique d'action</u> ».</p>	<p><b>16 juillet 1994</b> <u>Zaire</u> : repli des Forces armées rwandaises (FAR) sur <u>Goma</u>.</p> <p><b>19 juillet 1994</b> <u>Zaire</u> : premier cas de choléra dans les camps de <u>Goma</u>.</p> <p><b>22 juillet 1994</b> <u>Rwanda</u> : le gouvernement appelle <u>les réfugiés au retour</u>. « Ceux qui n'ont pas participé aux massacres n'ont rien à craindre. »</p> <p><b>24 juillet 1994</b> <u>Zaire</u> : 80 000 réfugiés sont arrivés à <u>Bukavu</u> au lieu des 200 000 annoncés par le HCR.</p> <p><b>27 juillet 1994</b> <u>Zaire</u> : 20 000 morts du choléra à <u>Goma</u>.</p>	<p><b>18 juillet 1994</b> Message du <u>département des affaires humanitaires de MSF Hollande (HAD)</u> aux équipes : « Nous devons poursuivre nos activités dans ce camp, mais en même temps nous devons continuer à faire pression publiquement pour que ces meurtriers soient traînés en justice. »</p> <p><b>19 juillet 1994</b> <u>Conférence de presse MSF Belgique</u> qui demande le retour des réfugiés au <u>Rwanda</u>. <u>MSF Hollande</u> est sur la même position.</p> <p><b>22 juillet 1994</b> Selon <u>MSF Hollande</u>, 10 000 malades du choléra et 80 morts à <u>Goma</u>. Les besoins médicaux sont couverts.</p> <p><b>24 juillet 1994</b> Une partie de l'équipe <u>MSF France</u> basée à <u>Bukavu</u> rejoint <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF Hollande</u> à <u>Goma</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p><b>1994</b> <b>AOÛT 1994</b></p>	<p><b>11 août 1994</b> Le <u>Conseil de sécurité</u> de l'ONU se prononce en faveur d'un retour « rapide » des réfugiés et déplacés au <u>Rwanda</u>. Le <u>HCR</u> annule le retour massif prévu le 16 août.</p>	<p><b>2 août 1994</b> <u>Zaire</u> : installation des réfugiés dans des camps à 50 km au nord de <u>Goma</u>.</p>	<p><b>4 août 1994</b> <u>Conférence de presse de MSF à Goma</u>, déclaration du président du conseil d'administration de MSF France : « Les réfugiés sont trop faibles et courent trop de risques pour rentrer au <u>Rwanda</u>. »</p> <p><b>7 août 1994</b> <u>Conférence de presse MSF-Épicentre à Goma</u> : 80 000 réfugiés seraient morts entre le 24 juillet et le 3 août. Évacuation de la maison de <u>MSF France à Chimanga</u> pour des raisons de sécurité.</p> <p><b>10 août 1994</b> <u>Conférence de presse de MSF Belgique</u> : point sur les opérations et les finances, « appel à la surveillance des droits de l'homme au Rwanda ». Décision du <u>Conseil international de MSF</u> : lobbying pour l'augmentation des observateurs des droits de l'homme au Rwanda et envoi de personnel MSF pour collecte d'informations sur la violation des droits de l'homme au <u>Rwanda</u>, au <u>Zaire</u> et en <u>Tanzanie</u>.</p> <p><b>11 août 1994</b> <u>Le Soir</u> (Belgique) : appel aux organisations de défense des droits de l'homme par Réginald Moreels, <u>président du conseil d'administration de MSF Belgique</u>. <u>International Herald Tribune</u> (États-Unis) : « Il y a urgence à empêcher un épilogue "à la cambodgienne" au Rwanda », par Alain Destexhe, <u>secrétaire général de MSF International</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p><b>1994</b> <b>AOÛT 1994</b></p>	<p><b>21 août 1994</b> <u>Départ des derniers soldats français de la zone Turquoise.</u></p> <p><b>25 août 1994</b> <u>Annonce du HCR : « Les camps du Zaïre sont virtuellement en état de guerre en raison des violences perpétrées par les milices et les FAR contre les populations et les menaces contre les ONG. Le HCR ne favorise plus le rapatriement volontaire au Rwanda depuis Goma.</u></p>	<p><b>13 août 1994</b> <u>Rwanda-Zaïre : Fuite des déplacés Hutus de la zone Turquoise vers Bukavu.</u></p> <p><b>15 au 23 août 1994</b> <u>Zaïre : 120 000 réfugiés à Bukavu.</u></p> <p><b>22 août 1994</b> <u>Tanzanie : attaque contre un groupe de réfugiés candidats au retour au Rwanda, à Benako.</u></p> <p><b>23 août 1994</b> <u>Zaïre : attaque de miliciens Interahamwe contre 200 réfugiés du camp de Kibumba prêts au retour.</u></p>	<p><b>13 août 1994</b> <u>Mission d'évaluation de MSF dans la région de Cyangugu (sud-ouest du Rwanda).</u></p> <p><b>17 août 1994</b> <u>Communiqué de presse de MSF Belgique et MSF France : « Rwanda : le troisième exode se confirme. »</u></p> <p><b>19 août 1994</b> <u>Communiqué de presse de MSF Belgique et MSF France : « Les troupes françaises quittent le Rwanda en laissant derrière elles un chaos. »</u></p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p><b>1994</b> <b>SEPT. 1994</b></p>	<p><b>6 septembre 1994</b> Début du déploiement par le FPR de 2 000 combattants dans les villes de <u>Gikongoro</u>, <u>Kibuye</u> et <u>Cyangugu</u>.</p> <p><b>7 septembre 1994</b> Publication d'un rapport de Human Rights Watch sur les violations graves des droits de l'homme commises par des troupes du FPR au cours des mois de juin et juillet.</p> <p><b>16-17 septembre 1994</b> Selon la MINUAR, plus de 2 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du Rwanda.</p> <p><b>19 septembre 1994</b> Selon le HCR, 2,1 millions de Rwandais sont réfugiés à l'étranger : 270 000 au Burundi, 500 000 en Tanzanie, 1,33 millions au Zaïre (850 000 dans la région de <u>Goma</u>, 450 000 dans la région de <u>Bukavu</u>, 30 000 dans la région d'<u>Uvira</u>).</p> <p><b>23 septembre 1994</b> Le HCR déclare ne pas encourager les réfugiés rwandais à regagner leur pays « en raison de rapports sur les violences qui y sont perpétrées » (rapport <u>Gersony</u>, non diffusé). Le <u>secrétaire général des Nations unies</u> demande une enquête complémentaire.</p>	<p><b>2 septembre 1994</b> <u>Zaïre</u> : les autorités zaïroises annoncent qu'elles se désolidarisent des ex-autorités rwandaises et que tous les réfugiés rwandais installés au Zaïre devront avoir quitté le territoire pour le 30 septembre. Émeutes dans plusieurs camps du Zaïre.</p>	<p><b>Début septembre 1994</b> <u>Responsables opérationnelles de MSF France</u> en visite au Zaïre : - volonté de se limiter à des opérations d'urgence auprès des réfugiés. - signature entre MSF France et le HCR d'un contrat d'engagement jusqu'au 31 octobre.</p> <p><b>Mi-septembre 1994</b> Prise en charge puis <u>évacuation</u> pour raisons de sécurité par <u>MSF France</u> du camp de <u>Kamanyola</u> (frontière Zaïre-Burundi).</p> <p><b>23-24 septembre 1994</b> Réunion à <u>Kigali (Rwanda)</u> des coordinateurs des différentes sections <u>MSF</u> pour analyser la situation dans les camps et le positionnement de MSF.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>SEPT. 1994</b>	<p><b>24 septembre 1994</b> La <u>MINUAR</u> dément disposer d'informations sur des massacres commis par l'<u>APR</u>.</p> <p><b>27 septembre 1994</b> Le <u>Secrétaire général</u> des Nations unies exige qu'aucun communiqué ne soit plus publié sur les risques encourus par les réfugiés qui rentrent au Rwanda.</p> <p><b>29 septembre 1994</b> Le <u>HCR</u> et les <u>Nations unies</u> demandent aux autorités zairoises de rétablir l'ordre dans les camps de réfugiés <u>rwandais</u>.</p>	<p><b>24 septembre 1994</b> Début de l'<u>opération « Homeward »</u>, supervisée par la <u>MINUAR</u> : rapatriement des déplacés de Gikongoro dans leurs communes.</p>	<p><b>Fin septembre 1994</b> Prise en charge par <u>MSF France</u> du camp de Kabira (Bukavu). Appel de la <u>coordinatrice</u> de <u>MSF France</u> à Goma au siège : dégoût des équipes face à la situation dans les camps.</p> <p><b>30 septembre 1994</b> <u>Camps de Katalé</u> (Goma) : Assassinat de scouts par des miliciens. Menaces contre le personnel expatrié et évacuation des organisations de secours (dont <u>MSF Hollande</u>) à la demande du <u>HCR</u>. Déclaration du <u>président au conseil d'administration</u> de <u>MSF France</u> : « Nous allons devoir prendre une position sur notre présence dans les camps de Goma. »</p>
<b>OCT. 1994</b>	<p><b>3 octobre 1994</b> Adoption par le <u>Conseil de sécurité</u> des Nations unies du <u>rapport de la Commission des experts</u>, établissant qu'un <u>génocide</u> a été perpétré contre les <u>Rwandais tutsis</u>.</p>		<p><b>5 octobre 1994</b> Les <u>directeurs des opérations</u> du mouvement <u>MSF</u> décident d'envoyer trois personnes (troïka) évaluer la situation au <u>Rwanda</u>, au <u>Zaire</u> et en <u>Tanzanie</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<p><b>1994</b> <b>OCT. 1994</b></p>	<p><b>21 octobre 1994</b> Communiqué de presse du <u>HCR</u> s'inquiétant de la détérioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés, dénonçant la présence menaçante des FAR, la mainmise des autorités politiques sur les populations et la terreur pratiquée contre les réfugiés candidats au rapatriement.</p> <p><b>24 octobre 1994</b> Signature d'un <u>accord tripartite (HCR-Zaïre-Rwanda)</u> sur le rapatriement des réfugiés.</p>	<p><b>6 octobre 1994</b> <u>Rwanda</u> : prise de contrôle totale de l'ex-« <u>zone humanitaire sûre</u> » dans le sud-ouest du <u>Rwanda</u> par les nouvelles autorités rwandaises.</p>	<p><b>7 au 16 octobre 1994</b> Visite de la « <u>troïka</u> » du <u>conseil international MSF</u> au Rwanda et au Zaïre.</p> <p><b>11 octobre 1994</b> <u>Mémoire</u> du <u>département des affaires humanitaires (MSF Hollande)</u> aux équipes : arguments en faveur de la poursuite des opérations ; MSF doit-elle écrire un rapport et le rendre public ?</p> <p><b>14 octobre 1994</b> Réunion à Kigali (Rwanda) entre la « <u>troïka</u> » du <u>conseil international et les coordinateurs de MSF</u>. Décision de réévaluer la situation au bout de six semaines, après renforcement du lobbying auprès de la communauté internationale.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>OCT. 1994</b>			<p><b>28 octobre 1994</b> Vote par le CA de MSF France du retrait de la section française de tous les camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie, dans un délai de un mois.</p>
<b>NOV. 1994</b>			<p><b>2 novembre 1994</b> Communiqué de presse de 15 ONG présentes à Goma (dont MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande) : solidarité avec le HCR, inquiétude face à la détérioration des conditions de sécurité, menace d'envisager un retrait des camps si la sécurité pour expatriés et réfugiés ne s'améliore pas.</p> <p><b>5 novembre 1994</b> Lettres du personnel de MSF Belgique dans les camps du Zaïre au conseil d'administration : <u>écœurement</u>, suggestion de retrait de MSF des camps par certains.</p> <p><b>6 novembre 1994</b> Lettre au conseil d'administration de MSF Belgique du coordinateur de la section belge à Goma : opposition au retrait de MSF des camps.</p> <p><b>7 novembre 1994</b> Communiqué MSF États-Unis : « Appel de MSF au Conseil de sécurité des Nations unies pour une action immédiate dans les camps de réfugiés rwandais », annonce dans le quotidien français <i>Quest-France</i> par le président du conseil d'administration de MSF France de la décision de MSF de se retirer des camps de réfugiés rwandais.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>NOV. 1994</b>	<p><b>8 novembre 1994</b>            Résolution 955 du <u>Conseil de sécurité de l'ONU</u> :            - création du <u>Tribunal pénal international pour le Rwanda</u> (TPIR) ;            - création d'une force spéciale chargée de rétablir la sécurité dans les camps du <u>Zaire</u> et de <u>Tanzanie</u>, recommandée par le <u>secrétaire général des Nations unies</u>.</p>	<p><b>15 novembre 1994</b>            14 personnes tuées par des soldats de l'APR au cours d'une opération de démantèlement des camps de déplacés dans l'<u>ex-zone humanitaire sûre</u>.</p>	<p><b>8 novembre 1994</b>            Décision du conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> :            « Laisser la porte ouverte à un éventuel retrait de la section belge des camps du Zaire. »            Arrêt des programmes de <u>MSF France</u> dans la région de Goma.            AFP (France) : « MSF prêt à rester dans les camps sous certaines conditions. »</p> <p><b>10 novembre 1994</b>            Début de diffusion par <u>MSF Hollande</u> du rapport « <u>Briser l'engrenage</u> » (<i>Breaking the Cycle</i>) décrivant la situation dans les <u>camps du Zaire et de Tanzanie</u>.</p> <p><b>14 novembre 1994</b>            Communiqué de presse <u>MSF International</u>, <u>MSF États-Unis</u> et <u>MSF Royaume-Uni</u> : « MSF se retire des camps de Bukavu, en signe de protestation. »</p> <p><b>16 novembre 1994</b>  <u>Le Soir</u> (Belgique) : soutien du directeur des opérations de <u>MSF Belgique</u> à la décision de <u>MSF France</u> de quitter les camps de Bukavu.</p> <p><b>18 novembre 1994</b>            Retrait effectif de <u>MSF France</u> des camps de Bukavu.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>NOV. 1994</b>			<p><b>24 novembre 1994</b>  Réunion inter-sections (bilan Kigali) à Amsterdam :  - décision de <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF Hollande</u> de rester dans les camps ;  - <u>MSF Hollande</u> prêt à reprendre les programmes de <u>MSF France</u> en <u>Tanzanie</u>.  Communiqué de presse de <u>MSF Belgique</u> : « Médecins Sans Frontières remet en question les propositions de M. Boutros Ghali. »  <u>MSF France</u> : « Médecins Sans Frontières critique les propositions de M. Boutros-Ghali. »</p> <p><b>25 novembre 1994</b>  Communiqué de presse de <u>MSF Belgique</u> rapportant des incidents violents dans le camp de Goma et demandant le déploiement d'une force internationale pour garantir la sécurité des réfugiés.  Communiqué de presse de <u>MSF International</u> et <u>Oxfam</u> :  « Les agences de secours reprochent à la France de bloquer l'aide de l'Union européenne pour la reconstruction du Rwanda. »</p> <p><b>Fin novembre 1994</b>  Campagne d'information et de communication de <u>MSF France</u> sur son retrait des camps de réfugiés du <u>Zaïre</u> et de <u>Tanzanie</u>.</p>
<b>DÉC. 1994</b>	<p><b>30 novembre 1994</b>  Condamnation par le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> de l'action des militaires et miliciens dans les camps de réfugiés au <u>Zaïre</u>.  Prolongation de six mois du mandat de la <u>MINUAR</u>.  Report <i>sine die</i> de la proposition du <u>secrétaire général de l'ONU</u> de créer une force internationale dans les camps.</p>	<p><b>30 novembre 1994</b>  Selon le <u>HCR</u>, afflux de plusieurs milliers de réfugiés dans la région de <u>Bukavu</u>, fuyant l'intervention des soldats de l'<u>APR</u> pour démanteler les camps dans l'ex-zone humanitaire sûre (préfectures de <u>Kibuye</u> et <u>Cyangugu</u>).</p>	<p><b>7 décembre 1994</b>  Confirmation de la <u>stratégie de MSF Belgique</u> dans les camps, par le <u>conseil d'administration</u> : continuer les opérations, surveiller la situation et faire pression pour son assainissement.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1994</b> <b>DÉC. 1994</b>		<p><b>17 décembre 1994</b> Paul Kagame, ministre de la Défense du Rwanda, réclame l'envoi de <u>Casques bleus</u> dans les camps de réfugiés rwandais au Zaïre.</p>	<p><b>Mi-décembre 1994</b> Préparation du <u>départ de MSF France</u> des camps de Tanzanie 16 cas de choléra dans le camp de <u>Benaco</u>.</p> <p><b>20 décembre 1994</b> Conférence de presse de MSF à Nairobi : annonce du retrait de <u>MSF France</u> des camps de <u>Tanzanie</u>.</p> <p><b>22 décembre 1994</b> <u>BBC</u> (Royaume-Uni), <u>The Guardian</u> (Royaume-Uni) : un porte-parole du <u>HCR</u> accuse <u>MSF</u> de quitter les camps pour pouvoir « passer Noël à la maison ».</p> <p><b>31 décembre 1994</b> Retrait de <u>MSF France</u> des camps de <u>Tanzanie</u>.</p>
<b>1995</b> <b>JAN. 1995</b>			<p><b>24 janvier 1995</b> À l'occasion de la publication de « <u>Populations en danger</u> », MSF dénonce l'impunité dont bénéficient <u>les auteurs du génocide</u> des Rwandais tutsis.</p>
<b>FÉV. 1995</b>			<p><b>7 février 1995</b> Annonce par <u>MSF Belgique</u> de son retrait du camp de Kibumba en raison de l'insécurité, de menaces à l'encontre des expatriés et de la fraude dans l'enregistrement des réfugiés. Constat de <u>MSF Hollande</u> : amélioration générale dans les camps où ses équipes travaillent.</p> <p><b>9 février 1995</b> <u>The New York Times</u> (États-Unis) : « Médecins sans Frontières quitte les camps de réfugiés rwandais », par Alain Destexhe, secrétaire général de <u>MSF International</u>.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
<b>1995</b> <b>MARS 1995</b>			<p><b>3-4 mars 1995</b> Réunion régionale inter-sections MSF à Kigali : divergences sur la position de MSF face au rapatriement des réfugiés.</p> <p><b>23 mars 1995</b> Communiqué de presse de 18 ONG, dont MSF, alertant sur le manque d'approvisionnement des réfugiés des camps du Zaïre en nourriture.</p>
<b>AVRIL 1995</b>		<p><b>18 au 25 avril 1995</b> Massacre d'au moins 4 000 déplacés dans le <u>camp de Kibeho</u>, dans le sud-ouest du Rwanda, par les soldats de l'APR.</p>	<p><b>Fin avril 1995</b> Visite du responsable de programme de <u>MSF Hollande</u> aux équipes des camps du Zaïre opposées au retrait.</p>
<b>MAI 1995</b>			<p><b>17 mai 1995</b> Réunion <u>internationale</u> des responsables de programme des Grands Lacs : <u>MSF Belgique</u> affirme ne pas envisager de se retirer des camps dans un futur proche.</p>
<b>JUIN 1995</b>			<p><b>22 juin 1995</b> Discussion des <u>directeurs des opérations</u> et des <u>responsables de programme des Grands Lacs</u> de MSF sur un éventuel retrait des camps. Décision laissée à chaque section, interrogation du conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> sur un éventuel retrait des camps.</p>

	International	Grands Lacs d'Afrique centrale	MSF
JUIL. 1995			<p><b>5 juillet 1995</b> Le conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> laisse au comité de projet la décision de quitter ou non les camps.</p> <p><b>18 juillet 1995</b> Le comité de projet de <u>MSF Belgique</u> demande au conseil d'administration d'approuver le retrait des équipes du camp de Kahindo.</p> <p><b>27 juillet 1995</b> Publication de « <u>Impasse dans la crise des réfugiés rwandais</u> » (<i>Deadlock in the Rwandan refugee crisis</i>), rapport de <u>MSF Hollande</u> sur la situation dans les camps de réfugiés rwandais au <u>Zaire</u> et en <u>Tanzanie</u>.</p>
AOÛT 1995			<p><b>2 août 1995</b> Décision du conseil d'administration de <u>MSF Belgique</u> : retrait effectif de la section belge du camp de <u>Kahindo</u> quatre mois plus tard.</p> <p><b>9 août 1995</b> Vote du conseil d'administration de <u>MSF Hollande</u> : retrait de <u>MSF Hollande</u> des camps de <u>Tanzanie</u> et du <u>Zaire</u> (sauf Uvira).</p>
DÉC. 1995			<p><b>28 août 1995</b> Annonce publique du <u>retrait de MSF Hollande</u> après une « fuite » d'un journaliste de Nairobi.</p> <p><b>Décembre 1995</b> Retraits effectifs de <u>MSF Hollande</u> du camp de <u>Katale</u> (Zaire) et de <u>Ngara</u> (Tanzanie), et de <u>MSF Belgique</u> du camp de <u>Kahindo</u> (Zaire).</p>

Les études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières (MSF) explorent les actions et les processus de prise de décision de l'organisation lors d'interventions humanitaires complexes, qui l'ont amenée à prendre la parole publiquement. Chaque étude de cas s'intéresse à des situations dans lesquelles la prise de parole publique a posé des dilemmes ou/et fait courir un risque à MSF. La méthodologie employée restitue de manière chronologique les dilemmes, les contraintes et les controverses, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Toutes les études de cas sont disponibles au téléchargement en français et en anglais sur le site : [www.msf.org/fr/speakingout/accueil](http://www.msf.org/fr/speakingout/accueil)



**MÉDECINS SANS FRONTIÈRES INTERNATIONAL**

Route de Ferney 140, Geneva, Switzerland  
Tel: +41 (0)22 849 84 84, Fax: +41 (0)22 849 84 04, [www.msf.org](http://www.msf.org)